

LE
COMPLÔT DE L'AN XII

I.

(*Suite¹.*)

Windham, secrétaire d'État de la guerre dans le ministère Pitt, n'avait point ménagé son appui et ses secours à Georges Cadoudal, qu'il tenait en haute estime. Rendu à la vie privée, après la chute de Pitt en février 1801, il resta le protecteur du général chouan auprès du ministère Addington. Il était d'ailleurs connu par sa haine de la Révolution et menait à cette époque dans le Parlement, avec Dundas et Grenville, une furieuse campagne contre la paix d'Amiens, signée depuis peu. Le 4 novembre 1802, il se livrait, dans la Chambre des communes, aux provocations de guerre les plus violentes ; il visitait ostensiblement le capitaine d'Auvergne que Fouché venait de chasser de Paris, où il s'était rendu pour recueillir la succession du duc de Bouillon, et prenait des renseignements sur sa courte détention au Temple. Georges Cadoudal était donc assuré de recevoir bon accueil de Windham s'il avait « en vue quelque changement » en France.

Malheureusement, le journal de Windham ne fournit aucun détail sur les vues de Georges. On ne peut douter cependant que celui-ci ait songé à ce moment à se venger du premier consul. Bonaparte faisait demander à Londres, par son envoyé Otto, « la déportation de Georges au Canada » et l'éloignement des princes de la maison de Bourbon (5 juin 1802). Hawkesbury suppliait en vain l'ambassadeur de ne pas lui remettre de note officielle à ce sujet; sur l'ordre de Talleyrand (12 août), Otto

1. Voir *Revue historique*, t. LXXIV, p. 278.

remettait la note du 16, à laquelle le ministre anglais répondait par de vagues promesses de faire déporter Georges et ses officiers au Canada. Déjà Bonaparte avait ordonné à Bernadotte, chef de l'armée de l'Ouest, de pourchasser sans trêve et sans pitié les restes des bandes de Georges, de « se défaire de cette poignée de brigands qui insulte à la république entière, » sans « être arrêté par des idées de forme » (3 juillet)¹.

Or, la visite de Georges à Windham est du 2 août. C'est aussi « vers le mois d'août 1802 » que le chef chouan se rendait auprès du représentant du comte de Lille à Londres, le comte des Cars, pour lui exposer ses plans et offrir au futur Louis XVIII « la direction de l'entreprise. » La hauteur de l'accueil offensait Cadoudal, le rejettait dans la coterie du comte d'Artois, qui l'accaparait. Mais il restait en relations avec le secrétaire du comte des Cars, le baron de Guilhermy, et lui faisait confidence de ses projets : « Le projet du hardi Breton, si nous en croyons le baron, était d'attaquer le premier consul et son escorte, homme à homme, à armes égales, et, après s'être emparé de Bonaparte, de mettre à l'instant même à sa place, à titre provisoire, un chef capable pour commander la force publique ou maintenir l'ordre. On eût proclamé ensuite Louis XVIII. Pichegrus, quoique paraissant mêlé à tout cela, ne connaissait pas le plan adopté, mais on espérait pouvoir l'employer au dernier moment. » A cette époque, « Georges Cadoudal voulait n'emmener avec lui que des paysans bas-bretons, qui lui auraient obéi aveuglément². »

Ces confidences sont antérieures à juillet 1803, à l'époque où des nécessités politiques et des influences supérieures décidèrent le chef breton à combiner ses plans avec ceux de Pichegrus. Le témoignage de Guilhermy nous est précieux, car il nous fait connaître le complot chouan dans sa conception première, la plus simple, mais aussi la plus pratique et la plus redoutable.

Pour mettre son plan à exécution, avec l'appui et les secours pécuniaires du ministère anglais, Georges fut obligé d'attendre la rupture de la paix d'Amiens et le renouvellement des hostilités. Il voulut au moins préparer les voies et il envoya des éclaireurs de l'autre côté du détroit en avant-garde.

1. Affaires étrangères (Angleterre). Voir aux dates (*Corresp. de Napoléon*, VII, 643).

2. Guilhermy, *Papiers d'un émigré*, p. 119 et suiv.

L'un d'eux, Coster-Saint-Victor, se rendait, en septembre 1802, avec le comte de Botherel auprès de Windham pour obtenir, par son intermédiaire, une somme qui lui permit de passer en France¹.

Deux autres éclaireurs de Georges, Picot et Lebougeois, furent arrêtés, à leur arrivée en France, par la police consulaire, sur la dénonciation d'un tailleur français établi à Londres, Roulier. Picot et Lebougeois partirent de Londres le 31 décembre 1802, et, le 4 janvier suivant, s'embarquèrent à Southampton pour la France. Avant leur départ, ils avaient eu l'imprudence de se vanter de projets plus ou moins imaginaires, qui laissèrent soupçonner leur intention d'assassiner le premier consul. Roulier, dans la boutique duquel ils avaient bavardé après boire, se hâta, pour se faire valoir, après leur départ de Londres, de dénoncer à l'ambassadeur français Andréossy ces desseins homicides. Il fit cette démarche sur les conseils d'un ancien domestique de Lebougeois, agent secret de la police française à Londres, Dujardin, que Desmarests appela par la suite à Paris pour témoigner contre son ancien maître. Andréossy transmit au grand juge les renseignements fournis par Roulier, fit passer en France Roulier, sa femme et son garçon Le Marchand. La police instruisit le procès de Picot et Lebougeois d'après les dépositions des dénonciateurs. Ces dépositions, publiées par le gouvernement, ont paru assez suspectes pour nous déterminer à n'en pas tenir compte. C'est à des sources plus sûres, la correspondance du grand juge et d'Andréossy, les notes du chef de la police secrète, Desmarests, tous documents inédits², que nous emprunterons les renseignements relatifs aux relations de Georges avec Picot, à ses projets, à l'objet de la mission dont Picot et Lebougeois se chargèrent.

Ces documents nous permettent d'abord de constater les relations de Picot avec Georges et avec un des agents les plus actifs de Georges, qui jouera un rôle important dans la préparation du complot de l'an XII, Raoul Gaillard.

Le 10 ventôse an XI (1^{er} mars 1803), Desmarests, au nom du grand juge, prévenait Andréossy que la femme avec laquelle

1. *Diary of Windham, 7 septembre 1802.*

2. Ces documents se retrouvent, les premiers dans les *Papiers de Rousselin de Saint-Albin*, qui contiennent toutes les lettres d'Andréossy ou de Portalis au grand juge et réciproquement; les seconds aux Archives nationales, F⁷ 6392.

Picot vivait à Londres avait écrit à ce dernier, dont elle ignorait l'arrestation, le 13 février, qu'un M. Martel, qui lui avait déjà remis cinq louis, venait de lui faire toucher par son « aide de camp » 30 livres sterling « pour être envoyées à Picot en France. » Picot, interrogé, n'avait donné que les explications les plus vagues et les plus fantaisistes. Un M. Martel, disait-il, maître d'hôtel de l'ancien ambassadeur napolitain, M. de Circello, lui devait dix à douze louis de café. On lui objecta qu'un maître d'hôtel n'avait pas d'aide de camp. — Une seconde lettre de la femme Picot, datée du 25 février, arriva de Rouen à l'adresse de Picot, et, le 28 ventôse (19 mars), Desmarests l'annonçait en ces termes à Andréossy : « Une seconde lettre de la femme Picot, du 25 février, confirme entièrement le soupçon que j'avais eu que les 30 livres sterling remises par un M. Martel étaient envoyées par Georges lui-même à Picot en France. »

Sur cette assurance, Andréossy remettait à Hawkesbury la note du 28 mars 1803, copiant la phrase même de Desmarests et demandant au gouvernement anglais, en vertu du traité d'Amiens, de chasser d'Angleterre le conspirateur, qui essayait par ses intrigues de troubler la tranquillité de l'État voisin.

Picot connaissait aussi Raoul Gaillard. Ce dernier lui avait donné, avant son départ pour la France, l'adresse de l'hôtel de Bordeaux tenu par M^{me} Robert de Beaumont, hôtel où se réuniront un certain nombre de conjurés en 1804. L'adresse était écrite de la main même de Raoul Gaillard, Picot l'affirma à Desmarests. Il se vantait aussi d'avoir reçu de l'argent du gouvernement anglais « par les mains du secrétaire de Windham, en une seule fois 80 livres sterling ; qu'il pouvait demander autant d'argent qu'il en voulait à un M. Hugues, qui était, à ce qu'on suppose, un des Français employés dans les bureaux de M. Windham. » Or, si nous en croyons une note écrite par un des chefs du bureau de police, Raisson, sur une chemise, contenant une lettre de Raoul Gaillard à sa cousine Julie, M. Hugues ne serait autre que Raoul Gaillard, qui signait la lettre en question « Hugues Rye. »

Sans doute Picot, qui recevait de l'argent envoyé par Georges, était un agent du général chouan. Ce dernier s'est défendu, au cours du procès de 1804, de lui avoir confié aucune mission. Les « nouvelles confidences de Lebourgeois, » confidences faites à Desmarests par ce dernier en prison, le 21 thermidor an XI

(3 août 1803), prouvent au moins que Picot n'ignorait pas les projets de Georges. Lebourgeois, en effet, raconte au chef de la police secrète que Picot, qu'il avait connu en Angleterre, après échange de certains signes analogues à ceux de la franc-maçonnerie, signes usités entre les royalistes, lui avait confié le plan de Georges, « car c'est par lui seul, écrit Desmarests, qu'il sait ce qu'il me communique à ce sujet. » Or, le plan exposé par Lebourgeois et rapporté immédiatement au grand juge par Desmarests, dans une note secrète bien antérieure à la découverte du complot de l'an XII, présente de trop frappantes analogies avec celui de Georges, malgré quelques différences, pour qu'il soit possible de douter que Picot ait reçu les confidences de Georges ou d'un de ses affidés les plus intimes. « Georges, déclare Lebourgeois, rejette loin de lui la qualification d'assassin. » Son point d'honneur est là-dessus tellement connu que l'on parlait devant Coster des moyens d'introduire Georges dans les appartements du palais. Coster dit avec vivacité : « Non, non, on n'a pas besoin de cela, le général ne veut point être un assassin. » Lebourgeois expose ensuite le plan du général breton : « Lorsque les esprits auraient paru suffisamment disposés, le gouvernement ébranlé, cinq officiers généraux partaient de Londres pour se rendre à Paris, cinq princes bourbon s'y rendaient en même temps de leur côté. Enfin, un nombre d'officiers de confiance avait ordre de se rendre en France à petit bruit et chacun de leur côté. C'est dans l'hiver prochain que ce mouvement devait s'opérer. Au jour fixé, Georges plaçait trois pelotons dans une rue où le premier consul dût passer, un à chaque extrémité, un autre au milieu commandé par lui. A la tête de ce peloton, il devait assaillir la voiture du premier consul, disperser ou plutôt tuer les gardes à coups d'espingle et de pistolets, arracher le premier consul de sa voiture et le tuer de sa propre main, à l'instant même annoncer au peuple la présence des princes à Paris. Sur-le-champ, il paraissait une proclamation royale... Ici on mettra en avant le nom de Pichegru. »

Mais Lebourgeois se garde bien de faire connaître le but exact de la mission de Picot et de la sienne. Il déclara seulement que, lorsqu'il était parti de Londres, on ne comptait pas sur la guerre. « Aussi les préliminaires du plan étaient seulement de diviser l'opinion, de discréditer les actes du gouvernement, d'opérer des soulèvements partiels et un mécontentement général par

des opérations combinées d'exportations de grains, légumes, beurre, etc. »

Picot et Lebourgeois, condamnés par une commission militaire en janvier 1804, furent exécutés sans que la police eût réussi à découvrir le secret de leur mission. Il reste probable qu'ils furent envoyés par Georges en avant-garde, en attendant qu'il pût exécuter les projets depuis longtemps médités.

La reprise des hostilités entre la France et l'Angleterre (20 mai 1803) fut accueillie avec joie par Cadoudal. Elle lui fournissait l'occasion impatiemment attendue de réaliser, avec l'appui du gouvernement anglais, le plan de 1800. Aussi, le 27 juin, il offrait en ces termes ses services au ministre Hawkesbury : « Je prends la liberté d'offrir à V. E., dans ces moments critiques, les services des officiers royalistes de l'ouest de la France auxquels le gouvernement de S. M. B. donne un asile et une existence. Nous sommes une centaine, habitués tous aux fatigues et aux dangers et capables de servir soit à pied, soit à cheval. La France offre aujourd'hui beaucoup de chance et ce serait là que les officiers royalistes pourraient servir le plus avantageusement¹. »

Malheureusement pour ses amis et pour lui, Georges allait associer ses projets à ceux de Pichegru.

II.

Les projets de Pichegru.

A cette date (juin 1803), Pichegru avait-il, comme Cadoudal, arrêté dans ses grandes lignes le plan d'un complot et préparé à l'avance les moyens d'exécution? Le général n'avait encore formé que des projets vagues, dont l'issue reposait sur la bonne volonté supposée, mais douteuse, d'anciens compagnons d'armes.

Il se proposait de rétablir les Bourbons avec l'aide des généraux mécontents de Bonaparte et surtout avec l'aide de Moreau. Le plan du coup d'État n'était d'ailleurs point arrêté; il dépendait trop du consentement et de l'audace des complices présumés; il fallait négocier avec ceux-ci avant de préciser les moyens et

1. Record office (France), à la date.

de fixer la date. Ces *négociations* furent entamées en Allemagne par Pichegru lui-même en 1800, en France par ses agents Fauche-Borel, David, Lajolais, de 1802 à 1803.

Depuis longtemps, les royalistes avaient songé à gagner Moreau à la cause monarchique. En janvier 1797, le comte de Lille avait donné au prince de Condé l'ordre très net de négocier avec Moreau et de lui remettre des lettres patentes dont l'original se retrouve encore à Chantilly. Le prince avait jugé la négociation impraticable. En juillet et août 1800, sur de nouvelles instances du prétendant, il consentit à envoyer Ferrand au quartier général de Moreau. Le général affecta de ne pas comprendre les insinuations de Ferrand.

Tandis que le comte de Lille essayait de gagner Moreau à la cause de la monarchie légitime, le comte d'Artois, en Angleterre, formait un projet analogue, celui d'une entente entre les royalistes et les « généraux amis de Pichegru. »

Le 31 mai 1800, Dutheil, agent des princes à Londres, adressait une note au Foreign office pour le prévenir que Monsieur envoyait à Paris une « personne... spécialement chargée de voir les généraux amis de Pichegru qui, en rentrant dans les projets de Barras, devaient avec ce dernier concourir à remettre le roi sur le trône. » — « Monsieur considère comme très essentiel que cette personne puisse se rendre promptement à Paris, de manière à être de retour en Angleterre au moment où le général Pichegru y arrivera, afin que celui-ci puisse connaître la situation dans laquelle sont maintenant tous ces généraux et ce qu'il est possible d'attendre de cette situation¹. »

L'envoyé du comte d'Artois à Paris était un agent royaliste, l'abbé Leclerc de Boisvalon², qui, en 1797, avait sauvé une partie des papiers de Brottier et Despomelles, préparé le succès des élections royalistes de l'an V, et qui, proscrit au 18 fructidor, s'était abouché secrètement avec un confident de Barras, Massé de Bagneux, dans l'espérance de gagner à la cause de la monarchie le célèbre directeur. Il venait d'arriver de Paris avec un plan de restauration de la monarchie, qui reposait essentiellement sur la réconciliation de Moreau et de Pichegru. L'évêque d'Arras et le comte d'Artois approuvèrent le plan et chargèrent

1. Record office (France), à la date.

2. Sur Leclerc, voir *Nouvelle biogr. génér.*, art. Leclerc, Forneron (*Émigrés*), III, 275, surtout Archives nationales, F⁷ 6362-6365, affaire d'Abbeville.

Leclerc d'en faciliter l'exécution, en revenant à Paris pour recueillir tous les renseignements nécessaires à Pichegrus.

Ce dernier, rappelé en Angleterre par le comte d'Artois (8 mai 1800) et par Grenville, eut avec les ministres anglais et le prince, à son arrivée à Londres à la fin de juin 1800, plusieurs entrevues dont nous avons parlé. Aux renseignements que lui envoya Leclerc, Pichegrus pouvait joindre ceux qu'il avait reçus lui-même d'un proscrit de Fructidor récemment rappelé en France par le premier consul et employé par lui. Cet ami lui écrivait qu' « un rayon d'espoir commence à luire; » les généraux qui ont concouru au 18 brumaire sont mécontents; « on raisonne aujourd'hui de la royauté, comme on parlait en 1792 de république; Lucien, Cambacérès, Talleyrand fomentent le mécontentement; Berthier, ministre de la guerre, est un caméléon; Lasnes et Bernadotte ont déclaré à Bonaparte qu'il aspirait à la tyrannie et l'ont menacé de la vengeance des républicains; on attend avec impatience le retour de Kléber¹. »

Quelles espérances éveilla cette lettre dans l'esprit de Pichegrus? On le devine. Quels projets en furent la suite? C'est ce qu'il nous faut rechercher. Le 17 août 1800, le comte d'Artois écrivait à Grenville : « D'après ce que M. Frère m'a dit hier de votre part, relativement au retour du général Pichegrus sur le continent, je dois vous proposer de conférer avec moi d'abord et ensuite avec le général Pichegrus, afin que nous puissions convenir ensemble de la nature des instructions qu'il faudra donner à ce général pour tirer un parti de son zèle et de ses lumières². » Nous n'avons pas le texte de ces instructions, mais une lettre de Fauche-Borel nous permettra d'en deviner le sens.

Fauche-Borel, le libraire de Neufchâtel, qui, depuis 1795, parcourait l'Europe, suivant l'expression de Réal, un manuscrit sous le bras et une conspiration dans la poche, après un séjour en Allemagne, puis à Londres, avait été renvoyé en Allemagne par Grenville avec des dépêches qu'il devait remettre à Wickham, ambassadeur d'Angleterre en Suisse. Il rejoignit le ministre le 13 juillet 1800 à Amberg. Il retournait à Londres, lorsqu'il rencontra Pichegrus, parti d'Angleterre en août, aux environs de

1. Record office (Suisse), 22 avril 1800, Wickham à Grenville. La lettre du 2 avril 1800 lui avait été communiquée par Pichegrus.

2. Record office (France), à la date.

Wesel. Il séjourna quelque temps à Wesel avec Pichegrus, puis, tandis que ce dernier se rendait à Brunswick, il allait l'attendre avec Filleul de la Chapelle, aide de camp du général, à Bayreuth¹.

Lorsque Pichegrus arriva de Brunswick à Bayreuth, la guerre recommençait en Allemagne et Moreau gagnait la victoire de Hohenlinden (3 décembre 1800). Dès la reprise des hostilités, Fauche quittait Bayreuth, après une conversation avec Pichegrus, et se rendait à Londres. Le 18 janvier 1801, il remettait au Foreign office une note : les circonstances, écrivait-il, étaient « très favorables pour arriver au général Moreau ; » il demandait une entrevue au ministre pour lui indiquer « les moyens qui me sont personnels. Ensuite de la conversation que j'ai eue dernièrement à Bareuth avec le général Pichegrus, j'oserais me flatter de réussir dans cette nouvelle négociation. » — La chute du ministère Pitt en février, les dispositions pacifiques du ministère Addington nuisirent au succès de son plan. Cependant, il remettait encore à Huskisson les notes du 11 et du 13 mai. « Je ne me permettrais point de vous importuner aujourd'hui, écrivait-il le 11 mai, si M. Drake, que j'ai vu hier, ne m'avait informé que lord Hobart, dans la conversation qui a eu lieu, lui avait exprimé le désir et l'intention qu'on ne perdit pas de vue le projet que vous avez bien voulu mettre sous les yeux des ministres. D'après son entretien avec lord Hobart, l'idée de M. Drake serait que je me rende auprès du général pour l'aider à préparer les moyens qu'il pourrait juger nécessaires, en attendant que le gouvernement croye pouvoir les aider plus directement. Le général m'avait recommandé de le rejoindre promptement. » — Le 13 mai, il demande audience, afin de pouvoir, « par le prochain courrier, mander au général s'il peut compter sur ce qu'on lui a fait espérer... Le général a quitté Leipzig et il s'est rendu à Bareuth *pour être plus près de l'armée et y entretenir ses relations*². »

Fauche quitta Londres sans avoir obtenu du ministère anglais les secours qu'il en espérait. Il rejoignit Pichegrus à Bayreuth et, de là, il écrivit au prétendant pour lui faire part des projets du général. Le comte d'Avaray lui répondit, le 8 juin 1801, pour

1. Record office (France), Fauche à Foreign office, 12 juin 1800, 23 juin. — Wickham à Grenville, 17 juillet 1800, dans Record office (Suisse). — Sur ses séjours en Allemagne, F⁷ 6319a, et Mémoires de Fauche, t. II, *passim*.

2. Record office (France), aux dates.

le prier de demander à Pichegru de se concerter avec le roi « au sujet de la nouvelle spéculation qu'il a en vue. »

Une lettre de Drake nous fournira d'autres renseignements sur cette « spéculation. » Drake, ambassadeur anglais en Bavière, avait passé les mois de janvier et de février 1801 à Bayreuth, où il avait vu Pichegru. Revenu en Angleterre en mars, puis en Allemagne en juillet, il écrivait de Wells, le 30 juillet 1801, au sous-secrétaire d'État Hammond, joignant à sa lettre un billet qu'il avait reçu « voici quelques jours de Pichegru. » Le sens du billet de Pichegru se devine d'après les commentaires dont l'accompagne Drake. Celui-ci craint, en effet, que les événements récents (chute de Pitt et paix de Lunéville) aient amené un changement dans les sentiments du ministère « au sujet de l'opportunité d'aider Pichegru dans l'exécution de ses projets. » « Je crains beaucoup, ajoute-t-il, que le moment soit maintenant passé, car l'état-major de Moreau est dissous et ses membres en sont dispersés¹. » Pichegru vient d'ailleurs de se sauver de Bayreuth, où le gouvernement prussien, à la demande de Bonaparte, a fait saisir les membres de l'agence royale.

Ces témoignages officiels des intentions de Pichegru nous permettent d'expliquer pourquoi, le « 9 germinal an IX » (30 mars 1801), Pichegru copiait, sur un des feuillets de son livre d'ordres, la liste des généraux de division en activité de service dans les armées françaises². Gagner Moreau et son état-major n'était dans sa pensée que le commencement d'une entreprise dont le résultat devait être la coalition des grands chefs de l'armée contre Bonaparte.

Les premiers démêlés de Moreau et de Bonaparte datent en effet de cette époque. Bonaparte avait songé à prendre le commandement effectif de l'armée du Rhin au début de la campagne de 1800, tout en laissant à Moreau le titre de général en chef. Il avait envoyé Duroc à Moreau pour le pressentir à ce sujet; Moreau avait prévenu Duroc que, si Bonaparte arrivait sur le Rhin, il abandonnerait le commandement de son armée. Cependant, après l'armistice de Parsdorf (15 juillet), Bonaparte avait offert à Moreau une magnifique paire de pistolets enrichie de diamants. Il songea même à lui faire épouser sa belle-fille,

1. Record office (Bavaria), Drake à G. Hammond, 30 juillet 1801.

2. *Papiers Rousselot de Saint-Albin.*

Hortense. Moreau se déroba avec maladresse et brusquerie, et surtout il eut le tort de déclarer publiquement « qu'on avait voulu le faire entrer dans cette f... famille. » Puis, après avoir donné comme prétexte de son refus son intention bien arrêtée de ne pas se marier, il épousa, avant de revenir en Allemagne, la fille d'un trésorier général de l'île de France, M^{le} Hulot. Sa belle-mère, femme orgueilleuse et acariâtre, prit dès lors sur lui la plus funeste influence, et, lorsqu'après Hohenlinden sa jeune femme vint le rejoindre à Augsbourg, Moreau ne prenait plus la peine de dissimuler son mécontentement contre le premier consul. Le jeune de Ségur, de passage avec son régiment à Augsbourg, invité à un dîner donné par Moreau à Macdonald, entendit des propos qui ne lui laissaient aucun doute sur les sentiments du général à l'égard de Bonaparte. Lahorie, chef d'état-major de Moreau, « soufflait le feu de la discorde. » Excellent officier, très instruit, très apprécié de Moreau, auprès duquel il avait supplanté Dessolles, Lahorie « avait les manières d'un homme du monde, et, à bien des égards, le ton et le langage d'un royaliste. » Il fut, « jusqu'à un certain point, le premier auteur, ayant été la cause et l'objet du premier conflit entre Moreau et Bonaparte. » Moreau l'avait en effet nommé général de division sur le champ de bataille de Hohenlinden, et Bonaparte, sous l'influence de son entourage, surtout à la suite des rapports du général Leclerc, ennemi de Lahorie, refusa de ratifier la nomination. Moreau, très froissé, manifesta vivement sa mauvaise humeur. « Quand la querelle avait éclaté, Lahorie s'était naturellement mis du côté de Moreau par rancune et par reconnaissance¹. »

Le mécontentement du général et du chef d'état-major gagnait aussi l'armée, qui murmurait, se croyant sacrifiée à l'armée d'Italie. Pichegrus, ancien général de l'armée du Rhin, n'ignorait pas cet état de choses et songeait à en profiter quand, nous l'avons vu, la paix de Lunéville l'obligea de remettre la réalisation de ses projets à des temps meilleurs. Il reprit tristement le chemin de l'Angleterre, « qu'il n'aimait pas, » tandis que Fauche revenait dans sa famille à Neufchâtel. Il se retirait dans un

1. J. Tessier (*Hohenlinden, etc.*), *Rev. hist.*, t. IX, 333 et suiv. — Lecourbe (*Opinion sur la consp. de Moreau*, 59). — Record office (Suisse), Wickham à Grenville, rapporte sa conversation avec Dietrichstein au sujet de Lahorie, 25 juillet 1800. — *Victor Hugo raconté...*, p. 50 et suiv. — Comte Remacle, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII*, p. 236 et *passim*.

faubourg de Londres, à Brompton, avec son ami et compatriote, J.-B. Couchery, ancien député aux Cinq-Cents et fructidorisé comme lui, se tenant à l'écart des émigrés, mais vivant comme eux des secours de l'Angleterre.

Pendant ce temps, Moreau se brouillait avec Bonaparte. L'influence de M^{me} Hulot, de Lahorier et de Lenormand auprès de Moreau, de Murat, après Leclerc, auprès du premier consul, des piques d'amour-propre envenimées par les commérages, revues ou dîners auxquels se dérobait le premier, fêtes auxquelles n'invitait pas le second, affectation de simplicité de Moreau au milieu des bals officiels, où pénétraient déjà l'étiquette et le cérémonial de l'ancienne cour, changeaient en haine l'antipathie première et le mécontentement de 1800. Autour de Moreau se groupaient les généraux mécontents ; on citait Bernadotte, Lecourbe, Dessolles, Macdonald, Reynier, exilé dans la Nièvre après son duel avec d'Estaing ; Donnadieu jurait d'être le nouveau Brutus du nouveau César ; Bernadotte encourageait les conspirateurs de Rennes ; douze généraux, a raconté Bonaparte, ourdissaient un plan pour diviser la France en provinces, en ne laissant au premier consul que Paris et sa banlieue, signaient le traité à Ruelle et chargeaient Masséna de le signifier au maître ; Moreau, déclarait Desmaretz dans ses notes secrètes au grand juge, se réunissait dans la Nièvre chez Reynier, avec Lecourbe, Dessolles, pour comploter : « Je regarde, affirmait-il, leur coalition comme décidée et prononcée¹. »

Ces nouvelles passaient en Angleterre, où elles réveillaient les espérances de Pichegrus. Le sénatus-consulte du 26 avril 1802 rappelait les émigrés, mais Bonaparte faisait insérer dans le texte de la loi un article qui exceptait du rappel les généraux et les représentants du peuple connus pour avoir pactisé avec l'ennemi. Pichegrus ne se méprenait pas sur le sens et le but de l'article. Il savait que le premier consul lui fermait le chemin de la France. Il avait pris d'ailleurs la résolution de ne pas demander à y rentrer : « En ayant été exclu, disait-il, par un acte arbitraire et sans prétexte, il croyait que l'autorité régnante devait, de son propre mouvement, réparer cette injustice. » Il devait donc se résigner à l'exil pendant la durée du gouvernement de Bonaparte. Une telle résignation n'était pas dans son caractère. Son retour en France était subordonné au renversement du pou-

1. *Papiers Rousselins de Saint-Albin.*

voir consulaire. Pouvons-nous croire qu'il ait reculé devant cette éventualité?

La mission de Fauche en France au printemps de 1802 avait pour but de préparer ce renversement et de négocier une entente avec les généraux mécontents de Bonaparte¹.

Dans l'automne de 1801, Fauche-Borel reçut à Neufchâtel une lettre du chef de l'Alien office (bureau des étrangers), Flint, ancien secrétaire de Wickham, qui l'appelait à Londres pour monter avec lui une entreprise de librairie à bénéfices communs. Fauche se rendit à Londres ; le 8 janvier 1802, il remettait une note au Foreign office sur son rôle au 18 fructidor. Mais Wickham était nommé, en mars 1802, chef secrétaire du lord lieutenant d'Irlande, et Flint le suivait dans son nouveau poste, renonçant à son entreprise de librairie. Fauche, privé des bénéfices que lui promettait ce commerce, escompta ceux d'une intrigue politique. Il retrouvait à Londres Pichegru, Tinseau d'Amondans, avec lequel il « mangeait souvent, » et qui venait

1. Si nous n'avions pas trouvé au Record office la preuve des intentions de Pichegru et des propositions de Fauche au ministère anglais en 1801, nous n'hésiterions pas à révoquer en doute le récit de cette mission fait par Beauchamps dans les *Mémoires* de Fauche, en 1829. Les archives anglaises attestent seulement le retour de Fauche à Londres et sa présence dans cette ville le 8 janvier 1802 (il remit à cette date une note au Foreign office sur le 18 fructidor, note datée de Londres). Mais ces archives ne nous fournissent aucun renseignement sur sa mission. Arrêté en France, au cours de ses interrogatoires des 21 et 24 messidor an X (10 et 13 juillet 1802) devant Fardel, du 8 pluviôse an XII (29 janvier 1804), dans ses lettres très nombreuses adressées à ce dernier ou à Desmaret, en particulier celles du 25 messidor an X (14 juil. 1802) et du 31 janv. 1804, Fauche dissimula soigneusement le but réel de sa mission en France et son entrevue avec Moreau. La police s'en douta, mais l'acte d'accusation du procès de 1804, les interrogatoires de Moreau à la même époque, les débats, le plaidoyer de Bonnet et le véritable plaidoyer que prononça Lecourbe en faveur de Moreau devant les juges, ses collègues, ne font aucune mention de ses relations avec le général. Fauche-Borel en parla seulement dans sa *Notice* de 1806 et son *Précis* de 1816, mais avec une discréption très étonnante de sa part. Les agents du comte de Lille à Paris en 1802 penchaient à « croire fabuleuses » les relations de Fauche avec Moreau et Pichegru. Mais les lettres de Fauche et de Drake en 1801 fortifient singulièrement le témoignage du libraire; sa *Notice* fut écrite en Angleterre, dans un moment où Fauche était en relations étroites avec J.-B. Couchery, l'ami intime de Pichegru; ce fut même Couchery qui, au dire de Danican, rédigea le *Précis*, qui confirme les renseignements fournis par la *Notice*. Enfin, c'est à Leclerc-Boisvalon que Dutheil, l'agent des princes, adressa Fauche à son arrivée dans la capitale, et Leclerc, nous le savons, avait eu la première idée de négocier un rapprochement entre Moreau et Pichegru en vue de renverser Bonaparte.

de faire paraître un pamphlet violent contre la paix d'Amiens; il était en relation avec Huskisson, secrétaire intime de Dundas et ami particulier de Pitt. Quelque défiance que nous inspirent ses *Mémoires*, nous admettrons volontiers qu'il reprit avec ces personnes les projets ébauchés en 1800 et 1801, qu'il obtint même l'approbation du comte d'Artois. Rien ne prouve d'ailleurs qu'il ait, comme il le prétend, reçu les instructions du ministère anglais.

Il fut chargé ou se chargea de voir Moreau et quelques généraux amis de Pichegrus, partit de Londres le 5 juin 1802, et, à son arrivée à Paris, se présenta hardiment à la préfecture de police, où il prit un passeport le 20 prairial an X (9 juin 1802). A ceux qui lui demandaient la raison de son séjour à Paris, il répondait avec assurance qu'il se proposait de fonder dans la capitale une librairie nouvelle qui lui faciliterait « les moyens de fournir les maisons de Londres, Hambourg et Pétersbourg, où l'empereur avait donné la permission d'introduire des livres français. » A ceux qui lui témoignaient des craintes pour sa sûreté, il répondait que le gouvernement avait passé l'éponge sur le passé et que le premier consul avait oublié les griefs de Bonaparte.

Il passa un mois environ libre dans la capitale, puis fut arrêté. Quels personnages a-t-il vus pendant ce temps? Au cours de ses interrogatoires, il avoua qu'il avait rencontré Leclerc de Noisy, ancien secrétaire de Wickham en Suisse pendant l'émigration, qui, avant de quitter l'Angleterre pour revenir en France, avait offert au ministère anglais de lui procurer les renseignements que sa situation, à son retour dans sa patrie, lui permettrait d'obtenir. Il rencontra aussi d'Ossonville, le chef de la police secrète des Fructidorisés avant Fructidor, qui fut déporté en Guyane avec Pichegrus, s'échappa ensuite avec lui, se réfugia en Allemagne, où les Autrichiens l'emprisonnèrent, fut délivré par les victoires de Moreau, qu'il remercia dans une lettre restée dans les papiers de ce dernier, vécut intimement avec Pichegrus à Augsbourg, reprit du service dans la police à son retour en France et fut impliqué dans le complot de 1804. Mais Fauche prétendit avoir rencontré Leclerc et d'Ossonville par hasard. Il se défendit de relations suspectes avec les ennemis du gouvernement et dissimula soigneusement ses négociations avec Moreau et les ennemis de Pichegrus.

On pourrait même se demander s'il a profité de son séjour à

Paris pour entreprendre ces négociations, si, dans ses écrits postérieurs, il n'a vouait l'insuccès de ses tentatives auprès de Moreau. Cet aveu a dû lui coûter. Il faut donc croire qu'il a vu le général. Ce dernier lui conseilla l'attente, la patience; il « ne voulait point faire de conjuration. Son opinion était qu'il fallait beaucoup de patience et laisser user les hommes et les choses. » « Il ne m'avait donné aucune assurance positive de servir efficacement la cause du roi, » reconnaît le vaniteux libraire. Pour une fois, nous le croirons.

Fauche-Borel fut arrêté au plus tard le 21 messidor an X (10 juillet), date de son premier interrogatoire. Avant cette date, l'abbé David entamait avec Moreau une négociation analogue à la sienne, ce qui expliquerait peut-être pourquoi Moreau accueillit avec tant de réserve les avances de Fauche.

L'abbé David était un aventurier qui, au cours de la Révolution, avait changé de métiers aussi souvent que d'opinions. Avant 89, curé à portion congrue à Arnac, près de Pompadour, dans la Corrèze, avocat, médecin et même professeur de rhétorique à l'occasion, il fut nommé successivement, après 89, administrateur du département de la Corrèze, juge, garde-magasin à l'armée de Masséna en Suisse, secrétaire général du département des Pyrénées-Orientales, vicaire général de l'évêque de Limoges : « Une tête légère, irréfléchie, n'ayant aucune opinion arrêtée, mais naturellement enclin à soutenir une opinion contraire à celle du moment. »

Pendant un séjour à l'armée du Nord, dont il avait suivi les opérations aux côtés du général Souham, son neveu, il avait connu Pichegrus et Moreau. Avec le premier, déclara Souham dans son interrogatoire, en 1804, il « se lia très étroitement, et, dès lors, ne le quittait plus. » Il rédigea le *Journal des opérations de l'armée*, première ébauche de l'ouvrage qu'il publia en 1796 : *l'Histoire chronologique des opérations de l'armée du Nord*. Il resta depuis en correspondance avec Pichegrus jusqu'au 18 fructidor, comme en témoignèrent les lettres de ce général trouvées dans ses papiers, et fut aussi en relations suivies avec Moreau, car il mangeait avec l'état-major pendant la campagne de 1794 à l'armée du Nord, le vit aussi « très souvent » pendant la campagne de 1800; en tout, il avait « vécu avec lui pendant deux ou trois ans. » C'était un intermédiaire naturel entre Pichegrus et Moreau, beaucoup moins compromettant que Fauche et bien mieux connu de Moreau.

Il fit dire à Pichegru, en Angleterre, « par un intermédiaire, » qu'il songeait à faire une édition nouvelle de ses campagnes et lui demanda des matériaux dont il voulait augmenter cette édition. Pichegru lui répondit qu'il n'avait point ces matériaux, se souciant peu d'augmenter un ouvrage assez médiocre. La réponse lui fut portée sans doute par Badonville¹, ancien aide de camp de Pichegru, qui revenait d'Angleterre au commencement de mai 1802. David raconta plus tard au préfet de police qu'il avait rencontré par hasard Badonville aux Tuilleries. Les deux amis, qui s'étaient connus longtemps à l'armée du Nord, déjeunèrent ensemble; Badonville se rendit chez David, lui donna l'adresse de Pichegru et lui laissa la sienne en Bourgogne, à Avallon, où il se rendit à la fin du mois.

Nous croirons sans peine qu'il fut question entre les deux compères de tout autre chose que de l'*Histoire chronologique*, connaissant Badonville. Ce personnage de moralité douteuse, ne parvenant pas à obtenir du Comité de Salut public et du Directoire la confirmation du grade d'adjudant général chef de brigade que lui avaient accordé les représentants en mission à l'armée du Nord, s'était attaché comme aide de camp à Pichegru, vivant de ses faiblesses, spéculant sur ses ressentiments, compromettant son chef dans les plus malpropres intrigues avec Fauche-Borel ou Demongé, les agents du prince de Condé. Cet ancien patriote, devenu fougueux royaliste, avait obtenu du comte de Lille, pour prix de ses services, une pension sans rente et la croix de Saint-Louis. Incarcéré après Fructidor comme complice de Pichegru et longtemps retenu en prison, il adressait au vainqueur de Brumaire ses louanges avec ses prières : « Vous seul, lui écrivait-il, secondé des vrais amis du bien, pouvez procurer à la grande nation le résultat brillant et durable que nos victoires et notre sang nous donnent le droit d'espérer. »

Après un emprisonnement de vingt-huit mois, il dut à la complaisance du général Desnoyers, président du conseil de guerre qui le jugea, à l'indulgence de Moreau, général en chef de l'armée du Rhin, d'être, par un arrêt du 14 janvier 1800, déclaré innocent de trop réelles intrigues et renvoyé provisoirement

1. Sur Badonville, voir surtout Archives de la Guerre (administratives), dossier Badonville; dossier Badonville, dans les *Papiers de Rousselin de Saint-Albin* (très important).

comme chef de brigade à son régiment de hussards. Mais il fut réformé à la paix avec le grade de chef d'escadron, inférieur à celui d'adjudant général, qu'il sollicitait. Mécontent d'un régime qui n'avait pas apprécié ses avances ou ses mérites, il profita des préliminaires de paix pour passer en Angleterre.

Il descendit chez Pichegru, vécut à sa table, resta « presque toujours avec lui ; » son voyage à Londres « n'avait d'autre but que de servir Moreau et Pichegru, » il l'avoua plus tard à Silvestre¹, un espion de la police que le préfet Dubois avait placé auprès de lui dans sa prison, après son arrestation en mars 1804. Furieux de l'échec du complot royaliste, il lui disait encore que Moreau était cause de tout cela, qu'il aurait dû avant tout « faire sa cour à Bonaparte et solliciter le rappel de Pichegru. » Il refusa d'ailleurs d'écrire ses aveux. Silvestre l'avait amené à rédiger sa confession, mais « vingt fois, écrit-il, il l'a déchirée, il n'a jamais voulu en venir aux aveux, parce que, disait-il, Bonaparte le regarderait comme un lâche et qu'il serait déshonoré. »

Connaissant l'homme, nous nous douterons de la mission qu'il remplit auprès de David, sachant qu'il quitta l'Angleterre à la fin d'avril 1802, comme en témoigne son passeport signé par l'ambassadeur français, qu'il vit l'ancien curé d'Arnac au mois de mai, et que, le 26 mai 1802 (6 prairial an X), David demandait un rendez-vous à Moreau pour lui communiquer, écrivait-il, « quelque chose, en particulier, qui vous intéresse beaucoup. »

Ce rendez-vous, dont Moreau et David, au cours de leur procès en 1804, se sont efforcés de reculer la date, eut lieu avant le 3 juillet 1802 et non « trois mois après » la lettre de mai. David proposa au général de se réconcilier avec Pichegru, mais il trouva Moreau « très récalcitrant, » et celui-ci lui déclara « qu'il ne pouvait ni ne voulait se raccommoder avec Pichegru, qu'il avait été destitué par rapport à lui, qu'il avait gardé pendant quatre mois la correspondance de Klinglin sans la montrer à personne, que Pichegru avait été cause qu'il avait été obligé de courir l'Italie avec un commandement subalterne, et qu'enfin il ne se réconcilierait pas. » L'entrevue fut très courte, à peine un

1. Les lettres de Silvestre à Bertrand, Henry, Dubois, préfet de police, sont dans le dossier des *Papiers de Rousselain de Saint-Albin*.

quart d'heure. David ne se résigna point à son échec, et il écrivit au général le 3 juillet pour lui demander s'il était, comme on le prétendait, opposé au rappel de Pichegru.

Moreau écrivit une réponse « ostensible, » dont la police saisit plus tard la minute dans ses papiers, déclarant que, loin d'être opposé au rappel de Pichegru, il s'en réjouirait, y contribuerait même de tout son pouvoir, sans dissimuler d'ailleurs que le « parti » que Pichegru avait pris dans les trois dernières campagnes avait confirmé l'opinion qu'il s'était formée après la lecture des papiers de Klinglin.

David avait prévenu Pichegru de sa première démarche auprès de Moreau, sans lui répéter ce que celui-ci avait dit, « pour ne pas mettre le feu aux étoupes, » ajoutant qu'il avait « beaucoup d'amis dans le militaire et presque pas d'ennemis, » que le « Breton » n'était son ennemi qu'accidentellement. Puis il communiqua la lettre de Moreau à Pichegru.

Pichegru lui envoya une lettre de remerciements pour Moreau; il remit la lettre à ce dernier. Moreau, dans sa lettre du 17 ventôse an XII au premier consul, donne le sens de celle que David lui communiqua : Pichegru ne voulait demander son rappel que s'il était sûr de l'obtenir, remerciait Moreau de ne pas s'opposer à sa rentrée, ajoutant qu'il ne l'aurait jamais cru capable d'un pareil procédé, et reconnaissant combien sa position avait été délicate dans l'affaire de la correspondance de Klinglin.

Moreau promit à David de répondre à Pichegru, « ce qu'il a fait, » raconte David dans son interrogatoire. « C'est à moi qu'il confia sa lettre pour la faire passer à Pichegru. J'ai fait voir cette lettre à tous les amis de Pichegru, tels que le sénateur Barthélémy, le général Donzelot et autres. Ceci a eu lieu en fructidor dernier; je ne sais pas s'ils se sont écrit depuis. » D'après une note de la police qui recevait ses renseignements du Cabinet noir établi à l'hôtel des postes, les deux généraux s'écrivirent plusieurs fois. Dans une de ces lettres, Pichegru parlait de « l'irascibilité du Corse. C'est la seule expression déplacée qu'on connaisse de cette correspondance. »

David avait donc *réconcilié* Moreau et Pichegru. Il n'en faisait point mystère; ni lui ni Moreau n'ont songé à le dissimuler au procès de 1804; l'avocat de Moreau, Bonnet, s'est seulement efforcé de prouver que cette réconciliation n'était pas « contraire

à l'honneur » ou ne témoignait pas des intentions hostiles de Moreau à l'égard du gouvernement. Nous pouvons considérer cette réconciliation comme un des faits les plus certains de cette histoire.

Cette réconciliation avait un but avoué : *le rappel de Pichegru*. La lettre « ostensible » de Moreau fut avec intention montrée par David aux généraux amis de Pichegru, qui, assurés de ne pas déplaire à Moreau, s'empressèrent de faire une démarche auprès de Bonaparte. Moreau a « su positivement » que cette démarche fut faite. Elle le fut par le général Salm, qui avait servi à l'armée du Nord sous Pichegru et qui revenait de Saint-Domingue, peut-être aussi par le général Dejean. Peut-être même une pétition signée de quelques généraux fut remise au premier consul. Une *Vie de Pichegru* paraissait dans le même temps chez le libraire Barba, à Paris, et l'ouvrage se terminait ainsi : « Plusieurs de ces déportés ont été rappelés en France. Pichegru n'a point encore participé à la bienveillance du gouvernement. Mais on peut présumer qu'il le rappellera, étant assez fort pour ne point redouter un homme simplement accusé, et qui d'ailleurs a combattu avec gloire pour la défense de la république. » Le premier consul refusa de rappeler Pichegru. La réconciliation de ce dernier avec Moreau, suivie des sollicitations de Salm, de Dejean et d'autres généraux désireux d'obtenir son rappel, le bruit que les mécontents faisaient autour du nom du vainqueur de la Hollande, les craintes nées dans son esprit à la suite des rapports de police, qui dénonçaient une coalition des grands chefs militaires, éveillèrent ses soupçons, qui se fortifièrent quand il connut les relations de David avec les généraux mécontents.

David allait très souvent à Chaillot, chez Macdonald, qui boudait le pouvoir depuis son retour de son ambassade en Danemark, où il n'avait pas eu l'occasion de jouer le grand rôle qu'il avait espéré. L'abbé faisait ordinairement la partie, le soir, dans un café de Paris, avec un des parents de Macdonald, M. de Montholon. Il voyait dans l'intimité Moreau, quoiqu'il ait prétendu, au cours de son procès, en 1804, ne lui avoir fait que trois visites à Grosbois; Moreau déclara lui-même qu'il l'avait vu cinq ou six fois pendant l'été de 1802, et l'un et l'autre avaient intérêt à dissimuler la vérité. David s'inspirait des conseils d'un autre général attaché à la fois à Moreau et à Pichegru, Donzelot. Les lettres

du général Salm, trouvées dans ses papiers, sont écrites sur le ton de la confiance et de l'amitié; Salm, disgracié après une lettre violente qu'il avait fait imprimer contre le général Lefèvre, un des favoris de Saint-Cloud, partait pour l'Alsace, où il sera arrêté en 1804. David faisait passer au général Liebert, ancien chef d'état-major de Pichegru aux armées du Nord et de Rhin et Moselle, les lettres de l'exilé; Liebert commandait à Tours comme Souham, neveu de David, commandait à Périgueux. Enfin, dans son interrogatoire, l'intrigant abbé déclara qu'il avait oublié les autres personnages appartenant à l'armée avec lesquels il était en relations¹.

Une note de police le qualifie d'intrigant *chargé de pourparlers avec des généraux*. Quel était l'objet de ces pourparlers? Nous le devinerons, sans pouvoir le préciser. Ses lettres à Moreau, retrouvées soit dans ses papiers, en 1802, soit dans ceux du général, en 1804, nous donnent le ton de ses entretiens avec lui : « Vous avez été sans doute surpris, avec toute l'Europe, » écrit-il dans une lettre non signée, tout entière de sa main, « de ce que votre antagoniste est revenu sain et sauf et si promptement des plages orientales, en traversant, pour ainsi dire, les flottes des Carthaginois. Cela ne lui a du tout point été difficile. Vous savez que votre Vendeur, celui qui lui avait donné une femme et une armée à commander, s'était arrangé avec le bey, qui demeure au Nord, et avait promis de le faire remonter sur le trône... Comme celui-ci ne jouissait pas de la considération et qu'il n'avait pas pour lui la reine du monde (*l'Opinion*), il lui fallait un chef de mameluks accrédité. Il lui fit donner toute sûreté et le fit arriver lestement. Ils convinrent, celui-ci promit tout ce qu'on voulut. Mais quand il eut atteint les gradins du trône, il se moqua de tout le monde, persécuta celui qui l'avait fait arri-

1. L'étude sur les négociations de l'abbé David est rédigée d'après le gros dossier, presque entièrement composé de pièces originales, qui se trouve dans les *Papiers de Rousselin de Saint-Albin*. Voici les principales : les minutes des trois interrogatoires de David, 25 frimaire, 8 nivôse an XI, 12 ventôse an XII; un rapport du bureau de police secrète et une « note particulière sur l'abbé David; » un « état des pièces nécessaires à l'instruction de l'affaire de l'abbé David; » lettres de Pichegru, Moreau, Macdonald, Fresnières, Salm à David et de David à Moreau, à Macdonald, au grand juge. Voir aussi le plaidoyer de Bonnet en faveur de Moreau, *l'Opinion sur le procès du général Moreau*, de Lecourbe, le procès de Cadoudal (pièces imprimées par ordre du gouvernement), en particulier les débats (*passim*), mais surtout t. V, 29, 32, etc.

ver. » — Il attisait la rancune de Moreau contre Bonaparte : « Je puis... vous faire part de l'interrogatoire d'un homme qui ne vous a jamais ni vu ni connu, et qui vous prouvera clair comme le jour que ce n'est pas à des êtres obscurs qu'on en veut, mais bien à vous directement. Prenez garde, non pas aux Ajax, mais aux Thersites. » Moreau le remerciait de ses avis, ajoutant : « Il y a peu de remèdes à tout cela. »

Une lettre à son neveu Souham, qui commandait la 20^e division militaire, avec quartier général à Périgueux, annonçait « qu'il avait vu plusieurs fois à Paris le général Mo... et qu'il espérait, lui David, réconcilier deux personnes qui n'auraient jamais dû se brouiller ; » que « le général Pich... » lui avait fait avoir une place de 6,000 fr. en Angleterre et lui demandait des nouvelles de Souham, en lui annonçant cette place. « Ce demi-mystère, » déclara M^{me} Souham dans son interrogatoire en 1804, « donna vraiment de l'humeur à mon mari. Et l'objet même de la correspondance lui paraissait ne pouvoir entrer dans une tête aussi légère. Mon mari ne concevait pas comment l'abbé David prenait de lui-même la singulière mission de la réunion de Moreau et de Pichegru... Je ne pouvais me dissimuler que le mystère que l'on mettait dans cette annonce pouvait être mal interprété¹. » Et M^{me} Souham répondait à David une lettre que la police a produite au procès : « Mon cher David, vous êtes plus mauvaise tête que je ne l'avais jugé, » et parlant des opinions modérées de son mari : « C'est presque l'insulter, ajoutait-elle, de lui en témoigner des extrêmes. » L'abbé lui répondait de Calais qu'il persistait dans son projet, que sa tête n'était pas aussi mauvaise que l'avait pensé M^{me} Souham, que sa « mauvaise tête emportait quelque chose, que la bonne tête de M^{me} Souham ne saurait qu'après l'événement. »

Il partait, en effet, pour Londres, à la fin de brumaire an XI (novembre 1802). Pour quel objet ? « Il allait, disait-il, en Angleterre pour donner des conseils à une cousine au sujet d'un héritage, pour faire l'éducation d'un jeune milord anglais, pour étudier la littérature anglaise, pour porter à Pichegru le « baiser de paix de Moreau » et « sceller la réconciliation, » pour décider le général exilé à quitter l'Angleterre, à se rendre en Suisse ou

1. Voir les interrogatoires de Souham et de M^{me} Souham dans Fage (*le Général Souham*). Détails aussi sur l'abbé David.

plutôt en Westphalie, afin d'obtenir plus facilement son rappel. — Il avait annoncé son voyage aux généraux Macdonald, Donzelot, Liebert, au sénateur Barthélemy. On trouva, dans ses papiers à Calais, une lettre de Liebert qui engageait Pichegru à quitter le « climat » de l'Angleterre, une de Barthélemy qui le félicitait de s'être réconcilié avec Moreau. — David avait pris un passeport avant de quitter Paris. — Le frère du général Lecourbe, juge de Moreau et David, en 1804, insistait, dans un discours à ses collègues, avant le jugement, sur la franchise de ses explications, la publicité de son départ, pour démontrer qu'il n'était coupable d'aucune mauvaise intention à l'égard du gouvernement.

Mais la police avait saisi une lettre de Pichegru à David, lettre dont nous avons l'original, où le premier prévenait le second qu'il l'attendait avec « impatience » et lui indiquait un moyen pour se procurer l'argent nécessaire au voyage : David devait aller demander au frère de Pichegru « quelques louis » que ce dernier avait touchés pour le général. Cette lettre, du 27 octobre 1802, tout entière de la main de Pichegru, portait au revers le timbre anglais « Foreign » et le timbre français « 9 brumaire » (31 octobre); elle était bien adressée à David, vicaire général, hôtel d'Irlande, rue de Beaune, n° 627, domicile effectif de l'abbé. — Lorsque le juge instructeur, Thuriot, lui présenta cette lettre le 10 floréal an XII, David, après avoir longtemps réfléchi, déclara que cette lettre lui avait été écrite en 1796 par Pichegru, lorsqu'il était « du côté du Jura. » On lui montra le timbre d'Angleterre. Aussi, le 11 prairial, devant ses juges, il prétendit que la lettre ne lui avait pas été remise avant son départ, que la police l'avait reçue et décachetée. On lui montra au dos de la lettre la signature du juge de paix de Calais, Croichet, la sienne à côté, prouvant que la lettre avait été saisie, en 1802, dans ses papiers, au moment de son départ pour l'Angleterre. Il soutint qu'il avait signé dans le bureau de Thuriot, on lui prouva le contraire; son avocat termina la controverse en déclarant qu'il n'y attachait aucun intérêt.

Cette lettre prouvait que David se rendait à Londres à la demande de Pichegru, et l'« impatience » de ce dernier témoignait de l'importance qu'il attachait au voyage. De l'aveu même de David, la réconciliation était opérée depuis le mois d'août entre Pichegru et Moreau ; les deux généraux correspondaient entre

eux; l'abbé n'allait donc pas en Angleterre pour apporter le « baiser de paix » à Pichegru. Pour le déterminer à se rendre en Westphalie, son voyage n'était pas nécessaire, une simple lettre suffisait. Il n'allait pas en Angleterre pour s'y établir et faire l'éducation d'un jeune milord, puisqu'il sollicitait un évêché par l'intermédiaire de Macdonald et de David, et Portalis n'avait pas encore fait connaître sa réponse. Enfin, il pouvait donner ses conseils à sa cousine par correspondance. Donc, il se rendait à Londres pour voir Pichegru, lui porter des renseignements qu'il ne voulait pas confier à la poste, peut-être même un message secret de Moreau.

David, enfermé au Temple avec Fauche, en novembre 1802, devenu intime avec lui (il contribua, en janvier 1804, à son évasion et lui fournit de l'argent à cet effet), lui avoua qu'il avait eu le temps, avant son arrestation, de glisser dans la doublure de son sac de nuit la *lettre de Moreau à Pichegru*. Quel intérêt Fauche avait-il à imaginer cette histoire, si elle était fausse ?

Or, Pichegru écrivait, le 27 octobre, à David : « Si vous pouvez m'apporter une lettre de l'*ami*, cela me ferait plaisir. » David, puis Moreau et son défenseur Bonnet se sont efforcés de prouver, au cours des débats du procès de 1804, que Pichegru priait David de lui porter une lettre de Barthélémy ; on trouva, en effet, une lettre du sénateur dans les papiers de David, lettre adressée à Pichegru. Mais, après l'aveu fait par David à Fauche, pouvons-nous accepter cette explication ?

Avec la lettre de Moreau, n'aurait-il pas emporté un billet de Macdonald pour Pichegru ? On ne trouva, dans ses papiers à Calais, que deux lettres destinées au général, l'une de Liebert, l'autre de Barthélémy. Mais, deux jours après son arrestation, le 24 novembre, il s'empressait de prévenir Macdonald qu'il n'y avait « rien dans ses papiers qui pût le compromettre ni lui (David), ni personne, » et, le 25, il écrivait à Moreau : « Je n'avais et ne pouvais avoir pas une ligne, pas même un mot qui pût me compromettre, ni qui que ce soit dans le monde. » Ces lettres, qui devaient être décachetées par la police avant de parvenir à leur adresse, n'avaient-elles pas pour but de tromper le gouvernement et de rassurer Macdonald et Moreau ?

Ce fut Bonaparte lui-même qui ordonna l'arrestation de l'abbé David, sans doute sur la dénonciation de Durand, auteur du

Voyage au Sénégal et employé aux affaires étrangères, avec lequel l'abbé avait été envoyé en mission dans le Valais, pour négocier la paix avec la Sardaigne en 1795-96. David avait fait des confidences à Durand; il lui écrivit au lendemain de l'arrestation une lettre très vive où la police releva cette phrase : « Bonaparte a rapporté la liberté d'Egypte pour nous la donner. » Durand eut une entrevue avec le premier consul. Celui-ci, le 11 novembre 1802, écrivait à Cambacérès : « J'ai des renseignements très précis sur l'abbé David. Si cet individu n'a pu être arrêté au départ, il sera très urgent de ne rien ébruiter afin de le saisir au retour avec ses papiers. C'est un des agents les plus actifs de Pichegru. » Dès le 9 novembre, le grand juge Regnier ordonnait à Mengaud de l'arrêter à son passage à Calais. Il était arrêté le 22 novembre.

Il fut enfermé au Temple et impliqué dans la procédure de 1804. Fauriel a laissé croire qu'il était payé par la police, et M. de Penanster en fait un « émissaire de Fouché. » Comme ni l'un ni l'autre n'apporte de preuve à l'appui de son affirmation, comme nous n'en avons trouvé aucune, nous rejeterons absolument cette hypothèse. L'attitude arrogante de David au procès de 1804, ses mensonges accumulés pour embrouiller la police, le soin avec lequel celle-ci l'a retenu au secret pendant longtemps pour enquêter Moreau et provoquer de sa part quelque imprudence, sa complicité prouvée dans l'évasion de Fauche en janvier 1804, ses relations en prison, par l'intermédiaire de Vitel, neveu de Fauche, avec Moreau, son long martyre dans les cachots après son acquittement, en dépit des pétitions qu'il adressait à la Commission de la liberté individuelle, son arrestation aux Cent Jours à Bordeaux, tout démontre, au contraire, que la police le regardait comme un des agents les plus actifs de Pichegru.

Longtemps après le complot de l'an XII, Napoléon restait convaincu et écrivait que l'abbé David avait eu *le premier fil de la conspiration*. Et, bien qu'il nous soit impossible de préciser le but secret de ses négociations avec Moreau et de ses pourparlers avec les généraux amis de Pichegru, nous croyons que, sur ce point, Napoléon ne s'était pas trompé.

Après la réconciliation de Pichegru avec Moreau, le rappel du vainqueur de la Hollande formait la base même d'une intrigue dont le résultat devait être le renversement de Bonaparte. Ce

rappel obtenu, Pichegru revenu en France, le parti de Moreau se fortifiait du parti de ce général, qui pouvait au besoin, vu ses antécédents, servir d'intermédiaire et de lien entre les royalistes et les généraux mécontents. Une note de la police secrète, revue et corrigée par Desmarests, adressée au grand juge et destinée au premier consul, insiste sur ces conséquences du rappel de Pichegru, jugé impolitique (22 floréal an XI; 12 mai 1803)¹ :

« Sa rentrée importe essentiellement au parti bourbon... Pichegru, de retour en France, vivrait comme un simple particulier; un modeste habit bleu, mais avec le bouton d'officier général, serait son seul costume. Il reverrait ses anciens camarades, les pratiquerait avec assez de soin pour entretenir une opinion en sa faveur, et si... le chef de l'État se trouvait frappé au milieu de sa glorieuse carrière, alors Pichegru paraîtrait semblable à Monk... Il résulte de toutes ces suppositions, qui composent essentiellement le projet de Pichegru, qu'il est de l'intérêt du gouvernement de le tenir toujours éloigné. »

Rappelons-nous le mot de Badonville à Silvestre : « Moreau... aurait dû avant tout faire sa cour à Bonaparte et solliciter le rappel de Pichegru. » Le rappel de ce général était le commencement d'une intrigue dont la fin devait être la chute du gouvernement consulaire. Pichegru a non seulement approuvé l'intrigue, mais il l'a dirigée de Londres, où il attendait impatiemment David. Moreau s'est prêté à l'intrigue sans vouloir se compromettre pour elle; David arrêté, il s'est terré à Grosbois, plus prudent et plus indécis que jamais. Mais il s'était réconcilié avec Pichegru, s'était prononcé nettement en faveur de son rappel, avait encouragé vaguement les plans de David, plans à longue échéance qui convenaient à sa paresse et à son irrésolution. On ne comprit pas à Londres que ces plans lui souriaient, surtout parce qu'ils n'exigeaient de sa part que le minimum de compromission possible. On s'imagina qu'il haïssait Bonaparte et restait attaché à Pichegru assez pour faciliter, préparer même la rentrée des Bourbons en France. On bâtit un complot sur cette hypothèse : Pichegru, sur la foi de Lajolais², se portait garant des bonnes dispositions de Moreau.

Lajolais et sa femme, qui avait été la maîtresse de Pichegru à

1. Rapport secret adressé au grand juge par la 5^e division (police secrète), corrigé et annoté par Desmarests, dans les *Papiers de Rousselin de Saint-Albin*.

2. Encore un intrigant, comme on en trouve trop dans l'entourage de Piche-

l'armée du Rhin et à Paris, avant le 18 fructidor, avaient profité, comme Badonville, du rétablissement de la paix pour passer le détroit et aller retrouver Pichegru en Angleterre. Ils y arrivèrent, avec leur fille, avant le départ de Badonville, donc à la fin d'avril ou au commencement de mai 1802. Pichegru les hébergea quinze jours à Brompton; puis Lajolais revint en France « dix à douze jours après, » et M^{me} Lajolais resta en Angleterre, habitant dans le voisinage du général. La dame ne partit que quatre mois et demi après pour la France; elle repassa le détroit à la fin de l'an X (septembre 1802), comme en témoigne

gru, ce général Lajolais, petit homme au regard louche, aussi repoussant au moral qu'il est déplaisant au physique. Fils d'un lieutenant-colonel commandant à Wissembourg, volontaire au régiment d'Alsace, puis sous-lieutenant et lieutenant, Lajolais, démissionne en 1787, compromis, dit-on, par les vols commis par son frère. On l'accuse même d'avoir, avec ce frère, empoisonné son père pour hériter plus tôt. Aide-major de la garde nationale de Wissembourg au début de la Révolution, il trouve le moyen, par la faveur du général Kellermann, qui le prend pour aide de camp, de passer lieutenant-colonel au bout d'un an, colonel dix jours après (7 octobre 1792), soi-disant pour sa belle conduite à Valmy, la calomnie prétend grâce aux charmes de sa femme. Nommé général de brigade à l'armée des Alpes, où il a suivi Kellermann, il commande en chef à Grenoble, où il souscrit avec Chépy pour l'érection d'un monument à Marat; il commande ensuite à « Bourg Régénéré, » où il fait « le petit亨riot; » enfin à Strasbourg, où, après le 9 thermidor, il change d'attitude et de langage. Mais, en dépit de la protection des représentants Dentzel et Grimmer, il reçoit l'ordre de cesser ses fonctions, en floréal an III, à la suite des dénonciations que le Comité de Salut public a reçues sur son compte.

C'est alors qu'il s'attache à Pichegru, nommé en ventôse an III au commandement de l'armée du Rhin. Il lui dépêche sa femme à Paris. Catherine Oberlin a vingt-six ans, de beaux yeux noirs, un fin visage ovale encadré d'épais cheveux noirs. Elle sollicite le maintien de son mari à l'armée du Rhin, et Pichegru, qui va partir, passe au Comité avant de quitter Paris et l'obtient. Le 18 messidor, Pichegru nomme Lajolais provisoirement en second au commandement de Strasbourg. Lajolais conserve ces fonctions pendant que son protecteur commande l'armée, puis les perd de nouveau après son départ. Le ménage vit en relations intimes avec Pichegru pendant les années IV et V : visites de Pichegru à Strasbourg, voyages des Lajolais à Belvaux, où s'est retiré le général, cohabitation à Paris dans la même maison » avant Fructidor; « mais, après le 18 fructidor, Lajolais et sa femme sont emprisonnés comme complices de Pichegru. Un enfant naquit « dans les fers » après le 18 fructidor. Le jugement du 14 janvier 1800 rendit à la liberté les Lajolais comme Badonville. Lajolais se plaignit auprès de Bonaparte et du ministre de la Guerre des rigueurs du Directoire, fut nommé membre du directoire des hôpitaux de l'armée du Rhin, ne fut pas compris dans l'organisation des états-majors le 8 germinal an IX (1801). Il jouissait d'ailleurs du traitement de réforme de son grade, combiné avec celui de son emploi (voir aux archives administratives de la guerre le dossier de Lajolais).

son passeport signé par Otto, ne fit que traverser Paris, pour se rendre en Alsace, dans sa propriété, où elle resta dix-huit mois.

Elle s'est vantée, en 1814, lorsqu'elle fut présentée à Louis XVIII et en reçut un « accueil plein de bonté, » d'avoir, faisant allusion au complot de l'an XII, « courageusement partagé les périls de cette glorieuse entreprise. » Elle fut, en effet, arrêtée en Alsace au moment où elle se préparait à partir pour Paris, enfermée à Strasbourg, puis transférée à Paris (février-mars 1804), interrogée par Réal. Mais elle ne fut pas comprise dans les poursuites; elle eut le bonheur de sortir de prison bien-tôt après, lorsque tant de prévenus, non jugés ou acquittés, y restaient¹.

Ce n'est pas seulement pour voir Pichegru qu'elle a fait, avec son mari, le voyage d'Angleterre. Ils étaient ruinés ou à peu près; leurs biens avaient été vendus peu à peu; Lajolais fuyait l'Alsace afin de n'être pas emprisonné pour dettes; ils avaient emprunté 6,000 francs, à gros intérêts, d'un Juif de Strasbourg, pour entreprendre leur voyage. Ils racontèrent qu'ils avaient passé le détroit pour négocier à Londres une créance sur l'électeur de Bavière. N'est-ce pas plutôt que Pichegru les avait appelés, en leur faisant espérer un rôle dans une intrigue profitable?

Leur rencontre avec Badonville à Brompton, le départ brusque de Lajolais au moment où Badonville rentrait en France, le départ de M^{me} Lajolais, en septembre 1802, lorsque David venait de réconcilier Moreau et Pichegru, ces coïncidences vaudraient la peine d'être expliquées. Faute de textes et de renseignements précis, nous nous contenterons de suivre la trace de Lajolais pendant l'année qui précéda la découverte de la conjuration.

En janvier ou février 1803, Lajolais, de passage à Paris, allait voir le frère de Pichegru, l'ex-moine Jean-Louis Pichegru, et lui remettait un mémoire justificatif de sa conduite. Il revenait en Alsace, puis quittait sa femme vers la fin de mai. Il arrivait à Paris, logeait, le 29 mai, à l'hôtel de l'Infantado avec une femme Didier, y restait avec elle jusqu'au 26 août. Ses créanciers le

1. Cette étude sur Lajolais est écrite d'après le dossier de Lajolais et M^{me} Lajolais (*Minutes des interrogatoires, etc.*), qui se trouve dans les *Papiers de Rousselin de Saint-Albin*. Ce dossier est très important. Voir aussi *Procès de Cadoudal, Opinion de Lecourbe, Plaidoyer de Bonnet, etc.*

poursuivaient en Alsace ; sa femme, pour payer les dettes de son mari, cherchait à vendre son mobilier. Il ne put même pas payer l'hôtel où il logeait et y fit 2,000 francs de dettes.

Une occasion s'offrait de relever son crédit : Pichegru « envoyait pour savoir si le général Moreau était dans les dispositions qu'il avait montrées à David. » Lajolais va voir Couchery, le frère du député proscrit en Fructidor, qui demeurait à Brompton avec Pichegru. Victor Couchery était employé dans les bureaux de Moncey, inspecteur général de la gendarmerie. Lajolais le prévint de la démarche qu'il allait tenter auprès de Moreau. Il se présenta à Moreau en juin, avec une lettre de Pichegru qui priait ce général d'appuyer sa demande de réintégration dans les cadres de l'armée active. Moreau, qui refusait de faire auprès du premier consul des démarches en faveur de ses meilleurs amis (Decaen entre autres), refusa de faire une démarche en faveur de Lajolais, qu'il n'estimait pas. Ce dernier, à la prière de Pichegru, lui demanda des détails sur l'arrestation de David, Moreau les lui donna, parla de la « perfidie » avec laquelle la police avait agi dans cette affaire. Lajolais le vit encore deux ou trois fois; dans ces entrevues, Moreau se félicita de sa réconciliation avec Pichegru, manifesta sans doute aussi le plaisir qu'il éprouverait à revoir ce général. Lajolais en prit occasion pour lui offrir d'aller à Londres faire part de son désir à Pichegru, mais lui demanda de l'argent pour le voyage; Moreau refusa de lui prêter les quelques louis qu'il sollicitait, même lorsque Lajolais lui offrit en garantie une lettre de change.

Ce refus, certifié par Moreau le 29 germinal an XII devant le juge instructeur, en présence de Lajolais, qui se garda de le contredire, prouve évidemment que Moreau ne chargea l'ex-général d'aucune mission auprès de Pichegru et qu'il ne l'envoya point à Londres, comme l'acte d'accusation le soutint. Lajolais raconta d'ailleurs à Couchery ses entrevues avec Moreau. « Ce que je pus conjecturer du succès de sa mission, » déclara Couchery, le 10 germinal an XII, « c'est qu'il (Moreau) brûlait d'avoir l'assurance d'une parfaite réconciliation, mais qu'il avait borné là ses ouvertures. » Lajolais ne quitta point Paris avant le 26 août, quoique l'acte d'accusation lui attribue un voyage à Londres entre son entrevue avec Moreau et cette date. Il y était retenu, Couchery l'attesta, par le manque d'argent.

Enfin, aux débats du procès de 1804, il avoua : « Je n'ai jamais eu aucune commission de la part du général Moreau, » démentant ses précédentes affirmations.

Donc, sans aller jusqu'à croire qu'il ait été payé par la police pour tromper Pichegru sur les dispositions de Moreau, car, malgré ses aveux, il est resté en prison et il est mort au fort d'If, nous ne pouvons douter qu'il ait abusé de la confiance de Pichegru et lui ait envoyé de faux rapports, précisément à l'époque où Georges et Pichegru combinaient leurs plans (en juillet 1803). Il écrivit, en effet, à Pichegru « par Francfort, » que Moreau désirait avoir une entrevue avec lui, laissant peut-être entendre que de cette entrevue dépendait le succès de combinaisons ultérieures. Il n'en fallut pas tant pour que les émigrés, et Pichegru lui-même, prenant leur désir pour la réalité, s'imaginassent que Moreau contribuerait volontiers, avec le vainqueur de la Hollande, au renversement du gouvernement consulaire et au rétablissement des Bourbons.

C'est sur cette fragile base d'un accord hypothétique de Moreau et de Pichegru en vue d'une restauration monarchique que fut bâti le plan du complot de 1804. Les espérances chimériques de Pichegru allaient compromettre le succès du complot de Cadoudal. Moreau, qui avait refusé tout concours à Fauche, n'avait fait que de vagues promesses à David, et, après l'arrestation de celui-ci, revenant à son système de prudence et de temporisation, il s'était dérobé aux avances de Lajolais.

G. CAUDRILLIER.

(*Sera continue.*)

LA PAIX D'AMIENS

ET LA

POLITIQUE GÉNÉRALE DE NAPOLÉON I^{ER}

Quel jugement faut-il porter sur le caractère et sur la politique de Napoléon I^{er}? Cette question ne préoccupe pas moins les historiens de l'Allemagne que ceux de la France. L'intérêt en est facile à comprendre. Le grand conquérant n'a-t-il pas exercé sur l'évolution politique et sociale de l'Allemagne une influence décisive, peut-être plus considérable encore que sur la France elle-même? Les victoires de Napoléon ont détruit définitivement l'édifice suranné et branlant du vieil empire germanique; elles ont permis, de cette façon, de créer des institutions plus modernes et plus efficaces; elles ont renversé la féodalité et affranchi les paysans, soumis alors à la servitude dans tant de pays germaniques, et ont éveillé, par une réaction naturelle, le sentiment national dans toutes les parties de l'Allemagne. Aussi voyons-nous l'historiographie allemande s'efforcer à rendre justice au grand empereur qui, sans le vouloir, a fait à l'Allemagne plus de bien que de mal; le mal, du moins, fut passager, le bien, durable. Les blessures qu'il avait infligées à ce pays saignaient encore, et l'enthousiasme que la guerre de la délivrance avait excité n'était pas encore refroidi, lorsque le célèbre historien Schlosser s'efforça d'établir une opinion juste et équitable sur les tendances et la carrière de Napoléon dans une série d'articles qui, encore aujourd'hui, méritent d'être étudiés soigneusement¹. Un demi-siècle plus tard, Léopold Ranke, avec son impartialité habituelle, a entrepris de défendre la mémoire de l'empereur contre les attaques passionnées de Lanfrey. Dans une réponse restée, il est

1. *Napoleon und seine neuesten Tadler und Lobredner. Archiv für Geschichte und Litteratur.* Vol. IV, V et VI. Francfort, 1832-1835.

vrai, à l'état de manuscrit et publiée seulement après sa mort, à un article critique dirigé par Max Duncker contre sa biographie de Hardenberg, le grand chef de l'école *objective* essaya de réfuter le reproche que l'on élevait contre les projets démesurés de Napoléon, contre ses conquêtes et ses guerres continues. Comme l'avaient fait bien avant lui les Bignon, les Thibeaudeau, les Maret, il montra que les rapports de l'empereur avec l'Angleterre avaient dominé toute sa politique extérieure. Cette manière de voir a été reprise récemment et développée davantage par Max Lenz¹. Napoléon, dit le professeur de Berlin, était forcée de recommencer et de continuer la lutte tant de fois séculaire de la France contre sa rivale d'outre-Manche. Comme il fut prouvé par les événements que l'Angleterre était invulnérable militairement, il ne pouvait se contenter de la neutralité de l'Europe et il fut obligé d'unir le continent tout entier sous sa propre direction pour combattre les Anglais avec quelques chances de succès sur le terrain commercial et industriel. D'après M. Lenz, les violences et les guerres ont été imposées à l'empereur par la force des choses.

Un jeune historien de l'école de Berlin, M. Gustave Roloff, va encore plus loin. Dans son ouvrage, d'ailleurs fort instructif, sur la politique coloniale de Napoléon I^{er}, ainsi que dans son livre populaire sur cet empereur², il développe la thèse que Bonaparte était obligé de maintenir la prépondérance de la France en Europe, et que, l'Angleterre ne voulant pas la lui concéder, il se voyait forcé de combattre ce pays. Cette lutte l'aurait obligé à incorporer, directement ou indirectement, toute l'Europe à la France par la force et par la ruse ; même l'insigne fourberie pratiquée contre les Bourbons d'Espagne aurait été justifiée par le fait que cette dynastie ne montrait pas assez d'énergie dans sa conduite vis-à-vis de l'Angleterre³. L'empereur, dit M. Roloff à une autre occasion (*Kolonialpolitik*, p. 188 et suiv.), ne désirait pas, en 1806, une nouvelle guerre sur le continent, mais il voulait avoir la Sicile, et, puisque la Russie ne voulait pas la lui laisser, il dut combattre le tsar ; pour pouvoir arriver jusqu'aux possessions de ce prince, il fallait dominer l'Allemagne, et, la

1. Dans la revue *Cosmopolis*, t. IX (1898), p. 581 et suiv.

2. *Die Kolonialpolitik Napoleons I* (Munich et Leipzig, 1899). — *Napoléon I* (Berlin, 1900).

3. *Kolonialpolitik*, p. 201.

Prusse refusant de se soumettre à sa domination, il fut forcé de lui faire la guerre.

Amplifiée de cette manière, la théorie indiquée jadis par Ranke demande à être considérée et discutée soigneusement. Nous ne voudrions l'examiner ici que relativement à un épisode spécial et hautement caractéristique pour Napoléon I^e, c'est-à-dire quant à sa conduite lors de la paix d'Amiens et de la rupture de ce traité. En adoptant une idée émise par M. H. Ulmann¹, nous sommes d'avis que l'examen critique, fondé sur les sources mêmes de cette série d'événements, nous ouvrira une perspective lumineuse et instructive sur la politique générale du grand empereur.

Au commencement de l'année 1801, la Grande-Bretagne ne supportait qu'avec peine les charges d'une guerre que, depuis neuf ans, elle soutenait contre les forces immenses de la République française. Elle se trouvait écrasée par les impôts nécessités par cette lutte, impôts d'autant plus lourds que la récolte de l'année 1800 avait été très mauvaise, et que le prix du froment s'était élevé à 134 schellings et demi le *quarter*, tandis que le prix de la main-d'œuvre restait stationnaire et, par conséquent, perdait la moitié de sa valeur réelle. La dette nationale s'était augmentée, pendant la guerre, de 334 millions de livres sterling, dont les intérêts comportaient beaucoup plus que le gain tiré du développement de l'industrie et du commerce. L'assistance des pauvres exigeait des sommes bien plus considérables qu'antérieurement, en premier lieu parce que le nombre des vrais indigents s'était fortement accru, — jusqu'à quatorze pour cent de la population entière dans l'Angleterre proprement dite, — et ensuite parce que les paroisses se voyaient obligées d'employer une grande partie de leurs ressources pécuniaires pour suppléer à l'insuffisance des salaires. Malgré ces lourds sacrifices, la Grande-Bretagne ne put empêcher ses alliés de l'abandonner les uns après les autres, sous l'impression des victoires écrasantes remportées par les armées françaises. L'Autriche fit sa paix à Lunéville en février 1801, Naples en mars, le Portugal en septembre, et, en octobre, des préliminaires de paix furent signés entre la France

1. *Russisch-preussische Politik unter Alexander I und Friedrich Wilhelm III* (Leipzig, 1899), p. 52.

et la Sublime-Porte. Le nouvel autocrate de toutes les Russies, Alexandre I^{er}, éprouvait alors un enthousiasme juvénile pour le grand guerrier et suprême pacificateur qui se nommait Napoléon Bonaparte. Ainsi l'Angleterre se trouvait complètement isolée. A quoi la continuation de la guerre aurait-elle pu lui servir? Après s'être emparés des principales colonies de la France et de ses alliés, l'Espagne et la Hollande, les Anglais ne pouvaient plus espérer que d'exclure les Français de l'Égypte, résultat que l'on était en droit d'attendre aussi bien des négociations de paix, vu la situation précaire des troupes françaises dans la vallée du Nil. Au contraire, on croyait obtenir par la paix le rétablissement du commerce, entravé par la guerre, avec le continent européen tout entier. « Notre commerce, » écrivait en mars 1801 lord Minto, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, « va pénétrer jusqu'en France même et fleurir à Paris¹. » On espérait également une économie d'au moins dix millions de livres sterling par an dans le budget de l'État. Ainsi, tout le monde en Angleterre, à l'exception de quelques grands propriétaires ou grands spéculateurs, demandait-il avec instance la conclusion d'une paix avec la France².

Le gouvernement britannique, présidé alors par Pitt, avait déjà désiré prendre part aux négociations de Lunéville. Son projet avait échoué parce que le premier consul avait exigé qu'un armistice fut immédiatement conclu pour permettre à la France d'envoyer des renforts et des provisions à son armée d'Égypte³. Cependant, au fond, le premier consul ne souhaitait pas moins ardemment la paix, qui répondait alors à ses intentions; il aurait voulu assurer à l'intérieur et rendre populaire son nouveau gouvernement et le faire partout reconnaître à l'étranger, en satisfaisant le vœu universel d'une paix générale. Depuis longtemps, il entretenait à Londres un agent de confiance, M. Otto, sous le prétexte de travailler à l'échange des prisonniers de guerre, en réalité afin d'y avoir sous main un habile diplomate pour nouer des négociations de paix. L'attentat de la machine

1. *Life and letters of the first Earl of Minto*, t. III (Londres, 1874), p. 209.

2. Voy. le mémoire de lord Castlereagh, en 1803, *Letters and despatches of Viscount Castlereagh*, vol. V (Londres, 1851), p. 62 et suiv.

3. Des documents nouveaux sur cet essai de négociations, de décembre 1800 jusqu'à avril 1801, ont été publiés dans l'étude très méritoire de M. H.-M. Bowman, *Preliminary stages of the peace of Amiens* (Toronto, 1900), p. 76 et suiv.

infernale, en décembre 1800, auquel des émigrés français, résidant en Angleterre, avaient pris part, lui fournit une nouvelle occasion de se mettre en rapport avec le gouvernement de Londres, en avril 1801¹. Il trouva un écho complaisant auprès du nouveau cabinet britannique, formé par Addington après la retraite de Pitt, en mars 1801. Son ministre des Affaires étrangères, lord Hawkesbury, était d'avis d'entamer incessamment des négociations. Bonaparte sut renforcer cette tendance en Angleterre, en organisant avec beaucoup de fracas des préparatifs d'invasion des îles britanniques à Ostende, à Dunkerque, à Boulogne, et ces mesures paraissaient d'autant plus menaçantes que les tentatives de Nelson pour détruire les flottilles françaises échouèrent complètement. D'autre part, les avantages remportés par les Anglais en Égypte, la conduite fort équivoque des Espagnols dans la campagne de Portugal et l'assassinat de son allié le tsar Paul ne pouvaient qu'engager Bonaparte à la paix. En juin 1801, on commença donc à Londres des négociations sérieuses, conduites par Otto et par lord Hawkesbury. Elles amenèrent, le 1^{er} octobre 1801, la conclusion de préliminaires, dont voici les conditions principales : « La Grande-Bretagne devait rendre toutes ses conquêtes, à l'exception de Ceylan, qui avait appartenu à la Hollande, et de l'Antille espagnole de Trinidad; la France, évacuer le royaume de Naples et l'État pontifical. L'Égypte devait être abandonnée par les troupes, tant françaises qu'anglaises, et remise entre les mains de son souverain légitime, le sultan. »

Le peuple anglais salua la signature des préliminaires avec une joie délirante, qui prouve la sincérité de ses tendances pacifiques. Elle est d'autant plus méritoire que les conditions des préliminaires étaient très défavorables à la Grande-Bretagne. Elles n'imposaient à la France que l'évacuation de l'Égypte, déjà perdue pour la République, ainsi que de l'Italie centrale et méridionale, dont les traités antérieurs ne lui avaient permis l'occupation que jusqu'à la paix avec l'Angleterre. Par conséquent, les concessions de la France étaient quasi nulles. Elle gardait toutes ses autres conquêtes faites pendant les dernières guerres : la Belgique, la rive gauche du Rhin, Nice, la Savoie et le Piémont. Elle pouvait continuer à peser de toute sa puissance sur

1. *Correspondance de Napoléon I^r, n° 5523, 5524.*

la Hollande, sur l'empire germanique et sur l'Italie supérieure. L'Angleterre avait abandonné tous ses alliés, les Hollandais avec leur stadhouder de la maison d'Orange, aussi bien que le roi de Sardaigne. Et, pourtant, ce dernier prince était déjà clairement destiné à devenir une victime de la violence du premier consul. Le 13 avril 1801, Bonaparte avait ordonné d'organiser le Piémont en division militaire et en six départements administratifs, selon le modèle français, et le général Jourdan, qui y commandait, avait exécuté ce décret dès le 19 avril. Malgré le caractère provisoire que Bonaparte s'efforçait de donner ostensiblement à cette mesure, elle devait être considérée comme un premier pas vers l'annexion complète de ce pays italien à la République française¹. Un sort semblable attendait sans doute le territoire de Gênes, changé en République ligurienne. Elle aussi devint une division militaire sous un général de division et deux généraux de brigade, tous français². Toute l'Europe de l'ouest, du sud et du centre était livrée à la France.

L'Angleterre, au contraire, ne tirait pas d'autre profit de sa longue lutte pleine de dangers et de sacrifices que la possession de Ceylan et de la Trinidad. Elle abandonnait la cause non seulement de la monarchie française pour laquelle elle avait pris les armes, mais encore celle des émigrés français, ses alliés et ses serviteurs les plus fidèles. Et ce qui était plus grave même que ce sacrifice de son honneur, c'est que les préliminaires ne disaient mot des futures relations commerciales entre la Grande-Bretagne, d'un côté, la France et ses nombreux vassaux, de l'autre. Il était facile de prévoir que le premier consul se servirait de ce fait pour exclure le commerce et les produits britanniques de toutes les parties du continent soumises directement ou indirectement à son influence. La France et ses alliés rentraient en possession de leurs riches colonies et pouvaient se livrer de nouveau au trafic maritime; leurs manufactures pouvaient prendre un grand essor sous la protection du système prohibitif vis-à-vis de l'Angleterre, à l'immense dommage de l'industrie anglaise. La guerre maritime, pendant laquelle la Grande-Bretagne avait supprimé le pavillon non seulement ennemi, mais encore neutre, lui avait

1. *Corresp.*, n° 5526, 5528. — Armand Lefebvre, *Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire*, t. I (Paris, 1845), p. 153.

2. *Corresp.*, n° 5538.

donné le monopole du commerce sur mer. Maintenant, c'en était fait. Des hommes d'État prudents et intelligents prédirerent alors la ruine matérielle de l'Angleterre¹.

Les avertissements ne manquèrent donc pas au cabinet Addington. Même un de ces membres, lord Pelham, les exprima hautement à ses collègues. Mais ce ministère, composé de pures médiocrités, incertain entre les partisans absolus de la guerre, sous lord Grenville et Windham, les amis mécontents de Pitt et les défenseurs d'une alliance française, sous Fox, croyait ne pouvoir sauver son existence qu'en concluant la paix à tout prix. Après la ratification des préliminaires, il n'hésita pas à envoyer à Amiens un vieux général, lord Cornwallis, complètement ignorant dans le métier de diplomate, afin d'y négocier la paix définitive avec Joseph Bonaparte, frère aîné du premier consul. Il va sans dire que Joseph n'était que le porte-voix du premier consul, contre lequel ni Cornwallis ni lord Hawkesbury n'étaient de force à lutter.

Dès le premier moment, Napoléon montra clairement que les traités de paix de 1801 et la convention future avec l'Angleterre n'avaient pour lui d'autre signification que de lui assurer une forte base pour étendre de nouveau sa puissance. Ayant désarmé l'Autriche pour plusieurs années, dirigeant les intérêts de cet État, ainsi que ceux de la Prusse, vers la lutte pour leurs indemnités territoriales en Allemagne, et excluant la Grande-Bretagne du continent européen, il voulait fortifier sa domination en Hollande et en Italie, soumettre entièrement la Suisse à son influence, étendre en Amérique l'empire colonial de la France, enfin reprendre pied en Orient. Tels étaient ses projets dès la conclusion des préliminaires de Londres, et il n'avait pas craint d'en réaliser déjà une grande partie durant les négociations d'Amiens. Un gouvernement britannique fort et intelligent n'aurait pas laissé passer ces mesures sans objections. On ne saurait, dans cette occasion, faire à Bonaparte le reproche d'avoir agi secrètement et en traître; au contraire, il dévoila sans crainte les buts de son ambition et de sa soif de domination. Il nous en est d'autant moins permis de les méconnaître aujourd'hui. Il aimait

1. Lettre de Cooke à Castlereagh, fin 1801 (*Letters and desp. of Castlereagh*, t. V, p. 25 et suiv.); cf. Bignon, *Histoire de France*, t. II (Paris, 1829), p. 76 et suiv.

mieux dès lors renoncer à la paix avec l'Angleterre et risquer une guerre nouvelle que de ne pas exécuter sur-le-champ, et sans hésitation, la partie la plus mûre de ses projets immenses. Si l'on ne peut comprendre ce fait, si l'on ne voit pas ce que nous touchons pourtant des doigts, c'est-à-dire que toute l'action politique de Napoléon tend vers l'extension continue et violente de sa domination sur l'Europe, on méconnaît les éléments essentiels de son caractère. Pas un instant il ne se laissa arrêter dans cette course prodigieuse par le texte ou par l'esprit des traités les plus solennels qu'il venait de signer.

Le onzième article du traité de Lunéville disait : « Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance des républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, et la liberté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable. »

La République cisalpine, agrandie considérablement et découverte du nom d'*italienne*, vit son « indépendance » et sa « liberté de se donner une constitution » comprise de façon que toutes les deux furent livrées au bon plaisir de Bonaparte. Sa constitution fut tracée à Paris par le premier consul, avec l'aide de Talleyrand. Et plus encore : par suite des intrigues de Talleyrand et de l'influence exercée par lui sur les principaux politiciens cisalpins qui se trouvaient alors à Paris, le gouvernement provisoire de cette république défera à Napoléon le droit de nommer tous ses magistrats et fonctionnaires. Prudemment, on laissa dans l'ombre la personne du futur président. Afin de démontrer avec ostentation la dépendance de la République italienne vis-à-vis de sa grande sœur française, on convoqua ses 425 notables à Lyon pour y constituer solennellement leur nouvel État en présence de Bonaparte (janvier 1802). On soumit à cette assemblée la constitution nouvelle, mais en lui signifiant que rien n'y pourrait plus être changé¹. Aussi cavalièrement traités, les notables italiens montrèrent beaucoup de mauvaise humeur, et même leur comité de trente membres, soigneusement choisis pourtant dans le sens français, se refusa d'élier comme président Bonaparte et ne lui laissa

1. La véritable histoire de la consulte de Lyon, — fortement défigurée jusqu'à présent d'après les sources exclusivement napoléoniennes, — est racontée d'après la comparaison avec les documents de provenance italienne, par God. Koch, *Die Entstehung der italienischen Republik*, dans la *Histor. Zeitschr.*, vol. LXXXIV (1900), p. 193 et suiv.

le choix qu'entre deux Italiens, Melzi et Aldini. « Déferer la présidence au premier magistrat d'un peuple voisin, » dit un des témoins italiens de ces événements, le comte Bonacossi, « était à leurs yeux reconnaître la suzeraineté de l'autre peuple, et, pour rien au monde, ils n'eussent proclamé la dépendance de l'Italie¹. » Mais, comme Napoléon avait la ferme intention d'occuper lui-même cette magistrature, il força les deux Italiens à se désister. En menaçant le comité de son courroux, il l'amena à le nommer président par vingt et une voix contre neuf. Ce résultat obtenu, il l'annonça à l'assemblée plénière des notables, le 26 janvier 1802, par un discours dont le ton brusque et orgueilleux, assailli de sorties violentes contre les défauts nationaux des Italiens, leur fit clairement comprendre la véritable valeur de leur indépendance. Ils subirent cette ignominie en silence; mais les applaudissements frénétiques qui saluèrent la nomination de Melzi comme vice-président montrèrent assez qu'ils l'avaient désiré pour leur magistrat suprême. Le premier consul imposa également à l'assemblée et la constitution et la liste des fonctionnaires et celle des corps électoraux, telles qu'il les avait fixées. S'il prétendait donner à sa présidence un caractère provisoire², ce n'était qu'une ruse pour la faire accepter plus facilement aux Italiens, éblouis et intimidés par le déploiement de grandes magnificences militaires. Encore tous ces stratagèmes n'avaient-ils réussi que parce qu'on avait surpris l'assemblée des notables à un moment où, sur plus de 400 membres, 200 à peine étaient réunis³. La « liberté » de leurs élections était aussi vraie que l'« indépendance » de leur République. Pour rendre leur asservissement encore plus évident, le ministre des Affaires étrangères d'Italie, Marescalchi, dut, ainsi que ses conseillers, se transporter à Paris, où il se trouva sous la direction immédiate de Bonaparte⁴.

Même le brave Schlosser s'irrite des artifices par lesquels Napoléon, « si droit et si noble, quoique souvent violent, » avait obligé les Italiens à le nommer leur président contre leur volonté⁵.

1. Lettre du comte Bonacossi, du 23 juillet 1830 (*Bourrienne et ses erreurs* (Paris, 1830), t. I, p. 299).

2. *Corresp.*, n° 5932; cf. *Ibid.*, n° 5931, 5933, 5934.

3. Lettre du comte Bonacossi (*loc. cit.*, p. 300).

4. Décret du 27 janv. 1802 (*Corresp.*, n° 5938).

5. *Arch. f. Gesch. u. Litt.*, t. V, p. 130; cf. p. 118.

Seul, Thiers a le triste courage de glorifier ces faits, qui violaient à la fois le droit des gens et les traités, comme le système qui convenait uniquement aux Italiens¹.

A la même époque, la Toscane, cédée, à ce que l'on prétendait, par la France à l'Espagne, reçut le nom de royaume d'Étrurie et fut donnée à un infant espagnol, sous le nom duquel le général français Murat et l'envoyé français Clarke gouvernaient le pays. Ce même roi d'Étrurie céda l'île d'Elbe, que les Anglais avaient promis d'évacuer, à la France, qui, de cette sorte, acquit le havre important de Porto-Ferrajo. Le territoire de Parme resta à la disposition de la France. Nous avons déjà mentionné que celle-ci dominait la Ligurie. Et Bonaparte ne donnait nulle espérance aux Anglais qu'il accorderait le rétablissement du roi de Sardaigne ou même une indemnité pour ce prince, dont les possessions continentales étaient destinées à l'agrandissement de la France².

Ainsi, toute l'Italie supérieure et centrale était soumise, directement ou indirectement, au pouvoir du premier consul. De ces contrées, ses troupes connaissaient trop bien le chemin qui menait à Rome, à Naples et à Tarente pour ne pouvoir le retrouver au moment où cela lui plairait. Dès lors, le roi des Deux-Siciles et, d'une manière encore plus immédiate, le pape devenaient forcément les vassaux de Bonaparte. En faisant d'Alexandrie une forteresse de premier ordre, en plaçant ses demi-brigades à Gênes et dans la Romagne, en disposant de la Toscane, Napoléon exerçait une telle pression sur l'Italie méridionale que celle-ci n'était plus libre que de nom.

La République batave dut également subir et une constitution imposée par Bonaparte et l'occupation par ses soldats, qui vivaient aux frais du pays. Elle ne jouissait de l'indépendance promise par le traité de Lunéville ni à l'intérieur ni pour ses affaires étrangères.

Napoléon traitait la Suisse avec un peu plus de ménagement ; nullement par fidélité envers les traités ou par estime pour la volonté populaire, mais parce que la Suisse se trouvait dans le voisinage immédiat de l'Autriche, et que ses populations étaient plus valeureuses que celles de l'Italie ou de la Hollande. Son but

1. T. III, p. 299 (éd. de Leipzig, 1845).

2. Entretien de Bonaparte avec lord Cornwallis, du 28 nov. 1801 (G. Pellew, *Life of Viscount Sidmouth* (Londres, 1847), t. II, p. 13).

était ici le même, quoiqu'il y travaillât avec plus de précaution et de ruse. Il prescrivit à son ministre à Berne, Verninac, de prendre le parti des révolutionnaires contre le gouvernement constitué, d'amener par tous les moyens la chute de ce gouvernement et de la constitution fédérale, de faire connaître à tout le monde que la France désapprouvait l'état de choses existant en Helvétie¹. Ainsi, Verninac avait à préparer la guerre civile, dont le commencement donnerait le signal de l'intervention armée de la France. De Paris, Bonaparte ne cessait de travailler dans le même sens².

Le premier consul s'occupait donc, avec autant de persévérance que de violence, à étendre son pouvoir suprême sur les petits Etats qui environnaient la France. Il n'avait pas renoncé, d'ailleurs, à ses anciens projets sur l'Orient; au contraire, il cherchait à s'y introduire, à en déloger les Anglais. A cet effet, il conclut avec la Sublime Porte un traité définitif, très dommageable aux intérêts anglais, parce qu'il accordait aux Français les droits de la nation la plus favorisée. Cependant, les Anglais s'effrayèrent davantage encore du projet que laissait entrevoir Bonaparte de reconstituer un grand empire colonial français.

A peine les préliminaires de Londres signés, le premier consul prépara une puissante expédition navale destinée à rattacher intimement à la France la grande île de Saint-Domingue, qui jouissait d'une indépendance, sinon de droit, au moins de fait, sous la direction d'un nègre de génie, Toussaint-Louverture. L'Angleterre vit avec jalouse et avec des craintes sérieuses le départ d'une flotte française, forte de vingt-six vaisseaux de ligne et de vingt frégates et montée par plus de 20,000 soldats, avant même que la paix définitive eût été signée. Quelle garantie y avait-il que cette flotte n'était pas destinée à l'attaque d'une possession anglaise? Le gouvernement de Londres demanda donc que tous les vaisseaux français fussent désarmés, à l'exception de huit, et que toute l'expédition fût ajournée jusqu'après la signature du traité. Mais, lorsque Bonaparte eut donné quelques assurances dont les tendances pacifiques n'excluaient pas un ton très fier³, le cabinet Addington, toujours désireux du calme, se laissa tranquilliser, et la grande expédition put quitter les ports

1. Bonaparte à Talleyrand, 30 nov. 1801 (*Corresp.*, n° 5883).

2. Lanfrey, *Histoire de Napoléon I^r*, t. II, p. 374 et suiv.

3. Bonaparte à Talleyrand, 13 nov. 1801 (*Corresp.*, n° 5863).

français, en décembre 1801, au grand chagrin de tous les patriotes de la Grande-Bretagne, qui craignaient pour leurs possessions des Indes occidentales.

Ces angoisses patriotiques furent considérablement augmentées par la nouvelle que la France, mettant à haut prix l'établissement d'un Bourbon, ce fantôme de roi, en Toscane, s'était fait céder par l'Espagne la Louisiane, comprenant alors tous les pays riverains du Mississippi. De même, elle venait de forcer le Portugal à lui céder sa part de la Guyane. L'image d'un vaste empire français, établi autour des côtes des golfes de Mexique et des Caraïbes et destiné à reprendre la grande lutte coloniale que l'on avait cru terminée depuis longtemps en faveur de la Grande-Bretagne, se leva terrible et menaçante devant les Anglais, fermement convaincus dès lors que la nature elle-même leur avait donné le monopole des possessions d'outre-mer¹.

L'effet de tous ces événements fut considérable en Angleterre, surtout dans la partie intelligente de la nation. On voyait la grandeur et la puissance de la France augmenter sans cesse, on la voyait menacer les possessions de l'Angleterre dans les deux Indes et combattre son commerce. On devinait en tout cela un système bien arrêté de la part du premier consul, système dont les effets iraient en grandissant dans l'avenir. C'est pourquoi l'on demandait que toutes les questions politiques encore douteuses fussent décidées complètement par la paix définitive. Si l'Angleterre ne pouvait obtenir ce résultat, disait-on, il vaudrait mieux renoncer à une paix qui ne pourrait devenir qu'une source de ruine politique et commerciale². Bonaparte lui-même et ses confidents avaient cru que l'Angleterre ne supporterait pas de tels accroissements de puissance chez sa rivale, qu'elle considérerait les préliminaires comme annulés par ces événements et reprendrait les armes. Quant à renoncer aux avantages qu'ils lui procureraient, il aimait toutefois mieux recommencer la guerre³.

1. Les projets de Napoléon, quant à la politique coloniale, ont été très bien exposés par M. Gust. Roloff, *Die Kolonialpolitik Napoleons I* (Munich et Leipzig, 1899).

2. Cooke à Castlereagh, fin 1801 (*Letters and desp. of Castlereagh*, t. V, p. 28).

3. Témoignage de Jackson, ministre d'Angleterre à Paris durant les négociations d'Amiens (Malmesbury, *Diaries and Correspondance*, t. IV. Londres, 1844, p. 72).

Cependant, le cabinet Addington n'osa point envisager une telle éventualité. Il sentait trop sa propre incapacité et la faiblesse de sa position politique pour risquer une nouvelle guerre, qui, sans doute, aurait remis le pouvoir dans des mains plus vigoureuses. Il préféra donc fermer les yeux systématiquement et employer les petits moyens pour remédier autant que possible à une situation périlleuse. Il ne voulait pas voir ce qui aurait dû amener la rupture des négociations s'il y avait pris garde. C'est ainsi que l'on passa sans discussion sur les questions extrêmement importantes des futurs rapports commerciaux entre les deux pays et des droits des neutres pendant les guerres maritimes. Afin de ne pas avoir à défendre le roi de Sardaigne, qui venait de perdre ses possessions continentales à cause de son alliance avec l'Angleterre, le gouvernement de Londres refusa d'admettre, aux négociations d'Amiens, un plénipotentiaire du roi Emmanuel IV, sous le prétexte que celui-ci aurait quitté cette alliance dès l'année 1797, et que, partant, il n'aurait plus de droit à l'assistance de Georges III¹. Quant au traité franco-turc, Cornwallis et Hawkesbury firent semblant de se trouver satisfaits quand le premier consul assura que ce document ne contenait aucun article secret et reposait entièrement sur la base des préliminaires². La Grande-Bretagne refusa, il est vrai, de reconnaître les nouvelles créations de Bonaparte en Italie : les républiques italienne et ligurienne ainsi que le royaume d'Étrurie. A cela, Napoléon répondit avec beaucoup de sang-froid que ne pas reconnaître trois États d'une telle importance aurait la double conséquence d'en exclure le commerce britannique et d'enlever à l'Angleterre tout droit d'intervenir en faveur des populations qui les habitaient³. Donc, au point de vue commercial et politique, l'Angleterre était exclue de l'Italie supérieure et centrale. Le cabinet Addington subit ce nouvel affront sans sourciller. Il se contenta de montrer une faible mesure d'énergie dans des questions secondaires. Il envoya quelques vaisseaux de guerre aux Antilles pour surveiller la flotte française de Saint-Domingue. Il prit doucement en main la cause de l'ancien stadhouder néerlandais, le prince d'Orange. En effet, la maison

1. Nicomedè Bianchi, *Storia della monarchia piemontese*, t. III, p. 419.

2. *Corresp.*, n° 5962.

3. Bonaparte à Talleyrand, 19 févr. 1802 (*Corresp.*, n° 5965).

de Nassau perdait en Hollande un revenu privé de deux millions et demi de francs par an, et cela exclusivement par suite de sa fidélité envers l'Angleterre¹. Il était donc juste que celle-ci exigeât pour cette famille un dédommagement que, en effet, le premier consul promit avec beaucoup d'emphase². Mais, à la fin, l'Angleterre se contenta d'une promesse générale d'indemnité, qui figura au traité de paix comme article XVIII. Puis, lord Hawkesbury demanda des garanties suffisantes pour la future indépendance de l'île de Malte.

Cette île avait énormément gagné en importance depuis que les projets de Bonaparte sur l'Egypte s'étaient dévoilés. Située sur l'étroite limite qui sépare les parties occidentale et orientale de la Méditerranée, entourée de fortifications imprenables, elle était la clef de l'Egypte, qui, de son côté, était considérée comme le seuil de l'Inde orientale. On sait que, dans leur route vers l'Egypte, les Français avaient enlevé Malte à l'ordre décrépit de Saint-Jean, en juin 1798, et que les Anglais avaient mis deux ans à leur reprendre cette position dominante. Les préliminaires de Londres avaient imposé la restitution de l'île à l'ordre de Saint-Jean. Mais celui-ci offrait-il une garantie suffisante que, lors d'une nouvelle attaque de la part de la France, il la défendrait mieux qu'en 1798? Le fait que le suzerain de l'ordre, le pape, se trouvait sous la pression militaire et politique de la France, ne faisait-il pas supposer le contraire? L'Angleterre se sentait donc cruellement embarrassée et ne savait comment s'y prendre pour assurer contre la France l'indépendance de l'île et surtout de ses forteresses. On proposa d'en composer la garnison de troupes napolitaines. Mais on savait également bien que ces soldats étaient les plus lâches de l'Europe et que Naples était absolument soumise à la volonté du premier consul. L'expédition d'établir à Malte une garnison russe ne déplut pas moins à Bonaparte qu'aux Anglais, la politique russe étant une inconnue d'une grandeur incommensurable et pouvant, selon les circonstances, donner Malte soit à l'une, soit à l'autre des puissances rivales. Bonaparte proposa donc tout simplement de faire sauter les fortifications, afin de ne rendre à l'ordre de Malte qu'une possession dépourvue de valeur militaire. Mais le gouvernement anglais

1. *Annual Register for 1802* (Londres, 1803), p. 132.

2. Pellew, t. II, p. 13, d'après les dépêches de Cornwallis.

objecta avec raison qu'une grande puissance pourrait rétablir en peu de temps ces fortifications créées par la nature même du sol. Après de longues négociations, on finit par tomber d'accord sur une série de conditions pour l'évacuation de l'île par les Anglais, — conditions qui semblaient donner au cabinet du roi Georges les garanties nécessaires, — et qui furent fixées ainsi par l'article x du traité définitif :

Dans trois mois, Malte doit être rendue à l'ordre comme possession indépendante, neutre et ouverte au commerce de toutes les nations. Les *langues* française et anglaise de l'ordre seront supprimées et les sujets anglais et français n'y seront plus reçus; en revanche, on créera une *langue* maltaise. L'ordre composera la garnison de Malte de mercenaires étrangers, et, au moins jusqu'à la moitié, d'indigènes de l'île. Jusqu'à la formation complète d'une telle troupe, 2,000 Napolitains occuperont les fortifications. Malte se trouvera sous la protection et la garantie non seulement de la France et de l'Angleterre, mais encore des quatre autres grandes puissances : la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Espagne.

Voilà les boulevards de papier par lesquels les deux États contractants croyaient mieux protéger l'indépendance de Malte que par ses bastions établis sur le roc.

Le 25 mars 1802, la paix fut signée à Amiens. Elle fut reçue avec grande satisfaction en France, où l'on n'avait pas espéré obtenir des conditions aussi avantageuses, et, si elle n'excitait pas en Angleterre la même joie que les préliminaires, elle y rencontra pourtant un assentiment résigné. On ne méconnaissait nullement les désavantages que ce traité apportait à la Grande-Bretagne, mais on désirait jouir de la paix et être débarrassé de l'impôt sur le revenu; on espérait enfin que le commerce britannique allait reprendre en France et dans les États qui lui étaient alliés¹.

Telle n'était pas l'opinion des hommes vraiment intelligents parmi les politiciens de l'Angleterre. Ils appréciaient pleinement la grandeur des inconvénients et des dangers de ce traité qui, au fond, n'avait évité aucun des défauts des préliminaires. Tandis que la Grande-Bretagne avait possédé, avant la guerre, des conventions commerciales fort avantageuses avec toute l'Europe

1. Pellew, t. II, p. 35; Thiers, t. III, p. 329.

occidentale et méridionale, elles n'étaient nullement remises en vigueur par les articles d'Amiens. Les priviléges du pavillon anglais sur mer n'y étaient pas mentionnés non plus, de même le monopole du commerce de la gomme en Afrique et des bois de teinture de la baie de Honduras. L'abandon de tous les alliés de l'Angleterre était maintenu, sauf l'intervention faible et incertaine en faveur de la maison de Nassau-Orange. Mais, au contraire, entre la signature des préliminaires et la conclusion de la paix définitive, une foule de circonstances s'étaient produites, qui avaient changé la situation générale au détriment de la Grande-Bretagne et qui pourtant n'avaient pas trouvé d'écho dans le traité d'Amiens. Dans ses conventions récentes avec la Turquie et avec le Portugal, la France avait considérablement avantageé ses intérêts commerciaux aux dépens des intérêts anglais, fait d'autant plus grave que la convention franco-portugaise était en contradiction flagrante avec le traité de Methuen, qui réglait les rapports entre l'Angleterre et le Portugal depuis un siècle. Bonaparte venait de soumettre l'Italie à sa domination et d'acquérir avec l'île d'Elbe une position qui commandait la mer Tyrrhénienne. Il allait fonder un nouvel empire colonial en Amérique. Au point de vue purement politique, l'Angleterre s'était laissé placer dans une position extrêmement défavorable en permettant que le traité de paix la remît à peu près au *statu quo ante bellum*, tandis que la France avait obtenu l'*uti possidetis*. Ces considérations suffisent pour faire du traité d'Amiens une défaite diplomatique très grave de la Grande-Bretagne. Mais, ce qui était pire encore, c'était la perspective menaçante qu'ouvriraient, pour l'Europe et surtout pour l'Angleterre, les derniers actes de violence et les récentes surprises de Bonaparte. Comme sir Edward Cooke l'écrivait alors à Castlereagh¹, ils prouvaient que l'ambition du premier consul n'était jamais satisfait et qu'il rouvrirait le combat contre l'Angleterre aussitôt après avoir réorganisé sa marine et celles de l'Espagne et de la Hollande.

Jamais, dans les temps modernes, un ministère anglais n'avait conclu de paix plus désavantageuse et plus dangereuse. Elle ne s'explique que par l'incapacité de ses membres et par la fai-

1. 6 avril 1802 (*Letters and desp. of Castlereagh*, t. V, p. 38 et suiv.; cf. *Annual Register for 1802*, p. 161 et suiv.).

blesse de sa position dans le pays et au parlement, où, à l'unanimité, on désignait la paix comme peu honorable et où même les amis du cabinet l'acceptaient seulement comme une triste nécessité¹. Le roi Georges en parlait sur un ton plutôt d'apologie que d'approbation². Elle était la conséquence de la crainte systématique que ce gouvernement avait de prendre une mesure décisive; il ne songeait, en effet, qu'à prolonger momentanément son existence et à tout prix. On sentait universellement que cette paix n'était au fond qu'un armistice ou une « expérience, » comme disait le roi Georges III, et que la guerre recommencerait avant peu³. La nation anglaise et la plupart de ses députés étaient d'avis de faire savoir à Paris qu'ils avaient tacitement admis, dans le traité, les nombreux empiétements du gouvernement français, mais que c'était l'extrême limite de leurs concessions et qu'ils étaient résolus à ne souffrir aucun nouvel accroissement du pouvoir de la France « ni aucune atteinte à la dignité, à l'honneur, à la sécurité ou à la véritable grandeur de leur pays⁴. »

Il dépendait évidemment du premier consul de fortifier la paix, malgré tout ce qui venait de se passer, et d'affermir la position du cabinet Addington, si dévoué à la cause de cette paix, en ayant égard aux justes exigences de l'opinion publique en Angleterre et aux intérêts commerciaux de ce pays. Les grandes concessions faites par l'Angleterre dans les préliminaires et dans le traité définitif lui donnaient précisément le droit et lui imposaient même l'obligation de maintenir à la lettre les mesures de précaution dont les articles convenus à Amiens

1. Thibaudeau, *Histoire de la France et de Napoléon Bonaparte*, t. II, p. 398 et suiv.

2. *Life of Earl Minto*, t. III, p. 228.

3. Cooke à Castlereagh (*loc. cit.*, p. 40). — *An experimental peace*; voy. Malmesbury, *Diaries and Correspondence*, t. IV (Londres, 1844), p. 63. — Schlosser, *Arch. f. Gesch. u. Litt.*, t. VI, p. 44.

4. Mémoire de Castlereagh, printemps 1802 (*Letters and desp.*, t. V, p. 29); lord Minto à lady Minto, 15 mai 1802 (*Life of Earl Minto*, t. III, p. 249). Les paroles en guillemets sont celles de Pitt adressées à Malmesbury le 9 avril 1802 (Malmesbury, *loc. cit.*, p. 65). Pitt expliquait ces termes en désignant les intérêts commerciaux et coloniaux de l'Angleterre, ses droits et ses possessions, ainsi que les droits et les possessions des autres États, comme par exemple l'indépendance de la Hollande ou de la république cisalpine, dont la violation provoquerait la résistance immédiate de l'Angleterre.

venaient de les entourer et de ne pas se soumettre à de nouvelles exigences de la part de la France¹. Si Bonaparte reconnaissait la justesse de cette manière de voir, on pouvait s'attendre à une certaine durée de la paix. Le gouvernement anglais commença, en effet, par se montrer strictement fidèle au traité d'Amiens. Devant le parlement, il le défendit avec la plus grande fermeté et ne donna ni aux adversaires ni même à ses propres amis le moindre espoir de voir changés ceux des articles dont tout le monde se plaignait, — avec raison, si l'on se place au point de vue britannique. Le cabinet Addington maintenait tout le traité tel qu'il était sorti des négociations ; ceux même de ses membres qui avaient été contraires à ces conventions les défendaient loyalement devant les chambres². Et les faits répondaient aux paroles. Le gouvernement du roi Georges accorda aux citoyens français tous les droits dont les autres étrangers jouissaient sur le sol britannique et plaça leur commerce sur le même pied que celui de toutes les nations. Il rendit les colonies conquises aux Français et à leurs alliés dans des conditions avantageuses. Si l'Égypte semblait faire une exception, il prouva qu'il fallait s'en prendre au général qui y commandait en chef et il lui transmit l'ordre rigoureux d'évacuer le pays sans hésitation ultérieure³. Il poussa même son amour de la paix jusqu'à désarmer immédiatement après la conclusion du traité, malgré les justes soupçons que la conduite de Bonaparte aurait dû lui inspirer quant à ses agissements futurs.

La fidélité que le cabinet de Londres montrait envers les traités fut le plus méritoire en ce qui concerne l'île de Malte. Il venait d'avouer au parlement que renoncer à cette possession était seulement l'effet d'une triste nécessité, et que les moyens que l'on avait trouvés pour garantir l'indépendance de Malte n'étaient tolérables que parce qu'il n'y en avait pas de meilleurs.

1. Lettre de Guill. Pitt à son frère, lord Chatham, 28 févr. 1803 (Earl Stanhope, *Life of Will. Pitt.*, t. IV (Londres, 1862), p. 6).

2. Comparez les extraits détaillés des débats parlementaires à l'*Annual Register for 1802*.

3. Dépêche de lord Hawkesbury, 30 nov. 1802 (*Annual Register for 1803*, p. 677). — Il n'est donc point exact, ainsi que le prétend l'*Histoire générale* de MM. Lavisson et Rambaud (t. IX, p. 63), que le gouvernement anglais, dès la conclusion de la paix, ait été « bien déterminé à garder Malte et Alexandrie, Gorée, le Cap et les villes françaises de l'Inde. » Cette affirmation est démentie par les faits.

Malgré ces angoisses politiques, il remplit consciencieusement ses devoirs. Il permit que, contrairement à la lettre du traité d'Amiens qui attribuait l'élection du nouveau grand maître au chapitre général de l'ordre à Malte même, le petit nombre des chevaliers réunis à Saint-Pétersbourg choisit le grand maître, afin de ne pas ajourner cette élection. Il admit à Malte les troupes napolitaines, ainsi que le commissaire français, le général Vial. Il négocia avec zèle l'acceptation de la garantie par les quatre grandes puissances, tandis que la France montrait, dans cette occasion, une tiédeur et une lenteur qui ne laissaient pas que d'éveiller de multiples soupçons¹.

Malheureusement, la conduite du premier consul ne répondait nullement aux démarches amicales et prévenantes du gouvernement britannique.

Ayant largement ouvert aux Français les ports et les villes de commerce de son pays, ce gouvernement pria Bonaparte, immédiatement après la ratification du traité d'Amiens, de permettre aux sujets anglais le trafic avec les marchés de la France, de la Hollande et de l'Italie. Il ne cacha point que c'était seulement à cette condition que la paix qui venait d'être rétablie pourrait durer². Ce fut donc en pleine connaissance de cause que le premier consul repoussa absolument cette demande. Au contraire, non seulement il interdit l'importation en France des denrées anglaises, mais il imposa aussi la même défense aux États soi-disant indépendants de l'Italie et à la République batave³. Et plus encore, en pleine paix, il renouvela une loi, publiée sur la proposition de Robespierre neuf ans auparavant, par conséquent en pleine guerre, et qui ordonnait de confisquer tous les navires au-dessous de cent tonnes qui porteraient des produits anglais et qui s'approcheraiient de quatre lieues du territoire français. Cet ordre barbare fut exécuté contre l'Angleterre « amie » avec une dureté extrême. En janvier 1802, le navire anglais *Fame Packet*, forcé par la tempête d'entrer dans le port de Cherbourg, fut saisi et son capitaine mis en prison pour six mois. Après la signature de la paix, le bâtiment anglais *Jennies*, portant des charbons pour le port français de Tonnay-Charente et d'autres

1. Notes de Hawkesbury à Otto, 24 mai, et à Merry, 5 juin 1802, et réponse de Talleyrand du 20 prairial an X (*Annual Register for 1803*, p. 652 et suiv.).

2. Lefebvre, t. I, p. 264.

3. Bignon, t. III, p. 6.

marchandises pour l'Espagne, subit le même sort à Rochefort, sous prétexte de « marchandises prohibées. » Mais ce qui est encore plus fort, c'est que, en juillet 1802, le navire *Nancy*, chargé exclusivement de marchandises non britanniques, fut confisqué par des soldats français à Flessingue, port hollandais, où la bourrasque l'avait poussé. Le comble de cette conduite hostile et despote fut le traitement infligé au bâtiment *Georges*, qui, en octobre 1802, entra à Tonnay-Charente sur son lest pour y charger des eaux-de-vie françaises. On mit l'embargo sur lui à cause des fourchettes, des cuillers et couteaux du capitaine qui, tous ensemble, ne valaient pas cent francs. Dans aucun de ces cas, les réclamations de l'envoyé anglais n'amènerent le moindre résultat; elles échouèrent directement devant la volonté bien arrêtée du premier consul¹.

Les pires prédictions des pessimistes s'étaient ainsi réalisées, avaient même été dépassées. La paix avait rendu aux Français et à leurs alliés le commerce maritime et le trafic avec leurs colonies, et elle avait, de la sorte, créé une concurrence formidable aux Anglais, sans dédommager ceux-ci d'aucune façon. Immédiatement après Amiens, Bonaparte, sans la moindre provocation de la part des Anglais, rouvrit contre eux la guerre commerciale. Il proclama hautement que, partout où il dominait, la Grande-Bretagne ne pourrait vendre une livre de ses produits naturels ou industriels ou de ses denrées coloniales ni même montrer son pavillon, — la guerre à mort contre l'intérêt vital de l'Angleterre, — et ceci en pleine paix. On peut dire que, par cela même, Bonaparte, sciemment et intentionnellement, a rendu inévitable la reprise des armes entre les deux nations à peine pacifiées.

La haine que le chef du gouvernement français nourrissait contre tout ce qui était anglais éclata encore en actions directement contraires au droit des gens. Pendant la guerre, on avait saisi tout ce qui, en France, appartenait à des Anglais, même leurs parts de la rente française. Mais on ne le rendit point après la conclusion de la paix, malgré les réclamations réitérées de l'ambassadeur britannique, et quoiqu'on n'eût pas pour

1. *Annual Register for 1803*, p. 223 et suiv. — Vittorio Barzoni, *Motiv della rottura del trattato d'Amiens* (3^e éd. Milan, 1815), p. 18. — Castlereagh, t. V, p. 66 et suiv. — Note de Talleyrand du 11 ventôse de l'an XI (Osc. Browning, *England and Napoleon in 1803* (Londres, 1887), p. 97 et suiv.).

excuse même l'ombre d'un droit¹. Bonaparte décrêta alors, de par son autorité personnelle, qu'aucun sujet britannique ne pourrait posséder de biens-fonds en France, et que, s'ils lui étaient échus par héritage, ils seraient confisqués purement et simplement par l'État sans la moindre indemnité².

Des mesures si tyranniques et si offensantes excitérent en Angleterre une grande colère et l'on commença à mettre en doute les intentions, non pas même amicales, mais seulement pacifiques, du premier consul. Cependant, ces événements n'auraient pas encore amené de si tôt la rupture, si des faits politiques n'étaient venus s'y ajouter qui menacèrent directement la sûreté et les possessions de la Grande-Bretagne.

Peu de mois après le traité d'Amiens, Bonaparte s'efforça de changer les rôles en élevant des plaintes amères contre l'Angleterre et en adressant à son gouvernement des réclamations assez aigres. Il se montra courroucé des attaques violentes dont lui et la France étaient les victimes de la part de la presse anglaise et surtout des journaux rédigés à Londres par des émigrés français. Il se plaignit également qu'on laissât résider en Angleterre des membres de l'ancienne maison royale de France et même des rebelles et des assassins notoires, tels que Georges et beaucoup d'autres chouans, et enfin des évêques royalistes comme ceux d'Arras et de Saint-Pol, qui ne travaillaient qu'à soulever les catholiques français contre le gouvernement républicain. Ces réclamations étaient justifiées jusqu'à un certain point; si les journaux rédigés par des sujets anglais étaient protégés par la liberté presque illimitée de la presse qui régnait dans ce pays et les rendait inaccessibles à l'action gouvernementale, le cabinet Addington aurait pu sévir contre les étrangers que l'*Alien bill* lui permettait d'expulser du sol britannique. D'ailleurs, le premier article du traité d'Amiens prescrivait à chacune des puissances contractantes de n'accorder ni protection ni assistance à ceux qui porteraient dommage à l'autre³. Mais les demandes formulées à cette occasion par le gouvernement français allaient décidément trop loin. Il exigeait que le cabinet britannique punît tous les journaux qui se montraient hostiles à la France;

1. Hawkesbury à Whitworth (ambassadeur d'Angleterre à Paris), 14, et Whitworth à Hawkesbury, 20 janv. 1803 (Browning, p. 47 et suiv.).

2. Décret du 7 janv. 1803 (*Corresp.*, n° 6528).

3. Cf. Thibaudeau, p. 74 et suiv.

qu'il chassât les émigrés des îles normandes; qu'il internât les évêques « rebelles » dans les provinces intérieures de l'Angleterre; qu'il déportât au Canada Georges et les chouans; qu'il envoyât les princes de la famille de Bourbon à Varsovie, résidence du comte de Provence; qu'il exilât tous les émigrés qui porteraient les décorations de l'ancien régime. Talleyrand fit observer à l'envoyé anglais Merry que l'exclusion des Bourbons et de leurs partisans de l'Angleterre était conforme aux demandes que cet État avait adressées à la France, pendant le siècle précédent, à cause des prétendants de la maison des Stuart¹.

C'était exiger du cabinet britannique des choses impossibles. La presse était placée en Angleterre sous la protection du droit commun; lord Hawkesbury répondit donc avec raison qu'il n'avait pas la moindre influence sur la grande majorité des journaux. Il ne pouvait pas non plus sacrifier, immédiatement après la conclusion de la paix, les émigrés et même les chouans, qui, jusqu'alors, avaient rendu à l'Angleterre des services considérables. Napoléon, dit même son fervent admirateur Bignon, aurait dû passer ces choses sous silence et seulement surveiller ses adversaires². Le gouvernement anglais fit tout ce qui était en son pouvoir pour satisfaire aux réclamations de Bonaparte, sans éveiller un mécontentement dangereux dans son propre pays. Il répondit qu'il ne souhaitait nullement la présence ultérieure des princes, des émigrés et des porteurs d'anciennes décorations en Angleterre, mais qu'il ne pouvait violer envers eux les lois traditionnelles de l'hospitalité (28 août 1802). Il éloigna touchois de Jersey les conjurateurs les plus dangereux. Il demanda à Paris la preuve des délits commis par les évêques d'Arras et de Saint-Pol pour pouvoir frapper ces prélats. Il promit « d'éloigner Georges et ses partisans des possessions européennes de Sa Majesté. » Après des avertissements réitérés, il retira à l'un des journaux les plus hostiles à Bonaparte, le *True Briton*, la subvention qu'il lui avait accordée jusqu'alors, et le président du

1. *Corresp.*, n° 6108. — Dépêches de Merry des 4 et 17 juin 1802 (*Annual Register for 1803*, p. 656, 658); Documents publiés par Lanfrey, t. II, p. 456 et suiv.; Thibaudeau, t. III, p. 68 et suiv. — Le port d'anciennes décorations semble avoir eu le don d'irriter Bonaparte tout particulièrement. Il adressa, à ce sujet, des réclamations à tous les États, ses vassaux, et même à Madrid et à Berlin, 17 nov. 1802 (*Corresp.*, n° 6429).

2. *Histoire de France*, t. III, p. 8 et suiv.

Conseil, Addington, se donna la plus grande peine du monde pour mettre un frein à l'action « pestilentielle » de la presse¹. L'émigré Peltier, qui rédigeait un journal fort passionné, *l'Ambigu*, et dont la punition avait été tout particulièrement demandée par le ministre de France, Otto², fut traduit devant le jury, d'après la consultation de l'*attorney général*, et condamné par le tribunal. Il est vrai que, plus tard, la reprise de la guerre le délivra de l'obligation de purger sa peine.

Mais tout cela ne suffit pas au premier consul. Il fit, par Otto, présenter à Londres une note qui, sur un ton brusque et menaçant, contenait des demandes incompatibles avec la liberté constitutionnelle de l'Angleterre. Même le faible lord Hawkesbury retrouva quelque énergie devant une telle arrogance en blâmant sévèrement, dans sa réponse, le ton et le style de la note française et en repoussant avec indignation la prétention « qu'aucune demande de la part d'une puissance étrangère pût amener jamais le peuple et le gouvernement anglais à violer les droits sur lesquels les libertés de notre pays sont fondées. » Ainsi, les représentants d'une république se firent les champions de la répression, tandis que « les esclaves du tyran anglais » défendaient la cause de la liberté³.

Les réclamations du gouvernement français semblaient d'ailleurs prendre un caractère franchement frivole et sournois par le fait que, en ce même moment, il se permit, dans ses propres journaux, les attaques les plus violentes contre l'Angleterre. Sur l'ordre personnel du premier consul, aucune gazette anglaise, à l'exception d'une seule, officieuse, n'était admise en France⁴. Bonaparte lui-même veillait soigneusement à ce que les journaux anglais lus aux bureaux des Affaires étrangères à Paris n'en pussent jamais sortir pour tomber entre les mains des profanes⁵. Au contraire, dans la presse française, il souffrait toute sorte d'invectives contre la Grande-Bretagne, contre son gouvernement et contre son souverain. Or, on sait qu'en France aucun journal ne pouvait alors rien dire qui ne fût approuvé par le

1. Pellew, t. II, p. 155 et suiv.

2. Note du 25 juin 1802 et réponse de Hawkesbury du 28 (*Annual Register for 1803*, p. 659-660).

3. Documents des 17 et 28 août 1802 (*Annual Register for 1803*, p. 661-669).

4. *Corresp.*, n° 6246.

5. L. de Bretonne, *Lettres inédites de Napoléon I^r*, t. I (Paris, 1898), p. 20.

gouvernement, contraste frappant avec la liberté de la presse qui régnait en Angleterre. On voit facilement combien l'essence et l'importance de la polémique étaient changées par le caractère officieux du journalisme français. Et, plus encore, l'organe officiel du gouvernement consulaire, le *Moniteur* lui-même, prit très souvent la parole pour couvrir l'Angleterre d'injures sorties pour la plupart directement de la plume de Bonaparte; on y accablait de railleries et de mépris toutes les institutions de la Grande-Bretagne, son caractère national et ses moeurs; on y accusait son gouvernement de protéger et de favoriser des brigands et des assassins¹. Des réfugiés irlandais publiaient à Paris une feuille en langue anglaise, *l'Argus*, destinée exclusivement à combattre l'Angleterre. Ce journal, animé d'une passion incroyable dans sa haine, fut non seulement toléré par le gouvernement français, à l'ordinaire si tyrannique envers la presse, mais encore directement subventionné². La raison de cette conduite étonnante est indiquée par un ordre envoyé à Talleyrand par Bonaparte, le 25 novembre 1802 : « Je vous prie, citoyen ministre, de faire prendre 500 exemplaires de *l'Argus* pour la Martinique, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, Tabago, Cayenne, en recommandant de les répandre dans toutes les îles anglaises³. » Par la voie de la presse, le gouvernement français se livra donc, soit en secret soit au grand jour, à des actes d'hostilité contre la Grande-Bretagne. Une telle conduite ne s'explique que par l'intention d'amasser peu à peu assez de matière inflammable pour pouvoir y rallumer le feu de la guerre au moment opportun.

C'est là une supposition confirmée par une découverte que bientôt on eut l'occasion de faire en Angleterre. Quoique la France eût obstinément refusé la proposition de conclure un traité de commerce, une foule d'agents commerciaux français arrivèrent en Grande-Bretagne et en Irlande pour s'y fixer dans les centres maritimes et industriels les plus importants. Le gouvernement britannique eut la complaisance de les reconnaître comme consuls. Mais on s'aperçut bientôt que ces prétendus agents commerciaux étaient des officiers se livrant avec zèle à l'étude

1. Thiers lui-même reconnaît que ces invectives inouïes et surtout les plus violentes émanaient pour la plupart de Napoléon (t. IV, p. 172).

2. Thibaudeau, t. II, p. 393; *Annual Register for 1802*, p. 188.

3. *Corresp.*, n° 6452.

de tous les détails militaires¹. Le gouvernement eut la chance d'intercepter une missive contenant les instructions secrètes de Talleyrand pour un de ces agents, un nommé Fauvelet, à Dublin. Elles lui ordonnaient de dresser des plans de tous les ports de son district, de rechercher quelles profondeurs ils possédaient pour les vaisseaux et pour les bâtiments de transport, avec quel vent ces navires y pourraient entrer et en sortir ; bref, quelle possibilité ils offraient pour une invasion². On s'aperçut que ces *agents commerciaux* étaient tout simplement des espions, découverte qui produisit dans toute l'Angleterre une impression sinistre et menaçante.

Tous ces faits diminuèrent considérablement l'espoir d'une longue durée de la paix. Pourtant, ils n'en auraient pas encore amené la rupture si le premier consul ne s'était permis une nouvelle série d'actes, dont une partie était en opposition flagrante avec les traités, et dont la plupart changeaient la situation de l'Europe en un sens très défavorable à l'Angleterre. Il fut démontré clairement que la paix d'Amiens n'avait pas d'autre signification pour Bonaparte que celle de lui procurer la liberté de mouvements nécessaire à l'extension ultérieure de sa puissance.

Au même moment où il se créait un prétexte de rupture par ses réclamations violentes contre la liberté et l'hospitalité britanniques, il rédigea lui-même un sénatus-consulte ordonnant l'incorporation à la France des six départements piémontais (31 août 1804)³. Cette annexion fut réalisée le mois suivant. Il venait de prouver ainsi qu'il n'avait point l'intention de s'arrêter aux prétendues *frontières naturelles* de la France, mais que sa soif de conquêtes s'étendait plus loin, sur des pays n'ayant jamais appartenu à la Gaule et n'y pouvant appartenir ni par leur position géographique ni par la nationalité de leurs habitants. Avertissement terrible pour l'Europe et qui suffit en lui-même pour détruire la légende de la « sage modération » du premier consul.

L'annexion de l'île d'Elbe et son occupation par des troupes françaises en fut une nouvelle preuve, fournie à la même époque. Les députés de cette île, appelés auparavant à Paris, reçurent chacun un cadeau de 3,000 francs, à condition de tenir à Bona-

1. Barzoni, p. 96 et suiv.

2. Traduction anglaise de la missive de Talleyrand, dans *l'Annual Register for 1803*, p. 761 et suiv.

3. *Corresp.*, n° 6295.

parte un petit discours demandant leur réunion à la « grande nation¹. » C'est ainsi que Napoléon comprenait la liberté du suffrage populaire. L'occupation de l'île d'Elbe par la France paraissait aux Anglais un danger considérable pour leur commerce et pour leur position maritime dans la Méditerranée.

La république ligurienne garda encore pour le moment un semblant d'indépendance; mais combien peu elle la possédait en réalité! Bonaparte, en effet, « voulant donner une preuve de l'intérêt qu'il portait au peuple ligurien, et sur le vœu spécial qui lui avait été manifesté par le gouvernement de ce peuple, » nomma lui-même le doge, c'est-à-dire le président de la petite république (juillet 1802). Ce « vœu » des Liguriens était de la même nature que le vœu que six mois auparavant on avait suggéré de si étrange façon aux députés de la république italienne. En même temps, Napoléon adressa aux Liguriens une proclamation où il leur enseignait, sur le ton d'un maître², comment ils devaient diriger leur politique intérieure et leurs armements maritimes.

Nice, la Ligurie, Elbe; il ne manquait plus que la côte toscane avec Livourne pour soumettre à la France tout le nord de la mer Tyrrhénienne. Cette lacune fut comblée. Des troupes françaises occupèrent l'Étrurie, cette caricature d'un royaume, et surtout son port si important; il va sans dire que le pays payait les frais de son hospitalité forcée. L'Étrurie n'était au fond qu'un département français³.

Rien ne saurait mettre mieux en évidence la servitude dans laquelle le premier consul tenait l'Italie que le fait que, même avant le recommencement de la guerre avec l'Angleterre, il fit saisir tous les bâtiments britanniques en Toscane et en Ligurie plus tôt que cela ne se fit en France. On n'en demanda l'autorisation, pas même pour la forme, ni au « roi » d'Étrurie ni au « gouvernement » de Ligurie⁴.

L'intention de Napoléon ne saurait être douteuse : il désirait exclure les Anglais de la Méditerranée. Aussi longtemps que cela pouvait se faire en maintenant la paix, il la garderait; mais il

1. *Corresp.*, n° 6289. Bonaparte à Berthier, 29 août 1802.

2. *Corresp.*, n° 6218, 6219.

3. Tel est le résultat auquel est arrivé M. Marmottan, après des études et des recherches fort conscientieuses, dans son *Royaume d'Étrurie* (Paris, 1896).

4. Bonaparte au général Clarke, 13 mai 1803 (*Corresp.*, n° 6743).

était prêt à prendre les armes, s'il le fallait, pour arriver à ses fins. C'est ce qu'il expliquera bientôt lui-même.

Les nouveaux coups de force et la perspective menaçante qu'ils ouvraient à l'Europe provoquèrent même le mécontentement de la Russie, si éloignée du théâtre des événements, et de son tsar, jusqu'alors admirateur fervent du premier consul¹. L'effet en fut d'autant plus considérable sur l'Angleterre, où l'on se croyait gravement lésé, non seulement dans ses intérêts commerciaux, mais encore sur le terrain politique, sur le chemin de l'Égypte et des Indes orientales.

La France s'attaqua plus directement encore à la Grande-Bretagne, dans son voisinage immédiat, en face de ses côtes orientales, et ceci sur un point expressément protégé par les traités : c'était la Hollande.

En premier lieu, Bonaparte n'exécuta pas le dix-huitième article d'Amiens, par lequel il avait promis d'indemniser le prince d'Orange de ses immenses pertes pécuniaires aux Pays-Bas. Mais ce qui était plus grave, c'était le fait qu'il n'évacua point le territoire batave, comme il en était expressément convenu dans le traité de Lunéville pour le moment de la pacification générale. 11,000 Français continuaient à occuper la république qu'ils auraient dû quitter aussitôt la paix conclue. Mais, un mois après cet événement, le premier consul ordonna au général Victor, destiné officiellement à conduire une expédition en Louisiane, de garder le commandement en Hollande jusqu'à un temps indéfini², et ceci dans un moment où l'on ne parlait pas encore de provocations de la part de la presse anglaise ou des émigrés demeurant en Grande-Bretagne. Ce fut déjà un symptôme sérieux des projets arbitraires que le premier consul nourrissait contre la Hollande. Il est vrai que Bonaparte promit d'une manière solennelle que l'évacuation de ce pays commencerait dès la fin de l'année républicaine, donc depuis le 23 septembre 1802. Il est vrai aussi que quelques jours avant cette date les régiments français se mirent à se retirer vers le sud. Mais, tout à coup, ce mouvement s'arrêta. On prétexta que les troupes étaient destinées à être embarquées à Flessingue pour la Louisiane et que les navires nécessaires n'étaient pas encore disponibles, et ainsi elles

1. Ulmann, p. 51.

2. Le 24 avril 1802 (Bretonne, *Lettres inédites de Napoléon I^r*, p. 19).

restèrent dans la partie méridionale de la Hollande, à Bois-le-Duc, à Breda et à Berg-op-Zoom, continuant à se faire payer leur entretien par les braves « Bataves. » Il devint évident que cette occupation durerait longtemps, car Bonaparte nomma un nouveau général en chef, Montrichard, ainsi qu'un état-major nombreux pour les « troupes auxiliaires bataves, » c'est-à-dire pour l'armée française en Hollande, et en demanda la solde au gouvernement de la Haye. Celui-ci ordonna à Paris les réclamations les plus énergiques et provoqua l'intervention des puissances étrangères¹. Cette double démarche n'eut aucun succès. Bonaparte n'en continua pas moins à se mêler, de la façon la plus dictatoriale, des affaires intérieures de l'« indépendante » république batave; il lui interdit tout changement de constitution, décida quels officiers hollandais seraient nommés ou révoqués, régla les récompenses et les punitions des fonctionnaires². Il n'aurait pu agir autrement s'il avait été le chef direct et absolu de cette prétendue république. N'a-t-il pas commandé quelques mois plus tard, lorsque la guerre contre l'Angleterre fut imminente, de saisir, sans autres cérémonies, les navires britanniques³?

La violation du traité de Lunéville était ici à la fois une violation de la paix d'Amiens. Aucun gouvernement anglais, pas même le cabinet Addington ou un cabinet Fox, n'aurait pu se réconcilier avec la France sans assurer l'indépendance de la Hollande. Il était impossible à la Grande-Bretagne de voir sous la domination française les forces maritimes, encore considérables, de cet état et ses excellents ports, situés dans le voisinage immédiat des côtes anglaises les plus importantes et les plus vulnérables, ou de livrer aux Français le Cap, alors point central de la navigation pour l'Inde orientale. Dans les débats parlementaires, on avait insisté sur ce sujet à différentes reprises. Pitt et ses amis, soutenus par l'immense majorité des Anglais, n'hésitaient pas un instant à faire de l'occupation durable de la Hollande par la France un *casus belli*⁴. En effet, en renversant tout simplement, quant à la Hollande, la situation internationale telle qu'elle

1. Dépêche de Liston, ministre de l'Angleterre à la Haye, du 29 oct. 1802 (*Annual Register for 1803*, p. 676 et suiv.).

2. Bonaparte à Talleyrand, 6 oct. 1802 (*Corresp.*, n° 6364).

3. *Corresp.*, n° 6743.

4. Voy. le journal et la correspondance de Malmesbury, t. IV, en beaucoup d'endroits.

avait existé *en droit* à l'époque de la paix d'Amiens et en fortifiant de nouveau sa domination sur la république batave et ses colonies, au lieu d'y renoncer, Bonaparte imposa à l'Angleterre une position nouvelle, défavorable, non prévue et impossible à prévoir pendant les négociations d'Amiens.

Quelque faible qu'il fût, le cabinet Addington crut devoir prendre des mesures pour ne pas livrer aux Français le seul chemin accessible alors aux flottes, qui menait aux possessions de l'Angleterre dans l'Inde, et pour tenir un gage de l'évacuation définitive de la Hollande par les troupes françaises. Il ordonna donc à son général commandant au Cap de ne pas le quitter, mais d'y maintenir l'occupation britannique. Lorsque cet ordre arriva au Cap (fin décembre 1802), une partie des troupes anglaises était déjà embarquée et une partie des forts livrée aux Hollandais. Mais le général anglais sut obliger les Hollandais, en mêlant adroitement la ruse à la force, à admettre partout de nouveau ses soldats et à lui concéder l'administration de la colonie jusqu'à nouvel ordre. « Une capitulation en temps de paix, » c'est ainsi que *le Moniteur* caractérisa ce procédé arbitraire¹, mais excusable après les agissements de Bonaparte. Le gouvernement britannique n'avait pas eu, dès la conclusion de la paix, l'intention de garder le Cap; au contraire, il en avait ordonné l'évacuation. Mais en face de l'occupation violente et injuste de la Hollande par Bonaparte, il ne put agir autrement, et la morale publique ne fut pas violée par lui en cette occasion.

Cependant, les côtes occidentales de l'Europe, depuis l'embouchure de l'Ems jusqu'aux frontières de l'État ecclésiastique, se trouvaient sous la direction du premier consul et formaient ainsi un empire commercial immense. Il mit alors la main sur un autre pays, dont la situation intermédiaire entre la France, l'Allemagne et l'Italie, ainsi que la configuration orographique, lui donnait une importance extraordinaire : la Suisse.

Nous avons vu un peu plus haut que Bonaparte entretenait artificiellement dans ce pays des discussions et des désordres destinés à lui fournir l'occasion d'intervenir et de lier les Suisses à la France. En séparant le Valais de la Confédération et en l'érigeant en république « indépendante, » il discréda entièrement le gouvernement existant alors en Helvétie. La guerre

1. Thibaudeau, t. III, p. 251; *Annual Register for 1803*, p. 264.

civile éclata en septembre 1802. Elle donna à Napoléon le prétexte désiré d'intervenir par la force. Il exigea des Suisses, par une proclamation datée du 30 septembre, de cesser les hostilités, de déposer les armes et d'envoyer des députés à Paris afin d'y délibérer sur une nouvelle constitution, c'est-à-dire de la recevoir des mains du premier consul. Une armée de 30,000 hommes, sous les ordres du général Ney, fut réunie sur la frontière pour imposer aux Helvétiens l'obéissance aux commandements de Bonaparte¹.

La grande majorité des Suisses, désirant conserver l'ancienne forme du gouvernement, protesta hautement contre cette immixtion non justifiée du premier consul dans leurs affaires et en appela aux puissances étrangères². Mais l'Autriche et la Prusse avaient besoin de son bon vouloir pour le règlement des indemnités en Allemagne, et la Russie était trop éloignée. L'Angleterre seule, qui suivait l'accroissement continual de la puissance française avec une angoisse chaque jour plus poignante, réclama auprès du gouvernement consulaire, en se basant sur les droits incontestables de tout peuple libre et indépendant, ainsi que sur l'article xi de la paix de Lunéville³.

Cette ingérence de l'Angleterre n'eut pas d'autre conséquence que d'amener Napoléon à ordonner l'entrée immédiate des troupes de Ney sur le territoire helvétique. A la date du 2 octobre, il avait laissé au général le soin de déterminer le moment de l'invasion. « On calcule, disait-il alors, que la proclamation du premier consul ne pourra arriver à Berne que le 12. Le général Ney saura, le 18 ou 19, si les Bernois veulent se dissoudre ou non. Dans le cas où ils ne voudraient pas se dissoudre, du 20 au 25 serait le moment où il faudrait que toutes les colonnes entrassent à la fois en Suisse. Il est donc nécessaire que le général Ney prévienne les généraux commandant sous ses ordres de se tenir, du 20 au 25, prêts à entrer en Suisse⁴. »

Si, peu de jours plus tard, Bonaparte ordonnait l'invasion déjà pour le 15, c'est-à-dire avant qu'aucune nouvelle décisive ait pu

1. *Corresp.*, n° 6351, 6352, 6359.

2. Dépêche de Merry, de Paris, le 3 oct. 1802 (*Annual Register for 1803*, p. 670 et suiv.).

3. Note de Hawkesbury, 10 oct. 1802 (*Annual Register for 1803*, p. 672 et suiv.).

4. *Corresp.*, n° 6359.

arriver à Paris¹, c'est qu'il avait sous les yeux la note anglaise du 10 octobre. C'était un soufflet appliqué à la Grande-Bretagne en pleine figure.

Le cabinet de Londres venait sous main d'envoyer en Suisse un agent du nom de Moore, afin d'y offrir au gouvernement « patriote » l'assistance pécuniaire de l'Angleterre, en cas de résistance contre l'invasion française². Mais, avant d'avoir foulé le sol helvétique, Moore reçut la nouvelle de la soumission des Suisses et fut rappelé en Angleterre³. Voilà toutes les *intrigues* de la Grande-Bretagne dans cette affaire.

La Suisse fut alors soumise à la domination absolue de Bonaparte, tout aussi bien que l'Italie et la Hollande. Napoléon désigna ceux qui seraient exclus des fonctions publiques et décréta l'arrestation de plusieurs citoyens helvétiques. Il posa les fondements de la future constitution de cette république (10 décembre 1802). Il interdit aux Suisses « de rechercher un appui en dehors de la France » ou d'entreprendre chose « qui pût nuire aux intérêts, à l'honneur et en général à la cause du peuple français. Je ne souffrirai jamais en Suisse d'autre influence que la mienne, ajouta-t-il, dût-il m'en coûter 100,000 hommes⁴. » Il ne s'agit, dans ses entreprises politiques, jamais de la France, toujours de lui-même.

Ces faits produisirent une impression douloureuse dans l'Europe entière, parce qu'on les considérait comme la fin de l'indépendance suisse, conquise par tant d'héroïsme et conservée glorieusement pendant cinq siècles. Irrité déjà de la suppression du roi de Sardaigne, le tsar prévint son ambassadeur à Paris d'insister, avec toute la vigueur possible, sur l'inviolabilité et sur l'indépendance de la Suisse. Alexandre I^e alla même jusqu'à menacer la France d'une guerre, si la cause de la justice et du bien public continuait à être violée par elle⁵. La colère fut encore plus grande et surtout plus générale en Angleterre. Le libre peuple

1. *Corresp.*, n° 6370.

2. Instruction envoyée à Moore, du 10 oct. 1802 (*Annual Register for 1803*, p. 673 et suiv.). Bignon prétend (t. III, p. 15) que Moore eut l'ordre d'offrir encore aux *rebelles* des armes et des munitions de guerre et d'exciter l'Autriche à s'immiscer des affaires suisses. C'est bien douteux. Nous n'en trouvons aucune trace dans ses instructions.

3. Documents (*Annual Register for 1803*, p. 675).

4. *Corresp.*, n° 6421, 6480.

5. Ullmann, p. 51.

britannique nourrissait de vives sympathies pour la liberté helvétique¹. On trouvait que le gouvernement anglais s'était conduit beaucoup trop faiblement dans cette affaire. On voyait dans les agissements du premier consul, depuis la conclusion du traité d'Amiens, un système dirigé contre la paix et incompatible avec elle². Beaucoup de monde était d'avis que Bonaparte avait la ferme intention d'irriter l'Angleterre pour l'amener à lui déclarer la guerre³. On croyait même savoir qu'il avait alors projeté, en octobre 1802, de surprendre l'Égypte, et que la réalisation de ce dessein n'avait été empêchée que par l'apparition imprévue d'une flotte anglaise dans la Méditerranée⁴. En effet, si le cabinet Addington avait eu la moindre habileté et un peu de fermeté, il aurait commencé la guerre, reconnue dès lors inévitable, sur ces affaires de Hollande et de Suisse. Il aurait eu le monde entier de son côté et évité ainsi le reproche d'avoir rompu la paix en violant lui-même le traité d'Amiens. C'est ce que bien des Anglais influents lui conseillèrent. Mais le gouvernement de Londres laissa passer le moment favorable et se contenta de se préparer silencieusement pour une rupture imminente⁵.

En ce moment même, une note de Napoléon arriva à Londres, de nature à confirmer tous les soupçons et à éclairer les plus optimistes sur les véritables intentions de son auteur. Il y déclara que, aussitôt que l'on voudrait l'empêcher de faire telle ou telle chose, à l'instant même il la ferait. Quant à la Suisse, disait-il, sa décision est irrévocable, quoi qu'on dise ou qu'on ne dise pas. Il ne livrera point les Alpes à 1,500 mercenaires payés par l'Angleterre et ne souffrira pas que la Suisse soit convertie en nouveau Jersey. Il ne désire pas la guerre, mais aucune considération ne l'arrêterait si l'honneur ou l'intérêt de la république lui commandaient de reprendre les armes. Ce serait l'Angleterre qui l'obligerait de conquérir l'Europe. « Le premier consul n'a que

1. M^{me} de Rémusat parle de l'affaire suisse comme d'une des causes principales de la rupture de la paix d'Amiens (*Mémoires*, t. I, chap. 2).

2. Voy. *Letters and desp. of Castlereagh*, t. V, p. 68 et suiv. — Opinion de Pitt et de Canning, en octobre 1802 (Malmesbury, t. IV, p. 78).

3. C'est aussi la conviction de Schlosser, t. VI, p. 47 et suiv.

4. Browning, p. 189.

5. Hawkesbury à Frere (ministre anglais à Madrid), 27 oct. 1802 : « Depuis que j'ai écrit ma dernière dépêche, des événements ont eu lieu de nature à pouvoir amener une rupture entre le gouvernement de Sa Majesté et celui de la France » (Fr. von Gentz, *England und Spanien*, Saint-Pétersbourg, 1806, p. 313).

trente-trois ans, il n'a détruit que des États de second ordre! Qui sait ce qu'il lui faudrait de temps pour changer de nouveau la face de l'Europe et ressusciter l'empire d'Occident! » Pour empêcher ces catastrophes, il ne demande qu'une chose : tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens¹.

Ces paroles étonnantes de Napoléon contiennent son programme entier. Il désire provoquer l'Angleterre à une guerre nouvelle pour y trouver un prétexte de nouvelles conquêtes, voire même pour transformer le monde et pour faire revivre l'empire des Césars et de Charlemagne. Devant le peuple français, désireux alors de paix et de tranquillité, il ne peut pas paraître comme agresseur; mais il sait que, s'il réussit à amener l'Angleterre à déclarer la guerre, s'il fait appel « à l'honneur ou à l'intérêt » de la France, celle-ci, avec enthousiasme, mettra ses fils belliqueux à sa disposition. On comprend difficilement comment, en pleine connaissance du programme exposé par Napoléon dans cette note du 1^{er} brumaire an XI, des écrivains estimables l'aient encore pu dépeindre comme martyr de l'hostilité britannique, forcé par elle à des conquêtes immenses, malgré lui.

Le gouvernement anglais se contenta de répondre à la formule : « Tout le traité d'Amiens et rien que le traité d'Amiens » par l'autre formule : « Tout l'état de l'Europe à l'époque du traité d'Amiens et rien que cet état. » Ne pouvant guère contredire directement cette juste demande, Bonaparte renouvela la prétention inouïe que l'Angleterre, n'ayant reconnu aucune des républiques italiennes ni la nouvelle Helvétie, avait perdu le droit de s'intéresser aux affaires de ces pays². Sous ce prétexte spécieux, le premier consul pouvait s'approprier un pays après l'autre et en exclure les produits et le commerce de l'Angleterre sans que celle-ci eût à s'en soucier.

Martin PHILIPPSON.

(*Sera continué.*)

1. Extrait publié pour la première fois par Thiers, t. IV, p. 186 et suiv.

2. Bonaparte à Talleyrand, 4 nov. 1802 (*Corresp.*, n° 6414).

MÉLANGES ET DOCUMENTS

SAINT-SIMON ET LES ÉTATS-GÉNÉRAUX¹.

Le passe-droit dont il se jugea victime lorsqu'en 1702 cinq de ses cadets devinrent brigadiers de cavalerie, alors que lui, duc et pair, restait simple mestre de camp à la suite, détermina Saint-Simon à quitter le service. Il demeura dès lors à la cour, où son esprit vif, perçant, plein de préjugés et aigrî, trouva ample matière à exercer ses qualités d'observation et à accuser ses défauts de parti pris. Il était né mécontent; l'injustice du roi développa ce que la nature n'avait fait qu'ébaucher. Saint-Simon passa sa vie à n'être point satisfait de la manière dont l'État était dirigé et à chercher les moyens de changer le mode de gouvernement.

Son amitié avec le duc de Beauvilliers le fit entrer dans cette petite cour du duc de Bourgogne, où, escomptant le règne futur du prince, on élaborait des plans de réforme du royaume. Saint-Simon vécut dans cette atmosphère; mais, loin de subir l'influence d'autrui, ce fut plutôt lui qui fit sentir la sienne. Il était trop entier pour souffrir la contradiction; il avait une trop haute idée des qualités et des vertus de toutes sortes, que lui conférait sa dignité de duc et pair, pour s'imaginer qu'il se put tromper, et cette infatuation exagérée lui permit de rester lui toute sa vie. Si ses idées politiques s'accordent en bien des points avec celles du duc de Chevreuse et de Fénelon, les deux interprètes les plus autorisés des sentiments politiques du duc de Bourgogne, c'est pure affaire de hasard, de communauté d'opinions, et non point de pénétration mutuelle. Nous avons de Saint-Simon, pour ainsi parler, une politique théorique et une politique pratique. Il est remarquable que dans son œuvre copieuse, touffue, variée, on n'ait à relever que des contradictions presque

1. L'édition des *Mémoires de Saint-Simon*, entreprise par M. de Boislisle, n'ayant pas encore été poussée jusqu'à l'époque qui nous occupe, afin de conserver l'unité dans les citations, nous donnons nos références d'après l'édition Chéruel. Voyez dans la *Rev. hist.*, mai 1900, l'article de M. Sée sur les *Idées politiques de Saint-Simon*.

insignifiantes. L'unité de sa conception a toujours subsisté, et quand il l'a formulée définitivement dans une sorte de manifeste, il ne s'est pour ainsi dire pas écarté de ce qu'il écrivait alors qu'il posait des principes. Il a seulement donné à ses opinions une forme plus nette, plus précise, plus arrêtée. Au gré des événements, il consigne, dans les *Mémoires* et dans les morceaux qui composent les *Écrits inédits*, ses réflexions sur la forme du gouvernement, sa nature et la direction à lui donner. Au jour venu (lequel? on n'en sait rien), il unifia, condensa ces principes épars dans les *Projets de gouvernement de Mgr le duc de Bourgogne*, manuscrit anonyme découvert à la Bibliothèque nationale par M. P. Mesnard, et dont Saint-Simon est indubitablement l'auteur. C'est là que s'épanouit dans son complet développement son système de gouvernement. Dans les *Mémoires* et les *Écrits inédits*, il exposait les origines, les raisons d'être de telle ou telle institution; dans les *Projets*, il applique les théories à la pratique.

Comme il convient à son caractère et à son éducation, à ses qualités et à ses défauts, le régime de Saint-Simon est purement aristocratique. La noblesse réglée (c'est-à-dire dont les échelons sont précisément déterminés) est partout dans l'État; c'est à elle qu'appartient la direction centrale des affaires par les Conseils, l'administration des provinces, le commandement des armées. Elle reprend la place que Louis XIV lui avait enlevée pour la donner aux gens du commun. Mais, à côté d'elle, Saint-Simon fait quelque part dans la gestion des affaires et attribue quelque importance, dans la hiérarchie des fonctions, au corps total de la nation, en faisant des États-Généraux un rouage nécessaire du gouvernement, rouage à service périodique et exactement réglé.

Saint-Simon a maintes fois parlé des États-Généraux. L'absolutisme écrasant de Louis XIV poussait invinciblement à tourner les regards vers les époques où la volonté souveraine du monarque avait quelque contrepoids, bien faible à la vérité, dans la représentation des divers ordres de l'État. Les nobles de l'espèce de Saint-Simon, comme les hommes des moindres classes, souhaitaient leur résurrection. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de leur voir tenir une bonne place dans l'œuvre de Saint-Simon. C'est l'idée que Saint-Simon se faisait des États-Généraux que nous avons voulu étudier, en même temps que ses tentatives pour les rappeler à la vie.

* *

« De tous ceux qui ont eu l'honneur d'approcher V. A. R. dans tous les temps, aucun n'a plus d'estime, ni pour ainsi dire plus de

goût naturel pour les États-Généraux que j'en ai toujours eu¹. » C'est ainsi qu'en 1717 Saint-Simon parle au duc d'Orléans, régent du royaume. Est-ce à dire que, partageant « l'erreur de la multitude ignorante qui croit les États-Généraux revêtus d'un grand pouvoir² », il leur accorde une part de souveraineté? Nullement. Saint-Simon, autant que quiconque, tient pour la royauté absolue de droit divin, absolutisme auquel il veut un tempérament efficace dans la participation au gouvernement des grands du royaume, des pairs, qu'il entend rétablir dans les droits et prérogatives dont ils jouissaient au début de la monarchie française. S'il accepte les États-Généraux, s'il a pour eux « un goût naturel », c'est par esprit de tradition, par archaïsme pour ainsi parler. Et partant il ne leur accorde que les droits auxquels ils ont pu prétendre à leur origine et qu'une longue pratique a confirmés. Saint-Simon les admet dans une certaine mesure, pour des considérations de droit, et les repousse, à les envisager « selon l'erreur si répandue du prétendu pouvoir des États-Généraux³ », pour des raisons de fait et de droit.

« Cette assemblée (les États-Généraux), infiniment respectable et qui représente tout le corps de la nation, forme un conseil très nombreux⁴. » Voilà, en trois mots, l'objection de fait opposée par Saint-Simon aux États-Généraux : les représentants sont trop nombreux. Chacun arrive, chargé des griefs, des plaintes, des souhaits de ses commettants; leur procurer satisfaction sera le but de chaque député, et, par là, les mandataires perdront de vue l'intérêt général, absorbés qu'ils seront par le soin des intérêts particuliers de ceux qui les envoient. La nation ne gagnera donc rien à ce système; elle y perdra, au contraire, alors que le roi, qui ne peut tirer bénéfice que du contentement unanime de ses sujets, aura à cœur de veiller aux intérêts de tous. C'est la souveraineté nationale, exercée par voie de représentation, que Saint-Simon nie au nom du bien-être et de la prospérité du pays.

Mais cette considération de fait et de sentiment n'est qu'accessoire chez Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, pair du royaume, chevalier de l'ordre, admirateur passionné du passé et des traditions. Dans le *Mémoire sur la renonciation*, composé à l'occasion de la renonciation au trône de France formulée par Philippe d'Anjou, au moment où il devint roi d'Espagne, Saint-Simon donne très nettement sa théorie des États-Généraux. « Il se voit, et par leur origine et par

1. *Mémoires*, t. XIV, p. 350.

2. *Mémoires*, t. XII, p. 223.

3. *Mémoires*, t. XII, p. 224.

4. *Mémoires*, t. XIV, p. 355.

leur constant usage, que ce ne fut jamais qu'une assemblée de plaignants et de remontrants, sans autorité que de délibérer sur les moyens d'augmenter ou de changer les impôts lorsque les rois l'ont bien voulu, et chaque fois le leur permettre¹. » C'est la pure thèse royale.

Pourquoi furent à l'origine convoqués les États-Généraux? Pour, selon l'antique formule, donner au roi aide et conseil. L'aide, ce sont les impôts, les subsides en argent; les conseils, ce sont les avis dont le prince peut à son gré ne tenir aucun compte. Ces impôts, le roi, qui ne trouve pas assez d'argent sur son domaine personnel, les demande à ses vassaux; ceux-ci les consentent ou les refusent. Au début, on procéda ainsi par voie de sollicitation; puis le monarque, devenant plus fort, posa le principe que les impôts sont dus par les sujets jusqu'à concurrence de la somme qu'il a fixée et que seul il a le droit et le pouvoir de déterminer. L'aide devint donc une obligation aussi étroite, aussi impérieuse que l'host et le conseil. Lorsque Philippe le Bel réunit, en 1302, les premiers États-Généraux, ce fut au milieu d'une des crises les plus graves que traversa la monarchie française, au moment où, sortant de l'adolescence, elle entrait dans la puberté. Il rassembla les représentants de la nation pour faire sanctionner sa conduite envers le pape; il chercha un appui dans l'approbation de ses sujets; mais il ne le demanda qu'une fois ses résolutions prises et pour les faire unanimement acclamer, car, ainsi que le dit Saint-Simon, « il est indispensable de les (les grandes sanctions du royaume) faire recevoir au corps de la nation, lequel, tout incapable de les former lorsqu'elles sont à faire ni de les rejeter lorsqu'elles sont faites, est pourtant partie si essentiellement indispensable pour les recevoir². » Les États-Généraux ont donc un rôle de simple enregistrement, de pure forme; ils donnent un surcroît de lustre aux décisions royales; ils associent la nation inerte à la majesté des volontés du monarque, mais c'est tout. Aucune part dans le gouvernement de l'État; approuver les décrets qu'on leur présente est tout leur rôle.

C'est pour des États-Généraux de cette sorte que Saint-Simon se sent « un goût naturel. » Depuis 1302, les États avaient maintes fois été réunis dans des circonstances graves, où il avait semblé à propos au roi de faire couvrir ses exigences par l'approbation des représentants de la nation. A plusieurs reprises, sous le roi Jean, sous Charles VII, sous Anne de Beaujeu, au temps de la Ligue, ils avaient tenté de substituer à cet enregistrement passif des volontés

1. *Écrits inédits*, t. II, p. 186.

2. *Écrits inédits*, t. II, p. 384.

royales un régime de décision propre et de contrôle actif des finances. Ils eurent des succès partiels, bientôt détruits par le roi redevenu plus fort; à de certains moments même, ils furent sur le point de réussir complètement, par exemple lors des seconds États de Blois. Ceux-là, nous dit-il, « se sont arrogé plus de puissance; mais un exemple de révolte générale aussi étrange que celui-ci, aussi uniquement moderne, aussi peu suivi, ne peut rien conclure en faveur de l'autorité des États-Généraux¹. » Ils en furent pour leurs frais. Saint-Simon a ici lâché son grand mot, qui nous le peint tout entier et qui justifie bien l'épithète d'archaïque que nous avons donnée à sa politique : « Aussi uniquement moderne. » De même qu'un homme ne peut se réclamer de sa noblesse s'il ne peut prouver que quelques récents quartiers, une institution ne peut se prévaloir de certains droits, de certaines prérogatives, si elle ne les tient d'une pratique séculaire. Ah! si, dès l'origine, les États-Généraux avaient exercé les pouvoirs que réclamèrent en vain les députés de 1484, de 1589, que se donnerent ceux de 1789, si, dès le début, ils avaient vigoureusement empiété sur la prérogative royale à la manière anglaise, peut-être Saint-Simon leur eût-il à la rigueur reconnu ces conquêtes; mais, en l'état de l'histoire, cela lui était impossible, et il s'en est résolument tenu à la conception de 1302, à la formule : « pour conférer ensemble des remontrances, plaintes et doléances qu'ils auront à proposer et nous faire entendre dans l'assemblée générale de nosdits Estats², » comme il est dit dans la lettre de convocation des États d'Orléans de 1560. Plaignants et remontrants ils sont nés, plaignants et remontrants ils ont vécu, tels Saint-Simon consent à les voir vivre. Et cela non point dans l'intérêt pur de la nation, mais au regard du droit et dans l'intérêt du prince qui, à ce régime, trouve mieux son compte.

Avant d'en venir à l'examen du plan définitif de Saint-Simon sur les États-Généraux, il faut voir comment, en 1715 et en 1717, il insista auprès du duc d'Orléans pour conseiller leur convocation. Peu avant la fin de Louis XIV, le duc de Bourgogne mort, le duc d'Orléans, qui était le prince du sang le plus proche du trône, fut destiné à recueillir la régence pendant la minorité de Louis XV. Saint-Simon, qui était un des plus intimes familiers du duc, eut avec lui plusieurs entretiens dont il nous a laissé un récit abondant dans les *Mémoires* et où furent examinées les mesures qu'il serait à propos de prendre à la mort du roi.

1. *Écrits inédits*, t. II, p. 186.

2. Cité dans Esmein, *Histoire du droit français*, p. 479, éd. 1892.

La première était une réunion des États-Généraux. Aussitôt la régence proclamée et dévolue au duc d'Orléans, contre les intentions du feu roi, il importait, selon le programme de Saint-Simon, de rassembler les États-Généraux, et cela pour leur faire accomplir une double besogne : besogne politique et besogne financière.

En acceptant le trône d'Espagne, le duc d'Anjou avait renoncé pour lui et ses successeurs à tous droits à la couronne de France ; à l'époque, Monseigneur et le duc de Bourgogne vivant, cela pouvait ne paraître qu'une simple formalité, l'hérité au trône de France étant assurée ; mais, en 1715, ces deux princes avaient disparu, le roi était en bas âge sans héritier direct ; la situation était donc entièrement changée. Et le roi d'Espagne pouvait bien, à l'occasion, faire fi de sa renonciation. Aussi, Saint-Simon tenait-il essentiellement à ce que cette formalité fût régularisée ; il pressait vivement le duc d'Orléans de porter la renonciation devant les États, afin que la nation entière, par l'acte qu'elle en prendrait, établît une situation très nette et empêchât le roi d'Espagne de pouvoir, par lui-même ou par quelqu'un de sa famille, mettre un jour la main sur la couronne aux fleurs de lys. Et, du même coup, l'exclusion totale et régulière de la branche espagnole rapprochait du trône le duc d'Orléans, qui par là devait nécessairement y monter en cas de mort du jeune roi. C'était habilement combiné et conforme à la théorie que « les États-Généraux sont partie essentielle à recevoir les grandes sanctions du royaume¹ » ; et, comme le dit Saint-Simon, le prince « n'acquérait ce suprême avantage que par un simple leurre auquel la nation se prendrait et qui ne donnerait rien aux États-Généraux². » On semblerait consulter le pays, alors qu'en réalité on se bornerait à lui faire sanctionner une disposition déjà prise et à le lier aux destinées possibles du régent.

L'autre affaire politique, pour laquelle Saint-Simon entendait se servir des États-Généraux, était connexe à la première : c'était l'affaire des bâtards. Chacun sait en quelle place Louis XIV avait mis ses bâtards. Les produits de ses amours avec M^{me} de Montespan avaient été légitimés, et, dans son testament, s'il laissait nominalement la régence à son neveu, le duc d'Orléans, il la confiait réellement à son fils, le duc du Maine. L'élévation des bâtards à ce rang désordonné était odieuse à Saint-Simon, et, avec l'affaire du bonnet, l'affaire des bâtards fut de celles qui mirent le plus de peine dans sa vie. Il ne pouvait admettre semblable procédé. Aussi,

1. *Écrits inédits*, t. II, p. 384.

2. *Mémoires*, t. XII, p. 229.

quand Philippe d'Orléans prit le pouvoir, Saint-Simon le pria-t-il et le supplia-t-il de mettre un terme à cet état de choses et de replacer les bâtards dans leur rang naturel. Il lui conseilla de porter la question devant les États-Généraux, de leur représenter que « l'adultére était mis au niveau du mariage par cette énorme expression de l'honneur qu'ils ont d'être fils ou petits-fils du roi; un seul pas à faire pour être fils ou petits-fils de France¹. » Il convenait d'exciter sourdement les esprits et de « faire envisager aux États la facilité qu'avaient les bâtards de tout entreprendre et les horreurs de leur joug et des guerres civiles pour l'établir et s'en défendre². » Enfin, leur faire toucher l'évidence du crime de lèse-majesté dans l'attentat d'oser prétendre à la couronne. Il fallait faire déposséder les bâtards de tous les droits que petit à petit leur avait conférés Louis XIV.

Pour les finances, la tâche était encore plus malaisée. Les guerres successives, et surtout la longue et néfaste guerre de la Succession d'Espagne, avaient coûté fort cher; les peuples, pour qu'on pût continuer la lutte, payer des armées, se procurer des munitions et des vivres, entretenir quelques rares alliances onéreuses, avaient sué leur or et leur argent. Les impôts avaient épuisé le pays et le roi était criblé de dettes. Il fallait sortir d'une pareille impasse, et, comme issue, Saint-Simon proposa au régent son remède ordinaire : les États-Généraux. « Le Français léger, amoureux de changement, abattu sous un joug dont les pointes et la pesanteur étaient sans cesse montées jusqu'au comble pendant ce règne, après la fin duquel tout soupirait, serait saisi d'espérance et de ravissement à ce rayon d'espérance et de liberté, proscrit depuis plus d'un siècle, vers lequel personne n'osait plus lever les yeux, et qui le comblerait d'autant plus de reconnaissance et d'amour³. » Comme il l'avoue encore plus cyniquement, Saint-Simon fit sentir au régent « la nécessité de profiter de l'erreur si répandue du prétendu pouvoir des États-Généraux⁴. » C'est donc un leurre qu'il prépare à la nation. Il veut qu'on assemble les États-Généraux, il pousse à leur convocation, avec l'arrière-pensée bien arrêtée de tromper le pays qui se fait illusion sur leur puissance, puissance dont lui, Saint-Simon, versé dans la connaissance du droit et des précédents, connaît bien tout le néant. La situation est difficile, inextricable même; appelons les États-Généraux, ils nous diront leurs plaintes, leurs désirs; nous

1. *Mémoires*, t. XII, p. 259.

2. *Mémoires*, t. XII, p. 261.

3. *Mémoires*, t. XII, p. 221.

4. *Mémoires*, t. XII, p. 223.

leur répondrons par de bonnes paroles, puis nous leurs indiquerons les deux moyens de sortir d'embarras en leur faisant la grande grâce de leur laisser choisir lequel ils voudront, et, par là, on semblera donner dans l'opinion accréditée auprès de la masse du peuple, alors que, plus que jamais, on aura dérangé nobles, clercs et bourgeois pour enregistrer les volontés royales tout simplement.

Les deux moyens proposés par Saint-Simon sont peu délicats. Le premier consiste « à continuer et augmenter, s'il est possible, les impôts, pour subvenir tant aux arrérages qu'à l'extinction peu à peu de quelques principaux¹. » L'autre, moins honorable encore, c'est « de faire une banqueroute générale et de déclarer la succession quitte de tous les engagements pécuniaires pris par son prédécesseur². » Saint-Simon est nettement partisan de la seconde solution. Mais, si dans la délibération il est entreprenant, dans la décision il est craintif, et il demande « qui sera assez hardi pour se charger de choisir l'un ou l'autre parti³. » La responsabilité du choix lui paraît lourde; aussi déclare-t-il au régent que c'est le cas ou jamais de faire intervenir les États-Généraux. Certes, ils ne sont d'aucune utilité, « le roi pourvoyant aux secours lui seul et par ses édits et déclarations enregistrés⁴. » Mais ils seront un excellent exutoire. La « haine » de la nation pourra s'exercer sur eux, et tout ce qu'il y aura de « cruel et d'odieux⁵ » dans le procédé employé retombera nécessairement sur les États, qui, à ce que l'on peut présumer, « préféreront la banqueroute à cette lèpre éternelle d'impôts perpétuels⁶. »

Voilà le rôle que Saint-Simon réserve aux États. Ils seront les boues émissaires et c'est à eux qu'iront les malédictions du peuple. Dans sa confiance aveugle, née de son rang, de sa fréquentation unique des gens de cour, de son absence de commerce avec les gens du commun, il ne lui vient pas un instant à l'esprit qu'imitant leurs devanciers, les États de 1484, de 1589, ceux qu'il propose de réunir pourraient essayer de mettre à profit la situation embarrassée de la couronne pour prendre leur part du gouvernement du royaume. Il n'a pas songé qu'à l'exemple de l'Angleterre, la France, par l'intermédiaire de ses représentants, pourrait, elle aussi, faire sa révolution et changer du tout au tout son droit public. Nous qui savons 1789, nous nous étonnons de cette imprévoyance. Toutefois,

1. *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 13.

2. *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 13.

3. *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 13.

4. *Mémoires*, t. XIV, p. 378.

5. *Mémoires*, t. XII, p. 223-224.

6. *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 14.

à la décharge de Saint-Simon, on peut arguer que les esprits, fatigués de l'effort stérile des xv^e et xvi^e siècles, énervés par quarante-cinq ans d'un joug pesant, n'étaient point, en 1715, assez vigoureux pour se réveiller d'un réveil éclatant, effrayant, comme le sera celui de 1789. L'esprit public, le sens politique n'ont pas encore été sortis de leur torpeur. Ce n'est qu'en 1721 que Montesquieu donnera les *Lettres persanes*, la première manifestation de ces nouvelles idées politiques, que développeront par la suite lui Montesquieu, Rousseau, Mably et les autres publicistes. Saint-Simon et les hommes de sa génération, si réformateurs fussent-ils, Beauvilliers, Chevreuse, Fénelon, en sont restés aux idées du passé.

Le régent loua fort Saint-Simon, le remercia grandement et en resta là. Il lui sembla plus prudent, sa régence une fois reconnue par le Parlement, de ne pas pousser plus avant et de ne pas compromettre, par des tentatives téméraires, ce qui n'allait pas trop mal. Mais, en 1717, après deux ans de gouvernement, trouvant les résultats médiocres, il voulut tâter des États-Généraux, et s'en vint, à son accoutumance, consulter Saint-Simon. Deux années avaient profondément modifié les idées du duc; autant, en 1715, il préconisait la convocation des États, autant, en 1717, il la repousse. Certes, il regrette qu'on ne les puisse assembler; mais, dit-il, « assembler les États-Généraux après une interruption si longue au milieu d'une profonde paix pour les consulter sur l'état fâcheux des finances après y avoir inutilement essayé vingt mois et plus toute espèce de remèdes et ne leur permettre pas de rien proposer eux-mêmes, c'est une contradiction dont l'évidence frappe¹. » Encore une fois, il y eut intention, mais il n'y eut pas réalisation. Pour une fois, Saint-Simon l'emporta.

Si imprévoyant qu'il fût, Saint-Simon a bien vu, entre 1712 et 1715, au moment où il conseillait la réunion des États et où il bâtissait ses plans de gouvernement, que la convocation des États-Généraux, après un aussi long intervalle, n'était pas un événement de petite importance. Sans apercevoir les conséquences très graves pour la monarchie qui en pouvaient résulter, il a néanmoins senti qu'on ne pouvait rappeler un si grand corps à la vie par occasion et pour les besoins d'une cause médiocre et qu'il fallait désormais que les États-Généraux fussent un rouage régulier du mécanisme gouvernemental.

Pour bien comprendre le rôle que Saint-Simon assigne aux États dans sa nouvelle organisation de la France, il importe de savoir

1. *Mémoires*, t. XIV, p. 325.

auparavant quelles modifications il entendait apporter à la division administrative du territoire. A la répartition existante en provinces naturelles, Saint-Simon, qui a le goût des choses précises, substitue une division arbitraire en douze provinces égales en produit. Cette première réforme opérée, il taille plus avant et pousse plus loin en supprimant la diversité des pays d'États et des pays d'Élections. Le système des États est généralisé. Chaque province aura désormais ses États particuliers, formés de douze députés de chaque ordre qui se rassembleront annuellement. Tous les quatre ans, ces États provinciaux choisiront chacun trois délégués, à raison d'un par ordre, qui, réunis en la ville désignée par le roi, formeront les États-Généraux, composés par conséquent de trente-six membres. Les États seraient donc « simplifiés de manière qu'ils se puissent assembler sans cette confusion qui les a si souvent rendus inutiles¹. »

Que seront ces États-Généraux si réduits? Quelle sera leur fonction? Saint-Simon le dit expressément : ils seront le « surintendant des finances². » Comme par le passé, le roi présentera l'état des sommes à lever, « non en les demandant ni en laissant aux États aucun pouvoir d'accorder, de refuser, de disputer, mais uniquement pour les informer de la quotité des sommes nécessaires³. » Ainsi donc, aucun pouvoir législatif, mais un simple pouvoir administratif. En effet, les États auront pour mission de répartir la somme fixée par le roi entre les douze provinces, de procéder à sa perception et de veiller à son emploi. Surintendant des finances! C'est évidemment une vue nouvelle, intéressante et conforme au reste de la conception saint-simonienne, qui substitue partout la direction de plusieurs à celle d'un seul; c'est l'extension du système des conseils, mais ce n'est point l'extension des droits de la nation, parallèlement à ceux du roi. Au surplus, voici comment Saint-Simon explique son régime : « Se ferait par eux (les États-Généraux) la répartition des sommes demandées, c'est-à-dire prescrites, en douze parties égales sur les douze États particuliers, qui, au retour des députés aux États de leurs provinces, s'assembleraient en conséquence, et à leur ordinaire, pour y faire l'imposition⁴. » Il est incontestable que cette surveillance donnée aux États sur la gestion des finances de la nation est un progrès notable sur les errements antérieurs. Mais Saint-Simon réduit les mandataires du peuple à un rôle de simples fonctionnaires, de purs répartiteurs. On veut bien leur laisser le soin de

1. *Mémoires*, t. XIV, p. 350.

2. *Mémoires*, t. XIV, p. 350.

3. *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 6.

4. *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 6.

fixer à chaque province sa quotité dans le total de l'imposition nationale, mais on leur dénie le droit de fixer ce total, même de le discuter. C'est une apparence de liberté, mais rien qu'une apparence. Les États seront des comptables, rien de plus. Et, si on les prend pour comptables, ce n'est point pour donner à la nation une part quelconque dans la direction des affaires de l'État, mais parce qu'on a plus foi dans leur honnêteté qu'en celle des commis, s'agissant de leur argent. La suppression de ces derniers est dès lors indiquée : plus de trésoriers de France, plus de voyers, plus d'élus. Tout se fera par la manutention des États.

Mais ces États-Généraux ne se réuniront que tous les cinq ans. Saint-Simon ne leur accorde même pas la prérogative qu'ils eurent un moment, qu'ils perdirent et cherchèrent à reprendre, de voter l'impôt tous les deux ans au moins. Or, dans l'intervalle de deux sessions, il peut survenir des besoins nouveaux ; une nouvelle répartition peut être nécessaire, une nouvelle perception peut être indispensable ; tout cela est du ressort des États. Mais ils ne doivent être convoqués que tous les cinq ans. Aussi, pour parer à une semblable éventualité, au terme de chaque tenue quinquennale, les États éliront-ils trois délégués, un de chaque ordre. Ces délégués, demeurant à Paris, ou suivant le roi, s'il s'écartait plus loin que Fontainebleau ou Compiègne, sont chargés de se tenir en rapport avec les délégués de leur ordre dans les États provinciaux. Leur mission est de procéder à la répartition des sommes demandées entre sessions par le roi. C'est une sorte de commission permanente des États-Généraux. Mais à ce soin de répartition se borne le pouvoir des délégués, « qui ne pourront se mêler d'aucune autre chose¹. » Simple administration ! Pour marquer « jusqu'où va son respect pour la nation représentée², » Saint-Simon donne aux trois commissaires, pendant la durée de leurs fonctions, un rang et des priviléges, sur le détail desquels ce fervent du protocole ne s'est pas expliqué.

Voilà à quoi se bornent les pouvoirs concédés par Saint-Simon aux États-Généraux : administrer les finances de l'État. Pour le surplus, ils restent ce qu'ils étaient auparavant, ce que Saint-Simon s'est complu tant de fois à répéter, « un corps de plaignants et de remontrants³. » Il n'accroît pas leurs droits, mais il ne les diminue pas non plus ; il leur laisse comme par le passé le droit de « remontrer sur les affaires de l'intérieur des diverses parties du royaume, admi-

1. *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 7.

2. *Mémoires*, t. XIV, p. 350.

3. *Écrits inédits*, t. II, p. 186; *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 6.

nistration de la police et de la justice, abondance, stérilité, en un mot tout ce qui concerne le bon ordre en toute gestion et manutention intérieure, sans autre pouvoir que celui de remontrer humblement et de proposer respectueusement et recevoir avec soumission et obéissance ce qu'il plairait au roi de répondre et statuer¹. » C'est la continuation de l'ancien système. L'usage des cahiers sera poursuivi. Les États provinciaux remettront à leurs délégués aux États-Généraux des cahiers contenant l'exposé de leurs plaintes, de leurs désirs ; les députés devront les communiquer tels quels ; il n'y aura point de discussion, partant point d'amendement. Du même coup, si l'on peut user de ce terme au regard d'une assemblée sans pouvoir de décision propre, il n'y aura que des mandats impératifs ; le député continuera d'être lié aux volontés de ses électeurs comme il est lié à celles du roi. Toutefois, raffinant sur une apparence de liberté, Saint-Simon décide qu'aucun pair, ecclésiastique ou laïc, aucun duc, aucun officier de la couronne, en un mot aucun de ceux qui assistent le roi dans « les grandes sanctions du royaume » ne pourra faire partie des États provinciaux, partant des États-Généraux. Il faut « laisser les États dans la pleine jouissance de leur liberté à résoudre, proposer et administrer sous les yeux et la permission du roi². »

* * *

Telles sont les idées de Saint-Simon sur les États-Généraux. Si, à une première vue, elles déconcertent, surprennent de sa part, semblent neuves et libérales, un examen plus attentif montre ce qu'elles sont en réalité : les idées naturelles du duc de Saint-Simon, pair du royaume, qui, au XVIII^e siècle, est déjà ce que l'on a appelé depuis un « fossile. » Elles sont la conséquence nécessaire de son caractère, de ses défauts, de ses qualités, de son éducation et de ses préjugés.

La puissance du roi lui vient de Dieu et est absolue. Dans le gouvernement de l'État, il est assisté des pairs, des ducs, des grands officiers de la couronne, ses conseillers nés et nécessaires. Le roi seul a le pouvoir législatif, d'où découlent tous les autres ; par conséquent, c'est lui, et lui seul qui fixe l'impôt. Mais aux heures difficiles, dans les cas délicats, il peut avoir besoin du conseil, du secours de tout son peuple. Comme la nation est trop populeuse pour qu'il puisse consulter tous ceux qui ont qualité pour donner leur avis, il rassemble des délégués des différents ordres de l'État : les clercs, les nobles,

1. *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 6.

2. *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, p. 131.

les bourgeois envoient leurs mandataires. Mais ni les uns ni les autres, pris individuellement, pas plus le deuxième que le premier ou le troisième ordre n'ont droit de légiférer : l'assemblée des trois ordres, composée d'impuissants, est par là même impuissante¹. C'est par pure bienveillance que le roi la convoque. Dans son cœur de père de la nation, il veut savoir quels désirs, quels souhaits, quels griefs, quelles réclamations ses sujets peuvent avoir à formuler ; c'est dans le dessein de les leur voir exprimer qu'il rassemble leurs représentants. En son conseil, ses sujets entendus, entouré des pairs, des ducs et des grands officiers de la couronne, le roi délibérera sur les questions qui lui auront été soumises et rendra sa décision qui sera sans appel.

Cette théorie, vieille de trois siècles et demi, Saint-Simon se l'approprie tout entière. Amoureux du passé, il veut le conserver intact. S'il consent à donner aux États-Généraux le contrôle de l'administration des finances, dont nous avons décrit le mécanisme, c'est par haine des traitants et des commis, gens de basse extraction dont les fortunes scandaleuses éclipsent celles des seigneurs. Peut-être a-t-il cependant quelque intention de libéralisme ; mais peut-on vraiment dire que l'homme qui propose de laisser aux États-Généraux « le cruel et l'odieux² » du choix des moyens propres à sortir de la situation que l'on connaît ait été un liberal ? Son œuvre entière est là pour prouver le contraire. Serait-ce dilettantisme ? C'est peu probable, car Saint-Simon était trop passionné pour le bien de l'État pour voir les choses de la nation d'un œil désintéressé et désabusé. S'il a rendu une place aux États-Généraux, ce doit être aussi, et peut-être même surtout, par esprit de revanche contre le système d'absolutisme parfait de Louis XIV, absolutisme qui avait réduit à rien les pairs dont Saint-Simon est si fier d'être. Procédé de revanche d'apparence généreuse, puisqu'il a l'air de donner au corps entier de la nation une vie politique. C'est donc au fond satisfaction d'une double haine : haine des traitants trop riches et trop puissants satisfaite en leur enlevant le pouvoir financier ; haine du système de Louis XIV contentée en détruisant ce régime par une discrète entrée en scène du peuple qui n'avait aucun rôle jusqu'alors.

André LIARD.

1. *Écrits inédits*, t. II, p. 344.

2. *Mémoires*, t. XII, p. 223-224.

UN ÉPISODE DU SÉJOUR DES ALLIÉS A PARIS
EN 1815.

COMMENT LES PRUSSIENS CÉLÉBRÈRENT A PARIS, LE 3 AOUT 1815,
LA FÊTE DE LEUR ROI
D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS¹.

... Dans la nuit du 3-4 août 1815, à Paris, se passa un fait scandaleux, qui redoubla, s'il était possible, la juste indignation que les Prussiens s'étaient attirée par leur conduite depuis le jour de leur entrée dans la capitale (7 juillet 1815).

Le 3 août tombait la fête anniversaire de la naissance de leur roi (Frédéric-Guillaume III), né en 1770. Ses soldats étaient heureux et fiers, ils ne s'en cachaient pas, de pouvoir la célébrer dans la capitale même du pays de l'ennemi qu'ils avaient vaincu. Dès le matin, des salves d'artillerie et de mousqueterie furent tirées en l'honneur du souverain (*Gazette de France*). A l'Hôtel-Dieu, rempli de malades prussiens, à qui le monarque fit distribuer une gratification de 2 fr. 60 par tête, un concert vocal en allemand eut lieu qui attira, sous les fenêtres de l'hôpital, une foule de curieux. Le soir, l'Hôtel-Dieu était illuminé. Il en fut de même de beaucoup de maisons particulières, où des Prussiens étaient logés. Le préfet de la Seine, comte de Chabrol, avait écrit à l'architecte de la Ville de « faire placer devant la façade de l'hôtel Labriffe, quai Voltaire, n° 3², des ifs et des lampions pour le soir et de disposer le cintre de la grande porte

1. Notre collaborateur, M. Guillaume Depping, conservateur honoraire de la bibliothèque Sainte-Geneviève, travaille à une *Histoire du séjour des Alliés à Paris en 1815*, d'après des documents inédits tirés des archives de l'hôtel de ville et des archives de la préfecture de police de Paris. M. Depping avait pris copie des pièces concernant 1815 (et aussi 1814) avant que les deux collections, que nous venons de nommer, eussent été détruites par les incendiaires de la Commune en 1871. Il veut bien nous communiquer le fragment suivant de son travail. [N. de la R.]

2. Hôtel Labriffe et non Laffitte, comme il est dit dans l'article de l'*Allgemeine Deutsche Biographie*, qui lui est consacré.

d'entrée pour y placer des verres de couleur. » C'était là que logeait le colonel prussien Pfuel, plus tard général et ministre de la guerre en Prusse. Pfuel était l'un des deux commandants de la place de Paris pour les armées alliées; l'autre était un Anglais, nommé Barnard.

Parmi les documents de l'hôtel de ville de Paris, j'ai retrouvé le mémoire du marchand (Chardin, place Saint-Michel, n° 425) qui fournit, *pour le compte de la Ville* (en effet, pourquoi cette pièce se serait-elle trouvée là, si ce n'était pas la Ville qui eût payé?), — du marchand qui fournit les lampions pour l'illumination des deux casernes occupées par les Prussiens dans le XI^e arrondissement, ainsi que de l'hôtel occupé par le commandant prussien de cet arrondissement¹; ce Chardin livra en tout 940 lampions à 0 fr. 50 pièce (prix fixé par le préfet), dont 90 pour l'hôtel du commandant, rue Cassette; 350 pour l'une des deux casernes (rue de Vaugirard) et 500 pour l'autre caserne (rue du Foin); coût : 450 fr.

A cette caserne de la rue du Foin-Saint-Jacques se rattache un souvenir que j'emprunte aux *Mémoires* d'un contemporain, M. E. La-brettonnière, alors jeune étudiant qui habitait près de là et fréquentait un café où venaient les sous-officiers et les grenadiers du régiment prussien caserné dans la rue en question. C'était le temps où Casimir Delavigne, jeune lui aussi (il était né en 1793), lançait ses premières *Messénienes*, qui circulèrent d'abord en manuscrit. Un jour de 1815, jour qui ne peut être antérieur au 2 septembre², le jeune contemporain, dont nous parlons et qui, plus tard, publia ses impressions sous le titre de : *Souvenirs du quartier latin*³, se trouvait au café, voisin de la rue du Foin, avec quelques camarades; l'un d'eux avait apporté la première *Messénienne* et s'apprêtait à la lire, quand on lui fit remarquer trois ou quatre Prussiens attablés non

1. Paris était alors divisé en douze arrondissements. Les premiers occupants, c'est-à-dire les Anglais et les Prussiens, s'étaient emparés des mairies; les Anglais avaient sous leur autorité les six premiers arrondissements; les Prussiens, les six autres. A chacune des mairies était attaché un officier, capitaine ou commandant, appartenant à l'une des deux nations, un Anglais pour chacun des arrondissements I-VI, un Prussien pour chacun des arrondissements VII-XII. — Le XI^e arrondissement, dont le siège (la mairie) était rue du Vieux-Colombier, n° 29, comprenait quatre quartiers : École-de-Médecine, Palais-de-Justice, Sorbonne, Luxembourg.

2. Nous savons, par la *Gazette de France* du 2 septembre, que le régiment prussien, qui fut caserné rue du Foin, ne s'y installa que le 1^{er} ou le 2 de ce mois; il était auparavant campé dans le jardin du Luxembourg.

3. L'ouvrage (Paris, 1863, 1 vol. in-8°) porte en sous-titre : *Paris à la chute de l'Empire*. Voy. les p. 294-295.

loin de là. « Tant mieux, s'écria-t-il, ça leur apprendra le français, » et aussitôt, il se mit à déclamer les vers suivants :

Et vous, peuples si fiers du trépas de nos braves,
 Vous, témoins de notre deuil,
 Ne croyez pas, dans votre orgueil,
 Que, pour être vaincus, les Français soient esclaves,
 Gardez-vous d'irriter vos vainqueurs à venir;
 Peut-être que le Ciel, lassé de nous punir,
 Seconderait notre courage,
 Et qu'un autre Germanicus
 Irait demander compte aux Germains d'un autre âge
 De la défaite de Varus!

Revenons à la fête du roi de Prusse. Il eût été, ce semble, de bon goût, vu le caractère personnel et intime de cette fête, que le roi prit à sa charge les frais de l'illumination, mais c'était, sans doute, trop demander à Frédéric-Guillaume III, dont la parcimonie, pour ne pas dire l'avarice, était bien connue¹. L'empereur de Russie aurait eu sûrement cette délicatesse, lui qui voulut que la palissade entourant le palais de l'Élysée où il habitait et qui avait été dégradée par les troupes campées aux Champs-Élysées fût réparée à ses frais, témoin la lettre suivante du commissaire délégué près de sa personne (17 juillet) :

S. M. l'Empereur de Russie désire que la palissade qui règne autour du jardin du palais de l'Élysée-Bourbon, du côté des Champs-Élysées et qui a été singulièrement endommagée par les Prussiens², soit rétablie; mais S. M. veut elle-même, d'après ce que m'a dit l'officier, supporter la dépense que la réparation nécessitera. Elle demande seulement que l'administration se charge de faire exécuter les travaux.

C'est le même prince, grand et généreux, qui, cinq jours après, faisait parvenir (22 juillet) au maire d'une commune des environs de Toul une somme de 10,000 fr. « pour être distribuée aux habitants, à titre d'indemnité pour le passage des troupes, » le même enfui qui chargeait le gouverneur de Paris, un Prussien, le général de Müffling, d'écrire, en son nom (4^e août), au préfet de la Seine, relativement à la commune de Belleville, et M. de Müffling mandait, en effet :

1. Thiers raconte (t. XVIII, p. 157) qu'Alexandre « rougissait de l'avarice de son ami Frédéric-Guillaume... » Il ajoute que « l'esprit d'économie était chez ce roi une vertu qui finissait par dégénérer en vice... »

2. Du moins par ceux des Prussiens qui avaient campé aux Champs-Élysées dans les premiers jours de l'entrée à Paris des troupes alliées.

J'ai l'honneur de vous prévenir, Mons^r le Préfet, que les troupes devant prendre leurs cantonnements dans la susdite commune *ne sont pas prussiennes, mais bien russes*, et vous pouvez être persuadé que S. M. l'Empereur Alexandre, dont les intentions bienveillantes sont connues, bien loin d'exiger des habitants des choses impossibles, fera, au contraire, tout ce qui dépendra de lui pour adoucir ce qu'une pareille charge pourra avoir de pénible pour des gens qui ont déjà tant souffert des malheurs de la guerre.

Les malheurs de la guerre! Ah ! parlons-en un instant pour montrer combien, chez les deux monarques alliés, le cœur était différent.

Dans ce même mois d'août tombait aussi la fête du roi de France, la Saint-Louis. Une femme, M^{me} veuve Delanoue, dont le père avait été pourvoyeur de bouche dans la maison du roi sous l'ancien régime, et qui s'était trouvée ruinée par les événements de la Révolution, avait réussi, aidée du crédit de quelques connaissances, à faire construire « un aérostat ou ballon, de forme nouvelle (*sic*) », dont l'ascension devait avoir lieu, au Champ-de-Mars, le 23 août prochain. Ce ballon, enfermé dans une caisse sous deux cadenas, avait été, avec la permission du commandant de l'École militaire, déposé dans la chapelle de ladite École. Un détachement de Prussiens, logé dans le bâtiment, du 6 au 8 juillet, avait pénétré, par les croisées, dans cette chapelle, en brisant les portes et les fenêtres, avait fracturé la caisse contenant l'aérostat dont ils s'étaient partagé les morceaux qu'ils avaient employés à recouvrir leurs shakos et leurs gibernes. Il faut ajouter que ce ballon revenait à M^{me} Delanoue à plus de 24,000 fr. « Cette perte, » était-il dit dans un procès-verbal remis à Frédéric-Guillaume III, avec attestation de personnes honorables, certifiant la vérité des faits, « suffirait pour la porter au désespoir, sans la confiance qu'elle a et doit avoir dans la justice et la magnanimité de S. M. le Roi de Prusse. » Or, voici la réponse de ce roi à la réclamation de M^{me} Delanoue :

Je suis fâché du tort que vous ont causé des soldats de mon armée en déchirant un ballon qu'ils ont sans doute pris pour un objet de rebut ou de peu de valeur. La perte que vous avez essuyée doit être mise dans la classe des *accidents inséparables de la guerre* et dont le gouvernement français vous dédommagera, s'il juge que c'est le cas.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

Paris, le 2 septembre 1815.

La malheureuse, qui « manquait du strict nécessaire, » comme elle le dit dans sa pétition, s'adressa au roi Louis XVIII, en insérant

dans sa lettre copie de celle de Frédéric-Guillaume III, et c'est ainsi que cette dernière est parvenue jusqu'à nous; elle est aussi, du reste, la seule qui importe en la circonstance.

Nous sommes donc fixés sur la grandeur d'âme et la générosité du monarque prussien dont la fête se célébrait en ce moment¹. — Le soir, tous les Prussiens étaient ivres dans les environs du Champ-de-Mars; aussi, malheur à ceux de nos compatriotes qui habitaient des maisons isolées aux alentours de l'École militaire! On défonça les portes de leurs maisons, qui furent envahies et pillées; on en maltraita les locataires. Chez une blanchisseuse, on fit pour plusieurs centaines de francs de dégâts. « Vols, viols, brutalités, excès de tout genre, » telle fut la façon dont les soldats prussiens célébrèrent le 3 août, à Paris, la fête de leur roi. L'orgie se prolongea très avant dans la nuit. Les notes de police ajoutent qu'« une mère de famille, qui s'était sauvée en chemise dans un champ, y fut violée par plus de dix hommes, qui lui passèrent sur le corps, et lui firent subir les traitements les plus dégoûtants, jusqu'à... » Et ici, le commissaire, n'osant pas s'exprimer en français, s'est servi du latin, qui, comme chacun sait, peut impunément braver l'honnêteté, et il a tracé d'une main ferme, sur son papier administratif, ces mots qui n'ont peut-être pas la correction du style cicéronien, mais qui n'en sont pas moins singulièrement suggestifs : *Urinaverunt in buccam!*

1. Il faut pourtant faire une exception pour l'acte que voici :

Tout le monde connaît l'histoire des *Vierges de Verdun*, ces malheureuses jeunes filles qui périrent sur l'échafaud (1794) pour avoir été trouver le roi de Prusse dans son camp, en 1792, et lui avoir offert des fleurs et une corbeille de dragées. Quelques-unes de ces pauvres filles furent épargnées à cause de leur âge. L'une d'entre elles vivait encore en 1814. Le 25 mai, elle écrivit à Frédéric-Guillaume III, qui se trouvait à Paris avec son armée, une lettre dont on ignore la teneur. Le roi de Prusse lui fit, le 2 juin, une réponse, où il lui disait « qu'elle avait rappelé là un des plus tristes événements de la Révolution, qui avait rempli d'amertume le cœur du feu roi son père, » et il promit d'envoyer de Berlin à la signataire un souvenir, en témoignage de l'intérêt qu'il avait pris lui-même à son malheureux sort et à celui de ses infortunées compagnes. Les jours, les mois s'écoulèrent; mais rien ne vint de Berlin, et il est probable qu'il ne serait jamais rien venu, si la seconde invasion n'avait ramené les Alliés à Paris. La principale intéressée rappela-t-elle au roi sa promesse? S'en souvint-il de lui-même? Le fait est que, le 24 août, elle reçut la lettre suivante : « Les événements, qui se sont si rapidement succédé, sont cause que je ne me suis pas plus tôt acquitté de la promesse que je vous ai faite, Madame, par ma lettre du 2 juin 1814. Je vous prie d'accepter la bonbonnière ci-jointe, avec mon chiffre, comme un souvenir de la part que j'ai prise aux souffrances que vous avez endurées en 1792. Signé : FRÉDÉRIC-GUILLAUME. » Les deux lettres du roi de Prusse sont reproduites dans la *Gazette de France* (n° du 2 sept. 1815).

Dans une cantate en allemand, composée pour la circonstance, l'auteur ne craignit pas d'invoquer le souvenir de la feu reine Louise-Augusta, femme de Frédéric-Guillaume III, cette *Reine des femmes*, disait le poète, « qui n'a pu être témoin du triomphe, victime rappelée avant l'heure, mais qui a quitté cette terre avec une confiance pleine d'espoir. » C'était elle, on le sait, qui, en 1806, avait provoqué la guerre contre la France et qui ensuite était venue, lors du traité de Tilsitt, implorer vainement la pitié de Napoléon. Il était, en effet, bien fâcheux que le destin eût tranché prématurément ses jours et l'eût, par conséquent, privée d'un spectacle aussi édifiant que celui dont les environs du Champ-de-Mars furent le théâtre dans la nuit du 3-4 août 1815! Au reste, dans cette même pièce de vers, on appliquait aux Français l'épithète de « peuple impie, sacrilège, qui offense la pudeur, » toutes idées contenues dans l'adjectif allemand *frevelnd*. Le moment était, en vérité, bien choisi pour reprocher aux Français leur manque de pudeur! Ces vers¹ étaient signés d'un nom allemand, Koreff; ce nom ne disait rien aux Parisiens d'alors, mais, dans la suite, les Parisiens eurent occasion de connaître le personnage lui-même. Nous en dirons quelques mots tout à l'heure; mais auparavant terminons la relation de l'épisode qui nous occupe.

Il fut fait, paraît-il, un rapport détaillé sur les excès commis par les Prussiens dans cette nuit du 3-4 août 1815, excès dont le préfet vint entretenir lui-même le gouverneur de Paris. Ce rapport ne se trouvait ni aux archives de l'hôtel de ville ni à celles de la préfecture de police; du moins, je ne l'y ai point découvert; dans les documents de la préfecture de police, relatant l'épisode qui vient d'être raconté, j'ai seulement noté encore l'observation suivante, savoir : que la personne qui avait rendu compte de ces faits scandaleux faillit être la victime de ceux dont il dénonçait la conduite.

Ce ne fut pas à Paris seulement, ce fut encore dans les provinces occupées par eux que les Prussiens célébrèrent, sur la terre française, le jour anniversaire de la naissance de leur roi. A Dreux (Eure-et-Loir), les habitants furent forcés, en l'honneur de la fête, « de dresser des tables sur la place, de donner à manger et même d'illuminer les façades. » La répugnance dont ils firent preuve faillit amener des incidents graves. L'état-major de l'armée prussienne

1. Ce furent les presses de Firmin Didot qui imprimèrent cette cantate, sans doute par réquisition, car l'ordre est ainsi libellé : « M. Firmin Didot imprimera, pour l'état-major prussien, une Ode pour la fête du Roi de Prusse, au nombre de 500 exemplaires sur très beau papier vélin, et 8 sur satin. Paris, le 3 août 1815. Signé : OETZEL, adjudant de place. »

était alors au château de Navarre (Normandie?), où il y eut, le 3 août, une fête très brillante; les allées du parc et le château furent illuminés. De son côté, l'un des généraux de l'armée de Blücher, Bulow de Dennevitz, qui commandait à Chartres, y célébra du mieux qu'il put la fête de son roi. Enfin, à Blois, « il se fit, » dit un rapport, « d'horribles excès par plusieurs hussards prussiens dans la nuit du 3-4, » ces hussards étant, sans doute, jaloux des exploits de leurs frères de Paris.

Le poète, auteur de la cantate en l'honneur du roi de Prusse, Koreff, sur le compte de qui nous avons promis de revenir, dut partir de Paris avec les premiers Prussiens qui rentrèrent en Allemagne; mais il y revint dans la suite. Quand il y revint, il était le docteur Koreff, médecin de l'ambassade prussienne. C'était à la fin de la Restauration ou même sous le règne de Louis-Philippe. Le gallophobe de 1815 était peut-être toujours aussi gallophobe que jadis; mais il était devenu absolument Parisien, Parisien pur-sang; la vie de Paris, la société parisienne, les plaisirs et les amusements de Paris lui étaient plus que nécessaires, ils lui étaient indispensables. Maxime Ducamp, qui le rencontra et le connut dans le monde, que lui-même fréquenta beaucoup pendant une certaine période de sa vie, a peint le personnage, dans ses *Souvenirs littéraires*, avec des traits qui ne s'oublient plus (t. II, p. 231-234). A l'en croire, le Dr Koreff, qui « rappelait le conseiller Crespel, du *Violon de Crémone*, » eût posé avec avantage dans une galerie de grotesques. « Petit, lippu, clinquant de l'œil, coiffé d'une perruque à l'enfant, moitié chiendent, moitié filasse, vêtu à la diable, racontant lentement, d'un accent germanique, des drôleries où la saillie ne manquait pas, viveur effronté, sceptique et bas sur jambes, il arrivait de Berlin, où il avait été un des sept du club de Sérapion qu'Hoffmann présidait... sous la table. »

Koreff était alors marié; sa femme « figurait assez bien, » dit le même portraitiste, « une idole, quelque Taroa des îles Sandwich, parée pour un jour de sacrifice. Quand elle passait dans son landau, trop bas sur essieu, elle avait l'air d'être trainée dans une baignoire à deux chevaux. Parfois, le Dr Koreff et sa femme se promenaient dans la grande allée des Champs-Élysées; on les regardait et l'on se demandait de quel théâtre de marionnettes ces deux fantoches avaient pu s'évader. »

Le personnage aimait la bonne chère; mais il aimait surtout les diners, entre hommes, « où l'on cause les coudes sur la table, où les paroles sont libres et les anecdotes croustilleuses... Il n'était point sot, et choisissait bien ses convives : Lœve-Weimars, Mérimée, Béyle

(Stendhal), les deux Musset, Eugène Delacroix, Viollet-le-Duc, Ampère,... et quelquefois même, — ne le répétez pas! — le philosophe Victor Cousin. »

Cependant, tout en dévoilant ses ridicules, tout en l'accusant de charlatanisme, Maxime Ducamp reconnaît ses qualités. « Le Dr Koeff fut, dit-il, un des premiers, avec Benech, à combattre « le jeûne » auquel les médecins français condamnaient leurs malades, » à décrier la saignée, dont les disciples de Broussais abusaient encore; » il recommanda « la nourriture, les fortifiants, le grand air; il avait reconnu que les vieilles races périssent d'anémie. » Enfin, « il s'entremit énergiquement pour ouvrir à Meyerbeer les portes de l'Opéra. » Ce sont là, en effet, comme le déclare Maxime Ducamp, des titres à la reconnaissance.

Guillaume DEPPING.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

NÉCROLOGIE. — LE DUC DE BROGLIE. — Le duc Albert de Broglie est mort, le samedi 19 janvier, d'une tumeur à la gorge, dont il souffrait depuis plusieurs mois. Cette cruelle maladie, supportée avec une admirable et sereine énergie, ne l'a pas empêché d'achever et de publier, au milieu même de ses souffrances, la plus parfaite peut-être de ses œuvres : *le Dernier bienfait de la monarchie*, l'histoire de la création du royaume de Belgique. Cet homme politique, cet écrivain si profondément attaché aux traditions et aux gloires de notre pays, et qui, s'il n'a pu le bien servir dans le domaine de la politique, l'a du moins bien servi avec la plume, n'était point d'origine purement française. Par son père, il descendait d'un gentilhomme piémontais qui avait suivi en France la fortune de Mazarin; par sa mère, il descendait du banquier genevois Necker et du diplomate suédois M. de Staël. Ses ancêtres avaient servi avec éclat dans les armées de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI et la dignité de maréchal de France avait été comme héréditaire dans sa famille. Par un singulier contraste, son bisâtre avait émigré, commandé l'armée des princes, servi l'Angleterre et la Russie, pendant que son aïeul servait comme maréchal de camp dans l'armée du Rhin et restait jusque sur l'échafaud fidèle aux principes de la Révolution. Son arrière-grand-oncle avait joué un rôle important dans la diplomatie secrète de Louis XV. Enfin, son père, fils de ce Victor-Claude de Broglie, mort victime des fureurs jacobines, avait été comme pair de France sous la Restauration, comme ministre sous Louis-Philippe, et, jusqu'à sa mort, un des plus nobles représentants des idées libérales. Il était en même temps un écrivain politique d'une haute valeur et avait créé en 1828 la *Revue française*. Fils d'un tel père et petit-fils de M^{me} de Staël, Albert de Broglie était appelé par droit de naissance à la carrière d'écrivain et à celle d'homme d'État. Malheureusement, il n'avait ni les dons extérieurs qui permettent de charmer ou de dominer, ni les qualités de l'homme d'action. Libéral par tradition de famille, il était conservateur et autoritaire par son caract

tière et par ses tendances religieuses. Il défendit sous l'Empire, dans le *Correspondant*, les idées libérales et les principes constitutionnels. Après la chute de l'Empire, il eut le malheur d'être le principal artisan, le 24 mai 1873, de la chute de M. Thiers, et de justifier ensuite l'apostrophe que lui lança celui-ci dans cette séance fameuse : « Vous serez le protégé de l'Empire. » Le ministère de l'*Ordre moral*, qu'il dirigea du 25 mai 1873 au 16 mars 1874, se signala surtout par le rétablissement de la loi municipale impériale qui donnait au gouvernement la nomination de tous les maires et par la revocation de tous les maires républicains. En même temps, M. de Broglie, qui avait renversé M. Thiers parce que celui-ci voulait maintenir la République, n'osa pas rappeler le comte de Chambord, et, en organisant le Septennat, assura le triomphe du régime qu'il redoutait. Sa politique comme chef du ministère constitué par l'acte d'initiative présidentielle du 16 mai 1877 fut marquée par le même mélange de violence et de faiblesse. La candidature officielle, si souvent flétrie par M. de Broglie sous l'Empire, fut pratiquée sans scrupules; la magistrature fut mise au service de la politique; la liberté de la presse fut violée par des procès futilles et injustes; la liberté d'enseignement et la liberté de conscience, que M. de Broglie fut toujours si ardent à défendre quand il s'agissait des catholiques, reçurent les plus graves atteintes par les révocations d'instituteurs et les arrêtés relatifs à l'enseignement religieux et aux enterrements civils. La politique suivie par le ministère du 16 mai, qui avait foulé aux pieds tous les principes de légalité et de liberté, n'avait de sens qu'à la condition d'aller jusqu'au coup d'État, si le suffrage universel ne se laissait pas mater. M. de Broglie recula une fois encore, comme il avait reculé devant le drapeau blanc et les chances de la guerre civile. Ce scrupule fait honneur à sa délicatesse d'honnête homme, mais non à sa clairvoyance d'homme d'État. Quand on entreprend une restauration monarchique, il faut savoir calculer d'avance toutes les chances et être résolu d'avance à toutes les audaces. Un juge sage et indulgent a prononcé récemment sur l'entreprise du 16 mai une sentence qui résume la condamnation portée contre elle par M. de Montalivet dans son admirable lettre du 4 octobre 1877 : « Une secousse profonde donnée au pays, sans objet précis, sans unité de direction et sans autre résultat que de surexciter les passions, tel fut le bilan de cette politique dont ses auteurs mêmes déclinèrent la responsabilité et qui, après six mois d'agitations stériles, était condamnée par la majorité de la France¹. »

1. G. Picot, *Notice sur Léon Say*.

Si M. Albert de Broglie était dépourvu des qualités de l'homme d'État, il avait, à côté des qualités de l'homme privé qui lui ont assuré des affections dévouées et une universelle estime, un talent d'écrivain et d'historien qui lui promet une longue renommée. Il eut l'heureuse audace de débuter par un grand ouvrage en six volumes sur *l'Église et l'Empire romain au IV^e siècle*, qui, s'il ne répond pas à toutes les exigences de la critique et se ressent et de la jeunesse et du parti pris religieux de l'auteur, est pourtant fortement conçu et largement exécuté. A la fin de sa vie, M. de Broglie est revenu à l'époque qui avait occupé tant d'années de sa jeunesse et a écrit un charmant petit volume sur saint Ambroise. Mais c'est comme historien de la diplomatie du XVIII^e siècle que M. de Broglie a pris rang parmi les maîtres. Son *Secret du Roi*, dont il a trouvé en grande partie les matériaux dans ses archives de famille, a jeté une lumière toute nouvelle sur la politique extérieure de la fin du règne de Louis XV. Ses volumes sur la guerre de succession d'Autriche et sur les préliminaires de la guerre de Sept ans, celui sur Voltaire et Frédéric II sont des œuvres où l'histoire, sans rien perdre de sa gravité, a le charme entraînant d'un roman. M. de Broglie appartenait par ses traditions à cette société de diplomates et d'hommes de guerre qui avaient illustré la France du XVIII^e siècle; il était de leur famille et comme de leur temps. Ses récits ont, avec la sévérité d'une documentation puisée aux meilleures sources, la fraicheur et la vie de récits contemporains, un mélange unique de naturel et de distinction aristocratique. Notre admiration pour les qualités d'écrivain et d'historien de M. de Broglie ne doit pas cependant nous aveugler sur ce qui manque à ses œuvres. S'il a profondément étudié les documents diplomatiques français, il a négligé de consulter aussi soigneusement qu'il aurait dû les dépôts étrangers, et il a suffi à M. Waddington de faire le travail qu'avait négligé M. de Broglie pour rectifier sur des points très importants l'histoire du traité de Versailles et du renversement des alliances. Il manquait à M. de Broglie la connaissance et l'habitude des méthodes critiques; aussi, lorsqu'il a eu la périlleuse bonne fortune de publier les Mémoires de Talleyrand, n'a-t-il pas su établir d'une manière sûre son texte et l'histoire de ce texte et a-t-il provoqué des critiques et des accusations, en partie exagérées et injustes, mais en partie justifiées. Quoi qu'il en soit, soyons heureux que les rigueurs de la politique aient fait à M. de Broglie assez de loisirs pour doter notre pays de livres qu'on lira longtemps avec autant de charme que de profit.

Notre collaborateur M. F.-T. PERRENS, qu'une mort rapide et douce a enlevé le lundi 4 février, était le contemporain du duc de Broglie.

Il était né à Bordeaux en 1822. Malgré le zèle et la conscience avec lesquels il s'acquitta de ses devoirs professionnels, comme professeur de 1846 à 1875 et comme inspecteur de 1875 à 1893, il donna une large part de sa vie à l'histoire et il laisse des œuvres considérables. Libéral ardent et attaché de bonne heure aux principes républicains, il chercha d'abord au moyen âge les origines des idées démocratiques. Sa thèse de doctorat était consacrée à *Jérôme Savonarole* (1853), et si, depuis, l'ouvrage de Villari a apporté une lumière bien plus complète sur le célèbre tribun, le livre de Perrens était, à son heure, une révélation. Les relations politiques et littéraires que son Savonarole lui avait faites en Italie le poussèrent à écrire une histoire du mouvement révolutionnaire de 1848 en Italie : *Deux ans de révolution en Italie, 1848-1849* (1857). Puis il étudia le mouvement démocratique dans la France du moyen âge et donna en 1860 la première édition de son *Etienne Marcel*, qu'il devait reprendre et développer en 1875 dans un volume de la Collection de la ville de Paris. Peu auparavant il avait publié les deux volumes de *la Démocratie en France au moyen âge* (1872). Ces travaux de M. Perrens ont été corrigés sur beaucoup de points par les travaux ultérieurs des érudits, de S. Luce, de Flammermont, de Coville. M. Perrens n'y avait pas apporté une préoccupation suffisante des documents inédits qui lui auraient permis de préciser le détail des événements. Il a de plus trop cédé à la tentation de faire des hommes du XIV^e et du XV^e siècle des précurseurs de la démocratie moderne. Mais il n'en a pas moins ouvert encore ici une voie féconde. Pendant les années 1860 à 1872, son esprit toujours actif s'était porté sur une tout autre époque, les premières années du XVI^e siècle. Il y trouva le sujet de deux ouvrages qui ont conservé toute leur valeur : *les Mariages espagnols sous Henri IV et Marie de Médicis* (1869) et *l'Église et l'Etat en France sous Henri IV et Marie de Médicis* (1872). A partir de ce moment M. Perrens revint à cette incomparable histoire de Florence où il trouvait posées, sur un théâtre restreint, mais embellie de tous les prestiges de la nature, de la littérature et de l'art, toutes les questions sociales et politiques qui agitent le monde moderne. Commencée en 1877, *l'Histoire de Florence* sous la République et sous les Médicis fut achevée en 1894. Elle forme neuf volumes, et, malgré les inévitables imperfections d'une œuvre embrassant une si longue période, traitant d'institutions prodigieusement compliquées et en perpétuelle évolution, et qui aurait exigé pour être parfaite un séjour continu de plusieurs années dans les dépôts d'archives italiens, cette histoire est le premier sérieux travail d'ensemble qui ait été entrepris sur la République florentine.

Depuis, M. Villari a publié ses *Primi tempi della Repubblica Fiorentina*, M. Davidsohn le premier volume de sa *Geschichte von Florenz*, et beaucoup de points mal élucidés par M. Perrens ont été éclaircis et fixés; mais l'ouvrage de Perrens reste une tentative unique et sert de point de départ à tous ceux qui, après lui, s'occupent de ce difficile et admirable sujet. Il a tiré plus tard de son histoire, pour la collection Quantin, un tableau de la *Civilisation florentine*. En 1887, l'Académie des sciences morales et politiques avait appelé M. Perrens dans son sein comme membre libre, et, lorsqu'on considère l'étendue et l'importance de son œuvre, on regrette qu'il n'ait pas pris place dans la section d'histoire comme membre titulaire. L'âge n'avait rien enlevé à la vivacité de son esprit et à son ardeur au travail; nos lecteurs en ont eu tout récemment la preuve par ses articles sur le *Premier abbé Dubois*, et il y a trois ans il publiait sur les *Libertins en France au XVII^e siècle* un livre plein de verve et d'érudition. Dans l'immense labeur de sa double vie de professeur et de savant, M. Perrens n'eut pas le loisir d'attendre pour livrer ses ouvrages au public de leur avoir donné la perfection qui les eût mis hors de pair, et il n'avait pas les dons supérieurs de l'écrivain, l'accent personnel et la pureté limpide de la forme; mais il a beaucoup ajouté à nos connaissances et il a tenté des voies nouvelles avec une inlassable curiosité. J'ajouterais qu'il a exercé sur ceux qui, comme moi, ont eu le privilège de l'avoir pour maître, une ineffaçable influence. Exempt de tout pédantisme, l'esprit toujours en éveil, animé des passions les plus généreuses, il faisait aimer tout ce qui était noble et beau et développait chez ses élèves avec le goût des lettres la saine et droite raison et la liberté de la pensée.

G. MONOD.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — XVI^e SIÈCLE. — L'Hospital est fort à la mode; il est regrettable qu'on n'en puisse dire autant de ses idées. Presque en même temps que le *Michel de l'Hospital* de M. ATKINSON¹ paraissait le *Michel de l'Hospital et la liberté de conscience au XVI^e siècle* de M. Henri AMPHOUX². L'un et l'autre ont surtout travaillé d'après Dupré-Lasalle et Taillandier, l'un et l'autre ont trop complètement ignoré les derniers travaux d'érudition publiés sur cette période³. Cependant M. Amphoux a étudié avec soin les volumes de la Correspondance de Catherine de Médicis et en a tiré fort bon parti. Nous reprochions à M. Atkinson d'avoir écrit moins un livre d'histoire

1. *Rev. hist.*, juillet-août 1900, p. 314.

2. Paris, Fischbacher, 1900, in-8° de 449 p.

3. Notamment B. de Lacombe, *Catherine de Médicis entre Guise et Condé*, qui est de 1899.

qu'une apologie ; nous reprocherons à M. Amphoux d'avoir fait surtout un livre d'éducation. C'était son droit de voir d'abord en L'Hospital, conformément au titre qu'il a choisi, l'un des fondateurs de la liberté de conscience. Mais il n'était pas nécessaire de faire de la personne du chancelier le centre de l'histoire de son temps : une très belle phrase perdue dans une assez insipide harangue ne peut lui donner cette importance. Il faut avoir le courage de voir les faiblesses de cet honnête homme, ses complaisances envers les Lorrains, son *opportunisme* hésitant ; et c'est trop facilement se tirer d'affaire que de proclamer à tout bout de champ qu'il reste « une de nos plus pures gloires nationales. » M. Amphoux a raison de professer pour sa mémoire un culte fervent ; mais est-il bien sûr de ne pas s'illusionner lorsqu'il écrit (p. 428) : « Le triomphe des grands principes défendus, au xvi^e siècle, par Michel de l'Hospital est si complet à cette heure que *c'est en vain* qu'on chercherait de nos jours un écrivain, un orateur et même un prédicateur qui refusât de reconnaître que la Révocation... marque après tout une des dates les plus néfastes de l'histoire de France. » Si M. Amphoux veut bien prendre la peine de chercher, il n'aura pas à chercher loin¹.

Dom H. DIJON, dans sa plaquette sur *le Bourg et l'abbaye de Saint-Antoine*, en Viennois, chef d'ordre, pendant les guerres de religion et de la Ligue (1562-1597)² retrace quelques épisodes des luttes religieuses du xvi^e siècle en Dauphiné. Il apporte à l'examen des faits quelque sens critique, et il reproche très justement à l'un de ses prédecesseurs, le P. Dassy, d'en manquer. Mais ce sens critique ne s'exerce que dans certaines limites. A en croire Dom Dijon, seuls les huguenots auraient pillé, ravagé, massacré ; les catholiques de Saint-Antoine, de même que les religieux antoniens, auraient toujours été leurs victimes. La seconde guerre civile aurait eu pour cause le massacre des catholiques par les protestants ; et, en 1592, Henri IV n'est encore que « le roi prétendant. » A partir de 1572, Dom Dijon suit aveuglément les *Mémoires* d'Eustache Piémont, notaire de la ville et secrétaire de l'abbaye, source très précieuse, mais unilatérale et dont

1. Pourquoi écrire (p. 16) *Castaillon* et non, suivant l'orthographe adoptée par M. F. Buisson, *Castellion*? Pourquoi Pierre *Castellan* (p. 30) au lieu de *du Chastel*? Éviter d'affirmer comme un fait démontré une anecdote aussi suspecte que celle de l'amour de Louise de Savoie pour le connétable de Bourbon (p. 26). Ne pas citer (p. 65) le « fonds Dupuy » sans indiquer la cote (c'est le n° 491, fol. 29). — P. 241, Hubert Longuet pour Languet. P. 323, 328 et *pas-sim*, il ne faut pas citer les documents d'archives d'après les adaptations dia-loguées de cet excellent Hector de la Ferrière (dont il ne faut pas faire un *Laferrière*).

2. Grenoble, Falque et Perrin, 1900, in-8° de 206 p., 2 photogravures et 1 plan.

les renseignements auraient besoin d'être contrôlés¹. Dom Dijon publie en appendice d'intéressants procès-verbaux d'enquêtes sur les pillages dont les huguenots s'étaient rendus coupables. Il donne aussi des détails sur la curieuse insurrection paysanne de 1577-1580, dont les partisans finirent par se fondre avec les protestants.

*Raymond de Montaigne, lieutenant général à Saintes, évêque de Bayonne, etc.*², n'a qu'un point de commun avec l'auteur des *Essais*, c'est d'être son neveu à la mode de Bretagne. Ce personnage, fort ignoré, a servi de prétexte à M. Louis AUDIAT pour nous tracer un amusant tableau des mœurs judiciaires dans un présidial du temps d'Henri IV et des conflits entre un évêque et un corps de ville sous Louis XIII. Raymond mourut en 1637³.

XVII^e SIÈCLE. — M. Joseph DE LA SERVIÈRE⁴ étudie la controverse qui s'engagea, au lendemain de la conspiration des Poudres, entre un théologien couronné et un jésuite, cardinal de l'Église romaine, sur le droit divin des rois et le droit des papes à déposer les rois. M. de la Servière examine les origines de la discussion, les ouvrages de Jacques I^{er}, l'*Apologie* et la *Préface monitoire*, les réponses de Bellarmin. Il montre avec quelle habileté Henri IV sut à la fois éviter de se compromettre trop ouvertement en faveur de cet intempérant *maitre Jacques*, mais aussi de sacrifier trop complètement au pape, avec l'écrivain couronné, la cause de toutes les couronnes. Il suit le développement des idées de Jacques I^{er} à travers les œuvres de Barclay, les décisions de la Sorbonne et du Parlement au lendemain de la mort de Henri IV, les cahiers du Tiers en 1614, Lancelot, Andrews, du Moulin, Casaubon, Richer, et Bossuet lui-même; il retrouve les

1. Tout au plus signale-t-il (p. 55, n. 2) que Piémont est en désaccord avec Chorier. Sur Lesdiguières, ne plus citer Videl, mais Dufayard. Il serait bon aussi de connaître *l'Histoire des protestants en Dauphiné* d'Arnaud.

2. *Les Célébrités inconnues : un petit-neveu de Michel de Montaigne*. Vannes, Lafolye, 1900 (extr. de la *Rev. hist. de l'Ouest*), in-8° de 75 p.

3. Je ne veux pas quitter le XVI^e siècle sans signaler les tirages à part de deux excellents articles de M. V.-L. Bourrilly : *la Première ambassade d'Antonio Rincon en Orient*, 1522-23 (extr. de la *Rev. d'hist. mod. et contemp.* Rincon fut envoyé en Hongrie et en Pologne dès l'été de 1522. M. Bourrilly publie le texte d'une lettre à Bonnivet où Rincon relate sa mission), et *François I^{er} et les protestants. Les essais de concorde en 1535* (extr. du *Bull. du Prot. fr.*; judicieuse étude sur les négociations politico-religieuses de Du Bellay et sur ses tentatives pour faire venir Mélancthon en France; texte inédit des instructions de Guillaume Du Bellay et d'une lettre de Bucer à Jean Sturm). M. Bourrilly reprendra ces travaux ailleurs, dans une étude d'ensemble sur le sire de Langey.

4. *De Jacobo I Angliae regis cum cardinali Roberto Bellarmino S. J. super potestate cum regia tum pontificia disputante* (1607-1609). Th. lat. de la Fac. des lettres de Poitiers. Paris et Poitiers, Oudin, in-8° de xxxi-169 p.

opinions de Bellarmin chez les jésuites Persons, Lessius, Mariana, Suarez, chez du Perron, et (conclusion un peu forcée) chez Leibnitz¹. Il fait à ces dernières théories la part belle², et, juge du combat, il n'est pas toujours entre les deux lutteurs un arbitre très impartial. Il est cependant obligé de constater que, dans la réalité de l'histoire, c'est Jacques Stuart qui a vaincu. Il s'en afflige (p. 468). Car, dit-il, il ne restera plus désormais aux peuples opprimés d'autres ressources que la révolution et le tyranicide, et il prévoit pour l'avenir de noires horreurs. Sans doute qu'avant la séparation du temporel et du spirituel il n'y avait jamais eu ni rébellions ni régicides. — L'auteur ne fait pas voir l'inconciliable antinomie qui existe entre les deux pouvoirs; tous deux ont raison, chacun en partant de son principe, l'un de prétendre que le devoir de veiller au salut spirituel des hommes implique le droit de s'immiscer dans leur gouvernement temporel, l'autre d'affirmer que sa souveraineté ne saurait être soumise à une puissance extérieure. La controverse de Jacques II et de Bellarmin n'est qu'un épisode de la querelle du Sacerdoce et de l'Empire.

Il y a jésuite et jésuite. Bellarmin représente dans toute sa force l'esprit dominateur et ultramontain de la société. Bourdaloue, au contraire, comme le dit l'évêque d'Albi dans la lettre-préface qu'il a mise au livre de M. le chanoine Pauthe, Bourdaloue « n'a pas échappé aux influences de son siècle en ce qui touche le gallicanisme. » Mais ne peut-on lui pardonner cette « erreur » en songeant à tout l'éclat que ses vertus ont jeté sur cette Société? Le *Bourdaloue* de M. L. Pauthe³ ressort surtout de l'histoire littéraire. Il était cependant impossible de parler de l'un des prédicateurs qui ont le plus fortement tonné contre les vices de son siècle et le plus bravement tenu tête à Louis XIV sans faire de l'histoire. Les sermons de Bourdaloue sont semés de portraits, d'allusions, et ces allusions permettent souvent de les dater. M. Pauthe a, par exemple, certainement raison de placer les sermons sur l'*Impureté* et sur la *Conversion de Madeleine* après la clôture de l'affaire des poisons⁴; je ne suis pas aussi sûr que lui que ces sermons aient été prononcés deux fois, aux Tuilleries en 1682, à Saint-Paul en 1683, et j'inclinerais à

1. C'est ajouter bien de l'importance à un *pium volum*. Sur Richer, citer Fagniez, *le P. Joseph et Richelieu*.

2. P. 150, par exemple, il atténue l'opinion de Mariana sur Jacques Clément.

3. *Études historiques et littéraires. Bourdaloue d'après des documents nouveaux. Les maîtres de la chaire en France au XVII^e siècle*, par M. l'abbé Pauthe, chanoine d'Albi. Paris, Lecoffre, 1900, in-8° de 533 p. En fait de « documents nouveaux », M. l'abbé Pauthe a surtout tiré parti des découvertes du P. Chérot.

4. P. 147-165.

les reporter à cette dernière date¹. — Comme historien, le défaut de M. Pauthe est de ne pas sentir assez vivement les différences entre le XVII^e s. et le nôtre. Entrainé par un illustre et dangereux exemple, il veut à tout prix nous démontrer la *modernité* de Bourdaloue. Il en fait un « sociologue. » Il voit la solution de la question sociale dans les « formules économiques » de Bourdaloue, lesquelles ne sont que d'admirables exhortations à l'aumône. Que Bourdaloue ait parlé, en 1686, d'« un Luther infâme par ses vices, » passe; mais qu'un esprit éclairé semble prendre, en 1900, cette expression à son compte, voilà qui étonne². Et quand M. Pauthe, admirant le *Sermon sur la sévérité chrétienne*, s'écrie : « On croit entendre Bossuet dans son *Histoire des variations*, » nous protestons : combien Bossuet était plus large, plus impartial, plus juste pour ses adversaires! A propos de la mission de Bourdaloue en Languedoc, M. Pauthe a raison de dire « que si la religion eût lutté seule contre l'hérésie par la persuasion, le triomphe n'aurait pas été moins légitime; » mais faut-il ajouter : « ni moins étendu ni moins durable »? C'est bien rabaisser la puissance convertissante de la botte et du sabre, et que M^{me} de Sévigné jugeait plus finement les choses! « Bourdaloue s'en va prêcher dans ces provinces où tant de gens se sont convertis sans savoir pourquoi. *Il le leur apprendra...* »

Si donc M. Pauthe essaie parfois de faire de Bourdaloue un homme de notre temps, il partage trop complètement, de son côté, les passions du XVII^e siècle. Il parle bien légèrement « des calomnies d'Arnauld et de Pascal » (p. 43), il affirme bien vite (p. 345) qu' « au XVII^e siècle ce libelle [il s'agit des *Provinciales*] fut loin de produire l'effet attendu par Port-Royal. » Pourquoi donc alors Bourdaloue en fut-il « très vivement ému » et prit-il la peine d'y répondre « avec toutes les indignations de sa piété filiale outragée »? Et toute l'argumentation de M. Pauthe (contre Pascal) vise à prouver que Bourdaloue, jésuite, était tout le contraire d'un casuiste à morale lâche³. D'accord; mais, s'il est injuste de rendre toute la Société responsable, comme l'a fait Pascal, des opinions de quelques casuistes espagnols,

1. La lettre d'Alleaume signale l'impression de surprise, presque de scandale, produite par ces sermons à Saint-Paul en 1683. Si ce scandale s'était déjà produit à la cour un an plus tôt, Alleaume n'en aurait-il entendu parler?

2. N'y a-t-il pas contradiction (p. 300) à reprocher au protestantisme sa morale trop étroite et à dire en même temps que « son enseignement ne pouvait entraîner qu'au désordre... des mœurs »?

3. Encore serait-il bon de répondre autrement que par le mépris au mot de M^{me} Cornuel, qui devait savoir à quoi s'en tenir (p. 352) : « Il surfait dans la chaire, mais il donne à bon marché dans le confessionnal. »

doit-on faire rejoaillir sur cette Société tout entière les mérites du seul Bourdaloue¹?

C'est à un saint de fraîche date, *Saint Jean-Baptiste de la Salle*, (1651-1719), fondateur de l'Institut des frères des Écoles chrétiennes, canonisé le 24 mai 1900, que M. A. DELAIRE consacre un volume de la collection *les Saints*². Ce volume est une double apologie. D'abord, conformément aux théories de Le Play, une apologie générale de la civilisation « paternaliste » du xvii^e siècle, avec « les fortes mœurs des familles, » l'instruction partout répandue, etc.; en face, la civilisation « sectaire » du xix^e siècle, qui a, tout à la fois, — et encore que ces deux griefs semblent contradictoires, — « déchainé l'égoïsme sous les euphémismes honnêtes de liberté et d'individualisme » et « provoqué une poussée de passions socialistes. » Dans cette apologie générale d'un siècle s'encadre l'apologie spéciale d'un saint, et ces deux apologies ne sont pas toujours très bien d'accord entre elles. Car, si l'enseignement primaire est si libéralement donné dès le milieu du xvii^e s.³, pourquoi J.-B. de la Salle croit-il nécessaire d'ouvrir une école gratuite à Reims en 1679, puis à Laon, « où l'abandon de l'enseignement populaire avait causé... une si extrême ignorance des mystères de notre sainte religion »? Pourquoi fonde-t-il son Institut, à Reims encore, en 1682? Pourquoi l'organise-t-il à Paris en 1684? Si la charité avait été efficace avant Vincent de Paul, Vincent de Paul n'eût pas été nécessaire; de même, si l'enseignement primaire était, avant 1679, si bien organisé, J.-B de la Salle devient superflu⁴. Si le xviii^e siècle était un siècle de « lumière, » pourquoi tant de persécutions contre le

1. P. 351 : « Bourdaloue, comme ses frères... » — Je n'aime pas beaucoup Louvois, mais de là à dire (p. 31) que « Louvois se montra peu digne de Michel le Tellier, » il y a loin. Il n'est pas plus exact d'écrire, à propos de la guerre de Hollande (p. 107), que Louis XIV alors « faisait la guerre moins par enthousiasme que par nécessité. » — M. P. ne croit pas qu'au xvii^e siècle on ait, comme orateur sacré, préféré Bourdaloue même à Bossuet; mais les textes qu'il cite en faveur de son opinion sont de Nisard (p. 106) et de Maxime Gaucher (p. 208). — Quel plus magnifique éloge peut-on faire involontairement de Molière que de l'appeler (p. 352) « l'émancipateur de la conscience »? — Il faudrait éviter de parler de « la manière irréfutable » dont M. l'abbé Bertrin « vient de convaincre de faux » Sainte-Beuve, et aussi de dire *l'Institut* (au xvii^e siècle!) pour l'Académie.

2. Paris, Lecoffre, 2^e éd., 1900, vi-210 p.

3. P. 74 : « Toutes les écoles étaient payantes... En principe, les enfants pauvres avaient leurs places gratuites dans les petites écoles; mais, en fait, très peu y allaient... »

4. P. iii : « Il a entraîné ses disciples en leur criant pour mot d'ordre : *Ins-truisons le peuple!* » Et ceux qui se tournent avec le plus d'espérance ou d'anxiété vers l'avenir doivent souvent redire à notre siècle si engoué de ses progrès : « Sans ce mot-là, que serais-tu? » M. Delaire passe un peu bien vite l'éponge sur l'œuvre scolaire de la Réforme.

fondeur de l'Institut? Persécuté à la fois par les curés des paroisses et par Mgr de Noailles, par le chantre de Notre-Dame et les maîtres des « petites écoles, » par les « écrivains¹, » enfin par le Parlement et le Châtelet, qui font, à plusieurs reprises, « crocheter » les Écoles des frères, de la Salle est maltraité lui-même, impliqué dans un procès criminel (sur lequel, au reste, M. Delaire n'a pas fait pleinement la lumière), forcé de transporter à Rouen l'Institut ruine à Paris. C'était d'ailleurs un homme de valeur, qui eut l'initiative ou l'intuition de bien des choses destinées à vivre : la gratuité et même les cantines scolaires, l'enseignement professionnel, les cours d'adultes, etc. On pouvait exposer ses mérites sans lancer l'anathème à nos écoles publiques et sans ramasser des lieux communs dans la boue de la presse quotidienne. Mais il est temps de m'apercevoir que le volume de M. Delaire est une hagiographie et non un livre d'histoire².

Le personnage dont il est le plus souvent question dans *la Jeunesse du maréchal de Luxembourg, 1628-1668*³, par M. Pierre DE SÉGUR, n'est pas François de Montmorency-Boutteville, le « méchant bossu » ; c'est l'une de ses deux sœurs, Isabelle, coquette et astucieuse personne qui sut se faire enlever et épouser par Gaspard de Coligny, aimer par le grand Condé, le duc de Nemours, le maréchal d'Hocquincourt et bien d'autres, sans en excepter un petit abbé que le Mazarin lui avait envoyé pour l'espionner. Habile à se ménager plusieurs amants à la fois, à mêler aux aventures des sens les intrigues de la politique, cette peu platonique Célimène joue dans la Fronde un rôle des plus équivoques. Perdue de réputation même en cette époque où l'indulgence était infinie, elle réussit encore à se remettre avec le duc de Mecklembourg, ce qui lui donne le titre de prin-

1. On ne lui pardonnait pas la gratuité.

2. Il ne faudrait pas avoir l'air d'attribuer à M. F. Buisson telle opinion sur les Frères sous le trop commode prétexte que l'article de M. Eugène Rendu a paru dans un *Dictionnaire de pédagogie* dirigé par M. Buisson. Le nom de M. Rendu est omis, p. 79, n. 1; p. 112, n. 1 (« le *Dictionnaire de pédagogie* de M. Buisson en donne l'appréciation suivante... »); p. 139, n. 1; p. 203, n. 1. Quoique ce nom soit cité ailleurs, le procédé est dangereux. — Signalons, p. 175, n. 1, le parallèle édifiant entre les Frères et les instituteurs laïques « qui envisagent leur tâche comme une profession quelconque, accomplie régulièrement, avec le souci constant de la gratification et de l'avancement, sans parler des intrigues politiques et des passions sectaires. » P. 199, n. 1, on nous démontre que la gratuité selon de la Salle est un bien, tandis que la gratuité des « sectaires » n'est qu' « une piperie de mots, » sous prétexte qu'elle est alimentée par l'impôt.

3. Paris, Calmann Lévy, s. d., in-8° de vi-531 p., avec deux portraits (François et Isabelle en héliogravure). En étudiant le portrait de celle qui fut « la belle Châtillon, » force est bien de constater que le concept de la beauté féminine a singulièrement changé depuis le XVII^e siècle.

esse étrangère et le pas sur les duchesses ; il est vrai que son « prince des Vandales » était « un peu marié, » ayant encore une femme parfaitement vivante et très imparfaitement répudiée. La « belle Châtillon » s'arrangea très vite pour en faire un mari *in partibus* et pour reprendre le fil de ses intrigues. Nous la retrouvons, avec une allure très louche, dans la ténébreuse histoire de Madame et du comte de Guiche. François est un peu éclipsé par cette trop brillante figure. Il apparaît ici en vrai fils de son père, le décapité de 1627 ; il est comme lui bretteur, batailleur et frondeur, et le futur « tapissier de Notre-Dame » fait ses premières armes sous Condé dans les rangs des rebelles, bientôt dans les rangs des Espagnols. De sa sœur il a l'esprit d'intrigue ; il s'échappe sans dommage des plus seabreuses aventures, et par une admirable escroquerie arrive à faire tomber sur sa tête la couronne ducale de Luxembourg. Le livre, fort agréablement écrit, où M. de Ségur nous a raconté ses premières années, n'apporte (malgré des recherches à Chantilly, à Dijon, aux archives de la guerre, à l'Arsenal et à la Nationale)¹ pas grand'chose de neuf à notre connaissance des faits. Que les Condé en soient le centre, comme dans l'ouvrage du duc d'Aumale, ou comme ici les Montmorency et les Châtillon, c'est toujours un peu la même histoire, et je ne suis pas très convaincu de l'utilité de travaux de ce genre. Espérons que le volume suivant, consacré à la période la plus brillante de la vie du maréchal, sera plus riche et plus instructif. Dans le premier volume, je dois cependant signaler un bon tableau de Bruxelles pendant « l'émigration » de 1657 ; l'inconscience de ces premiers émigrés, l'absence totale chez eux de tout véritable sentiment national n'ont d'égales que leur vanité et leur prétention de vivre à la française tout en combattant leur patrie.

Le type d'un travail inutile, c'est celui que M. DE NION vient de consacrer, sous ce titre alléchant : *Un outre-mer au XVII^e siècle*², aux voyages du baron de la Hontan. Il y avait quelque chose à faire pour ce Béarnais, qui fit plusieurs séjours au Canada entre 1683 et 1694, guerroya contre les Iroquois, poussa vers l'Ouest quelques pointes qu'on a taxées de gasconnades, et dont certaines hardiesse irréligieuses annoncent Bayle et déjà Voltaire : c'était de publier intégralement le texte de la première édition de ses *Voyages*, parue à la Haye en 1703³, et non (comme le dit M. de Nion, p. xiv) en 1704.

1. L'appendice contient un certain nombre de pièces. Aux dépôts cités ci-dessus, il faut ajouter les archives des Affaires étrangères, les archives d'État de Bruxelles, les archives privées de Châtillon-sur-Loing.

2. *Voyages au Canada du baron de la Hontan*. Paris, Plon, 1900, in-18 de xix-338 p.

3. *Nouveaux voyages de M. le baron de Lahontan dans l'Amérique septen-*

M. de Nion a préféré suivre l'édition de 1728. Or, toutes les éditions postérieures à 1703 ont été refondues et « stylisées », sans doute par Gueudeville. Sous prétexte de « l'embellir », on y a rendu le texte méconnaissable, quand on ne l'a pas « orné » de détails de fantaisie¹. Ces additions aggravent considérablement le ton sceptique de la Hontan. M. de Nion lui-même signale une interpolation de ce genre (p. 304), mais sa version en fourmille; il faudrait les épucher avec soin avant d'affirmer que, vivant sous « le règne de la Maintenon,... La Hontan est un homme de la Régence, presque un écrivain de l'Encyclopédie (p. xvii). » M. de Nion supprime parfois des fragments du texte, sans nous donner ses raisons. Des deux parts de l'œuvre de la Hontan, lettres et voyages, il ne réédite que la première; c'est cependant la seconde qui nous instruirait le plus². Ces lettres

trionale, qui contiennent une relation des différens peuples qui y habitent; la nature de leur gouvernement; leur commerce, leurs coutumes, leur religion et leur manière de faire la guerre. L'intérêt des François et des Anglois dans le commerce qu'ils font avec ces nations; l'avantage que l'Angleterre peut retirer dans ce pays, étant en guerre avec la France. Le tout enrichi de cartes et de figures... A la Haye, chez les Frères l'Honoré, marchands libraires, MDCC III. 2 vol. in-12 de 279 et 220 p. Dédicé à Frédéric IV, roi de Danemark. La planche du titre représente un sauvage, armé d'un arc et d'une flèche, qui foule aux pieds un livre, une couronne et un sceptre, avec cette légende : Et leges et scepsira terit. L'exemplaire de la Bibl. nat. (P 57) provient de la bibliothèque de Huet, qui l'a orné de quelques notes.

1. Quelques exemples à ajouter à ceux que M. Pariset a donnés dans la *Revue critique* du 21 janvier 1901, p. 55-57 :

Édition de 1703, p. 3.

Il est vray que la course est un peu longue, mais l'espérance de voir un nouveau païs ne permet pas qu'on s'ennuie en chemin. Je vous manday...

De Nion, p. 1.

Il est vrai que la course est un peu longue, mais, si la route est difficile, elle ne laisse pas d'avoir des douceurs et l'on y rencontre tant d'objets différents que l'on se dédommage avec plaisir de la fatigue du chemin. On se croit renaitre quand on voit un nouveau pays. Je vous manday...

P. 17. [Sur les jésuites de Québec et leurs glacières.] Car ils ne manquent jamais d'en conserver en deux ou trois endroits pour avoir le plaisir de boire frais en été. Leur collège...

P. 27. C'est une précaution qui ne leur manque pas; ils en ont plutôt trois qu'une et ils ont grand soin de les bien remplir, car ces Révérends, tous occupés à éteindre les flammes de la concupiscence, aiment extrêmement à boire frais en été. Leur collège...

Le curieux passage de la p. 11 sur l'envoi des convois de filles publiques au Canada est complètement refait, d'une façon littéraire, p. 27. Lettre III, on supprime deux pages sur Québec.

2. Les lettres forment le t. I de l'éd. de 1703. Le t. II porte comme titre : « Mémoires de l'Amérique septentrionale ou la suite des voyages de M. le baron

ne furent pas écrites (p. xvi) « de 1688 à 1693... en 1703 au plus tard, » puisque la première est du 8 novembre 1683, la dernière du 31 janvier 1694. A ces lettres, il aurait fallu donner une annotation critique, historique et géographique¹. M. de Nion s'est contenté de citer des passages d'un *Outre-mer du xix^e siècle*, celui de Paul Bourget, les voyages du baron Hulot, du Canadien Paul Fabre et autres modernes écrivains².

XVIII^e SIÈCLE. — M. le marquis de Vogüé publie tout un dossier de lettres adressées, entre le 21 février 1701 et le 12 décembre 1708, par le duc de Bourgogne à son ancien gouverneur le duc de Beauvillier³. Il y a joint quelques lettres inédites du prince à la marquise de Montgon, dame d'honneur de la duchesse de Bourgogne, des lettres à Mme de Maintenon déjà publiées dans les *Mémoires de Noailles*, des documents sur le voyage des ducs de Bourgogne et de Berry à la frontière d'Espagne en 1700-1701⁴. Il a fait précéder ces textes d'une étude où se trahit une singulière conception des devoirs de l'historien : « Étions-nous assuré, » se demandait-il en commençant son travail (p. xii), « de servir les... intérêts d'une mémoire vénérée?... Ne risquions-nous pas de dissiper l'auréole en cherchant à préciser la netteté des contours? » Ce sont la préoccupations d'hagiographe. « Nous ne nous serions prêté, déclare encore l'auteur (p. xiii), ni à des indiscretions gratuites ni à des révélations de nature à diminuer le respect dû aux grandes et saines traditions de l'histoire. » Il me semble qu'en fait de respect l'historien n'en doit qu'à la vérité, et qu'au-dessus de « l'intérêt supérieur de la morale » il doit mettre « cette curiosité historique si fort à la mode aujourd'hui. »

M. le marquis de Vogüé ne fausse pas l'histoire, mais il l'atténue. Il ne fait pas du duc de Bourgogne un héros, il voile ses faiblesses.

de la Hontan, etc... M DCC III. » Ces mémoires sont adressés au même correspondant que les lettres. Ils sont également illustrés de cartes et de figures.

1. Il y a seulement une polémique avec le savant biographe canadien de la Hontan, J.-E. Roy. Je ne comprends pas ce qui vient faire ce mot : « Stanley, » jeté au bas de la p. 151, au travers des lamentations iroquoises sur les cruautés européennes.

2. P. 155, *au lieu de* : je ne puis condamner, *lire* : je ne puis ne pas condamner. P. 165, moitié, *lire* : mort. « Bragiano, » *lire* : « brugiano. » *Au lieu de* : Bourepans, *lire* : Bonrepaus.

3. *Le Duc de Bourgogne et le duc de Beauvillier. Lettres inédites* (1700-1708), avec 1 portrait, 2 fac-similés et 1 carte. Paris, Plon, 1900, in-8° de xvi-432 p. Une étude historique (p. 1 à 102) et un index. Les lettres à Beauvillier, conservées par le destinataire, sont actuellement aux mains de ses descendants, comte et comtesse de la Roche-Aymon.

4. Et le fac-similé d'un thème corrigé par Fénelon.

Force lui est bien de montrer que la bravoure du prince a pour égale son incapacité, et (p. 42) que, pour des raisons de glorie personnelle, il s'entête au siège de Brisach et laisse Villars « en l'air » en Allemagne. Sur Oudenarde et le siège de Lille, il glisse autant qu'il peut; il ne dissimule pas, mais il estompe les indécisions perpétuelles du duc de Bourgogne, son peu d'entrain à suivre l'inspiration combative de Vendôme, et l'espèce de paresse hébétée avec laquelle il attend les ordres de la cour, quoiqu'il ait pleins pouvoirs. M. de Vogüé fait à peine usage¹ de l'excellent travail de M. Maurice Saultai sur *le Siège de la ville et de la citadelle de Lille*², qui est un formidable réquisitoire contre le duc. Mais, dit-il lui-même (p. 78), « nous n'avons pas voulu rechercher les responsabilités ni essayer de faire la part de chacun. » A quoi bon, alors, écrire l'histoire?

Ce que l'auteur n'a pas voulu, nous pouvons le faire à sa place, grâce à sa publication même. Je doute que la lecture de ces lettres soit de nature à modifier l'opinion courante sur le fils ainé du grand dauphin. Les marques d'une dévotion puérile, et que Fénelon jugeait un peu encombrante, y alternent avec les expressions d'un amour conjugal dont la matérialité sensuelle le cède à peine à celle d'un autre petit-fils de Louis XIV, ce triste *vir uxorius* de Philippe V. Cet amour, qui n'était qu'à moitié payé de retour³, s'étale de la façon la plus bizarre non pas dans des lettres directement adressées à la personne aimée, mais dans des lettres à une intermédiaire. C'est par cette pauvre M^{me} de Montgon que passent les détails d'al-côve, les deux coeurs dessinés avec le sang du prince et enguirlandés des noms de Louis et d'Adélaïde, etc.⁴. Que devient, dans ce mysticisme érotique, le chef d'armée, le futur roi? Il se console d'avance, le 22 octobre 1708, de la chute prochaine de Lille par ces admirables raisons (p. 308): « L'État n'a-t-il pas subsisté des siècles entiers sans avoir cette ville ni même Arras et Cambrai⁵? »

1. Il le cite incidemment en note, p. 247.

2. Voy. *Rev. hist.*, juillet-août 1900, p. 319.

3. Quelques détails de la correspondance semblent bien donner raison aux terribles soupçons de Saint-Simon.

4. Voy. le fac-similé, p. 165.

5. Les lettres sont éditées avec soin, encore que l'écriture du duc de Bourgogne soit mauvaise, irrégulière et qu'il ait eu l'habitude de ne pas se relire. P. 161, *au lieu de*: faire petit, *lisez*: faire péter notre salpêtre. Le sobriquet de *salpêtre* s'applique vraisemblablement à Tallard. — Il est regrettable que M. de Vogüé n'ait pas essayé de traduire, ou de faire traduire, le chiffre du duc de Bourgogne; les parties les plus intéressantes de ces lettres nous échappent.

On aimeraient à avoir un peu plus de renseignements sur la nature des pièces inédites dont M. Henry GAUTHIER-VILLARS s'est servi pour écrire le *Mariage de Louis XV*¹ : les *Annales* de Menin (conservées à la bibliothèque Carnavalet), les pièces relatives à l'ambassade du duc d'Antin, la correspondance de Stanislas avec le chevalier de Vauchoix. La préface ne nous donne que de maigres indications à ce sujet. Nous sommes naturellement plus à l'aise avec ce qui sort des fonds Espagne et Lorraine des archives des Affaires étrangères ; beaucoup de ces dernières pièces sont données en appendice. De tout cela, M. Gauthier-Villars a tiré un livre fort amusant, auquel ne manque aucun détail scabreux, ni comment quinze princesses se disputèrent, dans les bosquets de Chantilly, la tâche malaisée d'enseigner au roi Louis XV des secrets qu'il ignorait encore, ni combien de fois par jour Philippe V « se renfermait dans son intérieur, » ni les intrigues de M^{me} de Prie, ni la nuit de noces de Marie Leczinska, etc.

C'est « les Mariages » de Louis XV qu'il faudrait dire, car les cinq premiers chapitres sont consacrés à cette pauvre petite Marie-Anne-Victoire qu'on fit venir d'Espagne à trois ans pour être reine, et qui fut méchamment répudiée avant d'avoir été épousée. Aussi l'auteur s'étend-il longuement sur l'abdication et le second avènement de Philippe V et sur les extraordinaires démarches entreprises par M. le duc pour faire nommer grand d'Espagne... le mari de M^{me} de Prie. Je croirais volontiers qu'il y a identité à peu près absolue entre cette affaire et celle des *charbons ardents* : le maréchal de Tessé dit qu'elles sont « de même espèce; » il s'agissait sans doute d'une faveur réclamée pour M^{me} de Prie en personne.

Sur le séjour des Leczinski en Alsace et sur le mariage, les documents utilisés par M. Gauthier-Villars n'apportent en somme rien de nouveau. Ce qui apparaît très clairement, c'est que Louis XV fut d'abord un époux très sortable, et que Marie a sa part de responsabilité dans les désordres qui déshonoreront plus tard la vie du roi. Quoi qu'en dise son nouveau chevalier servant, la vertueuse reine se laissa, par un sentiment irraisonné de reconnaissance, dominer par la coterie Bourbon-de Prie; elle essaya de soutenir ces aigrefins contre l'évêque de Fréjus. L'orgueil de l'arrière-petit-fils de Louis XIV se réveilla subitement et il traita sa femme avec la dernière dureté. Mais que diable avait-elle été faire dans cette galère ! La naissance d'un dauphin ne réussit pas à effacer le passé.

HISTOIRE SOCIALE ET HISTOIRE LOCALE. — A ses études sur la grande

1. *D'après des documents nouveaux et une corresp. inédite de Stanislas Leczinski*, avec 2 portraits en héliogravure. Paris, Pion, 1900, in-8° de xi-418 p.

industrie sous Louis XIV et Louis XV, M. Germain MARTIN donne comme complément un livre sur *les Associations ouvrières au XVIII^e siècle (1700-1792)*¹. Les Archives nationales (surtout pour la période révolutionnaire), celles de la Bastille (Arsenal) et de la Préfecture de Police, la Bibliothèque nationale, neuf archives départementales, quatre communales, lui ont fourni ses sources. Il les a utilisées en suivant une méthode « plus historique qu'exégétique, » plus scientifique que juridique², et c'est de quoi tout d'abord il convient de le féliciter. L'objet qu'il s'est proposé, c'est d'expliquer la législation de 1791. On y a vu surtout l'application de principes *à priori*. M. Martin montre fort bien que la loi Le Chapelier fut une loi de circonstance, rédigée sous la pression des émeutes ouvrières. Il repousse avec raison l'opinion de M. Jaurès, à savoir que les ouvriers n'auraient été pour rien « dans aucune des journées révolutionnaires. » Une vraie crise de chômage remplit les années 1787 à 89. Les émeutes de Juillet 1790, à Lyon, sont des insurrections ouvrières, de même que l'affaire Réveillon à Paris. Les ouvriers jouent un rôle essentiel dans la journée du 14 Juillet. Sans avoir la même importance que la question paysanne, la question ouvrière est un des facteurs de la Révolution française.

En même temps qu'une loi de circonstance, la loi de 1791 a été l'achèvement, le « calque » de la législation de l'ancien régime. En faisant commencer son étude à 1700 (et même, dans l'introduction, bien avant), M. G. Martin s'est donné le moyen de prouver qu'ici comme en beaucoup d'autres occasions les révolutionnaires n'ont fait que codifier l'œuvre des rois, des Parlements, du Châtelet. La loi Le Chapelier sort de l'édit de Villers-Cotterets. L'erreur de la Constituante vint précisément du respect exagéré qu'elle professait pour les formules juridiques de l'ancien régime. Elle ne tint pas compte des faits économiques. Déjà le développement de la grande industrie posait les problèmes que nous essayons de résoudre aujourd'hui. Mais la Constituante ne vit dans la question ouvrière qu'une question de police. Les associations ouvrières, nées en dehors de la communauté de métier et contre elle, étaient pour les gens de loi des sociétés illicites, des sociétés secrètes, perturbatrices de l'ordre public. C'est pourquoi, en frappant les jurandes, ces coalitions patronales

1. Paris, Rousseau, 1900, in-8° de 277 p.

2. Mais pourquoi dire alors que le « système corporatif était, depuis la fin du XVI^e siècle, imposé par le droit commun du royaume à tous les artisans » ? M. G. Martin sait très bien que ce « droit commun » n'a d'existence que dans le texte des édits. Et lui-même le prouve deux lignes plus bas (p. 9, n. 1).

permanentes, Le Chapelier n'est pas plus tendre pour les compagnonnages¹. Au XVIII^e siècle, ces associations s'étaient surtout développées dans les anciens métiers. Dans les manufactures, elles n'existent guère, du moins en tant que coalitions permanentes, si ce n'est chez les papetiers. Quant à leur influence sur la condition réelle de l'ouvrier, M. Germain Martin la résume ainsi (p. 449) : « Ce n'est pas tant par la grève que par le monopole du placement des camarades que les ouvriers arrivent à faire hausser les salaires. »

Le premier mérite du très volumineux *Essai sur l'organisation du travail en Poitou depuis le XI^e siècle jusqu'à la Révolution*², de M. P. BOISSONNADE, est d'être une étude rigoureusement locale. Pas un document, pour ainsi dire, qui ne soit poitevin ou d'origine, ou tout au moins par son objet. Cet excellent parti-pris ne va pas sans quelques inconvénients : M. Boissonnade n'indique pas que les institutions industrielles poitevines sont souvent des *filiales* des institutions d'autres villes, surtout des institutions parisiennes³. Le point de vue chronologique, si important en pareille matière, disparaît un peu aussi au milieu de ces chapitres, où l'on étudie successivement, dans le tome I, le mouvement général de l'industrie et du commerce en Poitou et leur organisation, dans le tome II, l'histoire des corporations jurées et des métiers libres, l'action des pouvoirs locaux, de l'Eglise, de l'Etat, et l'auteur n'évite pas quelques répétitions. C'est à peu près tout ce que je trouve à reprendre à ce très sérieux et solide travail, appuyé sur d'innombrables documents extraits des Archives nationales et poitevines, de la bibliothèque de Poitiers et de quelques collections privées. Sans jamais sortir de son cadre (le Poitou est surtout un pays de petite industrie), M. Boissonnade dégage quelques conclusions d'une portée générale d'autant plus valables qu'elles ne sont pas le fruit d'une généralisation : 1^o la communauté jurée n'a été,

1. M. Martin oublie de signaler que le principe de la liberté du travail et du caractère purement individuel du contrat de travail avait déjà été posé au 4 août. On avait eu tout d'abord en vue le bien-être de l'ouvrier (voy. les dithyrambes de Camille Desmoulins). — Il est fâcheux que le livre de M. Germain Martin ait été écrit si vite : les textes ont été copiés avec une rare négligence (p. 43, 45, 87, etc.). P. 197, une phrase, sur les protestants de Nîmes, reproduit presque textuellement une autre phrase de la p. 195. — P. 122, n. 1, « Bujeste (?) », lire « Bugiste », du Bugey. — P. 87, on pourrait croire que ce sont les papetiers de Thiers qui auraient voulu assister tous les après-midi aux offices qui se célébraient à Ambert. Il leur aurait fallu des bottes de sept lieues.

2. Paris, Champion, 1900, 2 vol. in-8° de 523 et 590 p. La table est au t. II.

3. Par exemple, les *Règlements des imprimeurs* (t. II, p. 68), des orfèvres (p. 40).

même au moyen âge, qu'un régime d'exception, régime de privilège; la règle, c'est le métier libre; 2^e dans ces communautés, qu'on veut nous représenter comme les paradis de la paix sociale, « le pauvre se trouve exclu du patronat en fait, sinon en droit; » 3^e l'idéal corporatif, partiellement atteint au moyen âge, disparaît avec l'avilissement des métaux précieux, le luxe, la surproduction, l'élargissement des marchés; 4^e la condition des ouvriers, mauvaise aux XI^e et XII^e siècles, assez heureuse au XIII^e, passable de la fin de la guerre de Cent ans au milieu du XVI^e siècle, empire ensuite et, sauf les temps très courts de Sully et de Colbert, reste précaire ou même s'aggrave jusqu'à la veille de la Révolution. Je ne puis que souscrire à toutes ces conclusions. M. Boissonnade, en examinant le rôle de l'Église, met très bien en lumière la part des classes ouvrières dans la Réforme.

Le livre de M. Boissonnade n'est pas seulement un bon, un très bon livre. Il devrait servir de modèle à nos érudits provinciaux. Le jour où nous aurons beaucoup de monographies aussi soigneusement faites que l'*Ouvrier en soie* de M. GODART et l'*Organisation du travail en Poitou*¹, on pourra écrire d'une façon sérieuse l'histoire du travail dans notre pays. Il faut remercier M. Boissonnade d'avoir apporté à cet édifice une pierre solide et bien taillée.

Il y a évidemment des lacunes dans la *Flandre maritime et Dunkerque sous la domination française*², par M. A. DE SAINT-LÉGER. On y voudrait trouver, sur l'Église et les questions religieuses, autre chose que les détails purement administratifs des pages 457-460. De même pour la noblesse, la bourgeoisie, les paysans, les ouvriers, on nous donne trop exclusivement des renseignements sur la situation légale de ces classes; on ne nous montre pas assez comment elles vivaient. Les chapitres sur l'état économique de la province auraient pu être poussés plus à fond, en particulier celui sur le port franc de Dunkerque, sujet que M. de Saint-Léger a traité ailleurs³, mais

1. Je ne compare pas entre eux ces deux travaux, très différents de nature et d'objet. La méthode de M. Boissonnade est plus sûre et son érudition plus étendue que celle de M. Godart. Mais l'un et l'autre ont le mérite d'aboutir, sur des points précis, à des résultats positifs. — La *Revue* a signalé dans son dernier numéro et j'ai étudié moi-même dans la *Revue critique* l'excellent fascicule publié par M. Fagniez, *Documents relatifs à l'industrie et au commerce (XIV^e et XV^e siècles)*.

2. Paris et Lille, Ch. Taillandier, 1900, in-8° de 471 p. Thèse de doctorat ès lettres de l'Université de Lille. — Contient une carte de la Flandre maritime et un index.

3. *Hist. de la franchise du port de Dunkerque* (dans *Bull. de l'Union Faulconnier*, 1898).

qu'il s'est trop contenté d'esquisser ici. Le plan est parfois défectueux¹ et oblige l'auteur à morceler certaines parties de son exposé². Tel qu'il est, ce travail fait honneur à son auteur et à l'Université de Lille; il n'en faudrait pas beaucoup de ce genre pour planter dans nos mœurs universitaires l'usage du doctorat provincial et pour faire pénétrer dans les études d'histoire locale les saines méthodes. A ce titre, le travail de M. de Saint-Léger peut se rapprocher de celui de M. Boissonnade. Il est écrit en grande partie sur pièces, d'après des recherches faites aux archives du Nord, dans les archives communales de Dunkerque, Baileul, Bergues, Hondschoote, etc., aux Affaires étrangères, à la Guerre, aux Archives nationales (fonds de la Marine), au Record Office³. M. de Saint-Léger nous fait assister à la création, en 1667, de l'intendance de Flandre maritime, devenue, en 1715, une simple subdélégation générale de l'intendance de Lille. A ce peuple qui voyait d'abord d'un assez mauvais œil la domination française, Louis XIV eut l'art de n'imposer aucun changement brusque, de respecter l'organisation judiciaire⁴, les usages locaux et, même en apparence, l'organisation administrative. Le magistrat chef-collège reste l'organe essentiel; l'assemblée du département semble remplacer les Quatre-Membres, mais elle n'a dans sa compétence que les finances provinciales. Peu à peu, la lente action des intendants établit la centralisation. Il importe de noter cependant qu'en 1789 la seule langue moderne enseignée dans les collèges était le flamand⁵ et que, dans les cahiers, n'apparaît nullement le désir d'échanger contre l'unité nationale les franchises provinciales et surtout communales. M. de Saint-Léger nous conte la très palpitante histoire de Dunkerque sous le régime du commissariat anglais (1713-1783), l'ingénieuse ténacité des Dunkerquois pour sauver leur port, la non moins ingénieuse persévérance des Anglais pour l'ensabler, les ruses (qui confinent souvent, il faut le dire, à la mauvaise foi) du gouvernement français pour éluder les traités d'Utrecht, d'Aix et de Paris, et pour reconquérir, sur ce point du territoire national, ses droits

1. Organisation administrative, administration, état économique, élections aux états généraux.

2. Exemple : le dessèchement des wateringues et moëres ne figure pas aux travaux publics, avec les creusements de canaux, sous la rubrique « progrès réalisés pendant la domination française, » mais à l'agriculture.

3. L'auteur donne une copieuse bibliographie, partiellement critique.

4. Bourbourg, Dunkerque, Gravelines ressortissent au Conseil supérieur d'Artois et de là à Paris, le reste au parlement de Douai. Mais ces cours devaient appliquer les usages de Flandres.

5. M. de Saint-Léger nous devait un paragraphe sur la diffusion du français dans les diverses classes.

de souveraineté. On lira avec le même intérêt ce qu'il nous dit de la course et des corsaires. Sa très minutieuse monographie aboutit à des conclusions qui ne raviront pas d'aise les apologistes du bon vieux temps¹: « A la fin de l'ancien régime, dit-il, bien que le peuple fût surchargé d'impôts, les caisses étaient perpétuellement vides. » L'agriculture est cependant assez prospère; l'humidité du sol a favorisé la division de la propriété; le système des assolements est de bonne heure en vigueur. L'industrie, florissante au temps espagnol, a presque disparu. Le commerce suit les vicissitudes de Dunkerque. C'est surtout par ses grands travaux publics que l'administration de l'ancien régime a mérité la reconnaissance des populations de la Flandre flamingante.

Sous ce titre, qui promet un peu plus qu'il ne tient : *la Vie à Strasbourg au commencement du XVII^e siècle*², feu Charles NERLINGER a donné une rédition du texte français du *Parlement nouveau* de maître Daniel Martin, qui vint de Sedan à Strasbourg en 1616 pour y être professeur de français; il y mourut en 1637, presque aussitôt après avoir donné au public son *Parlement*, qui n'est autre chose qu'un manuel de conversation franco-allemande. Je laisse à de plus compétents ès choses alsatiques le soin d'élucider les questions critiques que soulève ce Manuel³, amusant tableau de la vie strasbourgeoise à cette époque. L'auteur est un huguenot qui s'élève contre le culte des images (p. 50) et l'intercession des saints (p. 134), et qui a conservé au cœur le vivant souvenir de la Saint-Barthélemy (p. 95). On peut cueillir chez lui d'intéressants détails sur les corps de métiers, sur le change des monnaies, sur le colportage, sur Tabarin, sur le goût des Allemands pour les voyages, sur la très remarquable diffusion du français en Alsace au début du xvii^e siècle et sur le rôle important joué par l'Université de Strasbourg, sur les misères de la guerre de Trente ans. Martin, bon patriote, ne manque pas d'attribuer aux troupes françaises le mérite d'avoir rétabli l'ordre et la paix en Alsace et il fait l'éloge de Louis le Juste (p. 293).

L'Histoire de Savoie des origines à 1860, par M. André PERRIN⁴, est un assez bon précis d'histoire provinciale. L'auteur étudie successivement les temps préhistoriques et l'histoire de l'Allobrogie gauloise,

1. La petite ville de Merville, alors peuplée de 4,000 habitants, payait en 1789 une somme d'impôts équivalente à celle qu'elle paiera un siècle plus tard avec plus de 7,000 habitants.

2. Belfort, Impr. nouvelle, 1899; Paris, Fischbacher, in-8° de 322 p., tirage à part de la *Revue d'Alsace*.

3. Voy. R. REUSS, *Revue critique*, 1901, p. 11.

4. Chambéry, A. Perrin, 1900, pet. in-8° de VIII-299 p.

romaine, burgonde, les comtes et les ducs, les rois de Sardaigne. Une quatrième partie est un rapide examen de l'histoire spéciale du Genevois et de Genève et du Fauconny. M. Perrin s'attache trop exclusivement à raconter, règne après règne, la vie de quarante et quelques souverains; l'histoire de la Savoie se confond trop chez lui avec celle de la maison de Savoie, trop peu de place est réservée à l'histoire des institutions, des mœurs, de la civilisation. Des événements capitaux, comme la Réforme en Savoie (celui-ci n'est même pas signalé), l'occupation française de 1536-1559, la Révolution en Savoie, ne sont pas traités avec les développements nécessaires, parce qu'ils sortent du cadre de l'histoire dynastique. Il aurait été bon également de dégager du récit des faits l'esprit et les tendances de la politique des princes de la maison de Savoie. La bibliographie, très abondante, présente cependant quelques lacunes graves¹. L'ouvrage se termine par une commode « chronologie des principaux faits de l'histoire de Savoie. » Il manque une carte indiquant les limites des pays dont se composait le duché.

Sous le titre d'*Études sur l'histoire économique de la France (1760-1789)*², M. Camille Bloch réédite une série d'articles qu'il a publiés dans diverses revues. On retrouvera ici avec plaisir son travail bien connu sur le commerce des grains dans la généralité d'Orléans, complété maintenant par des études sur les cahiers du bailliage d'Orléans au point de vue économique, et sur la répartition de la propriété foncière dans quelques paroisses de la généralité d'Orléans. Les conclusions de M. Bloch se rapprochent de celles de M. Loutchisky : beaucoup de paysans propriétaires, mais qui ne possèdent qu'une minime partie du sol. Dans les assemblées municipales de 1787, M. C. Bloch recherche les origines des municipalités de la Révolution. Son étude sur le traité de commerce franco-anglais de 1786 est une excellente esquisse d'une histoire des relations commerciales de la France et de l'Angleterre depuis 1786. Ces six études

1. Signalons au hasard l'*Atlas de Longnon*, les travaux de M. Garofalo sur les Alliobroges, la *Chronique de Savoie* de Guillaume Paradin, la *Duchesse de Bourgogne* de d'Haussonville, le *Recueil des instructions* publié par M. Horric de Beaucaire, l'*Histoire de la Réforme en Savoie* de Claparède, pour ne citer que les plus importantes.

2. Paris, Picard, 1900, in-8° de ix-269 p. Préface de M. Émile Levasseur. — Puisque le nom de M. Levasseur est venu sous ma plume, je signale à mes lecteurs l'apparition du premier volume de la nouvelle édition, si impatiemment attendue, de l'*Histoire des classes ouvrières*. Mais, pour porter un jugement sur cette œuvre monumentale, il me paraît préférable d'attendre que le second volume ait paru.

(parmi lesquelles « un Projet de crédit agricole au siècle dernier ») se distinguent par la sûreté de la critique et la prudence de la méthode¹.

Je remets à un prochain bulletin les ouvrages suivants : Léon MENTION, *l'Armée de l'ancien régime*; Ph. MONNIER, *le Quattrocento*; John VIÉNOT, *Histoire de la Réforme dans le pays de Montbéliard*; R. COUZARD, *Une ambassade à Rome sous Henri IV*; Pierre BRUN, *Autour du XVII^e siècle*.

H. HAUSER.

HISTOIRE DE L'ART ET DES MOEURS. — XIX^e SIÈCLE.

Léon ROSENTHAL, *la Peinture romantique* (H. May, 1900, in-4^o)². M. Rosenthal vient de faire paraître une grande édition de sa thèse de doctorat sur la peinture romantique, et il faut lui savoir gré d'avoir, pour la première fois, traité dans son ensemble et à un point de vue historique et non pas seulement en critique d'art, cette question importante qui embrasse l'histoire de l'art français pendant tout le premier tiers du siècle dernier, depuis l'époque classique de David jusque vers 1850. C'est même le caractère historique de cette étude qui en fait la plus grande valeur, car l'auteur a essayé de déterminer avec précision, en se servant des journaux du temps et des mémoires des artistes, l'action de l'intervention gouvernementale dans les beaux-arts, les influences que les musées de France et les musées d'Italie exercèrent sur le talent et le caractère des peintres, et les causes diverses du développement de la peinture française et de son évolution de 1815 à 1830.

Au début, dans un des chapitres les meilleurs et les plus solidement établis de son ouvrage, M. Rosenthal nous conduit dans l'atelier de David; là, au milieu de ses élèves asservis et dans l'extase devant le chef de l'École, il nous montre le culte de la beauté antique,

1. M. Bloch ne s'écarte qu'une fois de cette prudence. P. 223, il constate que les cahiers du bailliage d'Orléans ignorent les besoins « des ouvriers sans propriété des villes et des campagnes. » Il en conclut « que les questions sociales de notre siècle ne se posaient visiblement pas encore en 1789. » C'est passer bien vite du particulier au général. M. Bloch oublie : 1^e qu'il étudie une région où prédominent les intérêts ruraux; 2^e que les ouvriers d'industrie n'ont eu que très peu de moyens de faire entendre leurs doléances dans les assemblées électorales. L'argument *ex silentio* ne me paraît pas ici très probant. Le livre de M. Germain Martin, que nous analysons ci-dessus, ne confirme pas l'assertion générale de M. Bloch.

2. Thèse latine : *De sculptura quatenus animi sensus describere possit.* 3 parties : I. De sensuum descriptione cum pulchritudine comparata; II. Quem terminum materia sensuum descriptioni imponet; III. De Anaglyptis sive de sculptura cum pictura comparata.

l'amour de la ligne et du marbre grec amenant David à cette sécheresse, à cette Académie laide et froide où l'on ne voit que le muscle, où les jeux de couleur sont bannis, où le sentiment est absent, « où le peintre, ne se proposant plus d'autre objet que de créer des formes plastiques, restreint son ambition à représenter dignement le corps humain » et en un mot cesse d'être peintre. Mais cette hégémonie de David, dont la sobriété, les sujets empruntés à l'histoire romaine, le classicisme, en un mot, avaient ravi un public lassé des grâces et des afféteries des peintres du XVIII^e s., qu'il ne comprenait plus, allait bientôt se trouver en présence d'un pouvoir, d'une société, d'un esprit nouveaux. Parmi les premiers qui savent se dégager des influences de l'École classique il faut avant tout nommer Prudhon. — Sans contester à M. Rosenthal le rôle historique de Prudhon en face de David, qu'il a fort bien établi, il semble exagéré de dire que chez lui le « sentiment prime toute autre qualité », que « la grâce est la suprême vertu. » Quand M. Rosenthal remonte de Prudhon à Donatello pour trouver des amours aux formes potelées, au sourire malicieux, et « une telle douceur à représenter le premier âge, » il oublie Boucher. Et ce n'est pas assez vraiment, pour apprécier un tableau comme la *Justice poursuivant le Crime*, que de parler de l' « admiration universelle », alors justement que ce tableau ne rentre pas dans la manière habituelle du peintre¹ (p. 49). Pourquoi ne pas parler ici des différents caractères de la peinture de Prudhon que M. Rosenthal rappelle incidemment, à propos de Géricault (III, 2) et du romantisme, de la question du choix des sujets et de la moralité dans l'art, dont, au contraire des romantiques, les classiques se souciaient si fort? Mises à leur place ces observations auraient heureusement contribué à déterminer d'une façon plus complète la nature de l'art de Prudhon.

Très supérieure est la partie véritablement historique de l'ouvrage de M. Rosenthal sur les signes précurseurs, les causes de la Révolution, et la bataille livrée de 1817 à 1827 entre classiques et romantiques. L'intérêt obsédant de la vie contemporaine, ce besoin d'actualité réaliste et de pittoresque auquel David lui-même cède parfois, le développement de l'esprit historique et le retour à l'histoire de France, la restauration du christianisme enfin, consacrée déjà par l'œuvre de Chateaubriand, sont autant de faits qui contribuèrent à l'introduction de l' « esprit nouveau » dans les beaux-arts, et à la ruine de l'École classique. Le rôle intermédiaire de

1. Un étrange oubli : dans l'appendice II, œuvres exposées à Paris, au Louvre, M. R. ne cite pas ce tableau.

Gros, qui avait à la fois le sens du réalisme et du pittoresque est bien tracé. Mais ici encore on peut reprocher à l'auteur de n'avoir pas assez nettement déterminé la part de ce réalisme et de ce pittoresque dans la peinture de l'actualité, d'une part, des événements historiques anciens, d'autre part. Les divisions sont un peu arbitraires. Et, quoique David ait fait le *Sacre* et les *Aigles*, la tendance pittoresque qui cherchait des sujets dans l'histoire contemporaine était bien plus hostile à l'École de David, par sa vérité même, que le faux pittoresque de bric-à-brac dont usaient les peintres de l'École de Lyon, qui faisaient en somme, pour l'histoire du moyen âge, ce que David faisait pour l'histoire romaine, sans avoir plus de sentiment historique que lui. Et de même, à propos des intéressantes pages sur cette École de Lyon, trop oubliée aujourd'hui, peut-on dire, avec M. Rosenthal que « l'influence de Granet est indéniable ? » l'auteur ne le prouve pas.

Après les causes intellectuelles de la Révolution, M. Rosenthal en expose les causes esthétiques et nous voyons comment David fut le premier des réformateurs, en abandonnant dans ses portraits le respect de l'antiquité pour ne plus s'attacher qu'au respect du modèle, et en arrivant à la grâce, non par le souci de la beauté, mais par le réalisme. La visite des musées, comme le montre le curieux volume des *Lectures de Taillasson*, développait heureusement le sens esthétique des jeunes artistes¹, tandis que les voyages à Rome donnaient à Ingres une nouvelle conception de son art. Enfin, d'intéressants fragments des lettres et du journal de Delacroix éclairent pour nous la vie intime, les aspirations de ces jeunes peintres qui, « unis pour détruire la Bastille académique, vont marcher chacun dans sa voie, » en toute indépendance et toute liberté. Et la bataille commence, bataille passionnante et passionnée que M. Rosenthal fait revivre à nos yeux avec les critiques du temps, les extraits des journaux, des revues,

1. A propos des influences étrangères, nous ne comprenons pas certains jugements comme celui porté sur Lawrence. M. R. montre bien le caractère de la peinture anglaise, qui tend avant tout à produire une impression agréable, unique, à plaire en concentrant l'attention sur la physionomie (p. 54). Mais ce caractère, qui est une qualité chez Reynolds, devient un défaut chez Lawrence. Tourmenté du besoin de plaire, il se serait fait partisan de la foule, et la recherche de l'effet aurait dépassé chez lui toute mesure (p. 56). L'auteur semble avoir trop vu le sentimentalisme du « Red Boy » et pas assez la vérité qu'on trouve dans ses portraits, comme celui de M^{me} Cutberth. Lawrence, au contraire, a le don de rendre des expressions un peu sensuelles et de peindre des figures pleines de souffle et de vie; l'on ne peut, en tous cas, pas lui reprocher « de revêtir ses portraits d'une fade distinction » (p. 37).

les catalogues des Salons, et qui, de 1824 à 1827, donne la victoire aux jeunes. Nous voyons alors Ingres, ce « précurseur du réalisme », qui n'a d'autre souci que l'amour de la nature, son seul modèle, auquel il est amené par l'étude des Italiens (au contraire de ce qui se produisit pour David avec les Grecs), après avoir été méprisé et inconnu de tous, tenir une place à part dans cette bataille où les uns et les autres se réclament de lui. Puis vient Géricault, qui, après avoir étudié toutes les Écoles, dégage sa personnalité et recherche le vrai, le réalisme dans ses moindres détails. Il s'inquiète, non de la beauté, mais de la réalité, et s'extasie devant toutes les difformités de la nature, tandis qu'Ingres ne pouvait voir la laideur sans souffrir. Et enfin les vrais romantiques, Bonnington, Delacroix, Decamps.

Mais nous touchons ici au point faible de la thèse de M. Rosenthal. Dans son introduction et dans le ch. iv, M. Rosenthal a tâché de nous expliquer ce qu'était l'art romantique. Il nous dit d'abord tout ce que n'est pas un peintre romantique : ni moraliste, ni historien, ni réaliste, ce peintre ne recherchera que l'art pour l'art; il veut avant tout faire de la peinture, « réintégrer l'élément pictural que David avait banni; » par là, il est rénovateur. Sans rechercher l'intérêt dramatique, usé par David, il se souciera avant tout du pittoresque. Il veut parler non à la raison, mais aux sens, et, préoccupé avant tout de « l'agrément pictural, frapper l'œil. » Si cela est, comme je le crois, comment M. Rosenthal peut-il dire que cette peinture restera lettre close pour la plupart, les peintres romantiques travaillant, au contraire de David, pour un petit nombre de personnes ? La peinture de David était une science, dit-il. Mais, dès lors, il serait bien plus naturel qu'un petit nombre de savants comprennent l'art de David, tandis que la foule, plus sensible aux sens qu'à la raison, se laissait facilement émouvoir par les toiles qui « frappent l'œil. » D'autre part, M. Rosenthal a négligé, dans cet exposé des pratiques que les romantiques ont préférées, et de leurs aspirations, de donner au « sentiment » la place qu'il occupe dans leur art. Il effleure la question à propos d'un tableau de Deveria (p. 161), dont il remarque les figures expressives. N'est-ce point là un des caractères principaux de cette peinture : l'expression des sentiments, qui, plus que tout autre, devait « frapper l'œil ? »

Mais surtout dans ce grand ouvrage, consacré à la peinture romantique, nous aurions aimé à voir déterminer plus nettement, dégager plus clairement ce qu'était ce romantisme, dont se réclamaient tant de peintres de talents variés. Pourquoi Ingres n'est-il qu'un précurseur ? Pourquoi le réalisme de Géricault le fait-il écarter par M. Rosenthal

du groupe des peintres romantiques ? Et, parmi ces peintres romantiques M. Rosenthal nous montre Bonnington, qu'un « individualisme spécial » amène à une compréhension très fine de la nature, à un sentiment très personnel du paysage qui ne rentre pas du tout dans le genre romantique précédemment déterminé. Delacroix ? De l'avoue même de M. Rosenthal, il est un isolé ; il fait exception chez lui comme ailleurs, il est presque une exception dans le romantisme¹. Comment, dès lors, en faire le romantique par excellence ? Il ne reste que Decamps et les comparses, petits romantiques et pseudo-romantiques, Deveria, Boulanger, Roqueplan.

Certes, il était difficile de définir avec précision ce mot de romantisme, cet art dont le principal caractère était l'individualité et la liberté, en dehors de toute règle, de toute loi convenue. Mais on aurait désiré voir une idée plus ferme et plus nette dominer cette étude. Ces tableaux auraient été moins morcelés ; on aurait mieux senti quels liens rattachent les uns aux autres ces peintres si différents. Nous n'aurions pas à lire 450 pages qui expliquent la Révolution, ses causes et ses tendances, pour arriver aux trois brefs chapitres sur Bonnington, Delacroix et Decamps qui semblent infirmer plutôt que confirmer la longue étude qui les précède.

Nous regrettons que M. Rosenthal, après nous avoir montré, dans des pages si vivantes et intéressantes, l'histoire de ce grand mouvement rénovateur qui succéda à l'École de David, n'ait pas profité du travail si conscientieux qu'il avait entrepris pour établir définitivement ce qu'était ce romantisme qui se manifestait dans tous les arts.

Le dernier volume des *Études napoléoniennes* que M. F. MASSON vient de publier (*Joséphine répudiée, 1809-1814*, Ollendorff, 1901) clôt la série de ses recherches sur Joséphine et nous fait assister à la fin de vie que l'ancienne impératrice traîne misérablement et mélancoliquement de la Malmaison au château de Navarre et d'Aix-les-Bains à Genève. Dans son précédent volume, *Joséphine, impératrice et reine*, nous avions vu M^{me} Bonaparte devenue la femme de l'empereur encore plus que l'impératrice. Mais la position même qu'elle occupait dans l'État, ou plutôt dans le palais impérial, nous faisait, bien avant 1809, pressentir le divorce, car Napoléon n'était pas homme à subordonner la politique à l'amour. Certes, il aimait Joséphine. M. Masson nous le montre époux amoureux de la Parisienne, de la grande dame qui lui ouvriraient les portes

1. Cf. Ary Renan (*Gazette des Beaux-Arts*, 1895, cité par M. R.) dénie à Delacroix la qualité de romantique.

d'une société où il n'avait pas encore pénétré; d'Italie, il l'appelle, il la supplie de venir, et lorsqu'elle cède et consent à abandonner cette grande vie de luxe et d'honneur qu'elle menait loin de lui, c'est moins ses enfants et ses amants qu'elle regrette que Paris. Une fois auprès de Napoléon, elle continue sa vie de femme galante, trompant son mari qui la croit fidèle. Même pendant la campagne d'Egypte, elle pense au divorce, à un moment où elle craignait que la fortune de son mari ne fût éphémère, tout entière à l'amour de son ancien amant d'Italie, Charles. — Napoléon une fois établi sur le trône, elle voulut s'assurer une situation plus stable, et se montra plus qu'habile pour obtenir, avec l'aide du pape, que son union avec le premier consul fut bénie par l'Église, avant le sacre. Mais cette suprême manœuvre ne devait pas la sauver. La question de l'hérédité, qui pendant cinq ans, de 1804 à 1809, avait troublé la famille de Bonaparte et l'Europe entière¹ ne devait se résoudre que par un nouveau mariage qui donnerait à l'empereur un successeur plus digne de lui que ses frères incapables ou indociles.

Le seul chapitre important pour l'histoire et la politique est celui² où M. Masson nous fait assister à la procédure du divorce, à l'accomplissement parfaitement illégal, au point de vue du code civil et de la religion, de cette séparation à laquelle Joséphine était loin d'être résignée. L'empereur avait beau prendre la nation et sa famille à témoins, rechercher par quels détours il pourrait violer la loi, il dut inventer une procédure nouvelle, en appeler au Sénat, et, en maître absolu, faire finalement décréter un sénatus-consulte pour arriver à dissoudre le mariage civil. Mais, avec le mariage religieux, de nouvelles difficultés s'élèvent. Le pape se refuse à servir les plans de Napoléon. Il fallut, pour trouver un tribunal compétent, que Cambacerès remuaît l'officialité de Paris, et, après l'intervention de l'officialité diocésaine, que l'officialité métropolitaine rendit la sentence exigée. Enfin, le jugement rendu, le divorce accompli, M. Masson nous énumère les avantages faits à Joséphine, sa pension, le paiement de ses dettes, les domaines concédés, la Malmaison, l'Élysée. Nous lisons, à ce propos, de curieuses pages qui nous éclairent sur l'état d'esprit de Napoléon au moment du divorce. Les témoignages d'affection qu'il donne à Joséphine, la tendresse qu'il lui garde toujours et qu'il lui promet inaltérable, toute l'ancienne vie commune qu'il ne peut se résoudre à abandonner, l'amènent à concevoir la possibi-

1. Voir *Napoléon et sa famille*, t. III et IV.

2. Ch. II, l'Accomplissement du divorce, 1809.

lité de garder auprès de lui ces deux femmes, « celle qui a été la compagne de sa carrière et celle qui sera la mère de ses enfants. » Il règle le rang que Joséphine aura à sa cour, il lui donne un palais à Paris; il y aura deux impératrices, l'une douairière, l'autre régnante, et, comme il le dit brutalement : « Il épousera un ventre, mais sa femme sera toujours Joséphine. » Nous voyons, en effet, pendant toute l'année 1810, des rapports assez tendres s'établir entre l'empereur et l'ex-impératrice. Mais petit à petit, Napoléon oublie, et, tout entier à ses projets d'avenir, il ne cherche qu'à éloigner Joséphine, et finit par la reléguer près de Dreux, au château de Navarre, au lieu de la laisser à la Malmaison ou à l'Élysée qu'occupent Caroline et Murat. Nous assistons, dès lors, à cette vie decevante et lamentable de la femme jadis fêtée et adulée, qui, après s'être élevée aux suprêmes honneurs, se voit non seulement déchue de son rang, mais vieillie et incapable de recommencer une vie si habilement échafaudée. Abandonnée de ses anciens amis et adorateurs, elle ne peut s'habituer à son existence de reine détrônée, et M. Masson nous prouve religieusement de la Malmaison, où elle s'ennuie, à l'Élysée, où on la met en quarantaine, de l'Élysée à Navarre, où elle souffre un pénible exil, puis de nouveau à la Malmaison, et de là aux eaux, à Aix, à Genève. En 1811, elle reprend un moment son rôle de mondaine; la petite cour qui l'entoure à Navarre la distrait un instant, et ce sont des fêtes, des bals, des baptêmes, toute une vie de château, au milieu de laquelle la vieille coquette se plaît à protéger autour d'elle les amours dont elle n'est plus l'objet. Mais les dettes s'accumulent, elle a cédé l'Élysée, elle sent douloureusement tout ce qui la sépare de son ancienne existence, elle ne parvient pas à se distraire par ses déplacements incessants, elle rassemble un moment autour d'elle les mécontents, les intrigants, mais sans conspirer réellement contre l'empereur, et finit par mourir, le 29 mai 1811, d'un rhume mal soigné.

Avec exactitude, avec minutie même, M. Masson a reconstitué, presque jour par jour, cette vie errante et triste de l'imperatrice répudiée, recherchant, dans ses livres de comptes, dans ses lettres, dans ses papiers intimes, tout ce qui lui permettait de faire revivre devant nous ces cinq années. Notons, au début, deux passages intéressants et vivants : l'attitude d'Eugène envers sa mère au moment où Napoléon apprend que Joséphine le trompe (M. Masson nous la révèle d'après de curieuses lettres); et la grande scène du 30 décembre 1809 entre l'empereur et l'imperatrice, lorsque Napoléon signifie à Joséphine sa décision de divorcer.

M. Masson termine son livre en faisant un dernier portrait de cette femme qu'il nous montre non pas amoureuse, mais coquette, excellant à plaire et à mentir, charmante mondaine à qui le divorce a conféré une auréole de vertus, et dont le souvenir poursuivait encore Napoléon quand, après la défaite, chassé de l'Élysée, chassé de Paris, il allait se réfugier à la Malmaison, « comme cherchant l'ombre bien-aimée qui, en disparaissant de sa vie, semblait en avoir emporté la fortune et le bonheur. »

Bernard MONOD.

HISTOIRE CONTEMPORAINE. — C'est un ouvrage très distingué que celui où M. MADELIN vient d'étudier le personnage et la carrière de Fouché¹. « Représentant du peuple et membre actif des comités, commissaire de la Convention dans six départements, mêlé activement à la révolution de Thermidor et président du club des Jacobins, conseiller de Babeuf après Thermidor, agent de Barras en vendémiaire et fructidor, diplomate du Directoire en Italie et en Hollande, ministre de la police générale de la République et comme tel acteur du drame de Brumaire, ministre bientôt principal de Bonaparte, consul et empereur, chargé du plus lourd et du plus important portefeuille et mêlé personnellement à toutes les intrigues de 1799 à 1810, gouverneur général d'Illyrie en 1813, plénipotentiaire de l'empereur en Italie en 1814, conspirateur éminent sous la première Restauration, ministre encore et arbitre des partis aux Cent Jours, chef du pouvoir exécutif et ministre enfin, pour la cinquième fois, de la monarchie légitime, cet homme est de tous les actes d'un drame immense. » Des fouilles documentaires considérables et heureuses, dans des archives publiques et privées, ont permis à M. Madelin de retracer, sinon dans tous ses détails, au moins avec une précision et une clarté suffisantes, l'étonnante carrière de ce stupéfiant professeur de l'Oratoire et de nous en faire revivre la figure avec une vivacité singulière. C'est avec un talent souple et sûr qu'il a démonté l'âme complexe de Fouché et qu'il nous fait assister aux métamorphoses innombrables du personnage. On pourra chicaner l'historien sur quelques détails, lui reprocher deux ou trois noms mal orthographiés, se demander si, traitant tels hommes de la Révolution avec la même sympathie intellectuelle pénétrante qu'il porte au personnage de Fouché, il ne leur eût pas rendu une justice moins ironique et moins sévère ; toujours est-il qu'il a pleinement réussi dans son œuvre et qu'elle nous présente, quelques retouches qu'y suggère l'avenir, le

1. Louis Madelin, *Fouché, 1759-1820*. Paris, Plon et Nourrit, 1901, 2 vol. in-8° de xxxiv-529 et 568 p.

portrait définitif de Fouché, « celui d'un mystificateur hardi, d'un esprit très avisé, assurément dénué de tout sens moral, et comme tel au service des intérêts plus que des principes, mais plus disposé au bien qu'au mal et aux bons services qu'aux mauvais. » En bref, le type le plus parfait de l'« opportuniste » sans scrupule, merveilleux d'intelligence, étonnant de sang-froid, méprisant infiniment les hommes sans les hair, indifférent aux moyens, préférant même les voies honnêtes lorsqu'elles le menaient à son but, d'ailleurs bon père et bon ami, sans rancune et sans fiel, et qui peut-être eût été un homme de bien discret, économique et doux, si les circonstances ne l'avaient mis à des premiers plans successifs, dans des conjonctures inouïes. A retracer cette physionomie étonnante et ses multiples aventures, M. Madelin a apporté une plume alerte et élégante. Ce n'est pas le moindre mérite de ses deux gros volumes que d'être d'une lecture si agréable qu'ils en paraissent brefs.

On trouvera des renseignements nombreux dans l'ouvrage de M. DES CILLEULS sur l'*Histoire de l'administration parisienne au XIX^e siècle*¹. Le premier volume qui vient de paraître concerne la période de 1800 à 1830. Il se divise en deux parties. La première, consacrée au Consulat et à l'Empire, étudie successivement l'organisation, les attributions et le fonctionnement du corps municipal; les finances de la ville; les charges de la ville envers l'Etat; ses contributions à des travaux projetés en dehors du territoire parisien; l'organisation des services municipaux. La deuxième partie montre comment la monarchie traditionnelle rétablie maintint le régime municipale de Paris et étudie dans le même ordre ses diverses fonctions caractéristiques. M. des Cilleuls a mis au jour un grand nombre de documents inédits dont il faut lui savoir gré, quand même on aurait préféré les voir groupés et commentés d'une manière différente. Sans être d'une lecture facile, son ouvrage pourra être utilement consulté. Il faut regretter qu'il ne soit pas muni d'une table alphabétique. La volumineuse table des matières qui le termine aurait besoin elle-même d'être éclairée et ne facilite guère la tâche du travailleur.

Le nouveau volume de M. CHEVALLIER, qui s'est constitué l'historien de la marine française depuis le XVIII^e siècle, est consacré à la description de ses hauts faits de 1815 à 1870². Beaucoup plus en

1. Alfred des Cilleuls, *Histoire de l'administration parisienne au XIX^e siècle*. T. I. Paris, Champion, 1900, 1 vol. in-8° de 552 p.

2. E. Chevallier, *Histoire de la marine française de 1815 à 1870*. Paris, Hachette, 1900, 1 vol. in-8° de 438 p.

effet qu'une histoire de la marine elle-même, c'est-à-dire de son organisation, et des modifications que la substitution de la vapeur à la voile a amenées dans la guerre navale et dans les armements, le volume de M. Chevallier est une narration assez complète et intéressante des opérations auxquelles notre flotte s'est trouvée mêlée de la chute du premier Empire à celle du deuxième. Assurément, elle eut de nombreuses occasions de se distinguer depuis Navarin jusqu'à l'expédition du Mexique, sans oublier les opérations navales des guerres de Crimée et de Chine; nos marins comptent à leur actif un grand nombre d'exploits. Néanmoins, pendant cette période, il n'y eut pas de guerre maritime véritable, c'est-à-dire de guerre où notre flotte eut à lutter avec un adversaire de force égale ou supérieure. Sa tâche consista à convoyer des troupes, à entreprendre des coups de force isolés, à appuyer les mouvements d'armées de terre. Sans doute intéressantes isolément, ces opérations n'accusent pas un progrès dans la tactique et la stratégie navales. En réalité, la flotte française avait été complètement ruinée par les guerres du premier Empire, et, pendant toute la période de l'alliance anglaise, elle demeura une préoccupation très secondaire de nos gouvernements, jouant le rôle d'une sorte de police maritime destinée à fournir à l'occasion un appoint utile à nos armées. C'était à la troisième République qu'était réservée la tâche de restituer son importance véritable à notre marine, dont le développement était la condition indispensable de notre extension coloniale.

Le petit livre sur le siège de Bitche, qu'a publié le capitaine Mondelli¹, ne s'adresse pas seulement aux militaires et aux enfants des écoles de France, à qui l'auteur l'a dédié; les historiens aussi trouveront un grand nombre de traits à glaner dans ces souvenirs scrupuleux d'un des héros de ce siège célèbre. Le capitaine Mondelli n'est point un écrivain et a écrit son livre en se laissant aller à ses souvenirs et aux impulsions de son cœur. Tel quel, son récit est un document précieux relatif à l'un de nos plus beaux faits d'armes de la guerre de 1870. C'est la place de Bitche qui tira les premiers et les derniers coups de canon de toutes nos places fortes, et sa garnison, investie dès le 8 août 1870 et ayant subi trois bombardements, ne rendit la place à l'ennemi que le 27 mars 1871, c'est-à-dire presque un mois après la signature de la paix; on l'avait oubliée en effet, et le commandant Teyssier ne voulait pas capituler sans l'ordre positif du ministère de la Guerre. Le capitaine Mondelli joua un rôle considé-

1. Capitaine Mondelli, *la Vérité sur le siège de Bitche* (1870-1871). Paris et Nancy, Berger-Levrault et C^{ie}, 1900, 1 vol. in-12 de xviii-282 p.

rable dans cette défense héroïque. C'est lui qui, à quatre reprises différentes, fut chargé de missions périlleuses pour correspondre avec l'extérieur et aller chercher les ordres du gouvernement, en sorte que, pendant ce siège de huit mois, il ne parcourut pas moins de 2,400 lieues à travers des obstacles et des difficultés de tout genre. Nul n'était plus qualifié que lui pour nous transmettre les impressions de ces vaillants assiégés. La défense de Bitche fait songer à celle d'Huningue, et ce n'est pas là son moindre mérite.

Il est impossible de parcourir sans un pénible serrement de cœur le fascicule de la *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, où M. Paul Gigout a donné la liste des principales violations du droit des gens commises par les armées allemandes pendant la campagne de 1870-1871¹. Quelques-uns des faits qu'il cite peuvent être mis en doute ou atténués. L'exactitude de l'immense majorité est incontestable. Inférieure est la liste des incendies, des meurtres, des violences, des bombardements illégitimes, des atteintes à la propriété privée, des arrestations arbitraires, des cruautés envers les gardes nationaux, francs-tireurs, etc., des perfidies et ruses déloyales, des sévices envers les prisonniers, des violations de la convention de Genève dont se sont rendues coupables les armées de l'invasion. Cela est navrant, cela est honteux. Ajoutons que cela est inévitable. En ce moment, le Transvaal terrassé éprouve de la part de ses vainqueurs les mêmes traitements que nous avons soufferts, la conduite des Européens en Chine dépasse en horreurs tout ce qu'on a vu depuis un siècle, et il faut à M. Gigout un singulier optimisme pour augurer de l'avenir aussi favorablement qu'il le fait. Les juristes des temps futurs en seront quittes pour émettre quelques regrets platoniques. C'est que, en dépit de toutes les conventions, de telles atrocités sont le cortège infaillible de la guerre. C'est une erreur de croire que la guerre peut se régler suivant un protocole, comme par exemple un duel entre individus. Dans le duel, les témoins ont l'autorité nécessaire pour empêcher le vainqueur d'abuser de sa victoire. Dans la guerre, il n'en est pas ainsi. Tant qu'existe la crainte de représailles possibles de la part de l'adversaire, on respecte de part et d'autre les protocoles et les droits de l'humanité et l'on s'égorge avec correction. Du jour où la supériorité de l'un des adversaires lui enlève toute crainte de vengeance, les vieux instincts de violence se donnent libre carrière et

1. Paul Gigout, *les Principales violations du droit des gens commises dans les armées allemandes pendant la campagne de 1870-1871*. Dijon et Paris, Rousseau, 1 vol. in-8° de 159 p. publié dans la *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur* éditée par l'Université de Dijon.

tous les moyens sont bons pourachever l'écrasement d'un peuple à qui manque la force de faire respecter ses droits. En réalité, les droits d'un peuple envahi à se défendre n'ont pas de limite parce qu'un peuple a droit à l'existence et que tous les moyens lui sont bons. Mais c'est en vain que les juristes reconnaîtraient cette vérité incontestable. La guerre n'étant que l'appel à la force entraîne forcément tous les abus de la force. Il n'est pas possible de la codifier complètement. Toutes les prescriptions émises se tourneront contre les plus faibles ou serviront de prétextes à les écraser davantage. C'est du jour où les Boers ont cessé d'être assez nombreux pour former de véritables armées que les Anglais se sont déclarés autorisés à faire la guerre à leurs femmes et à leurs enfants. Est-ce à dire que toutes les conférences faites pour limiter les maux de la guerre soient absolument vaines? N'allons pas jusque-là. Tout ce qui a pour but de diminuer quelque peu les horreurs de la guerre est à louer. Ce qu'il faut éviter, c'est d'avoir des illusions sur les résultats pratiques de ces manifestations humanitaires. Il n'est pas seulement naïf d'en avoir, cela est presque criminel.

C'est une belle figure de soldat que celle du général Lapasset dont, sous le pseudonyme d'un « ancien officier de l'armée du Rhin », une main pieuse nous retrace les traits dans deux volumes considérables et qui pourtant ne lassent pas l'intérêt du lecteur¹. Le général Lapasset naquit en 1817 à Saint-Martin-de-Ré; dès son jeune âge, il se destina à l'armée et fit presque toute sa carrière en Algérie. Il fut au premier rang de ces soldats laboureurs à qui la colonisation française doit tant de reconnaissance. En 1870, il fit partie de l'armée de Metz, se distingua dans les combats qui précédèrent la capitulation, brûla ses drapeaux plutôt que de les livrer et fut prisonnier en Allemagne. Rentré en France, il lui fallut partir aussitôt pour l'Algérie, afin d'y réprimer l'insurrection de 1871, et il eut la douleur d'assister à l'écroulement momentané de toute l'œuvre colonisatrice de sa vie. Il revint en France, commanda une division à Perpignan et puis à Toulouse et mourut en 1875, victime du dévouement avec lequel il s'occupa de réparer les maux causés par l'inondation de la Garonne. Ce qui fait l'intérêt des volumes qui lui ont été consacrés n'est point l'art de leur composition, qui est médiocre. Mais l'auteur a bien réussi dans sa tâche principale qui était de faire revivre son héros. Pour cela, il n'a eu qu'à lui laisser la parole,

1. *Le Général Lapasset. Algérie, Metz*, par un ancien officier de l'armée du Rhin. T. I : 1817-1864 ; t. II : 1865-1875. 2^e éd. Paris, Armand Colin, 1899, 2 vol. in-8° de 497 et 450 p.

c'est-à-dire à publier l'active correspondance où il a mis tout son cœur et son esprit. Cette correspondance est admirable. Tous ceux qui s'intéressent aux destinées de l'Algérie liront avec profit les lettres où le général Lapasset discute point par point toutes les conditions de son développement. Et ceux même qui ne partagent pas toutes ses idées rendent justice et à son intelligence et à Pardeur de dévouement qu'il apportait à sa tâche. Rien dans ses lettres de cette préoccupation personnelle qui caractérise tant d'officiers dont la correspondance intime nous a été révélée par les publications des lettres adressées au maréchal de Castellane. A peine quelques allusions au désir d'avancement, une passion véritable de faire prospérer cette terre nouvelle à laquelle il s'attache si fortement, où il plante tant d'arbres, où s'accroît sa famille, qui se composa de dix enfants, et où il eut tant à lutter contre les complications administratives, rappelant en vain le proverbe arabe : « Il y a folie d'avoir quatorze pâtres pour douze chamelles. » Le général Lapasset apparaît incontestablement comme une des plus sympathiques et des plus éminentes figures militaires de la fin du second Empire, et les lecteurs de sa biographie s'associeront aux regrets de son historien, déplorant la fin prématurée de ce soldat irréprochable, intègre et savant, dédaigneux de la politique, soucieux de son seul devoir, où il y avait du d'Artagnan et du Cincinnatus.

Le troisième volume de *l'Histoire contemporaine* de M. Samuel Denis¹ ne vaut pas le deuxième, qui, lui-même, était inférieur au premier. Il est consacré à l'œuvre de l'Assemblée nationale à Bordeaux, aux préliminaires du traité de paix avec l'Allemagne, à l'histoire de la Commune et de sa répression, au traité de Francfort et à la libération du territoire. Il se termine par des pièces justificatives, dont aucune n'était inédite. Dans son ensemble, le volume, d'une ordonnance convenable et assez claire, n'apporte rien de nouveau à la connaissance que nous avions des événements du temps et ne retiendra pas l'attention des érudits. Il ne saurait davantage être recommandé comme un précis historique qui devra être consulté. M. Samuel Denis a, comme c'est son droit, des idées politiques et sociales très arrêtées. On peut regretter qu'il les manifeste aussi fréquemment dans un ouvrage d'histoire, et il faut déplorer qu'elles aient nui à l'impartialité de son exposition et de sa critique. Pour ne nous attacher qu'à ce qui concerne la Commune, il est très cer-

1. Samuel Denis, *Histoire contemporaine*. T. III : *l'Assemblée nationale*. Première période : *le Gouvernement de M. Thiers*. Paris, Plon et Nourrit, 1900, 1 vol. in-8° de 471 p.

tain que l'historien a le droit et le devoir de flétrir ses excès; mais les épithètes prodiguées de carnassiers, incendiaires et assassins n'ajoutent rien à l'horreur qu'inspirent ses forfaits, et l'ouvrage de M. Maxime Du Camp, que M. Samuel Denis cite à chaque page de son volume, n'est pas, loin de là, une source indiscutable. De plus, au moins autant que de juger, le devoir de l'historien est d'expliquer et de comparer. M. Samuel Denis n'en a cure, et les raisons profondes, navrantes sans doute, mais assurément compréhensibles, du monstrueux soulèvement de Paris, disparaissent complètement dans son œuvre, aussi bien que les maladresses et les cruautés qui accompagnèrent sa répression. Il y a là un visible défaut de méthode historique qui infirme gravement la valeur de l'ouvrage.

L'histoire n'a pas grand'chose à glaner dans les *Mémoires anecdotiques du général marquis de Bonneval*¹. Né en 1786, le marquis de Bonneval était destiné par sa mère à prendre du service en Suède, quand le premier consul lui exprima si vivement son désir de le voir entrer à Fontainebleau qu'il fallut bien qu'elle cédât. M. de Bonneval fit les campagnes du premier Empire, s'y comporta vaillamment, se rallia aux Bourbons en 1814 et leur garda une fidélité inviolable dont il fut récompensé par un grade dans les gardes du corps et la charge euphonique d'« écuyer cavalcadour » de Charles X. En 1830, il fut du parti de la résistance à outrance, et, s'il n'eût tenu qu'à lui, la masse populaire qui, sous la conduite du général Pajol, alla poursuivre le roi à Rambouillet, eût été mal reçue. Le gouvernement de Louis-Philippe et ceux qui lui succéderent trouvèrent dans le marquis de Bonneval une hostilité qui ne se lassa pas. Il mourut en 1873. Ses mémoires n'ont pas été rédigés par lui-même. Il a laissé, sous le titre de : « Ce qui me reste de souvenirs de mes étapes en ce monde, » des notes écrites de sa main ou dictées par lui qu'un éditeur s'est chargé de coordonner et de publier. Elles sont assez fragmentées néanmoins et principalement anecdotiques. Il faut ajouter qu'un nombre infini d'entre elles sont fort oiseuses et que la majorité des mots d'esprit rapportés n'ont rien qui puisse provoquer le sourire. En voici un qui, s'il n'est authentique, a au moins le mérite d'être bien tourné. Napoléon III prisait peu son cousin le prince Jérôme, et comme on discutait devant lui la différence des mots malheur et accident : « Je vais vous la dire, continua l'empereur : Jérôme tombe dans un puits..., voilà un accident. On l'en retire..., voilà un malheur. »

1. *Mémoires anecdotiques du général marquis de Bonneval* (1786-1873).
Paris, Plon et Nourrit, 1900, 1 vol. in-8° de vi-313 p.

Il n'y a guère davantage à prendre dans les mémoires de la grande dame que M^{me} RATTAZZI¹ a fait revivre dans son volume : *la Fin d'une ambassadrice*. Les réflexions de la noble ambassadrice n'ont d'autre valeur que celle d'un aimable et léger bavardage et l'on est même quelque peu étonné du degré d'ignorance et de naïveté que peut conserver une « lionne » qui a vu tant d'hommes et de choses. On se persuade difficilement que la beauté, l'élegance, l'habitude du monde et des salons et la connaissance irréprochable du protocole diplomatique puissent tenir lieu chez nos représentants à l'étranger de connaissances plus sérieuses. Mais il faut tout pardonner à la jolie duchesse pour la tragédie amoureuse qui termina sa vie : où finit l'histoire, où commence le roman, c'est ce qu'il est malaisé de déterminer, mais, après tout, cela n'importe guère.

Si le recueil des conférences données à Saint-Cyr au cours de 1899 par huit des maîtres les plus éminents de notre enseignement ne peut constituer un monument d'érudition, il y a assurément beaucoup d'agrément et même de profit à parcourir ces portraits de chefs d'armée tracés par des mains si sûres. Pour ne nous en tenir qu'à l'histoire moderne, M. Chuquet a parlé sur Hoche, M. A. Rambaud sur Souvarof, M. A. Vandal sur Davout, M. P. Lehugeur sur Bugeaud et M. Albert Sorel a clôturé la série par des réflexions fort intéressantes sur l'*Histoire et le caractère*². Le recueil de ces études est des plus utiles non seulement pour les élèves de Saint-Cyr, mais peut-être pour les officiers eux-mêmes et dans tous les cas pour les élèves de l'enseignement secondaire.

Ce n'est, hélas ! pas encore de la science historique que relève le généreux volume de M. Novicow, *la Fédération de l'Europe*³, où l'auteur montre comment, malgré les obstacles qui retardent le progrès, l'Europe doit s'acheminer vers la constitution d'une fédération pacifique en attendant que l'humanité tout entière suive son exemple. Il n'y a là qu'une hypothèse dont, je me hâte de le dire, tous les facteurs ne sont pas invraisemblables et à l'appui de laquelle on peut invoquer de sérieux arguments philosophiques, politiques, sociaux et historiques. Il est très possible que la paix universelle ne soit pas

1. M^{me} Rattazzi, *la Fin d'une ambassadrice*. Édition définitive. Paris, Flammarion, 1 vol. in-18 de 247 p.

2. *L'Armée à travers les âges*. 2^e série. Conférences faites en 1899 à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr par MM. Sorel, Guiraud, Coville, Gebhart, Lehugeur, Chuquet, Rambaud, Vandal. Paris, librairie militaire Chapelot, 1900, 1 vol. in-12 de 329 p.

3. J. Novicow, *la Fédération de l'Europe*. Paris, Alcan, 1901, 1 vol. in-12 de 809 p.

une complète utopie pour un avenir indéterminé; il est beaucoup moins invraisemblable encore que l'Europe sente dans un laps de temps concevable la nécessité de s'unir. Seulement, il est permis de craindre que la « fédération » ait avant tout un caractère, sinon offensif, au moins défensif contre telle puissance européenne ou extra-européenne dont le développement gigantesque menacerait d'asservir le monde, et il n'est pas impossible que la formation de la fédération européenne soit contemporaine de ces grandes guerres de l'avenir qui seront peut-être le dernier sursaut de l'énergie de l'espèce avant le règne de la paix et l'affaiblissement de la puissance vitale de l'humanité. Mais voici qu'à la suite de M. Novicow nous nous éloignons singulièrement du sang-froid qui sied à l'historien. Redisons que son hypothèse, pour risquée qu'elle soit, n'a rien d'anti-scientifique, et souhaitons, sinon avec une confiance absolue, au moins sans ironie, que l'avenir y soit conforme; mais, malgré tout, qu'il ne nous demande pas d'espérer pour notre génération cette transformation.

Nous ne pouvons non plus que signaler sans nous y arrêter le volume de M. Huc¹, intitulé : *la Loi Falloux*. En matière d'enseignement, il faut que la République soit anticléricale ou elle ne sera plus : ainsi peut se résumer la thèse du volume, qui est un recueil d'articles publiés dans la *Dépêche* de Toulouse, articles d'ailleurs intéressants et écrits d'une plume vigoureuse. Mais l'histoire ne tient qu'un rôle secondaire dans cet ouvrage de préoccupations toutes politiques. L'auteur souhaite le rétablissement du monopole d'État en matière d'enseignement et le régime de l'autorisation préalable. Les palliatifs proposés, dissolution des congrégations non autorisées et stage obligatoire dans les établissements scolaires de l'État, lui paraissent également insuffisants.

Fort différent est l'esprit du formidable volume grand in-8° que M. BOYER D'AGEN² a consacré à la prélature de Léon XIII, c'est-à-dire aux sept années de sa vie qui s'écoulèrent de 1838 à 1845. Il est difficile de parcourir sans impatience et d'apprécier sans mauvaise humeur ces 435 pages grand in-8°, truffées de mots italiens et de gravures médiocres également inutiles et écrites dans un style catholique flamboyant de ce goût : « Les petites sonates étouffées des romano-parisiennes comtessines ne sonnaient plus qu'adagio la gloire de Byron, longue à peu près d'un hexamètre! Les sibylles

1. A. Huc, *la Loi Falloux*. Paris, Cornélly, 1900, 1 vol. in-12 de 347 p.

2. Boyer d'Agen, *la Prélature de Léon XIII*, d'après sa correspondance inédite. Paris, Société d'édition d'art, 1900, 1 vol. gr. in-8° de 435 p.

mûries, qui s'appelaient encore ici-bas Staël et Récamier, voituraient en vain leur grand Chateaubriand dans sa chaise percée, etc., etc. » Si M. Boyer d'Agen avait voulu s'en tenir strictement à son sujet, la prélature de Léon XIII, quelques chapitres brefs auraient largement suffi à donner une idée précise de ce qu'il apportait de nouveau à la science historique. Mais les descriptions accessoires, les hypothèses, les anecdotes, les digressions de tout genre ont grossi démesurément le volume, qui est devenu une espèce de tableau assez mal proportionné de la société ecclésiastique en Italie dans la première moitié de notre siècle. Reconnaissions toutefois que M. Boyer d'Agen a révélé un certain nombre de documents intéressants qui aideront à fixer quelques traits de la curieuse physionomie historique qu'il s'applique à reconstituer.

Dans son étude sur *le Luxembourg neutre*, que précède une introduction de M. Th. Funck-Brentano, M. WAMPACH¹, après une courte introduction historique générale, a exposé d'une manière impartiale et érudite les événements qui ont donné naissance au Luxembourg neutre et comment il a réussi à conserver et à affirmer sa neutralité. Au cours de l'unification allemande, ce qui restait du grand duché de Luxembourg faillit être absorbé par la politique de Bismarck. Le désaccord des puissances lui sauva son indépendance. La Belgique hésita en temps opportun. La France et l'Allemagne rivales durent se résigner à un compromis. Le 11 mai 1867, la convention de Londres garantie par l'Europe établit la neutralité de la petite principauté; l'Allemagne retira ses troupes d'une citadelle qu'elles occupaient depuis 1845; la France renonça à la cession qu'elle avait virtuellement obtenue. La sage politique du grand-duc de Luxembourg a consolidé la situation privilégiée de leur pays, qui a pu correctement traverser la guerre franco-allemande sans se départir de sa neutralité et sans être absorbée par le vainqueur. Complètement détaché de la couronne des Pays-Bas depuis la mort du dernier prince de la maison d'Orange, le Luxembourg a une situation intérieure également satisfaisante et la conférence de la Haye a mis à l'étude pour consolider la situation une délimitation plus précise des droits et des devoirs des États neutres. La position de ce petit État entre ses redoutables rivaux est des plus intéressantes. Il offre sans doute le modèle du *modus vivendi* qui est réservé aux puissances de second ordre au cas où la rivalité des grandes puissances leur permettrait d'éviter d'être absorbées.

1. Wampach, *le Luxembourg neutre. Étude d'histoire diplomatique et de droit international public*. Paris, Rousseau, 1900, 1 vol. in-8° de VIII-372 p.

Sous le titre de *Trois ans en Allemagne*¹, M. BENEDETTI, citoyen colombien, a publié de bien cocasses notes de voyage. Son livre est le plus étonnant pot pourri d'anecdotes, de racontars, de potins, de saugrenuités de tout genre ramassés au cours d'un séjour prolongé en Allemagne. Le français singulier dans lequel tout cela est enveloppé en souligne l'aspect hétéroclite. Connaissez-vous « cette république désirée par Henri IV où chaque citoyen aura un poulet au moins tous les dimanches pour mettre dans son pot à feu ? » Tel est le style « par à peu près » dans lequel M. Benedetti aligne les étonnantes matériaux qu'il a réunis. Il ne faut pas croire cependant que tout soit oiseux dans ce fatras de notes disparates. Les étonnements et les remarques de notre citoyen américain sont dans leur genre presque aussi instructifs que ceux du Persan Rica. Tout ce qu'a parfois d'artificiel, de ridicule, de vexatoire la vie européenne, apparaît singulièrement net dans les réflexions de notre voyageur. Il a ressenti avec une force extrême tout ce qu'a d'oppressant le militarisme qui dessèche l'Allemagne et ses réflexions sur l'espèce de liberté dont on y jouit sont très piquantes. Signalons aussi l'entrevue qu'il réussit à obtenir de Bismarck et dont il nous a laissé un récit des plus vivants, qui paraît d'autant plus authentique que l'auteur publie avec la même conscience les propos d'hôteliers les plus absurdes ou les plus ridicules ragots recueillis dans la rue. Notons en passant cette réflexion du chancelier de fer que la paix ne sera possible en Europe que du jour où les petites nationalités auront été absorbées par les grandes, qui alors se feront équilibre. Il ne serait pas juste de terminer ce compte-rendu sans rendre justice à la bonne foi et à la bonne humeur du conteur et sans saluer avec estime sa sympathie pour la France et pour la liberté.

La maison Alean inaugure avec le récent volume de M. WELSCHINGER une collection nouvelle : *Ministres et hommes d'État*, dont il est permis de bien augurer. On lira, en effet, avec autant d'estime que d'intérêt, l'essai où M. Welschinger s'est efforcé de fixer les traits caractéristiques du chancelier de fer². Dans cette étude forcément sommaire et d'une bibliographie nécessairement incomplète, M. Welschinger s'est souvenu de la manière des historiens de la première moitié de notre siècle. L'histoire est classée parmi les sciences morales. M. Welschinger y développe le côté moral plus que le côté scientifique. Non que sa connaissance du sujet soit superficielle ; mais

1. C. Benedetti, *Trois ans en Allemagne*. Paris, Daragon, 1 vol. in-18 de 248 p.

2. Welschinger, *Bismarck*. Paris, Alean, 1900, 1 vol. in-18 de 210 p.

pour lui le plaisir de juger et de comparer dépasse celui d'expliquer et de faire revivre. M. Andler avait merveilleusement réussi à démontrer et à faire comprendre le personnage de Bismarck. M. Welschinger le juge avec fermeté et autorité. Il est permis de préférer la première de ces méthodes à la seconde. M. Welschinger a bien appliquée la sienne. L'œuvre du chancelier, bâtie par le fer et par le sang, mérite le jugement moral qu'il en porte; mais peut-être elle n'en est pas, hélas! moins formidable. Il est permis, en outre, de trouver que M. Welschinger juge et décrit peut-être un peu trop son héros au point de vue français; sa politique intérieure est visiblement trop au second plan, et il est manifeste que la guerre de 1870 domine les conclusions du livre. Cela est, d'ailleurs, le droit de l'historien. Il n'est nullement nécessaire qu'il oublie toutes ses préférences personnelles, pourvu qu'il ne se laisse pas égarer par elles. Le parallel où, vers la fin du volume, Richelieu est opposé à Bismarck me semblerait pouvoir être supprimé sans inconvenient; que l'un soit plus petit que l'autre ou plus grand, cela importe peu; il n'est pas nécessaire de donner des rangs. Et, contre l'avis de M. Welschinger, j'estime que, bien que Bismarck n'ait pas fondé l'Académie, son œuvre est bien aussi extraordinaire que celle de notre cardinal.

Ce n'est pas seulement aux militaires que s'adresse l'étude stratégique et critique sur la campagne turco-russe de 1877-1878, que le général IZZET-FUAD-PACHA a intitulée mélancoliquement *les Occasions perdues*¹. Assurément, certaines considérations de savante stratégie dépassent la compréhension des profanes. Mais Izet-Fuad-Pacha ne se contente pas d'être un général turc de beaucoup de science, il est en même temps un écrivain français de talent, et l'on comprend la coquetterie qui lui a fait souligner que son ouvrage n'était pas traduit du turc, mais originairement écrit en français. Le tableau qu'il nous donne d'une brave armée privée de chefs et d'organisation est d'une vie singulière, et ce n'est pas nous, Français, qui avons le droit de sourire de telle des négligences ou des incapacités trop criantes que l'auteur dénonce avec une sorte de mélancolie à la fois bonhomme et résignée. Izet-Fuad-Pacha était jeune officier de cavalerie pendant la guerre. Son étude n'est donc pas seulement une étude critique, mais une page de ses propres souvenirs. Ils animent singulièrement son récit rédigé dans un français aisé et courant, et je crois que peu de lecteurs parcourront sans une sympathie attentive ce

1. Général Izet-Fuad-Pacha, *les Occasions perdues...* Étude stratégique et critique sur la campagne turco-russe de 1877-1878. Paris, Chapelot, 1900, 1 vol. in-8° de VIII-215 p.

récit si instructif, si simple et si modéré de ton d'un témoin oculaire, qui joint à la résignation souriante et calme de l'Ottoman la bonne humeur ironique et la clairvoyance aiguë du Parisien.

On lira également avec intérêt le volume que M. Gaston ISAMBERT a consacré à l'affranchissement de la Grèce vis-à-vis du joug ottoman¹. M. Isambert n'a pas prétendu renouveler la question et n'a pas fait, dans les pièces d'archives qu'il a consultées, de découvertes sensationnelles. Mais, au moyen des ouvrages connus et des principaux documents diplomatiques, il a dressé un exposé clair, précis et agréable de la série d'événements qui aboutirent à la proclamation de l'indépendance de la Grèce. Son récit est fort impartial, et il ne s'est nullement cru tenu de masquer les vues des nouveaux Hellènes et leurs querelles intestines, qui faillirent plus d'une fois décourager leurs amis, pas plus que de dissimuler que l'attitude des puissances européennes fut loin d'être dictée uniquement par des considérations philanthropiques et désintéressées. Au moins avons-nous la satisfaction de constater que, des trois pays à qui la Grèce dut son indépendance, c'est, en somme, la France qui observa la conduite la plus dénuée de préoccupations personnelles, l'Angleterre et la Russie ayant fait passer longtemps leurs intérêts particuliers et ceux des principes conservateurs avant ceux de l'humanité. Ajoutons qu'il y a quelque mélancolie pour quiconque est épris du principe de nationalité et du droit de tout peuple à choisir librement sa destinée, de constater à quel point les enchainements de causes secondaires furent nécessaires pour amener la solution définitive, et qu'en somme, sans un concours de circonstances heureuses, la Grèce fut assurément demeurée écrasée sous le joug du sultan, rendu plus pesant par l'effort opéré pour le secourir.

M. Frédéric DAMÉ a comblé une lacune incommode en nous donnant une histoire assez complète de la Roumanie depuis l'avènement des princes indigènes, en 1822, jusqu'à l'heure actuelle². Son ouvrage, rédigé d'après les sources principales et les ouvrages les plus importants de seconde main, est un précis qui sera utile à consulter. On pourrait préférer y trouver un historique moins détaillé des crises ministérielles et un exposé plus net des traits véritablement caractéristiques du peuple roumain et des problèmes qui dominent son évolution. Tel quel, son volume peut rendre de réels services et contient,

1. Gaston Isambert, *l'Indépendance grecque et l'Europe*. Paris, Plon et Nourrit, 1900, 1 vol. in-8° de 424 p.

2. Frédéric Damé, *Histoire de la Roumanie contemporaine*. Paris, Alcan, 1900, 1 vol. in-8° de VII-451 p.

somme toute, assez de renseignements pour que le lecteur puisse se faire une idée complète de l'évolution historique de la Roumanie. Cette nation intéressante et qui mérite, de la part de la France, la même sympathie qu'elle lui porte, s'est trouvée depuis sa naissance aux prises avec bien des difficultés qui sont loin d'être aplaniées. Elle a eu à passer en quelques années d'un régime quasi-féodal à un régime constitutionnel ; ce qui a été d'autant moins aisé que la masse paysanne appelée à voter et à élire était et est encore complètement incapable d'avoir la moindre idée de ses devoirs civiques. De la des crises, des secousses et des revirements innombrables qui donnent à tout gouvernement une instabilité des plus fâcheuses et favorisent la floraison de toutes les coteries et de toutes les intrigues. La présence à la tête du royaume d'un prince de grande intelligence, mais Prussien, a augmenté pour sa part les discorde intérieures, à cause des fréquents conflits où il s'est trouvé avec le sentiment national. Elle n'a pas non plus favorisé beaucoup ses relations extérieures, l'appui de l'Allemagne s'étant généralement trouvé sensiblement illusoire. Étranglée dans ses frontières, la Roumanie, pour comble de malheur, se trouve avoir comme ennemis naturelles les deux nations où elle aurait pu chercher des alliés contre la Turquie, la Russie et l'Autriche-Hongrie, toutes deux maîtresses de territoires considérables qui incontestablement, sont de nationalité roumaine. De là des difficultés incessantes et considérables. Grâce, il faut le dire, plus à son roi qu'à sa sagesse, la Roumanie a fait d'immenses progrès ; mais ses destinées sont encore singulièrement obscures, et il nous convient, à nous autres Français, de suivre avec une sympathie particulière le sort de cette nation de race latine que les événements ont placée dans une situation si difficile.

Parmi l'immense littérature qu'ont suscitée les récentes affaires de Chine, le petit volume que M. Marcel Monnier a intitulé *le Drame chinois*¹ tient une place distinguée. Il se compose d'une dizaine de brèves études, fort agréablement écrites, et qui décomposent à merveille les traits caractéristiques de l'empire croulant. M. Monnier a vécu en Chine, il a étudié le pays et les gens d'un œil scruteur, et il faut recommander la lecture de son livre à ceux qui désirent se faire sur la Chine une opinion qui ne soit ni utopique ni dictée par le souvenir des horreurs dont elle vient d'être le théâtre. Pour M. Monnier, il est hors de doute que l'empire chinois est en pleine décadence. Il n'est pas admissible qu'il échappe à la loi de tous les

1. Marcel Monnier, *le Drame chinois* (juillet-août 1900). Paris, Alcan, 1900, 1 vol. in-12 de 175 p.

gouvernements terrestres. Le rôle des puissances européennes est infiniment difficile, car il s'agit de le laisser mourir en douceur, sans que ses convulsions soient dangereuses. M. Monnier analyse finement l'âme du Chinois et montre la nécessité pour les Européens de se la concilier dans une certaine mesure s'ils veulent exercer une action pacifique en Extrême-Orient. Vieil empire démocratique en ruine, la Chine n'a aucune des chances de relèvement qui ont valu un si prodigieux essor au Japon, dont l'organisation sociale est entièrement différente. La garde européenne subsistant à Pékin après la paix est d'une nécessité absolue, à cause de la fausseté innée du caractère chinois; afin d'éviter les conflits diplomatiques et d'assurer l'unité du commandement, il faudra mettre à sa tête un commandant pris dans une nation neutre, la Suisse par exemple.

On complétera utilement la lecture du livre de M. Marcel Monnier par celle du volume que M. Bard a publié, il y a quelque temps déjà, sur *les Chinois chez eux*¹, mais sur lequel les événements actuels sont faits pour retenir l'attention. M. Bard a vécu longtemps en Chine, il a eu à traiter avec les Chinois, à connaître le détail de leur vie, et il nous a donné sur eux un ouvrage qui n'est peut-être pas d'une composition irréprochable ni d'une critique absolument approfondie sur tous les points, mais qui, au mérite d'être écrit d'une manière amusante et très vivante, joint celui d'être plein d'observations exactes et éminemment suggestives. La prodigieuse distance qu'il y a entre le cerveau chinois et le cerveau européen ressort singulièrement de tous les chapitres où M. Bard expose par le menu les moeurs, la vie et les idées du peuple jaune. La Chine, l'auteur le dit presque dans les mêmes termes que M. Monnier, n'a rien de commun avec le Japon. Elle est un phénomène unique dans le passé comme dans le présent, et peu de sujets d'études s'offrent plus nécessaires non seulement aux curieux du passé, mais à ceux qui veulent préparer l'avenir. M. Bard lui-même, qui a vécu en Orient, semble avoir jugé les Chinois beaucoup plus dégénérés qu'ils ne viennent de nous apparaître. Assurément, comme le disait M. Monnier, c'est une nation en décadence, mais qui sait de quelles convulsions est encore capable cette masse ethnique unique au monde dont nous pénétrons si difficilement le ressort et l'âme singulière?

Sous le titre de *la Conquête de l'Afrique*², M. Jean Darcy a réuni et complété un certain nombre d'articles, parus dans le *Correspond-*

1. E. Bard, *les Chinois chez eux*. 3^e édition. Paris, Armand Colin, 1 vol. in-12 de 357 p.

2. Jean Darcy, *la Conquête de l'Afrique*. Paris, Perrin, 1 vol. in-12 de viii-359 p.

dant, sur l'expansion coloniale des puissances européennes en Afrique. Laissant de côté, après un historique général de la conquête européenne, les domaines des deux nations les mieux pourvues, l'Angleterre et la France, il étudie les autres groupements coloniaux moins connus : l'État du Congo, les possessions portugaises et les possessions allemandes. Les possessions portugaises sont appelées à être absorbées par les Anglais et les Allemands. La mort du roi Léopold amènera pour le Congo une crise redoutable. L'Allemagne semble être pour l'Angleterre l'adversaire le plus redoutable dans la conquête de l'Afrique. M. Darcy étudie minutieusement les progrès accomplis par cette puissance, progrès d'autant plus méritoires qu'elle n'a plus trouvé à occuper que les territoires les moins riches. Elle s'est patiemment appliquée à les mettre en valeur ; mais ils sont loin d'être suffisants pour sa capacité d'absorption et de développement. Avec une confiance peut-être prématurée, M. Darcy la désigne comme la future dominatrice de l'Afrique du Sud. La guerre du Transvaal, qui a rendu la domination anglaise impossible pour l'avenir dans ces pays, a coalisé tout l'élément hollandais, et c'est une race germano-boer qui s'épanouira dans les régions où la Grande-Bretagne s'imagine avoir consolidé son empire : « L'Afrique du Sud, disait Bismarck, sera le tombeau de la puissance britannique. » Parole que M. Darcy commente et approuve, sans qu'il soit possible à l'observateur impartial d'approuver trop aveuglément ses assertions.

A. LICHTENBERGER.

PUBLICATIONS DIVERSES. — Parmi les ouvrages parus à l'occasion de la nouvelle année, signalons une nouvelle édition entièrement refondue du beau livre de M. Eugène Müntz sur *Florence et la Toscane* (Hachette), véritable musée de l'art et du pays toscan, expliqué par le mieux informé des *ciceroni*. On continue à pratiquer, sous les formes les plus diverses, l'enseignement par l'image. La *Revue historique* n'a pas reçu les ouvrages de cette nature consacrés par M. Dayot à la Révolution et au second Empire; mais nous avons trouvé un vif intérêt à l'ouvrage anonyme publié par la maison Hachette sous le titre : *le Dix-neuvième siècle*, où l'on passe en revue, grâce à une série de belles reproductions de portraits, de monuments, de dessins, de tableaux, les personnages, les événements, l'évolution des mœurs, des costumes et des arts, de 1801 à 1900. Ce sont d'abord les chefs d'État et leur cour, puis les Salons, Paris et la vie populaire, les beaux-arts et le théâtre, les lettres et les sciences, les hommes politiques et les hommes de guerre. Le texte agréable qui accompagne les 387 gravures de ce somptueux ouvrage ne

vise ni à l'originalité ni à la profondeur; mais il suffit à faire de cette galerie un tableau amusant et instructif de la société française au xix^e siècle. Un détail paraîtra significatif. Le portrait qui sert de frontispice au volume n'est ni celui d'un homme d'État, ni celui d'un général, ni celui d'un littérateur ou d'un artiste, c'est celui d'un savant sorti des rangs du peuple qui fut en même temps un bienfaiteur de l'humanité, Pasteur. Je ne sais si ce choix a été raisonné; en tout cas, il est justifié. Si quelque chose honore le xix^e siècle entre tous les siècles, c'est d'avoir vu l'avènement de l'esprit scientifique et de l'esprit démocratique et d'avoir pressenti dans la science et la démocratie les libératrices et les bienfaitrices de l'humanité. La *Vie de Pasteur* (Hachette) qui vient d'être écrite, avec un soin pieux et un réel talent d'écrivain, par son gendre, M. René VALLERY-RADOT, est une vie de saint moderne, qui prendra place, pour nos petits-enfants, à côté de celle de Littré. Les grands hommes de guerre et les grands hommes d'État, les Napoléon, les Moltke, les Cavour et les Bismarck, conserveront leur ascendant prestigieux sur les imaginations, mais les peuples réservent de plus en plus leur sympathie, raisonnée et enthousiaste à la fois, aux héros de la vie intellectuelle et de la vie morale, et ne placeront à leur niveau les hommes d'action que lorsque, comme un Turgot, un Washington ou un Gladstone, ils auront donné pour règle à leurs actes un idéal moral.

On s'étonnera qu'au début du nouveau siècle où nous venons d'entrer¹ aucun éditeur n'ait eu l'idée de consacrer au xix^e siècle un ouvrage monumental où le mouvement des sciences, des arts, des lettres, de la vie sociale, religieuse, politique, aurait été décrit par les spécialistes les plus compétents, sans distinction d'opinions. Un prélat aurait parlé du catholicisme, un rabbin du judaïsme, un pasteur du protestantisme, comme M. Berthelot de la chimie, M. Poincaré des mathématiques, M. Bréal de la linguistique, M. Lavisde de l'histoire, etc. On a bien fait une tentative de cette nature, malheureusement à un point de vue si spécial et si étroit et avec si peu de méthode dans le plan et l'exécution, qu'on peut la considérer comme presque manquée. La librairie Oudin et la maison Goupil ont publié simultanément l'ouvrage intitulé : *Un siècle. Mouvement du monde de 1800 à 1900*, en deux éditions, l'une à bon marché, l'autre de grand luxe, avec des illustrations qui malheureusement

1. Les puériles discussions sur la véritable année initiale du xx^e siècle ont heureusement pris fin, et l'imperial caprice qui avait prétendu clore le xix^e siècle le 31 décembre 1899 n'a pas empêché le premier siècle de commencer le 1^{er} janvier de l'an 1, le second siècle le 1^{er} janvier de l'an 101 et le xx^e le 1^{er} janvier de l'an 1901.

ne justifient point par leur choix et leur nouveauté le prix énorme du volume (400, 450 et 300 fr.). L'ouvrage, divisé en trois parties : mouvement politique et économique, mouvement intellectuel, mouvement religieux, a pour but avoué d'exposer l'évolution sociale du XIX^e siècle au point de vue catholique, d'y trouver dans tous les domaines les éléments d'une apologie du catholicisme; ses auteurs sont des fidèles de l'Église ou du parti catholique. Il renferme, disons-le tout d'abord, des morceaux très intéressants de M. Pinon sur le partage du monde, de M. d'Avenel sur l'industrie et le commerce, de MM. Jean et Bernard Brunhes sur l'homme et la terre cultivée et sur les sciences physiques et chimiques, de M. Allard sur l'archéologie, de M. Brunetière sur la littérature, de M. Pératé sur les beaux-arts, du P. de la Brosse sur la religion et les religions, etc., etc. Il se termine par quelques pages de Mgr Richard, d'une pensée et d'une forme très nobles, intitulées : *Vers l'Unité*. Mais s'il y a quelques bons morceaux dans le livre, le livre lui-même, considéré dans son ensemble, n'est guère bon. On s'étonne de lire en tête du volume qu'il a été composé sous la direction d'un comité présidé par Mgr Péchenard. Il semblerait au contraire qu'en dehors de l'idée religieuse qui a présidé à sa composition, il n'y ait eu ni direction, ni plan, ni méthode. Certains articles font double emploi; il n'y a aucune homogénéité dans la manière dont les sujets ont été traités. Quelques articles sont hourrés de noms propres, et souvent de noms d'illustres inconnus, célébrités de séminaire; dans d'autres on semble avoir pris à tâche de n'en citer aucun et de disserter à l'infini sur des généralités; l'un est d'une gravité religieuse, l'autre d'une bouffonnerie qui touche au grotesque. Ainsi le P. Lapôtre, le savant historien de Jean VIII, a écrit sur la critique 35 pages en style charivaresque, où figurent M. Prudhomme et M. Petdeloup, mais où Renan n'est pas nommé, où la vérité « qu'on embrasse » est comparée à une jolie femme qu'on « mange des yeux », où l'on nous montre la critique comme une fière pécheresse qu'on traîne à confesse, où enfin les Jésuites apparaissent dans la conclusion comme les maîtres de la saine critique. Le chapitre sur les sciences mathématiques, dû d'ailleurs à un mathématicien éminent, est inintelligible pour le lecteur de culture moyenne, à qui il est pourtant destiné. L'archéologie occupe 40 pages, l'histoire seulement 40, ce qui paraîtra surprenant pour un siècle qu'on a appelé avec raison le siècle de l'*histoire*. Ces dix pages sont fort spirituelles, comme tout ce qui sort de la plume de Mgr Duchesne, mais elles ne donnent qu'un aperçu très général, où l'on a évité toute indication précise et tout nom propre. Le Comité a évidemment négligé de donner aux auteurs aucune direction qui

eût pu mettre un peu d'unité dans leurs articles. Il eût été aisément de le faire, ne fût-ce qu'en leur proposant pour modèle l'article de M. Brunetière, qui répond mieux qu'aucun autre au but poursuivi par cette publication. Par contre, les amis d'une douce gaité pourront se procurer quelques bons moments en lisant l'article du chanoine Didiot sur la philosophie. On y verra défiler avec stupeur les noms d'une collection de philosophes catholiques qui avaient joui jusqu'ici d'une légitime obscurité. Il est permis de douter que les PP. de Bonniot et de Régnon, Pesch, Meyer ou Urrabaru soient destinés à figurer dans les futures histoires de la philosophie, et il est comique de voir la place exceptionnelle tenue par les Jésuites dans le mouvement intellectuel aux yeux de M. Didiot et des autres auteurs de ce volume, alors que le P. Gratry est à peine nommé. Par contre, on verra, non sans étonnement, M. Ribot placé parmi les anthropologistes, MM. Rabier et Picavet accouplés comme théoriciens d'un spiritualisme qui côtoie la scolastique. Ailleurs, il est vrai, M. Rabier est dénoncé pour son subjectivisme. On voit aussi M. Fouillée devenir un représentant du positivisme. Naturellement, l'article aboutit à présenter le thomisme comme l'alpha et l'oméga de toute philosophie. Alors, à quoi bon philosopher ? M. Tavernier nous parle de la presse dans le même esprit que M. Didiot de la philosophie : la revue du siècle se change en une réclame pour les entreprises catholiques et en particulier pour celles des Jésuites. Les *Études* des PP. Jésuites y tiennent une place égale à celle de la *Revue des Deux-Mondes* et du *Correspondant*, et à côté d'elles les revues catholiques sont seules nommées, tandis que la *Revue de Paris*, la *Grande Revue*, la *Revue Bleue*, la *Revue universelle*, la *Revue critique*, la *Romania*, la *Bibliothèque de l'École des chartes*, etc., toutes les revues scientifiques ou littéraires qui sont l'honneur de la France sont simplement passées sous silence. Mais le plus extraordinaire des articles de ce recueil est celui consacré à la *Vie intime de l'Église* par Mgr Touchet, évêque d'Orléans, qui est, dit-on, le plus remarquable des prélates français. Je me contenterai d'en citer quelques lignes. Après avoir dit que toutes les grâces que N.-S. Jésus-Christ répand sur son Église viennent par l'entremise de la Sainte Vierge, et appelé les pèlerins de Lourdes « le vrai peuple de France, » il écrit à propos du Sacré-Cœur : « Le premier dévot du Sacré-Cœur fut le Christ lui-même. A sa passion, il abandonne ses épaules, ses joues, son front, ses mains, ses pieds aux coups et aux crachats de la valetaille juive. Mais pour son cœur, il devient subitement délicat. C'est un soldat qui y touchera et ce sera avec le fer d'une lance, l'arme noble et chevaleresque. » On ne s'étonne plus,

quand on a lu les pages de Mgr Touchet, qu'un des néo-catholiques qui se sont fait une spécialité de dauber sur les juifs et les protestants ait pu dire qu'il était reconnaissant au catholicisme de conserver dans la société moderne ce qu'elle peut encore supporter de paganisme.

L'erreur fondamentale du volume dont nous rendons compte, c'est d'avoir voulu rattacher tout le mouvement intellectuel, économique et politique du xix^e siècle au développement de l'Église catholique et d'avoir voulu faire de l'histoire du siècle une démonstration de la vérité du catholicisme et une prédiction de son prochain triomphe. Nous n'avons pas à discuter ici de la vérité du dogme catholique, mais il est permis de dire, au nom de l'histoire, que le xix^e siècle, bien loin de marquer un progrès de l'idée catholique, en a manifesté au contraire la décadence progressive. — Certes, rien n'est plus loin de ma pensée que de nier l'admirable développement des œuvres de charité catholiques, la puissance sociale du catholicisme, les résultats heureux obtenus par les missions catholiques, l'accroissement en dignité morale que la papauté a dû à la perte du pouvoir temporel et à la personnalité même du pape Léon XIII, l'énorme augmentation du nombre et des richesses des moines et des religieuses, la recrudescence des pratiques pieuses et même de la foi dans la bourgeoisie française, produite par des causes à la fois mondaines, politiques et religieuses, les progrès du catholicisme en Orient, en Angleterre et aux États-Unis. Mais ces phénomènes, qui remplissent de joie et d'espérance le cœur des collaborateurs de Mgr Péchenard, leur font oublier des phénomènes bien autrement significatifs. Et tout d'abord, ce fait que depuis un siècle tout le mouvement intellectuel se produit en dehors du catholicisme. Assurément, il y a eu dans ce siècle beaucoup d'hommes très distingués qui ont été d'excellents catholiques; mais ni la science, ni la philosophie, ni les lettres, ni les arts, ni la théologie elle-même ne peuvent citer un homme vraiment supérieur dont la pensée, les découvertes aient été guidées par le dogme catholique. Depuis la crise du commencement du siècle marquée par les noms de Maistre, Bonald, Lamennais, Rosmini, Gioberti, Goerres, il n'y a plus eu de penseur ni de philosophe catholique vraiment marquant, et Lamennais, le plus remarquable parmi ceux que je viens de citer, a abandonné l'Église. Que l'on compare maintenant la manière dont les écrivains du xviii^e siècle les plus sceptiques, Montesquieu, d'Alembert ou Turgot, parlaient du christianisme, avec le langage d'un Renan, d'un Taine ou d'un Comte, et on mesurera les progrès de ce rationalisme dont M. de Mun célèbre la banqueroute. Si du domaine intellectuel nous passons au domaine

politique, le recul du catholicisme est encore plus sensible. Je pourrais ne rien dire de la chute du pouvoir temporel des papes ; la question est complexe et cette chute peut être considérée comme un bénéfice pour le catholicisme ; toutefois, il crée pour la papauté une situation inextricable. Si elle l'accepte résolument tout en restant à Rome, elle devient une institution italienne ; si elle quitte Rome, elle perd sa base historique à laquelle est dû tout son prestige ; d'autre part, la situation actuelle ne peut s'éterniser, et pourtant personne ne peut croire que la papauté redevienne jamais maîtresse à Rome, contrairement au vœu de l'immense majorité des Italiens. — Cette question mise à part, ne voit-on pas que les nations catholiques, la Belgique exceptée, sont en pleine décadence et en proie à une perpétuelle agitation révolutionnaire ? Car le catholicisme, aspirant par sa nature même à gouverner la société tout entière, entre fatalement en conflit avec le pouvoir civil toutes les fois qu'elle ne l'opprime pas ou n'est pas dominée par lui. Le Portugal, qui au commencement du siècle possédait le Brésil, l'a perdu. Le Brésil est aujourd'hui une république où règne le positivisme dans les classes cultivées et le Portugal est un satellite de l'Angleterre. L'Espagne a été dépouillée de toutes ses colonies d'Amérique et chez celles-ci, comme en Espagne même, le catholicisme perd tous les jours du terrain. Où sont les beaux jours de la domination des Jésuites au Paraguay ? Cuba et Porto-Rico sont soumis à l'influence des États-Unis. Le Chili est aussi libre-penseur que le Brésil, et l'Église est obligée dans toute l'Amérique espagnole de fermer les yeux sur la violation du célibat ecclésiastique. Beaucoup d'Espagnols commencent à rendre le cléricalisme responsable de la ruine de leur patrie. L'Autriche, dans la première moitié du siècle, dirigeait avec Metternich la politique européenne au nom des principes conservateurs et du catholicisme. Aujourd'hui, ce qui reste de force à l'Autriche réside dans la Hongrie protestante, grecque, juive et libre-penseuse, et le cri de *Los von Rom* devient le cri de guerre d'une partie des Allemands d'Autriche. L'Empire allemand a passé des mains de la catholique Autriche dans celles de la Prusse protestante. L'Italie, qui appartenait tout entière, il y a un siècle, à des princes conservateurs et catholiques, appartient aujourd'hui à une dynastie libérale qui a détrôné le pape et qui est périodiquement anathématisée par lui. L'accroissement du nombre des catholiques en Angleterre, plus que décuplé depuis un siècle, vient surtout de l'émigration irlandaise ; celui des catholiques aux États-Unis, bien loin d'être miraculeux, comme l'a cru M. Brunetière, est très inférieur à ce qu'il aurait dû être normalement, d'après le chiffre des immigrés catholiques. Le catholicisme américain, d'ailleurs, qui constitue une église chrétienne

libre, semblable à toutes les autres, réserve bien des surprises à la papauté. Les puissances directrices en Europe sont aujourd'hui l'Allemagne prussienne, la Russie, l'Angleterre, toutes trois schismatiques, et la France, où la masse électorale suit une politique de plus en plus hostile au catholicisme. Les jours de la Sainte-Alliance sont bien loin et je ne pense pas que M. Étienne Lami lui-même ose en prévoir le retour. Les amis du catholicisme ne doivent point souhaiter, d'ailleurs, que le parti clérical prenne nulle part la direction des affaires. Ce serait le coup le plus terrible qui pût frapper l'Église catholique. Sa force actuelle, qui est encore considérable, qui s'est accrue même dans ces vingt dernières années, elle la doit à sa situation de minorité réduite à l'impuissance de nuire, à la perte du pouvoir temporel, au *Culturkampf*, aux menaces des socialistes et des libres-penseurs, à la séparation de l'État en Angleterre et en Amérique. Partout où elle triompherait, elle se rendrait odieuse, parce qu'elle est condamnée, par tradition et par devoir, quand elle n'a pas les mains liées, à être persécutrice¹. Il y a, il est vrai, des catholiques et même des prêtres amis de la liberté; dans l'ouvrage qui nous occupe, le baron Carra de Vaux a parlé des *Religions non chrétiennes* et M. l'abbé Pisani des *Églises chrétiennes séparées* avec beaucoup d'impartialité. Mais leur est-il permis, au fond du cœur, de ne pas regarder la liberté de conscience comme un mal, ainsi que le pensaient Pie VII et Pie IX?

Si nous nous sommes arrêtés longuement sur un ouvrage si peu digne du grand sujet qu'il traitait, c'est qu'il nous paraît un document historique du plus haut intérêt. Sa médiocrité même est éloquente. C'est donc à cela qu'a abouti ce grand effort pour faire tracer un tableau du xix^e siècle par tout ce que la France compte d'écrivains catholiques éminents! Et encore trois ou quatre des meilleurs articles

1. Nous ne formulons pas ici une accusation gratuite et hypothétique. Le mot de L. Veuillot: « Nous réclamons, au nom de vos principes, la liberté que nous vous refusons au nom des nôtres, » est absolument d'accord avec l'anathème du *Syllabus* contre la liberté de conscience. L'abbé Darras, dans son *Histoire de l'Église*, déclare que pour l'Église la liberté de conscience est la pire des choses du monde. Il suffit de lire dans les revues catholiques les plus sérieuses, comme la *Revue des Questions historiques*, les apologies de la Révocation de l'Édit de Nantes, de consulter les livres d'histoire en usage dans les écoles congréganistes, de voir en quels termes MM. de Mun et Goyau parlent du libéralisme, et comment les journaux répandus dans le clergé, la *Libre Parole* ou la *Croix*, traitent les dissidents, de se rappeler les souvenirs du 16 mai 1877, les prétentions de la Papauté au moment des négociations du Concordat, pour être assuré que, si le parti catholique revenait au pouvoir, il considérerait la persécution et l'intolérance comme le plus sacré des devoirs.

sont-ils écrits par des hommes qui n'ont de catholique que le nom et les sympathies. Parmi les articles qui émanent de plumes ecclésiastiques, plusieurs nous donnent une fâcheuse idée de ce que doit être l'instruction reçue dans les séminaires et les Universités catholiques et de l'influence que peuvent avoir sur la mentalité nationale les progrès de l'enseignement des maisons ecclésiastiques. — En présence du siècle qui a vu se constituer les méthodes scientifiques, qui a partagé le monde entre les nations européennes, qui a entrepris la refonte de toute l'organisation politique et sociale des États civilisés au nom de la démocratie, qui a produit les systèmes philosophiques les plus originaux créés depuis Aristote et Platon, et les plus belles œuvres de poésie lyrique enfantées par l'imagination et le cœur de l'homme, qui a révélé par ses peintres de paysage une vision nouvelle de la nature, qui a enfin décuplé par l'industrie et le commerce les forces de production et les capacités de communication de l'humanité, quel est l'enseignement offert par les catholiques français au xx^e s. naissant ? Le retour au moyen âge. Faillite de la Révolution et de la démocratie, faillite de la philosophie rationaliste, faillite du libéralisme; voilà ce qu'ils proclament avec des cris de triomphe ! Pour autorité, la papauté infailible; pour réformes sociales, la réorganisation des corporations du moyen âge en confréries religieuses; pour philosophie, la *Somme* de saint Thomas d'Aquin; pour méthode de critique, celle des Jésuites; pour vie religieuse, les pèlerinages de Lourdes et de Paray-le-Monial et ces dévotions païennes qu'un prêtre vraiment pieux qualifiait à Bourges de « dévotions parasites. » Nous croyons que le xx^e siècle cherchera un autre programme de travail et d'autres remèdes à ses maux que ceux qui lui ont été offerts par les collaborateurs de Mgr Péchenard.

Il est encore un trait intéressant à relever dans ce volume. Il y a quarante ans, Mgr Dupanloup fulminait contre Auguste Comte, Littré, Taine, et l'Église faisait alliance avec le spiritualisme cousinien. Aujourd'hui, tout est changé. On parle avec respect, presque avec sympathie, du positivisme; on parle de Taine comme d'un maître vénéré. C'est qu'en effet le catholicisme, s'il est immuable dans ses dogmes comme dans ses instincts de domination, sait admirablement orienter ses voiles d'après le vent qui souffle. Il a fait alliance, pendant la première moitié du xix^e siècle, avec la réaction monarchique: aujourd'hui il s'associe aux revendications ouvrières et se présente comme la meilleure des démocraties. De même, sentant dans la science son plus redoutable adversaire, il lui fait résolument sa place, lui abandonne tout le domaine de l'expérience, mais en interdisant avec le positivisme à la raison humaine de philosopher sur les choses

métaphysiques. — L'autorité religieuse pourra dès lors plus librement imposer ses formules, et, pour incliner les esprits amoureux de vérité à les accepter sans murmures, on leur permettra de les interpréter par un large symbolisme. Positivisme d'un côté, symbolisme de l'autre, avec ces deux passe-partout, on fera accepter toutes les difficultés du dogme et l'on ne demandera plus aux catholiques qu'une seule chose, qui devient la seule base de l'Église : la soumission à l'autorité pontificale. Sans doute, les docteurs de l'Église protesteront pour la forme contre le positivisme et l'agnosticisme et, abandonnant Cousin discrédiété, en appelleront à saint Thomas, que personne ne lit ; mais, en réalité, chez les catholiques instruits et qui réfléchissent, le catholicisme devient ce qu'est devenu le protestantisme pour beaucoup de protestants, une forme de l'agnosticisme. Le dogme de l'infalibilité, cher entre tous à M. Brunetière, a donné à cet égard au catholicisme une merveilleuse élasticité. Pourvu qu'on accepte l'autorité et les formes, on arrive à garder au sein du catholicisme toute sa liberté intellectuelle. On a vu récemment dans le journal *l'Action française* toute une école de jeunes catholiques qui se disent libres-penseurs et positivistes, qui veulent ramener la France à l'unité catholique, mais qui louent le catholicisme d'avoir stérilisé le christianisme, d'en avoir expulsé le virus religieux et moral conservé par le protestantisme et de n'en avoir gardé que le principe d'autorité.

Je ne confonds pas avec ces singuliers catholiques un homme comme M. Victor GIRAUD, qui vient de nous donner un très bel *Essai sur Taine, son œuvre et son influence* (Fribourg, *Collectanea Friburgensia* ; Paris, Hachette) ; mais, de même que le culte de Pascal chez beaucoup de libres-penseurs est un signe des temps, c'est aussi un signe des temps d'entendre un croyant aussi sincère et aussi fervent que M. Giraud parler de Taine avec une sympathie presque sans mélange. L'analyse qu'il a faite de la pensée et de l'œuvre de Taine est la plus complète que nous possédions encore. Même le beau et original travail italien de M. BARZELLOTTI sur la *Philosophie de Taine*, dont la librairie Alcan vient de nous donner une excellente traduction, plus poussé sur certains points, n'est pas aussi compréhensif et exagère le côté métaphysique de la pensée de Taine, que M. Giraud a réduit à sa juste valeur. Un premier livre est consacré à la pensée de Taine et à ses livres, un second au logicien, et M. Giraud a très bien vu que là est le centre du génie de Taine. Il a, par sympathie, commis pourtant une erreur analogue à celle de M. Barzellotti, plus en apparence peut-être qu'en réalité. Il semble dire que Taine homme mûr était toujours le *panthéiste spiritualiste* qu'il était en 1849. Rien de plus inexact. Les chapitres sur la Volonté récemment

parus dans la *Revue philosophique* montrent en lui un déterministe et un positiviste ; disons, si vous voulez, un positiviste idéaliste. Il ne niait pas la métaphysique, parce qu'il ne posait pas de limites à l'esprit humain et admettait la recherche des lois de l'univers ; mais il ne la pratiquait pas pour son usage personnel. Il eût été plutôt catholique que spiritueliste, et c'est pourquoi je comprends l'attrait qu'il exerce sur les imaginations catholiques. Le livre III de M. Giraud, sur le poète, est peut-être le plus remarquable. M. Giraud a mis tout son talent de fin lettré à nous montrer en Taine un « poète naturaliste. » Un dernier livre étudie l'influence de Taine et arrive, avec une rare ingéniosité, à cette conclusion, vraiment inattendue et pourtant en partie justifiée, que « Taine nous enseigne à faire sortir l'idéal du réel¹. »

Le beau livre de M. Lévy-BRÜHL sur la *Philosophie d'Auguste Comte* (Alcan) est venu à son heure, car cette philosophie, objet pendant si longtemps en France d'une dédaigneuse négligence, a pénétré tous les esprits par une lente infiltration, souvent inconsciente. M. Lévy-Brühl a fait de cette philosophie un exposé magistral, où la sympathie pour la conception fondamentale de Comte n'enlève rien à la liberté du critique.

L'ouvrage de M. H. HAUSER sur *l'Or* (Nony) est un livre d'étranges richement illustré, mais c'est en même temps un travail scientifique sérieux, où l'extraction de l'or est étudiée tant au point de vue industriel qu'au point de vue économique par un savant habitué aux bonnes méthodes. L'histoire a sa place dans ce volume; la géographie ancienne et actuelle de l'or, l'extraction de l'or, son traitement, la découverte progressive des gisements, les usages de l'or depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, la monnaie d'or, toutes les questions que soulèvent la découverte, la préparation et l'emploi « du fabuleux métal » sont tour à tour abordées avec compétence et précision. La philosophie trouve même sa place dans ce volume, non seulement dans le paragraphe consacré aux chercheurs de la *pierre philosophale*, mais dans la conclusion sur la psychologie des mineurs et le rôle de l'or dans la société humaine.

M. Georges REVERD, qui enseigne aujourd'hui l'économie sociale au Conservatoire des arts et métiers, après avoir pendant de longues années professé la littérature française à l'Université de Lausanne, a pu heureusement, avant de quitter sa chaire, condenser dans un volume de doctrine l'expérience de longues années d'études et d'en-

1. Nous recevons au moment où nous imprimons ces lignes un volume de M. E. BOUTMY : *Taine, Schérer, Laboulaye* (Colin). L'étude sur Taine, comme celle sur Schérer, donne, en peu de pages, toute la substance de l'œuvre et le caractère de l'homme. Ce sont deux chefs-d'œuvre.

seignement littéraire. Son livre sur la *Méthode scientifique de l'enseignement littéraire* (Alcan) est une tentative très intéressante, non pas pour faire de la critique littéraire une science, ce qui serait une pure chimère, car le talent ou le génie ne peuvent être soumis à aucune mesure précise, mais pour déterminer quels éléments dans l'histoire littéraire sont susceptibles d'être étudiés scientifiquement. M. Renard a très bien mis en lumière ce principe, que ce qui peut être objet d'une étude scientifique dans une œuvre littéraire, c'est les conditions qui lui ont donné naissance, et les effets qu'elle a produits, quoique les effets soient plus difficiles à préciser que les causes ou le milieu; et alors, dans une série de chapitres d'une haute valeur, M. Renard examine successivement les rapports de la littérature avec le milieu psycho-physiologique, le milieu physique, le milieu social, les conditions économiques, la vie politique, le droit, la vie de famille, la vie mondaine, la religion, la morale, la science, les arts, l'éducation, les littératures étrangères et le passé. Ces chapitres sont remplis d'observations intéressantes et fines. On trouvera sans doute bien générales et vagues la cause et la loi d'évolution littéraire : besoin de changement, changement par action et réaction et par développement; mais il n'en est pas moins intéressant de confronter cette idée générale avec la théorie de M. Brunetière sur l'évolution des genres et l'application du darwinisme en littérature, théorie qui n'a pas eu tout le succès qu'attendait son auteur et qu'il a abandonnée à moitié chemin pour entreprendre une croisade plus retentissante et plus actuelle en faveur de l'autorité pontificale. J'aurais voulu trouver toutefois dans le livre de M. Renard une critique un peu serrée de la théorie évolutionniste de M. Brunetière qui, malgré ce qu'elle a d'artificiel, est infiniment ingénieuse, et a été le plus notable effort pour faire rentrer l'histoire littéraire dans les cadres de la science. J'aurais voulu également trouver une critique de l'effort de même nature tenté auparavant par M. Taine.

On attendait depuis longtemps une édition nouvelle de l'*Histoire générale des Hongrois* de M. Édouard Sayous, parue en 1876 et qui avait comblé si heureusement une lacune dans notre littérature historique. Il était nécessaire d'en faire disparaître quelques taches et de poursuivre l'ouvrage jusqu'à la fin du xix^e siècle. L'auteur n'a pu achever lui-même cette révision. Son fils, M. André Sayous, et M. J. Dolenez l'ont menée à bonne fin et viennent de nous donner (Paris, Alcan) une édition refondue et ornée de très belles et très instructives illustrations, où l'histoire de la Hongrie est conduite jusqu'à 1896.

G. MONOD.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Gustav BILLETER. *Geschichte des Zinsfusses im griechisch-romischen Altertum bis auf Justinian*. Leipzig, Teubner, 1898.
4 vol., 384 pages.

Cette histoire du *Taux de l'intérêt dans l'antiquité grecque et romaine* est le travail le plus complet et le plus conscientieux qui ait encore été écrit sur cette matière. L'auteur, à la fois jurisconsulte, historien et philologue, s'est interdit systématiquement l'explication des faits et les généralisations aventureuses qu'affectionnent les économistes modernes; il s'est cantonné dans l'interprétation technique des documents et il a ainsi fait justice de nombreuses erreurs, en particulier de celles de Rodbertus. Son mérite principal consiste à avoir le premier distingué soigneusement les diverses catégories de placements; il est arrivé ainsi à des résultats beaucoup plus précis que ses prédecesseurs, surtout que Beloch qui, dans un récent travail sur le même sujet (*Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, II, Supplement Band, 1002-1007), a eu le tort de regarder comme taux normal de l'intérêt le taux le plus bas. La bibliographie est très complète; elle n'a guère omis que les articles de Wachsmuth (*Öffentlicher Credit in der hellénischen Welt*), de Giraud (*les Naxi...*), l'article *Foenus* du *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*.

Le livre se divise en cinq parties; la première est consacrée à la Grèce et à l'Asie Mineure jusque vers 250 ap. J.-C. C'est la partie la plus neuve et à nos yeux la plus intéressante. La première section de ce premier livre va depuis les origines jusqu'au IV^e siècle av. J.-C.; le fait essentiel pour l'Attique, au IV^e siècle av. J.-C., c'est que le taux moyen de l'intérêt est de 12 % pour les bons placements hypothécaires, de 16 à 18 % pour les placements du même genre un peu moins sûrs, et que pour le revenu des terres le taux de capitalisation est de 6 à 8 %. M. B. donne, chemin faisant, une excellente explication du chap. II, 2, de la *Politique des Athéniens* d'Aristote. La deuxième section est relative au III^e siècle av. J.-C.; les inscriptions de Délos, d'Ilion et d'Amorgos fournissent le taux de 10 % pour les bonnes créances hypothécaires; ce taux paraît avoir été aussi le taux habituel pour les emprunts d'états. On a beaucoup plus de renseignements dans la deuxième section pour les deux derniers siècles av. J.-C.: pour les bonnes créances, les inscriptions de Thera, de Delphes, d'Éphèse, d'Olympos, de Mylasa donnent le taux de 7 à 8 %, qui est environ le double du taux de capitalisation pour le produit de la terre; on constate donc

une baisse assez sensible de l'intérêt et des revenus fonciers; pour les placements de moindre sécurité, le taux normal est de 12 %; c'est le taux maximum établi par Lucullus en Orient; les villes grecques très obérées empruntent à des conditions extrêmement dures. La quatrième section est consacrée à l'Orient, sous l'Empire, jusque vers 250 av. J.-C.; on trouve le taux moyen de 8 à 9 %. La deuxième partie est relative à l'Égypte au temps des Ptolémées; d'après les papyrus, peu riches en informations sur ce point, le taux de l'intérêt ne paraît pas avoir dépassé 10 %; les chiffres de 60 à 72 % fournis par Lumbroso sont de grosses erreurs. Dans la troisième partie, l'auteur étudie le taux de l'intérêt à Rome jusqu'à la fin du 1^{er} siècle av. J.-C.; dans la première section, qui va jusqu'à Sylla, il reprend, sans plus de succès que ses prédécesseurs, la discussion de toutes ces lois si obscures, si controversées et qui ont toutes été inutiles. Pour la fin de la République, on a des données plus précises; l'argent afflue à 6 et même à 4 % pour les bons placements; les guerres civiles font remonter le taux de l'intérêt, mais il redescend à 4 % au début du règne d'Auguste. La quatrième partie, consacrée à l'Empire avant Justinien, est naturellement la plus développée; les inscriptions, les textes littéraires et juridiques fournissent des renseignements nombreux et précis jusqu'à l'époque d'Alexandre Sévère. Pour les bons placements hypothécaires et de longue durée, le taux normal va de 4 à 6 %, mais est généralement de 6 %; dans les fondations alimentaires de Trajan, il est de 5 %; cela prouve, contrairement à une opinion très répandue, que Trajan n'a pas voulu favoriser les petits cultivateurs en leur prêtant de l'argent à un faible intérêt. Il démontre contre Mommsen et Rodbertus que le taux de 6 % qu'il y a dans Columelle (3, 3, 9) est celui de l'intérêt et non pas du revenu foncier. Les textes du Digeste paraissent montrer un abaissement de l'intérêt depuis Caracalla jusqu'à Alexandre Sévère. Il faut rejeter l'assertion que ce dernier empereur aurait défendu de prêter à plus de 4 %. Quant aux placements moins sûrs et de courte durée, de nombreux documents, relatifs à l'Égypte, donnent le taux, qui était le taux légal, de 12 %, taux qu'on trouvera encore très fréquemment au Bas-Empire et jusque dans les lettres de Sidoine Apollinaire (4, 24). L'étude consacrée, dans la cinquième partie, à l'époque de Justinien est aussi très complète, mais naturellement moins nouvelle. M. B. donne lui-même, dans un des appendices, les résultats généraux de son travail; dans l'Orient, l'intérêt s'abaisse graduellement de 12 à 7 %, jusqu'au n^e siècle ap. J.-C.; il se relève jusqu'à 8 et 9 % sous l'Empire, avec une tendance à redescendre à partir de Trajan; pour l'Occident, le taux de 4 à 6 % est atteint dès 60 av. J.-C.; après s'être abaissé quelque temps, il remonte à ce niveau pendant tout le Haut-Empire, sauf pendant une courte période d'abaissement de Caracalla à Alexandre Sévère, puis se relève au Bas-Empire jusqu'à 6 à 7 %.

Ces conclusions nous paraissent inattaquables. Elles reposent sur la discussion la plus savante, la plus serrée de tous les textes. Le seul

reproche à faire à l'auteur, c'est d'avoir surchargé ses phrases de trop d'incises et son livre de trop de dissertations. La lecture n'en est pas précisément agréable.

Ch. LÉCRIVAIN.

Wilhelm SOLTAU. *Livius Geschichtswerk, seine Komposition und seine Quellen; ein Hilfsbuch für Geschichtsforscher und Liviusleser.* Leipzig, Weicher, 1897. In-8°, VIII-224 pages.

Le livre de M. S. sur *l'Histoire de Tite-Live, sa composition et ses sources* est le résumé de tous ses travaux et des principaux travaux modernes sur cette difficile et importante question. Il doit, selon ses propres expressions, fournir une base solide à l'étude de l'annalistique romaine. L'auteur n'exagère pas l'importance de son œuvre. Elle est d'un intérêt capital.

L'introduction (ch. 1^{er}) renferme d'abord une étude générale sur la valeur de Tite-Live comme historien; tout le monde est d'accord sur ses défauts; ce rhéteur, dépourvu de toute préparation historique et qui ne voit dans l'histoire qu'un enseignement moral, qu'une branche de la rhétorique, ignore profondément la constitution romaine, le droit romain, les choses militaires; il ne connaît rien que de deuxième et de troisième main, il n'a utilisé ni les documents authentiques, ni les sources originales, ni même les premiers annalistes romains, ni les historiens grecs qui ont fait l'histoire primitive de Rome; il n'a donc aucune valeur propre; mais il n'en est que plus nécessaire de retrouver ses sources pour en apprécier le contenu. Ce morceau est irréprochable; tout au plus pourrait-on insister un peu plus sur le but patriotique de Tite-Live. Vient ensuite la liste des travaux consacrés à l'historien; elle est très complète; on l'aurait peut-être désirée plus méthodique, avec des analyses sommaires pour avoir une idée plus nette des progrès de la critique en cette matière. M. S. donne immédiatement les résultats généraux de tous ses travaux : Tite-Live ne choisit ses sources qu'au fur et à mesure de son travail; il ne suit en général qu'une source; il nomme rarement sa source principale; il lui emprunte souvent les citations qu'il fait, il la copie textuellement, surtout quand elle est ancienne; ses additions consistent surtout en discours; les discours indirects se rapprochent plus des sources; les longs discours directs sont son œuvre propre. Ces résultats sont généralement admis. L'auteur démontre ensuite que ce n'est pas Tite-Live qui a établi la division en décades, qu'il a sans doute publié successivement d'abord les cinq premiers livres, puis les livres VI à XV, XVI à XX, la troisième décade, et les livres XXXI à XLV. Enfin M. S. nous expose sa méthode et le plan de son travail: allant du connu à l'inconnu, il va distinguer d'une manière certaine, pour les quatrième et cinquième décades, les données de Polybe et les données annalistiques; cette même distinction

sera plus difficile à faire, mais donnera cependant des résultats satisfaisants pour la troisième décade; dans la première décade, la distinction de la chronique pontificale et des annales récentes présentera de plus grandes difficultés.

Les chapitres II-IV sont consacrés aux sources des décades IV et V. Il y a d'un côté Polybe, de l'autre les annalistes romains. Sur Polybe, M. S. admet et développe les résultats incontestables établis par Nissen: Polybe est pour les événements de la Grèce et de l'Orient la source presque exclusive de Tite-Live qui le traduit tantôt exactement, tantôt d'une manière très libre, en ajoutant des fantaisies de rhétor, des erreurs dans les matières militaires et politiques. Il n'a utilisé aucune autre source grecque. Pour les auteurs romains, Unger n'avait distingué comme sources que Claudio Quadrigerius et Valerius Antias. Une analyse plus complète permet, d'après M. S., de reconnaître trois groupes de textes, des récits militaires, détaillés, prolixes, puis des notices annalistiques, d'un style sec et lapidaire, qui contiennent, sous des rubriques invariables, des faits purement urbains, comices, séances du sénat, ambassades, triomphes, prodiges, jeux, morts et nominations de prêtres; enfin des récits développés, détaillés de ces mêmes faits. Or, les deux premiers groupes ne peuvent provenir que des chroniques pontificales, soit sous leur forme primitive, soit sous la forme des *Annales maximi* rédigés vers 120 av. J.-C.; le second groupe en reproduit sans doute fidèlement la première forme dans toute sa sécheresse; c'est l'œuvre de Pison; le troisième groupe doit dater d'une époque postérieure, où l'on a senti le besoin de surcharger le canevas; il ne peut émaner que d'Antias qui a dû développer et amplifier les *Annales maximi*. Sur ce point la démonstration de M. S. paraît très forte et très probante; mais à notre avis, il est beaucoup trop affirmatif en rapportant uniquement à Claudio Quadrigerius, à l'exclusion d'Antias, les récits militaires, plus ou moins romanesques; nous ne connaissons pas assez Claudio et Antias pour faire entre eux un partage aussi exact que celui qui figure au tableau des pages 43 et 46.

Les sources de la troisième décade occupent les chapitres V à VII. Tout le monde est d'accord sur l'attribution à Polybe de la guerre d'Afrique (I. XXX), de l'épisode de Massinissa, de la prise de Syracuse et de Tarente, de tous les faits relatifs à l'histoire grecque (depuis XXVI-24, 1). De qui viennent les récits sur les guerres d'Espagne et les portions orientales des livres XXI-XXII? La matière a été évidemment aussi fournie par Polybe; M. S. complète sur ce point la démonstration déjà faite par Zielinski et Hesselbarth; mais il persiste à penser que Tite-Live n'a connu le récit de Polybe qu'à travers une traduction de Claudio Quadrigerius qui aurait utilisé aussi une traduction des annales d'Acilius. C'est là une hypothèse qu'on acceptera difficilement: on a déjà objecté à M. S. que les annales de Claudio étaient très courtes et n'auraient guère pu fournir l'ample récit de Tite-Live; il répond que Claudio a dû écrire en outre une autre grande histoire où il se faisait

le panégyriste des Scipions, des Claudii Marcelli et d'autres familles nobles; mais ce n'est là aussi qu'une pure hypothèse. Pour les événements essentiellement romains, la part de Pison et d'Antias est assez mince; les sources principales ont dû être Cœlius et Claudius, dont M. S. retrouve et distingue les apports avec des arguments ingénieux, trop ingénieux peut-être; il déclare lui-même d'ailleurs avec sincérité, dans la conclusion de ce chapitre, que son tableau des parts respectives de Cœlius, d'Antias et de Claudius n'est que vraisemblable.

Les chapitres viii à xx sont consacrés aux sources de la première décade. C'est la partie du sujet la plus difficile, car les fragments des sources primaires sont peu nombreux; la première annalistique pontificale est toujours représentée par Pison qui a fourni quelques notices aux livres II et III (p. 88), un grand morceau au livre IV (ch. xxx), quelques passages dans la première moitié du cinquième livre et fort peu de chose dans les cinq derniers livres surtout militaires. Des renseignements beaucoup plus nombreux viennent des *Annales maximi*, développés comme précédemment par Antias (p. 91 à 94). Tite-Live utilise en outre les deux représentants de la nouvelle école historique de la fin de la République, Licinius Macer et Lucius Tubero, qui ont le plus contribué à fausser l'histoire primitive, le premier en y introduisant ses opinions démocratiques, le second en y introduisant les idées et le programme que devait avoir l'aristocratie modérée à l'époque de Cicéron et de César. C'est Macer qui a inventé par exemple les luttes constitutionnelles de la première décade, la réélection d'Appius Claudius, le prototype de Sylla comme décembvir, l'histoire de Virginie; c'est Tubero qui a dépeint Manlius et Mælius sur le modèle de César; ce sont ces deux historiens qui ont fait entrer dans l'histoire romaine les mensonges énormes des *laudationes funebres*, au profit de certaines familles, telles que les *Licinii*, les *Fabii*, les *Decii*, les *Servii*, les *Quinctii*. Enfin Tite-Live a encore largement utilisé Claudius Quadrigarius pour la deuxième moitié de cette première décade; il lui doit surtout les six invasions gauloises apocryphes, ajoutées aux cinq invasions authentiques de Polybe. Tels sont les principes d'après lesquels M. S. répartit le texte de Tite-Live, chapitre par chapitre, entre ses cinq sources: Pison, Macer, Antias, Claudius et Tubero (p. 91, 94, 123, 124, 137, 139, 148, 159, 162, 172, 181). Cette démonstration de M. S. offre beaucoup de parties contestables. D'abord Tite-Live n'a pas dû se servir aussi largement de Claudius, puisque, dans un passage essentiel (6, 42, 5), il rejette son opinion. Macer a évidemment fourni le ton et les couleurs démocratiques; mais son livre, que nous savons avoir été relativement court, n'a guère pu être la source de tant de longues dissertations de Tite-Live. Les passages de couleur aristocratique viennent certainement aussi d'un auteur contemporain des guerres civiles; mais est-ce plutôt Tubero que Valérius Antias? Nous ignorons quand le livre d'Antias fut publié. Quant à Tubero, rien ne prouve que ce soit Lucius Tubero, beau-frère de Cicéron, et en tout cas nous ne savons rien de

ses idées politiques. En un mot, dans cette partie, M. S. nous paraît avoir beaucoup trop cédé au désir qu'ont les critiques modernes, surtout allemands, de préciser exactement les sources; nous n'avons pas assez d'éléments de comparaison pour établir des attributions aussi catégoriques.

Au chapitre xx, M. S. ramène le premier livre de Tite-Live à Antias et à Tubero, sans dissimuler qu'il est difficile de distinguer leurs apports respectifs. Macer n'a été utilisé qu'à partir de Tarquin le Superbe. Ce sont là des résultats probables et acceptables, M. S. a été amené naturellement à étudier aussi pour les périodes correspondantes les sources de Denys et de Dion Cassius. Denys suit surtout les sources les plus récentes, en particulier Macer et Tubero, et aussi Varro. Dion Cassius ne représente pas, comme on l'a cru longtemps, un extrait de Tite-Live; sans doute il l'a lu, mais il a surtout suivi pour les débuts Antias et Denys, pour la deuxième guerre punique Cœlius et Antias, pour la suite Polybe et peut-être Acilius.

M. S. a résumé son livre et ses idées dans les deux derniers chapitres sur le mode de travail de Tite-Live et les grandes lignes d'une histoire de l'annalistique romaine. Les premiers annalistes romains qui ont écrit en grec, Fabius, Cincius, Cassius, Acilius trouvent et reproduisent simplement un noyau primitif formé par des mythographes grecs, des poètes et des prêtres; sur ce noyau se dépose la première chronique pontificale, reproduite par Pison, et qui est la base de la chronique urbaine; les *Annales maximi* la développent à l'époque des Gracques; ce fond encore maigre est orné par les poètes Naevius, Ennius, par un second bar d'historiens imitateurs des Grecs, tels que Cœlius, Gellius, Claudius, rhétoriciens, inventeurs de discours, compilateurs d'oraisons funèbres, tels que Tuditanus, Antias; finalement on fausse l'époque primitive au moyen des institutions et des passions de l'époque présente; c'est l'œuvre des archéologues tels que Varro, des historiens pamphlétaire de l'époque révolutionnaire tels que Macer et Tubero. Ce tableau du développement de l'historiographie romaine est certainement exact dans ses grandes lignes. Il n'y a que sur le noyau primitif que la pensée de M. S. est obscure et flottante: il devrait en affirmer plus nettement l'origine exclusivement grecque.

La conclusion de cette analyse, c'est que l'excellent travail de M. S. sera la base de toute étude ultérieure sur les sources de Tite-Live.

Ch. LÉCRIVAIN.

Caesar's Conquest of Gaul, by T. Rice HOLMES. London, Macmillan and C°, 1899. In-8° jésus, xiv-846 pages, 44 planches.

Je regrette de n'avoir pas dit plus tôt tout le bien que je pense du livre de M. Rice Holmes. Véritablement, c'est une encyclopédie complète, exacte, judicieuse, de tout ce qui a pu être écrit sur la guerre des

Gaules. Elle débute par un récit succinct de cette guerre, mais fait avec intérêt et précision, sans déclamation et sans hors-d'œuvre, et, si nous ne sommes pas toujours d'accord avec M. H. sur certaines identifications, il faut avouer que, la plupart du temps, il a adopté sur les marches de César les conclusions les plus sages. — La plus grande partie du volume est consacrée à une série de dissertations sur l'ethnographie, les institutions, la géographie de la Gaule et sur les opérations de 58-51, et, dans chacune de ces dissertations, M. H. résume toutes les opinions précédemment émises, les réfute ou les discute en quelques mots très sobres et très nets, et donne les raisons du choix qu'il a fait. On peut, avec ce livre, paraître savant à bon compte et se dispenser de recourir à bien des brochures sur les Noviodunum, sur Gergovie et Alesia; et la manière dont M. H. juge ses devanciers et appuie ses hypothèses fait reconnaître en lui un véritable tempérament d'historien.

Que j'aie cependant d'assez nombreuses réserves à faire, cela n'étonnera personne de ceux qui connaissent le vague et les périls des textes de César. Je crois, par exemple, à propos de Gergovie, que M. H. eût pu faire plus d'emprunts aux autres historiens. Je ne partage pas son opinion sur la manière dont il fait « crier » le signal de Genabum, car je ne comprends pas que ce signal ait pu venir si vite chez les Arvernes s'il n'y avait pas eu des crieurs disposés exprès. M. H. me paraît trop indulgent à l'égard des Éduens : Viridomar et Éporédorix étaient de jeunes gredins. Je pense que sa théorie de l'*agger* eût gagné à être plus précise et à s'inspirer davantage du sage livre de Polard. Je crois qu'il aurait dû rapprocher les *Vocates* de César des *Boiates* d'ailleurs et examiner la thèse de M. Camoreyt, qui place à Lectoure l'*oppidum* des *Sotiates*. Je pourrais discuter bien plus longuement encore avec M. H., mais ce que je dis de lui suffit pour montrer qu'il est un adversaire bien armé et fort habile.

Camille JULLIAN.

L. R. HOLME. **The extinction of the Christian Churches in North Africa.** London, Clay and Sons; Cambridge, University press. 1898, 4 vol. in-8°, 263 pages.

M. Holme s'est attaqué à un problème fort intéressant, dont la solution éclairerait par contre-coup toute l'histoire de l'Afrique romaine : comment, en ce pays, le christianisme a-t-il pu être étouffé si complètement et si vite par les invasions arabes ? Aucune Église d'Occident n'avait été jusque-là plus vivante, plus féconde, plus riche en hommes et en œuvres. Arrivent les Sarrasins, et tout s'effondre. En quelques années disparaissent presque toutes les communautés locales. Aux siècles suivants, c'est à peine si, de loin en loin, une brève mention d'un chroniqueur, un passage d'une décretale de pape atteste qu'il existe encore à Carthage ou à Tunis un petit groupe de chrétiens. La persistance même

de ce petit groupe isolé est de nature à augmenter la surprise; car cette tolérance relative des maîtres du pays prouve que la disparition des innombrables Églises locales n'est pas seulement l'œuvre du fanatisme musulman. D'ailleurs, ces Sarrasins d'Afrique sont les proches parents de ceux qui ont conquis l'Asie, l'Égypte ou l'Espagne. En dépit de cette conquête, les Églises d'Espagne ou d'Abyssinie, les communautés coptes, syriennes ou arméniennes, ont subsisté pendant tout le moyen âge, et jusqu'à nos jours. Pourquoi, seule, la chrétienté africaine, des Syrites à Carthage, et de Carthage à l'Océan, a-t-elle été anéantie? — Tel est le problème qu'a entrepris de résoudre M. H. Puisque l'invasion arabe et les causes extérieures ne suffisent point à expliquer le phénomène, il en a cherché la raison profonde dans la vie et les caractères de l'Église d'Afrique.

Le livre a donc pour base une histoire de cette Église : non pas une histoire au sens rigoureux du mot, mais une étude historique au service d'une thèse. De là, les proportions de l'ouvrage. L'auteur passe rapidement sur les premiers siècles, qui à d'autres égards mériteraient de l'arrêter plus longtemps. Après une vue d'ensemble sur l'Afrique romaine (chap. i), il esquisse à grands traits le tableau de l'Église locale jusqu'à la fin du IV^e siècle (chap. ii), puis au temps de saint Augustin (chap. iii). Il entre plus dans le détail quand il arrive à la domination des Vandales (chap. iv-vi), ou à la domination byzantine (chap. vii). Avant de formuler ses conclusions (chap. ix), il nous fait assister à l'agonie de la chrétienté africaine, en groupant les rares témoignages relatifs aux quelques chrétiens de la région qui se sont obstinés dans leur foi après l'invasion arabe (chap. viii).

Nous ne chicanerons pas M. H. sur les proportions de son tableau. Inacceptables s'il s'agissait d'une véritable histoire, elles se justifient assez bien au point de vue de l'auteur : dans une enquête sur la mort d'un homme, d'un peuple ou d'une religion, on se renseigne, avant tout, sur les derniers jours. Pourtant on s'étonne que M. H., dans l'intérêt même de son enquête, n'ait pas étudié de plus près le temps de saint Augustin, où il eût pu mesurer au juste la force du christianisme local, avant les premiers coups portés par les barbares. On s'étonne plus encore qu'il n'ait pas appliqué jusqu'au bout sa méthode : après avoir consacré trois chapitres à la période vandale, il expédie assez sommairement, en un chapitre, la période byzantine, où pourtant il pouvait surprendre, à la veille des catastrophes, les symptômes de défaillance. Précisément, pour les deux époques ainsi négligées, nous possédons une mine presque inépuisable de renseignements, d'une part, dans les œuvres de saint Augustin et des contemporains, d'autre part, dans les œuvres de saint Fulgence et des nombreux polémistes africains du VI^e siècle, sans parler des *Actes* des conciles.

Ceci nous amène à une critique plus grave : l'insuffisance de l'information. M. H. écrit au début de sa préface : « En m'aventurant sur un sol presque vierge encore de la trace des écrivains modernes, j'ai ren-

contré beaucoup de difficultés, spécialement pour trouver des sources d'information... » Assurément, M. H. exagère; son excuse est qu'il professe à Lennoxville, au Canada. Au contraire, sur le terrain où il s'est aventuré, les sources surabondent, au point d'effrayer les plus courageux explorateurs. Et ce terrain n'est pas si vierge qu'on le suppose là-bas. Sans doute, sur l'histoire de l'Église d'Afrique, il n'existe pas d'ouvrage d'ensemble assez récent et bien au courant. Mais l'on a reconstruit déjà plusieurs chapitres de cette histoire; et, sur les autres périodes, les renseignements ne manquent pas. Encore faut-il les aller chercher où ils sont. M. H. paraît ignorer beaucoup de bons travaux qui ont paru depuis quelques années, notamment en France: par exemple, le mémoire de M. l'abbé Duchesne sur le *Dossier du donatisme*, le livre de M. Ferrère sur la *Situation religieuse de l'Afrique romaine* au temps de saint Augustin, l'*Afrique byzantine* de M. Diehl, etc. Il n'a pas tiré non plus de l'archéologie et des inscriptions tout ce qui pouvait lui être utile pour son enquête; il a négligé, entre autres, la riche série épigraphique du temps des Vandales, qui éclaire beaucoup l'état du pays à cette époque, et les indications fournies par les basiliques byzantines récemment exhumées et étudiées. Nous pourrions multiplier les exemples: l'auteur n'eût peut-être pas crié misère, s'il eût commencé par se mieux renseigner pour tirer parti de tout. Et ces lacunes de l'information sont d'autant plus regrettables, que le livre est, malgré tout, intéressant et instructif.

Arrivons à la thèse de M. H. La voici en substance: 1^o Le christianisme n'a jamais réussi à gagner en Afrique la grande majorité des populations indigènes. Par là, son sort s'est trouvé lié à celui de la domination romaine, qui était elle-même peu solide pour des raisons analogues. — 2^o Une seule secte chrétienne exerça une véritable séduction sur les Berbères; c'est le donatisme. Or, l'Église catholique, soutenue par le pouvoir civil, lui fit une guerre à mort; et « la ruine du donatisme fut la destruction de la seule chance qu'il y eût de perpétuer le christianisme dans le nord de l'Afrique » (p. 252). — M. H. conclut ainsi: « Les causes de l'extinction des Églises de l'Afrique du nord peuvent être définies comme il suit: ces Églises tombèrent parce qu'elles étaient les Églises d'un parti, et non d'un peuple; elles s'adressaient seulement aux Romains civilisés, et non aux Maures barbares. Les circonstances les forcèrent de prendre une attitude hostile et intransigeante envers la forme de christianisme adoptée par les Maures; et leur vie fut liée à celle de la domination romaine dans la province » (p. 253).

Il y a, dans ces conclusions, une part de vérité; mais aussi quelque exagération, surtout en ce qui touche le rôle du donatisme. Sans doute, la secte paraît avoir rallié, aux IV^e et V^e siècles, beaucoup de Berbères; mais ces Berbères étaient des mécontents, qui s'enrôlaient dans les communautés schismatiques pour servir des rivalités locales et de vieilles rancunes sociales. De leur adhésion au donatisme, on n'a peut-être pas le droit de conclure que le donatisme en lui-même répondit mieux à

leurs instincts religieux, ni que son triomphe eût assuré l'avenir du christianisme dans la contrée. Au lendemain de la victoire du donatisme, ses plus farouches adhérents se seraient probablement retournés contre lui. — L'autre raison que donne M. H. est beaucoup plus vraisemblable, quoiqu'ici encore il simplifie trop les choses. D'abord, il eût bien fait de distinguer entre les différentes régions; ce qui peut être vrai de la Maurétanie, ou des montagnes, ne l'est pas nécessairement des plaines ou de la Proconsulaire; car la puissance de l'expansion romaine et le degré de l'assimilation des indigènes diminuent sensiblement à mesure qu'on s'éloigne de Carthage vers l'ouest ou vers le sud. De plus, on ne peut accorder que les Églises d'Afrique aient été « les Églises d'un parti, non d'un peuple ». Là comme ailleurs, elles se sont adressées à toute la population : témoin la correspondance et les sermons de saint Augustin, et le martyrologue africain, où figurent bien des noms à physionomie punique ou libyque.

Ce qui semble pourtant incontestable, et ce qu'a bien marqué M. H., c'est que les Églises africaines n'ont point réussi à gagner partout les indigènes. Nous savons que beaucoup de tribus étaient encore païennes à l'arrivée des Sarrasins; et beaucoup ne devaient être chrétiennes que de nom, comme elles sont aujourd'hui musulmanes, en Kabylie ou dans l'Aurès, sans se soucier ni de Mahomet ni de sa religion, et en détestant cordialement leurs voisins et confrères arabes. Les Berbères, sauf dans les villes et dans les environs des grands centres de colonisation, n'ont jamais renoncé à leurs vieilles coutumes, sociales ou religieuses. Ils étaient alors ce qu'ils sont encore, réfractaires à toute nouveauté, à tout changement. Tout près de Tunis ou d'Alger, de n'importe quelle ville africaine où règnent nos mœurs, notre langue, nos modes, entrez dans un douar ou dans un gourbi : vous y trouvez des êtres d'un autre âge, qui souvent vous font un excellent accueil, mais qui après tant d'années n'ont encore rien accepté de notre civilisation, qui mènent, aux portes d'une grande cité européenne, l'existence primitive de leurs ancêtres du temps de Jugurtha. Sur ces gens-là, nos missionnaires ou nos prêtres n'ont jamais eu aucune prise; après soixante-dix ans d'occupation et de prédication discrète, l'on en est à attendre en Algérie une conversion sincère. Les Romains, qui avaient vite gagné les populations mêlées des villes, n'ont guère eu plus d'action que nous sur les Berbères des campagnes, du désert ou des montagnes. Les apôtres chrétiens, à leur tour, ont converti assez facilement les villes, mais ils ont généralement échoué ailleurs. La religion nouvelle s'est heurtée aux mêmes obstacles et a été enfermée dans les mêmes limites que la civilisation importée d'Italie. Malgré tout l'éclat extérieur et tout le rayonnement des Églises locales, le christianisme n'avait point poussé de profondes racines dans la contrée. Il restait étranger ou indifférent à la masse des populations indigènes; par là, ses destinées se trouvaient fatalement solidaires des destinées de la domination romaine ou byzantine. Telle est la vraie

cause, et probablement la cause unique, de la disparition si prompte des chrétiens africaines lors des invasions arabes. M. H. a mis ce fait en pleine lumière, et c'est l'intérêt principal de son livre.

Paul MONGEAUX.

ZANETTI. *La legge romana retica-coirese o udinese*. Milan, Hoepli, 1900. 454 pages.

Cette dissertation, couronnée par l'Institut juridique de Pavie, est destinée surtout à discuter les théories du savant professeur Schupfer, selon lequel la *Lex romana Curiensis* serait, en réalité, un abrégé italien du Bréviaire d'Alaric et n'aurait pas l'âge qu'on lui attribue communément. M. Zanetti, adoptant les idées de Zeumer et de Brunner, croit à l'origine rhétique de ce document; il le date du milieu du VIII^e siècle. L'importance de cette double question est grande, puisque la *Lex romana Curiensis* contient sur certains points, les origines de la vassalité, la décadence du régime municipal, l'organisation judiciaire, de curieuses indications; on ne saurait les utiliser sans avoir pris parti sur la date et la patrie de cet *epitome*, sorte d'édition barbare des lois romaines. L'étude critique de M. Zanetti ajoute peu aux travaux allemands et à la thèse de M. Béguelin, mais elle est d'une lecture facile et dispense presque de se reporter aux nombreux écrits de M. Schupfer.

J. BRISSAUD.

Julius von PFLUGK-HARTTUNG. *Die Anfänge des Johanniter-Ordens in Deutschland, besonders in der Mark Brandenburg und in Mecklenburg*. Berlin, Spaeth, 1899. Gr. in-8°, x-178 pages.

— *Der Johanniter- und der Deutsche Orden im Kampfe Ludwigs des Bayern mit der Kurie*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1900. Gr. in-8°, vi-264 pages.

M. de Pflugk-Harttung s'attaque au difficile problème des origines de l'ordre de Saint-Jean en Allemagne. Difficile entre tous, si l'on en juge par ce fait que le premier grand-maître n'a pas encore été déterminé en toute certitude. La raison, c'est que les documents publiés sont rares. Aussi l'auteur se montre-t-il particulièrement reconnaissant envers notre compatriote, M. Delaville Le Roulx, qui a entrepris le cartulaire général de l'ordre. C'est en partie à l'aide des pièces de ce vaste recueil, en partie à l'aide de celles que lui-même a tirées des archives locales, que M. de P.-H. a pu projeter quelque lumière sur l'établissement des chevaliers de Saint-Jean en Allemagne.

La première partie de son travail s'étend à tous les pays de la Langue germanique (p. 3 à 38) qui engloba, à certains moments, la Hongrie, la Transylvanie, le Danemark, etc. Je soupçonne que cette partie prélimi-

naire sera la plus prisée des lecteurs français; ils y trouveront exposés avec beaucoup de soin, quoique d'une manière succincte, les progrès de l'ordre dans toute l'Europe centrale, ses grandes provinces (Bohême, Moravie, Silésie, Pologne, Haute-Allemagne, Basse-Allemagne), les différents titres portés par les chefs et par leurs subordonnés, enfin l'indication des « réunions » qui ont eu lieu parfois de plusieurs grands-prieurés dans une seule main. M. de P.-H. fournit ainsi, pour l'intelligence et la critique des textes, des données précises, qui ne sont pas encore courantes.

Qu'on ne s'y trompe pas toutefois. L'auteur est trop conscient de l'étendue de la tâche pour n'avoir point tenté de la délimiter. Il s'est donc borné résolument à l'étude du bailliage de Brandebourg (*Balei Brandenburg*) ou bailliage de la Basse-Allemagne orientale, correspondant assez bien à ce que nous appelons aujourd'hui le Brandebourg et le Mecklembourg. C'est donc sur cette seconde partie de l'ouvrage (p. 39 à 122) que devrait porter plus spécialement notre examen, si nous avions compétence à cet égard. Nous nous contenterons de dire que l'auteur se montre singulièrement pénétrant dans l'étude de son sujet, qu'il s'agisse du développement politique de l'ordre, de son rôle dans les affaires du temps ou de la vie intérieure des commanderies et du gouvernement de certains chefs tels que Ulrich Schwab et Gebhard von Bortfelde. Il éclaire l'histoire générale par l'histoire locale, et réciproquement, donnant ainsi aux faits qu'il expose toute leur signification.

La troisième partie de cet étudé mémoire est consacrée à l'état actuel des archives de l'ordre dans la Basse-Allemagne. Concentrées d'abord à Sonnenburg et à Custrin, elles le sont aujourd'hui en presque totalité à Berlin, abstraction faite de ce que recèlent les dépôts publics de Brunswick, Breslau, Charlottenbourg et vingt autres. Il y a encore de beaux jours pour les historiens de l'ordre.

En appendice, à l'occasion de la pierre tumulaire d'un comte Berthold de Henneberg conservée au Musée germanique de Nuremberg, M. de P.-H. démontre pour la première fois qu'il y a eu deux personnages de ce nom : l'un mourut grand-prieur de Bohême en 1330 ; l'autre, son neveu, fut grand-prieur de Germanie entre 1337 et 1341. La démonstration est probante et rectifie la liste courante des chefs de l'ordre de Saint-Jean dans les pays d'Empire.

La recherche des origines de l'ordre de Saint-Jean dans l'Europe centrale a conduit M. de Pflugk-Hartung à se demander quelle attitude les Johannites avaient prise dans cette fameuse querelle de Louis de Bavière avec la cour de Rome, qui passionne encore les historiens allemands, même après les deux volumes que lui a consacrés Karl Müller en 1879. Mais M. de P.-H. s'est aperçu bien vite qu'il ne pouvait isoler la politique des Johannites de celle des Teutoniques. Bravement il a étendu ses recherches à ces deux ordres de chevalerie, en dépit des mille difficultés que présente encore l'information historique quand on dépasse le XIII^e siècle. C'est dans les archives, en effet, bien plus que dans les

recueils imprimés, qu'il a fallu puiser la connaissance des faits, et cela pour un territoire qui s'étendait depuis l'Alsace jusqu'à la Bohême et à l'Estonie.

Il serait superflu de dire ici avec quelle sévère méthode M. de P.-H. a su condenser les résultats obtenus. Ce qui nous frappe le plus dans le présent volume, c'est la clarté qu'a su y introduire l'auteur en distinguant au préalable les multiples partis qui s'agitaient alors dans l'Empire : le peuple des villes et celui des campagnes, la noblesse, les princes, les juifs, le haut et le bas clergé séculier, enfin le clergé régulier représenté par les Dominicains, les Cisterciens, les Prémontrés, les Chartreux, etc.; les uns tenant pour l'empereur, les autres pour le pape, quelques-uns divisés contre eux-mêmes, comme les Carmes qui soutenaient Jean XXII à Francfort tandis qu'ils luttaient pour Louis de Bavière à Ratisbonne.

Ces préliminaires posés, l'auteur étudie (un peu trop longuement peut-être) les débuts et la situation des ordres de chevalerie avant le conflit. Par leurs antécédents et leurs tendances, les hospitaliers de Saint-Jean étaient plutôt « romaniistes », les chevaliers teutoniques plutôt « impérialistes ». Le conflit une fois déclaré, les premiers prirent assez vite la résolution de rester neutres : quelques faits isolés, qui semblent infirmer cette assertion, n'ont que la valeur de faits localisés. Au contraire les Teutoniques embrassèrent dès le début la cause de Louis de Bavière et lui restèrent fidèles jusqu'à la fin. Ils furent ses conseillers écoutés, ses représentants les plus autorisés auprès des cours d'Avignon, de Paris et de Londres.

Ce que nous résumons ici en quelques lignes, M. de P.-H. l'expose et le démontre avec une grande abondance de détails, qui portent la lumière dans mille recoins jusqu'ici ignorés.

Avec la mort de Louis de Bavière, la question est épisée. Néanmoins M. de P.-H. consacre encore cent pages soit à faire connaître l'attitude prise par les compétiteurs de l'empereur vis-à-vis des deux ordres de chevalerie qui nous occupent, soit à retracer l'histoire des Teutoniques en Prusse au temps de Jean XXII, Benoît XII et Clément VI, soit enfin à étudier la vie et les actes des Henneberg. Une cinquantaine de pages, formant annexe, contiennent l'énumération ou la reproduction des documents relatifs à l'histoire des Johannites, ou bien sont consacrées à l'examen de quelques faits particuliers. Il y a là de précieuses indications à recueillir pour l'histoire ecclésiastique de l'Allemagne pendant la première moitié du XIV^e siècle.

Alfred LEROUX.

I. DEL LUNGO. **Da Bonifazio VIII ad Arrigo VII;** pagine di storia fiorentina per la vita di Dante. Milan, Hoepli, 1899. VIII-474 pages.
Prix : 5 lires.

Ce volume est un remaniement de l'ouvrage : *Dino Compagni e la sua*

crónica, publié par M. Del Lungo il y a vingt ans, lequel est aujourd'hui presque complètement épuisé. Dans ce nouvel ouvrage, M. Del Lungo a supprimé toutes les parties qui se rapportaient à la vie et aux œuvres de Dino Compagni et en particulier à la fameuse question de l'authenticité de la chronique; il a supprimé aussi presque tout l'appareil d'érudition et ainsi il a donné « un livre nouveau tiré d'un livre ancien. » Il y raconte l'histoire de Florence depuis la paix du cardinal Latino (1280) jusqu'à la mort de l'empereur Henri VII et aux derniers actes politiques du parti des Blancs.

L'ouvrage primitif sur Compagni a été surtout une vigoureuse campagne en faveur de l'authenticité de la chronique; de cette campagne, qui s'est depuis longtemps terminée à l'avantage de M. Del Lungo, on ne perçoit plus dans le nouveau volume qu'un très lointain écho. Ici, la narration marche rapide et sûre d'elle-même, sans tout ce formidable appareil de notes, de citations, d'appendices, de digressions de combat, qui rendaient l'œuvre primitive très importante au point de vue scientifique, mais au point de vue de l'art, inorganique et plutôt pesante.

A coup sûr, si l'on veut se livrer à des études originales sur la vie de Dante et sur l'histoire de la commune de Florence, il faudra toujours se servir de cette œuvre primitive qui est comme l'épée du chevet de tous ceux qui étudient Dante et l'histoire florentine; mais ceux qui aimeraient à connaître le milieu dans lequel Dante a vécu, a lutté, a souffert, ceux qui voudraient passer quelques heures dans la glorieuse Florence démocratique d'il y a six cents ans, trouveraient dans ce livre de quoi satisfaire largement leurs désirs; car ils y verrraient revivre quarante années de luttes âpres et douloureuses, ressuscitées par un écrivain qui connaît à merveille l'ancienne histoire florentine, dans une forme vigoureuse et éloquente, digne en tout point du sujet traité.

Gaetano SALVEMINI.

Ercole CUCCOLI. **M. Antonio Flaminio.** Bologne, Zanichelli, 1897.
In-8°, XII-292 pages.

M. Cuccoli est persuadé que la littérature latine de la Renaissance ne mérite pas la défaveur où elle est généralement tenue. « On croit, dit-il, que les œuvres latines du xv^e et du xvi^e siècle furent le plus souvent des imitations froides, serviles, pédantesques des classiques; on croit même que l'humanisme a été plus nuisible qu'utile à la littérature italienne en empêchant son développement original et spontané. On veut voir dans l'humanisme un simple retour au paganisme » (p. 3). Quant à lui, il ne partage pas ces préjugés; à ceux qui parlent de Renaissance païenne, il oppose le pape humaniste Pie II; à ceux qui parlent d'imitation froide de l'antiquité, il oppose « le plus grand astre qui ait brillé parmi les lyriques latins du xvi^e siècle, » Marc-Antoine Flaminius.

Son livre est donc une thèse, et une thèse d'un intérêt général. Je doute fort que sa démonstration convainque jamais ses lecteurs et qu'il leur fasse trouver une valeur personnelle et originale au talent de Flaminio. M. Cuccoli distingue avec raison deux manières dans l'œuvre de son héros : la première est profane et même païenne, le poète imite Catulle, Horace, Tibulle ; il chante l'amour, la nature, les dieux ; il compose des élégies, des silves, des pastorales, des élogues ; en habile versificateur, il emploie les mètres les plus variés et s'en sert avec *maestria*. L'auteur nous cite comme exemple plusieurs de ses pièces de vers ; elle sont élégantes et bien tournées. La seconde manière est chrétienne et même ascétique ; le poète n'invoque plus Diane, ne salue plus ni Pan, ni les Nymphes ; il chante, d'après David, les louanges de Dieu, il exprime à Jésus son amour mystique. Y a-t-il un accent vraiment personnel dans ces œuvres poétiques de genres si divers et Flaminio est-il plus « qu'un imitateur froid, servile, pédant des classiques » ? Voilà la question.

J'avoue que M. Cuccoli n'a pas réussi à m'amener à ses conclusions. Les poésies de Flaminio rappellent celles que faisaient les excellents élèves de rhétorique ou les lauréats du concours général, du temps des vers latins, avec leurs nombreuses réminiscences classiques. Quant à un sentiment personnel, à un tour de style original, il est bien difficile de les y trouver. M. Cuccoli reconnaît lui-même que les passions que chante son héros dans ses œuvres profanes sont de pure convention, des thèmes empruntés aux anciens ; les amours de Flaminio sont purement littéraires ; les personnes qu'il chante ne sont que des réminiscences de Lesbie. Il en est de même des paysages qu'il dépeint ; il les voit à travers les descriptions de ses modèles antiques. La froideur apparaît encore plus quand Flaminio veut paraphraser les psaumes. La poésie si imagée, si concise et si vigoureuse de David est édulcorée, affadie, délayée ; les exemples cités par M. Cuccoli le prouvent amplement. Que reste-t-il donc de personnel à Flaminio ? Où trouvera-t-on la valeur originale de ce grand poète ? Cet astre ne sera-t-il qu'une vulgaire lune du xvi^e siècle tirant tout son éclat des soleils antiques ?

Cet ouvrage me paraît plus juste dans sa partie historique. En racontant la vie de son héros, l'auteur nous donne des détails intéressants sur le caractère de Léon X. Il nous montre ce pape recevant à la Magliana Flaminio à peine âgé de dix-sept ans, et lisant, au milieu de sa cour, la longue épître de quatre cents vers qui lui était présentée, sur le procès qui fut instruit et discuté au Capitole, devant le pape et les cardinaux, contre ce poète que l'on accusait de lèse-majesté parce que, dans une de ses pièces de vers, il avait exalté les Francs au détriment des Romains ! C'est encore la Renaissance avec ses engouements, ses passions pédantesques, ses occupations frivoles. Puis, le tableau change : avec Flaminio, l'auteur nous transporte à Vérone, dans l'entourage de l'évêque réformateur Giberti, qui faisait lire la Bible pendant ses modestes repas, la

commentant avec ses familiers dans de doces et saints entretiens, et menant avec eux une vie faite d'étude, d'apostolat et de prière : la contre-réforme catholique a commencé déjà avec sa réaction contre le paganisme intellectuel et moral du commencement du siècle ! Ailleurs, M. Cuccoli nous introduit, à Naples, auprès de Juan de Valdès, qui faillit amener Flaminio à la doctrine luthérienne, et, à ce propos, l'auteur nous donne des détails sur « ces protestants sans le savoir » qui adoptaient les théories protestantes sur le salut par la foi et la prédestination, sans prétendre cependant se mettre en opposition avec l'Eglise catholique, nuance si difficile à saisir que plusieurs auteurs ont fait de Flaminio un hérétique avéré et déclaré. M. Cuccoli discute cette affirmation et, par des textes décisifs, il n'a pas eu de peine à montrer qu'hérétique inconscient à un moment, Flaminio ne voulut jamais rompre avec l'Eglise et fut ramené à l'orthodoxie la plus stricte par son illustre ami le cardinal Pole. Tous ces détails sont d'utiles contributions à l'histoire religieuse du xvi^e siècle.

Comme le livre serait plus facile à lire s'il était moins aride ! Plusieurs chapitres sont de simples catalogues, je parle de ceux où l'auteur dresse la liste des œuvres de Flaminio et des études qui leur ont été consacrées ; il y aurait eu moyen, ce semble, de donner un peu de vie même à cela ! Quelquefois aussi, l'auteur émet de graves affirmations, comme des axiomes qui ne doivent pas se démontrer. Ainsi, nous sommes obligé de le croire sur parole quand il nous dit, sans le prouver, que Flaminio a exercé une grande influence sur la Pléiade ; la question cependant méritait d'être sérieusement examinée. Enfin, l'œuvre est mal composée ; nous avons renoncé à compter les nombreuses redites qu'elle présente. Tout cela contribue à laisser le lecteur sur une impression vague et incertaine, aussi bien sur le fond du sujet que sur la valeur de l'auteur.

Jean GUIRAUD.

Die taktische Schülung der Preussischen Armée durch König Friedrich den Grossen während der Friendenszeit 1745 bis 1756. Herausgegeben vom Grossen Generalstabe. Buchhandlung Mittler und Sohn. Berlin, 1900.

Le fascicule sur l'histoire des guerres de Frédéric II, qui a précédé celui que nous donne aujourd'hui le grand état-major allemand, a exposé les principes généraux pour la conduite de la guerre que le roi avait indiqués dans ses écrits et dans ses instructions pour les généraux, durant la période qui s'étend depuis la paix de Dresde jusqu'au début de la guerre de Sept ans. Il nous avait également montré par quel travail d'esprit infatigable le roi, durant la même époque, s'appuyant sur l'expérience qu'il avait acquise, s'était élevé à l'art des grands capitaines. Mais Frédéric II s'était non seulement préoccupé de la conduite

de la guerre, il avait encore infatigablement perfectionné l'instrument de la guerre, l'armée, pour la préparer aux nouveaux combats qu'il prévoyait. Il avait compris la nécessité d'instruire l'armée dans le domaine tactique durant la période de paix et de se procurer ainsi l'instrument qui, utilisé par un grand capitaine, devait lui donner l'heureuse issue de la lutte que la Prusse eut à soutenir contre trois grandes puissances coalisées et leurs alliés.

Le but du nouveau fascicule que nous donne le grand état-major allemand est de montrer comment Frédéric II a opéré comme instructeur tactique de son armée, comment, en remplaçant ces fonctions, il s'est instruit lui-même, quels étaient la lettre et l'esprit des règlements, comment les exercices et les manœuvres d'automne furent exécutés, comment enfin Frédéric II amena son armée à un degré d'instruction tactique qui devait en faire entre ses mains un instrument de succès. L'ouvrage est donc d'un puissant intérêt, mais cet intérêt est tout technique et s'adresse surtout aux hommes du métier.

Ce qu'il faut remarquer, c'est l'activité infatigable de Frédéric II, dont l'ardeur ne s'éteint pas après deux guerres victorieuses. Il comprend que c'est dans la période de paix qu'on prépare l'instrument de la guerre. Ses conceptions théoriques, il les expérimente aux manœuvres; ce qu'il recommande dans ses écrits, il le met en évidence par des exemples aux exercices. A cette époque, ce n'est que dans l'armée prussienne que les manœuvres et les exercices étaient faits en vue de la guerre.

W. MACDONALD. Select documents illustrative of the history of the United States 1776-1861. New-York, Macmillan, 1898. In-12, XIII-465 pages.

Ce recueil de textes pour l'étude de l'histoire contemporaine des États-Unis est l'œuvre d'un professeur d'Université qui a, comme nous tous, constaté la nécessité, dans l'enseignement supérieur de l'histoire, de mettre aux mains des étudiants les principaux documents sans lesquels ils ne peuvent acquérir la connaissance scientifique des faits. M. Macdonald a suivi l'exemple des Anglais Stubbs, Gardiner, Prothero.

La notice bibliographique qui ouvre le recueil n'est pas une simple nomenclature de titres, c'est une introduction méthodique et critique des sources (surtout officielles). Le recueil se compose de quatre-vingt-dix-sept documents, tous officiels, choisis parmi ceux qui ont fait date dans l'histoire politique des États-Unis. Chacun des documents est précédé d'une notice historique et bibliographique très soignée et très utile, sur les conditions où l'acte a été rédigé et les recueils où on peut le trouver. Quelques-uns sont abrégés suivant une méthode judicieuse qui consiste à omettre les formules sans valeur en indiquant l'omission.

Tous les actes notables de l'histoire fédérale des États-Unis, depuis la déclaration d'indépendance de 1776 jusqu'à la constitution des États sécessionnistes de 1861 sont reproduits ici dans un texte admirablement imprimé et établi avec soin.

Le choix paraît judicieux; l'ouvrage est beaucoup plus maniable, plus agréable d'aspect, et plus scientifique de forme que le gros recueil de Fenton et Cooper. On peut regretter pourtant que le choix soit restreint aux documents émanés des pouvoirs officiels, président, secrétaires, congrès, législatures d'État, et que l'auteur ait volontairement écarté les programmes et les manifestes des partis (donnés par Fenton et Cooper), et les déclarations notables des chefs des partis. Il est impossible d'étudier l'histoire politique des États-Unis sans connaître ces documents; et, puisque l'auteur a fait une exception en faveur du débat Webster-Hayne, on ne voit pas comment il peut justifier son parti-pris systématique de s'en tenir aux pièces officielles.

Malgré cette lacune (volontaire d'ailleurs), le recueil de M. Macdonald doit être recommandé comme un instrument de travail excellent, non seulement aux étudiants américains, mais plus encore aux travailleurs d'Europe.

Ch. SEIGNOBOS.

Michelangelo SCHIPA. Un ministro napoletano del secolo XVIII :

Domenico Caracciolo. Naples, Luigi Pierro, 1897. In-8°, lxx-468 pages.

L'histoire du royaume des Deux-Siciles à la fin du XVIII^e siècle soulève les problèmes les plus complexes et les plus intéressants. Que subsista-t-il de l'œuvre réformatrice et audacieuse de Tanucci? Ferdinand IV, fils et successeur de Charles III, fut-il un prince incapable, inintelligent, asservi et déshonoré par sa femme Marie-Caroline et son ministre Acton, ou bien peut-on retrouver son action personnelle dans le gouvernement de son royaume? On s'accorde à dire que le chevalier Acton, le favori de la reine, exerça toute la réalité du pouvoir; est-ce absolument exact et ne peut-on pas préciser la part qu'il prit aux affaires, et celle que de gré ou de force il laissa à son maître et aux autres ministres? Autant de questions délicates que l'historien doit se poser et sur lesquelles l'étude de M. Schipa fait souvent la lumière.

L'auteur a voulu reconstituer le ministère de Dominique Caracciolo et l'influence qu'il exerça sur les relations extérieures du royaume napolitain. Appelé aux affaires à soixante et onze ans, soucieux de sauvegarder l'indépendance de son caractère en face de la reine et d'Acton, ayant à faire face à de graves difficultés avec Rome et l'Espagne, Caracciolo donna des preuves à la fois d'énergie et d'habileté. Cependant ses efforts ne furent pas toujours couronnés de succès; souvent, et en particulier dans ses négociations avec le saint-siège, sa diplomatie officielle fut contre-carrée par les intrigues secrètes de Marie-Caroline et de son chevalier; le

gouvernement napolitain connut ces négociations en partie double qui avaient été si familières à Louis XV et que M. Sorel nous a révélées dans son *Secret du roi*. Caracciolo eut un ministère de courte durée : appelé aux affaires le 24 janvier 1786, il mourait subitement le 16 juillet 1789 ; mais il dirigea des négociations de la plus haute importance.

Quoique ayant cédé le trône de Naples à son fils, Charles III, roi d'Espagne, donnait la plus grande attention au gouvernement de son ancien royaume ; d'autre part, fille de Marie-Thérèse, la reine Marie-Caroline essayait de faire prédominer dans les conseils l'influence autrichienne, et elle travaillait d'autant plus à éloigner Ferdinand IV de Charles III que la cour de Madrid avait émis les soupçons les plus injurieux sur la nature de ses rapports avec Acton. Ainsi, deux influences contradictoires se combattaient dans les conseils napolitains. Partisan convaincu du pacte de famille qui unissait, depuis 1761, les trois royaumes de la maison de Bourbon, Caracciolo eut les plus grandes difficultés à les maintenir à cause de l'animosité que se témoignaient Acton et Florida-Blanca ; il dut même faire appel à l'intervention de Louis XVI et de son ministre Vergennes. Il réussit à empêcher une rupture entre Ferdinand IV et l'Espagne ; mais, après sa mort, Marie-Caroline inclina tout à fait le royaume des Deux-Siciles vers l'Autriche.

Avec Rome, les rapports furent encore plus tendus. Pour régler les différends qui s'étaient élevés entre le pouvoir civil et l'autorité religieuse, on avait entamé les négociations d'un concordat ; malheureusement la cour de Naples, et surtout le roi et Caracciolo, étaient imbus des principes gallicans et joséphistes qui inspiraient les monarchies absolues de l'ancien régime. A chaque instant, le roi alléguait contre la curie « ses droits souverains, » « les droits imprescriptibles de la couronne, » sa qualité de « gardien de la discipline religieuse et de protecteur de l'Église » (p. 133) pour empiéter sur le domaine spirituel, s'emparer des nominations aux évêchés, aux abbayes et aux bénéfices, supprimer tout appel à Rome, soustraire les religieux de son royaume à la juridiction des généraux d'ordre romain, enfin confisquer les biens ecclésiastiques. Son ministre partageait si bien ces idées régaliennes qu'il s'indignait de bonne foi contre les prétentions exorbitantes de la cour romaine lorsque timidement Pie VI et son secrétaire d'État, le cardinal Boncompagno-Ludovisi, essayaient d'obtenir des adoucissements aux propositions napolitaines. Il faut lire dans l'ouvrage de M. Schipa les détails si précis qu'il donne sur ces négociations ; ils sont fort instructifs, car ils prouvent à la fois combien l'Église souffrait dans sa liberté spirituelle de la lourde protection que faisait peser sur elle l'ancien régime et, d'autre part, combien le pouvoir temporel des papes a entravé souvent leur œuvre spirituelle : Pie VI fut à la veille de sacrifier la plupart de ses droits sur l'Église napolitaine pour faire rétablir la cérémonie de la haquenée offerte en signe de vassalité par le royaume de Naples au Saint-Siège ! Malgré son désir de pacification, Caracciolo échoua dans ses négociations avec Rome à cause de la diplomatie secrète d'Acton qui

entretenait les espérances de la curie, et surtout de l'intransigeance de ses principes sur l'absolutisme de l'État.

Il fut plus heureux dans ses rapports avec la Russie sur la question d'Orient, et c'est peut-être là qu'il se montra le plus habile et le plus perspicace. Tout en restant pacifique et solidement attaché au pacte de famille, tout en résistant aux excitations belliqueuses de la Russie, il obtint de sérieux avantages commerciaux dans la mer Noire, créa un consulat napolitain à Cherson, fit faire une enquête sur les ressources commerciales de l'empire moscovite, et même essaya d'étendre la main sur « quelque île de l'archipel, comme Candie, ou encore sur la Morée » (p. 97).

Les documents qu'a puisés M. Schipa aux archives de Naples, qu'il a utilisés dans son étude et publiés en appendice (p. I-LXX), prouvent bien que Caracciolo méritait d'être connu. Peut-être l'auteur a-t-il quelque peu exagéré les talents diplomatiques de son héros : Caracciolo ne fut en somme qu'un diplomate de carrière presque aussi timide que Fleury, un homme d'ancien régime imbu de préjugés philosophiques et absolutistes; mais il eut le mérite de tenir en échec, sans s'y briser, la politique aventureuse de Caroline et d'Acton. Quoi qu'il en soit, l'étude de M. Schipa est sérieuse et se lit avec intérêt et profit.

Jean GUIRAUD.

Le voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas (31 mai-27 juillet 1781). Étude d'histoire politique et diplomatique, par Eugène HUBERT. Bruxelles, Lebègue et C^e, 1900. IV-482 pages.

L'unique voyage d'un prince régnant aux Pays-Bas belges, depuis la mort de l'archiduc Albert jusqu'à la fin de l'ancien régime, fut celui de l'empereur Joseph II, entrepris en 1781. Événement curieux, déjà à ce titre, pour la Belgique et pour les nations voisines, ce voyage fut encore plus remarquable par l'énorme travail accompli par l'empereur et par ses conseillers pendant les deux mois qu'il passa dans cette partie éloignée des possessions autrichiennes. Ce fut l'origine de toutes les réformes décrétées plus tard par Joseph, et qui ont amené, comme on le sait, la révolution brabançonne. Pourtant, cet épisode mémorable n'a jamais été étudié à fond par les historiens belges, qui parlent généralement de Joseph II avec légèreté et avec une antipathie bien marquée envers l'auguste voyageur. M. Eugène Hubert, le professeur de Liège si avantageusement connu des lecteurs de la *Revue historique*, ainsi que de tous ceux qui s'occupent de l'histoire de Belgique, a été le premier à écrire l'historique de ce voyage en utilisant une immense quantité de sources authentiques qui se trouvent dans les grands et les petits dépôts tant belges qu'étrangers. Bien ordonnée, vivement racontée, cette monographie modèle est encore pourvue de nombreuses notes savantes et instructives sur les choses et les hommes marquants de

cette époque. Elle est divisée en deux parties, l'une descriptive, plus courte, et une partie systématique, plus étendue; elle donne d'abord l'histoire même du voyage impérial et ensuite l'exposé de tout ce qui y a été traité au point de vue politique, administratif, social et ecclésiastique. M. Hubert réfute victorieusement les reproches de légèreté, d'humeur fantasque, capricieuse et superficielle, de haine contre la religion, de mépris envers l'humanité, dont on a si souvent couvert la mémoire de Joseph II. Il prouve que c'était un souverain sérieusement et noblement préoccupé d'accomplir les écrasants devoirs de sa haute charge en y travaillant avec un zèle qui ne se ralentissait jamais. Il nous semble, cependant, que la manière de voir de M. Hubert est trop favorable à son héros. En premier lieu, il faut distinguer entre le Joseph II de 1781 et celui de 1787; l'opposition passionnée qu'il rencontra le rendit plus tard beaucoup plus irritable, plus cassant, plus tyrannique qu'il ne le fut aux débuts de son règne. Et même, dès 1781, il manifeste un autoritarisme des plus prononcés, un manque absolu d'égards pour les personnes et pour les conseils de ses fonctionnaires les plus haut placés et les plus dignes d'estime, voire même envers ses plus proches parents, le mépris des lois jurées et une téna-cité exagérée. Nous en trouvons des preuves nouvelles dans le livre très consciencieux et très érudit que M. Hanns Schlitter vient de publier sur le règne de Joseph II dans les Pays-Bas autrichiens; l'auteur a déjà connu l'ouvrage de M. Hubert. Sans doute, l'empereur se laissait toujours guider par l'ardent désir de bien faire et de servir de tout son être la cause de ses peuples, à la façon dont il l'entendait. Mais il eut le tort de croire à son infailibilité, de le montrer à tout le monde, sans exception, et de n'avoir égard qu'à sa propre volonté. L'art de gouverner les hommes, difficile surtout quand il s'agissait des nom-brueuses nations si différentes qui componaient son empire, lui était absolument inconnu. Ces défauts l'ont rendu odieux à tous ses contemporains, malgré ses grandes qualités, et ils ont surtout provoqué la résistance du peuple intolérant, jaloux, indiscipliné, éminemment conservateur qu'étaient les Belges d'alors. M. Hubert, dont la haute impartialité ne saurait être mise en doute, blâme lui-même l'empe-reur à cause de plusieurs réformes intempestives, décrétées d'après des notions erronées (p. 2, 168).

Quoi qu'il en soit, l'étude absolument neuve de M. Hubert, fondée exclusivement sur des milliers de documents, donne une foule de résultats importants. Elle nous fournit un tableau très exact, très détaillé et fort vivant de l'*état d'âme* du peuple belge, de ses institutions, manières et coutumes, de ses aspirations et ses travers à la veille de la grande révolution. Cela n'est pas seulement, comme le titre de l'ouvrage l'indique, de l'histoire politique et diplomatique, c'est encore de la *Kulturgeschichte*, de l'histoire sociologique dans le meilleur sens des mots.

Le ministre de France à Vienne, le baron de Breteuil, personnelle-

ment hostile au souverain près duquel il était accrédité, l'a dépeint comme adversaire décidé de la France et grand admirateur de l'Angleterre. Par des documents inattaquables (voir, entre autres, p. 69), M. Hubert démontre que Joseph II n'était nullement *anglophile*, que surtout il supportait avec aigreur et chagrin les prétentions de l'Angleterre à la domination maritime.

Nous désirerions posséder beaucoup d'aussi excellentes monographies comme celles de M. Hubert.

M. PHILIPPSON.

The real French revolutionist, by Henry JEPHSON. London, Macmillan and C°, 1899. vi-433 pages.

Si un historien prétendait que les véritables représentants de l'Angleterre au moyen âge étaient Jean sans Terre et Richard III, ou dans les temps modernes Jeffries et Georges IV, on le taxerait d'ignorance et d'injustice. Or, pour M. Jephson, Hoche, Carnot, Kléber, Lakanal, Condorcet, Vergniaud ne sont pas des représentants de la Révolution. Il n'y en a qu'un vrai, un seul, c'est Carrier. Les Vendéens et les Chouans d'autre part n'ont pas porté les armes contre leur patrie pendant qu'elle se défendait contre l'étranger, et les vaisseaux de Warren n'ont pas protégé la descente de Quiberon. Dans ces conditions, il vaudrait mieux lire le livre de M. Jephson comme un roman. Contentons-nous de constater les imaginations de l'auteur. Tout brave républicain est un Carrier (p. 392); la Révolution n'est qu'une histoire de crimes; les prêtres réfractaires n'ont pour ainsi dire pas de responsabilité dans le soulèvement. Le refus de la conscription est une peccadille. Carrier n'est pas un produit exceptionnel de la Révolution, on n'y rencontre que des fous, de noirs criminels, des imposteurs, des voleurs, des hypocrites (p. 65, 91, 145). L'humanité, l'héroïsme, la foi, voilà les Vendéens. Souchu, Gaston, Charette n'ont pas été même quelquefois un peu vifs. Les Chouans n'ont jamais pillé. L'histoire de la mort d'Audrein est fausse aussi sans doute. L'auteur, dans une série de développements pathétiques et même lyriques, insiste non sans raison sur les atrocités des colonnes infernales et de Carrier; mais il se garde bien de critiquer les témoignages, dont l'exagération est aujourd'hui démontree. Le ton de tout l'ouvrage n'est pas celui d'un historien, mais d'un prédicateur, qui veut préserver ses ouailles de la cruauté, de l'irréligion, des Français et de la République. C'est un chapitre de la morale en actions, rédigé, de l'autre côté de la Manche, à nos dépens.

P. BONDOIS.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — Annales des sciences politiques. Novembre 1900. — Émile BOUTMY. L'état anglais et sa fonction à l'extérieur (cette fonction est déterminée par l'esprit démocratique, dont J. Chamberlain est l'inconscient et brutal instrument). — P. LAVAGNE. La question des Nouvelles-Hébrides. — 1901, janvier. H. LÉONARDON. L'Espagne et la question du Mexique, 1861-1862 (expose les raisons pour lesquelles Prim, suivant les ordres de son gouvernement et selon ses propres sentiments, se sépara de la France et ramena les troupes espagnoles).

2. — La Correspondance historique et archéologique. 1900, octobre. — E. MAREUSE. Un plan de Bordeaux inédit, par Albert Jouvin, de Rochefort; fin. — J. MOMMÉJA. Ph. Tamizey de Larroque; essai bibliographique; suite en novembre. — Dom L. GUILLOREAU. Une lettre de Grégoire, évêque de Blois, à l'abbé Jacques Rangeard. — Novembre. H. LACAILLE. Le partage du palais Mazarin à la mort du cardinal. — Décembre. A. THOMAS. Le musicien Ockeghem (signale un texte nouveau concernant ce chapelain du duc de Bourgogne en 1447-1448). — 1901, janvier. F. BOURNON. Une lettre de Vauban relative à la Bastille (adressée sans doute au duc du Maine, de Paris, 13 septembre 1704).

3. — Revue des Études anciennes. T. II, n° 4. — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines; VIII : Lucain historien (suite : le siège de Marseille; la terrasse d'approche; montre combien le témoignage du poète latin est précieux pour l'histoire. En appendice : une note sur la topographie de Marseille grecque). — P. WALTZ. Trois villes primitives d'Espagne récemment explorées : los Castillares, los Altos de Carcelen, las Grajas. — Bibliographie : A. Michel. Recueil d'inscriptions grecques (art. à noter de Paul Perdrizet).

4. — Revue des Études historiques. 1900, novembre-décembre. — Henri COURTEAULT. Lettres inédites de M^{me} de Maintenon (publie quinze lettres adressées par M^{me} de Maintenon à l'abbé Madot; ces lettres ont été retrouvées dans les archives de la famille de Bonneval; quelques-unes avaient été imprimées par Lavallée pour le tome V de sa *Correspondance*, qui a été mis au pilon. Il ne reste plus de ce volume qu'un exemplaire à la bibliothèque de l'Institut). — R. TABOURNEL. La catastrophe de la rue Royale, 30 mai 1770 (publie une lettre par laquelle un provincial, de passage à Paris, raconte à un de ses amis habitant Lyon les fêtes données à Versailles et à Paris à l'occasion du mariage du dauphin, et en particulier les scènes dramatiques dont il fut

témoin, rue Royale, dans la nuit du 30 au 31 mai 1770). — Maurice BOUTRY. Une page intime de la vie de la marquise de Flavacourt (parle d'ennuis que la marquise eut à subir au sujet et de la part d'un certain Louis de Roger, soldat et assez mauvais sujet, qui se disait et était peut-être son fils naturel, 1767-1768). — P. GRISELLE. Bibliographie critique de Bourdaloue. = 1901, janvier-février. Henri COURTEAULT. Souvenirs d'enfance et de jeunesse de la marquise de Villeneuve-Arifat (née Aglaé de Nicolay; elle vécut à Paris jusqu'en 1799, où elle épousa le marquis Maurice-Jean de Villeneuve-Arifat; depuis lors elle ne quitta guère Toulouse, où elle mourut en 1852. Ses souvenirs ont été écrits après 1830 et ne dépassent guère l'année 1792). — Léon-G. PÉLISSIER. Un emblème séditieux à Venise en 1791 (déployé par un royaliste français en l'honneur du comte d'Artois, quand celui-ci arriva à Venise). — Marcel RUEDEL. L'Asie Mineure et l'Europe (de l'œuvre française dans le Levant). — René BITTARD DES PORTES. Les représentants aux armées (publie des lettres adressées par Hentz et Francastel, représentants en mission à l'armée de l'Ouest, au général Turreau, organisateur des colonnes infernales, et au Comité de salut public). = Comptes-rendus critiques : *L. Mention. L'armée de l'ancien régime* (bon livre de vulgarisation). — P. Lafond. Garat, 1767-1823 (curieux). — A. Sæderhjelm. Le régime de la Presse pendant la Révolution française (remarquable et neuf). — L. G. F. Campagne de Russie, 1812 (intéressant).

5. — Revue des Questions historiques. Janvier 1901. — VAGAN-DARD. Saint Ouen dans son diocèse (excellent travail critique qui est en même temps une étude sur l'église de Rouen au v^e siècle. Hauck a raison contre M. V. quand il dit que l'élection de Dadon fut faite non par le clergé et le peuple, mais par le palatum. Le texte de la *Vita Eligii : ex merito sanctitatis elegerunt* est tout à fait en accord avec le ch. II de l'édi^c de 614 qui indique que les règles ordinaires sont suspendues *si de palatio eligatur, per meritum personae et doctrinae ordinetur*). — TORREILLES. Le rôle politique de Marca et de Serroni pendant les guerres de Catalogne, 1644-1660 (curieux récit, d'après les documents des Archives diplomatiques, du rôle de Pierre de Marca comme visiteur général de Catalogne de 1644 à 1651, où il eut à lutter, non seulement contre le parti espagnol, mais aussi contre les vice-rois et contre Serroni, évêque d'Orange, envoyé comme administrateur du sacrement de confirmation, qui intrigua avec Michel Mazarin, frère du ministre et vice-roi de Catalogne. En 1656, c'est Serroni qui est visiteur, il suit alors la même politique que Marca, et, en 1660, les deux rivaux travaillent ensemble à interpréter dans un sens favorable à la France les clauses du traité des Pyrénées). — SCIOUT. Les élections à la Convention d'après les procès-verbaux des assemblées électorales des départements (jamais élections ne furent moins libres : le corps des électeurs était épuré au gré des meneurs jacobins; les élections se firent au moment même des massacres de septembre et sous le poignard des égorgeurs; quatre-vingt-trois élections furent faites à haute voix).

Néanmoins, les modérés étaient encore en majorité, comme on le vit après Thermidor, mais les circonstances et la peur les soumirent aux violents). — *G. de Grandmaison.* M. de Norvins et les princes d'Espagne à Rome, 1811-1813 (supplée par des lettres conservées aux Archives nationales au silence du Mémorial de Norvins sur son rôle comme directeur de la police à Rome. Norvins y reçut en 1811 la reine d'Étrurie, qui y fut traitée en prisonnière, puis, en 1812, Charles IV et sa femme, accompagnés de Godoi lui-même, suivi de sa maîtresse). — *Hyrvix.* La mort du grand Condé, d'après Hérauld de Gourville (relation envoyée à M. d'Affry, gouverneur de Neufchâtel. M. H. donne de la lettre de Condé au roi un texte plus correct que celui du duc d'Aumale et en outre le texte presque identique d'une copie conservée au fonds Clairambault). — *Vioouroux.* Une nouvelle Histoire ancienne (la grande Histoire de M. Maspero, en 3 vol.; vif éloge). — Comptes-rendus : *Allard.* Julien l'Apostat, t. I. — *Grisar.* Geschichte Roms u. der Päpste im Mittelalter, t. I (fait une large place à l'archéologie). — *Von Bischoffhausen.* Papst Alexander VIII u. der Wiener Hof (documents utiles). — The testament of Ignatius Loyola, by L. Gonzales (traduction anglaise d'un texte paru en traduction latine en 1731 et dont l'original est encore inédit. L. P. Forbes donne à cette occasion une utile bibliographie des publications récentes sur Loyola et les Jésuites). — *Guibert.* Histoire de J.-B. de la Salle (excellent). — *Misermont.* Les filles de la Charité d'Arras, dernières victimes de J. Lebon à Cambrai (solide). — *Guillemaut.* Histoire de la Révolution dans le Louhannais (beaucoup de documents, livre mal fait). — Souvenirs du général Thiard, publiés par L. Lex (de 1805 à 1809). — Mémoires du général baron de Dedem de Gelder, 1774-1826. — *E. de Villiers de Terrage.* Journal et souvenirs de l'expédition d'Égypte, 1798-1801. — *F. Rousseau.* Kléber et Menou en Égypte (documents). — *Corréard.* La France sous le Consulat (bon). — *Roloff.* Napoléon I^r (le critique reproche à tort à l'auteur de cette excellente biographie allemande d'avoir parlé du golfe Jouan au lieu de Saint-Jouan. C'est golfe Jouan qui est correct). — Mémoires du baron de Bonneval, 1796-1870 (inutile). — Souvenirs politiques du c^e de Salaberry sur la Restauration, 1821-1830 (intéressants souvenirs d'un ultra). — *Marcère.* Le Seize-Mai et la fin du Septennat (regrets stériles). — *Minon.* La vie dans le nord de la France au XVIII^e siècle (intéressant). — *Nanglard.* Cartulaire de l'église d'Angoulême (212 documents du IX^e au XII^e siècle; précieux). — *Musset.* L'abbaye de la Grâce-Dieu (314 documents de 1135-1791; graves négligences). — *Duplessy.* Paris religieux (guide utile). — *Mignen.* Paroisses, églises et curés de Montaigu (bon). — *Dom Besse.* Les études ecclésiastiques d'après la méthode de Mabillon (utile). — *Quentin.* J.-D. Mansi et les grandes collections conciliaires (Mansi a bâclé une compilation sans critique. Nombreuses lettres inédites). — *Windenberger.* La république confédérative des petits états (avec des fragments inédits de J.-J. Rousseau). — *Godart.* L'ouvrier en soie, 1^{re} partie (étude sérieuse sur la

réglementation du travail à Lyon de 1465 à 1791). — *Strobel*. The Spanish Revolution, 1868-1875 (soigné). — *Nicolaïdes*. La Macédoine (de l'antiquité à nos jours, soutient les prétentions grecques). — *Lavollée*. France et Chine. Traité de Whampoa. Expédition de 1860 (important). — *Thurnhofer*. Bernhard Adelmann von Adelmannsfelden, Humanist u. Luthers Freund (bon). — Mémoires du baron de Bonnesoux, 1782-1855). — *Mandoul*. Joseph de Maistre et la politique de la maison de Savoie (bon). — *Bainville*. Louis II de Bavière.

6. — Revue d'histoire diplomatique. 1901, no 1. — Vicomte M. BOUTRY. L'abbé de Tencin, chargé d'affaires à Rome de 1721 à 1724 (jusqu'à sa nomination à l'archevêché d'Embrun, qui lui fit si peu de plaisir et lui attira de si froides félicitations). — Ed. DRIAULT. La question d'Orient en 1807. L'armistice de Slobodzïé; fin (exposé comme Napoléon sut contenir le tsar par de brillantes promesses, tout en sauvegardant l'intégrité de la Turquie). — Baron A. d'AVRIL. Protection des chrétiens dans le Levant; suite. — Fred. BAIER. L'arbitrage du *Butterfield*, 1854-1890. — J. HORA SICCAMA. Sir Gabriel de Sylvius, 1660-1696; suite.

7. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. 1900, nov.-déc. — S. CHARLÉTY. Le voyage de Louis XIII à Lyon en 1682. Étude sur les relations de Lyon et du pouvoir central au début du XVII^e siècle, 1595-1622 (exposé, d'après les archives municipales, comment la ville de Lyon perdit ses libertés par l'entente entre le roi et le Consulat); fin en janvier-février. — Paul MAUTOUCHET. L'esprit public dans le département de la Sarthe à la fin de l'Assemblée législative, août-sept. 1792; 1^{er} article (d'après des documents tirés des archives de la Sarthe); fin en janvier-février. — L.-G. PELLISSIER. Le retour de Charles VIII à Rome (publie la lettre par laquelle le roi annonçait au pape, le 6 mai 1495, son arrivée prochaine à Rome et où il lui laisse entendre ses intentions et ses espérances en ce qui concerne le royaume de Naples). — 1901. Janvier-février. Ph. SAGNAC. Les Juifs et Napoléon I^{er}, 1806-1808; 1^{er} article : l'usure et le décret de 1806. — P. CARON. L'histoire militaire de la Révolution et de l'Empire. État des travaux et questions à traiter. — Comptes-rendus critiques : G. Guigue. Procès-verbaux des séances de la Commission populaire et de Salut public de Rhône-et-Loire, 1793. — J. Rais. La représentation des aristocraties dans les Chambres hautes en France, 1789-1815 (intéressant).

8. — La Révolution française. 1900, 14 novembre. — S. CHARLÉTY. La journée du 29 mai 1793 à Lyon; fin. — C. BLOCH. Les cahiers du bailliage d'Orléans au point de vue économique (ces cahiers proclament la misère générale des campagnes et la lourdeur des impôts, l'inégalité répartition de la propriété); fin le 14 décembre (état de l'industrie et du commerce à Orléans. Protestation unanime contre le système fiscal). — A. GALLAND. L'histoire de la Révolution dans les archives départementales de la Mayenne (inventaire sommaire des

séries L et Q). — 14 décembre. Armand BRETE. Journal d'un délégué de la Guadeloupe en 1794 (ce journal, anonyme, contient quelques renseignements intéressants). — G. HERMANN. Une chanson révolutionnaire en patois périgourdin. — Documents inédits : Correspondance de Legendre, député de la sénéchaussée de Brest aux États généraux, par A. CORRE et DELOURMEL ; fin 14 janvier. — 1901, 14 janvier. A. AULARD. L'exercice de la souveraineté nationale sous le Directoire (étudie comment fonctionna le régime électoral pendant la république bourgeoise, comment étaient élus les députés, les fonctionnaires et les juges). — A. MATHIEZ. La franc-maçonnerie en l'an VII et en l'an IX (montre combien elle était inoffensive. Elle n'a pas cessé de l'être). — A. BLOSSIER. L'application du Concordat à Bazoches-sur-Hoëne, Orne. — 14 février. A. AULARD. La politique religieuse du premier consul (en négociant le Concordat, Bonaparte voulait s'appuyer sur le pape pour commander aux consciences ; il y voyait aussi accessoirement l'avantage de se débarrasser de l'église ci-devant constitutionnelle, restée démocratique par sa constitution, d'ôter à Louis XVIII son dernier moyen d'action sur la France et de pacifier définitivement la Vendée). — Edmond POUËE. La Société populaire de Villecroze, Var. — La question des présidiaux ; lettre de M. Camille BLOCH et réponse de M. Armand BRETE. — A. PERRAUD. Le portrait de madame Roland aux archives nationales (est l'exact pendant de celui de Buzot ; ils furent peints en même temps pour être mis en médaillon et pour être échangés, ce qui eut lieu en effet).

9. — Journal des Savants. 1900, décembre. — Albert SOREL. L'odyssée d'un ambassadeur : les voyages du marquis de Nointel, 1670-1680. — G. PARIS. Thomas de la Marche, bâtard de France, et ses aventures, 1318-1361 (à propos de l'ouvrage de M. Boudet ; montre que le récit du chroniqueur anglais Geoffroi Le Baker n'a aucune valeur en ce qui concerne Thomas, que par conséquent son affirmation, qu'il était bâtard de Philippe de Valois, tombe. En réalité, Thomas était un fils illégitime qu'avait eu Charles le Bel pendant qu'il était comte de la Marche, et « l'auréole romanesque dont son biographe l'a entouré ne résiste pas à l'analyse rigoureuse de la critique »). — L. DELISLE. Manuscrits du collège de la Trinité de Cambridge (d'après le Catalogue publié récemment par M. Rhodes James). — 1901, janvier. WEIL. Explorations en Égypte. Branche gréco-romaine (à propos des *Fayum towns and their Papryi*, publiés par MM. Grenfell, Hunt et Hogarth). — CAGNAT. Les frontières militaires de l'empire romain. — GIRARD. L'épopée byzantine à la fin du X^e siècle : Basile II.

10. — Bulletin critique. 1900, 5 déc. — C. PIAT. Socrate (excellent). — P. GUSMAN. Pompei ; la ville, les mœurs, les arts (intéressant et bien illustré). — H. GAUTHIER-VILLARS. Le mariage de Louis XV (quelques documents inédits ; ajoute peu aux livres de MM. de Raynal et Boyé ; ouvrage, en somme, trop peu sérieux). — DENORMAND-

die. Temps passés, jours présents; notes de famille (amusant, charmant, instructif). — Henriette Dacier. La femme, d'après saint Ambroise (bon). — 15 décembre. *Ph. Fabia. Onomasticon Taciteum* (utile répertoire des noms propres cités dans les œuvres de Tacite). — *E. Dunant. La réunion des Grisons à la Suisse, 1798-1799* (important). — *A. Montier. Robert Lindet* (excellent). — 25 décembre. *Abbé Ch. Landry. La mort civile des religieux dans l'ancien droit français* (clair, précis, bien documenté). — *R. P. Louis Boutié. Fénelon* (bon). — 1901, 5 janvier. *J. Colin. L'éducation militaire de Napoléon* (thèse séduisante, mais dangereuse, qui suppose trop de faits et ne tient pas assez de compte de l'élément créateur que Napoléon portait en lui). — *S. Baring Gould. The early history of Cornwall.* — 15 janvier. *H. Berton. L'évolution constitutionnelle du second Empire* (beaucoup d'érudition et de talent). — *Baron Mourre. D'où vient la décadence économique de la France?* (bonne étude historique). — *Baron Carré de Vaux. Avicenne* (bon). — 25 janvier. *H. Delacroix. Essai sur le mysticisme spéculatif en Allemagne au XIV^e siècle* (livre écrit avec clarté et élégance; la partie historique est traitée avec soin; mais la partie dogmatique, où est exposé le système philosophique de maître Eckart, appelle les plus expresses réserves). — *Abbé Casgrain. Guerre du Canada, 1756-1760; Montcalm et Lévis* (très remarquable). — 5 février. *G. Millet. Le monastère de Daphni* (très intéressant). — *P. Fournier. Joachim de Flore et le Liber de vera philosophia* (ce *Liber* anonyme est-il bien l'œuvre de Joachim? Les doctrines qu'il contient sont en réaction contre la théologie trinitaire de Pierre Lombard et se rattachent à la direction de Gilbert de la Porrée; mais comment l'auteur, s'il était réellement le saint abbé cistercien de Flore, aurait-il eu même l'idée de lancer contre saint Bernard, la gloire de son ordre, les odieuses accusations qu'on trouve dans le *Liber*?). — *Abbé Mathurin. Dinard et Saint-Énogat. Saint Ménan, abbé* (quelques faits intéressants).

11. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1900, n° 50. — *E. G. Browne. A hand-list of the Muhammedan mss. preserved in the library of the University of Cambridge.* — *H. Marucchi. Éléments d'archéologie chrétienne; t. I* (article très élogieux par un homme qui se reconnaît incompté pour juger l'ouvrage). — *R. Rahricht. Deutsche Pilgerreisen nach dem Heiligen Lande* (excellent). — *Fr. Curschmann. Hungersnöte im Mittelalter* (bonne étude sur les famines du VIII^e au XIII^e siècle). — N° 51. *J. Deniker. Races et peuples de la terre* (bon manuel d'anthropologie, d'ethnographie et de science préhistorique; on peut le recommander en conscience aux historiens). — *Abbé J. Boulonger. La Renaissance au XV^e siècle: une Correspondance entre Nicolas de Clemangis et Jacques de Nouvion* (l'auteur se propose d'établir que Clemangis fut le véritable promoteur de la Renaissance latine en France). — N° 52-53. *A. Harnack. Das Wesen des Christenthums* (recueil de seize conférences, qui forme une apologie du christianisme tout à fait originale, où croyants et non croyants peuvent trouver à

s'instruire). — *L. Kahn*. Les Juifs de Paris pendant la Révolution (médiocre et peu utile). — *P. Orsi*. L'Italia moderna (excellent résumé). — 1901, n° 1. *Étienne Lamy*. La France du Levant (livre très utile et de longue portée). — *Serrano y Sanz*. Vida del capitan Alonso de Contreras, caballero del hábito de San Juan, natural de Madrid, escrita por él mismo, 1582-1633 (excellente autobiographie). — *Knuttel*. Catalogus van de pamphletten-verzameling berustende in de koninklijke bibliotheek. 3^e partie, 1689-1713 (excellent). — *Ch. Nerlinger*. La vie à Strasbourg au commencement du XVII^e siècle (réédition partielle du *Parlement nouveau* de Daniel Martin, de Sedan, maître de langues à Strasbourg dans la première moitié du XVII^e siècle. L'ouvrage est important pour l'histoire des mœurs locales du temps). — *Lacour-Gayet*. L'éducation politique de Louis XIV (très intéressant et instructif). — N° 2. *Eug. Hubert*. Le voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas, 1781 (beaucoup d'informations nouvelles sur Joseph II et sur son œuvre de réforme). — N° 3. *F. Petrie*. The royal tombs of the first dynasty; part I (résultats considérables des nouvelles fouilles sur l'emplacement d'Abydos). — *E. Pfuhl*. De Atheniensium pompis sacris (médiocre et mal informé). — *P. Guiraud*. La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce (excellent). — *Fr. de Nion*. Un outre-mer au XVII^e siècle. Voyages au Canada du baron de Lahontan (réédition faite avec la plus singulière maladresse et peu d'esprit critique). — N° 4. *O. Schrader*. Reallexikon der Indogermanischen Altertumskunde. Bd. I (contient beaucoup d'informations utiles). — *Dom Morin*. Anecdota Maredsolana (à noter, dans la collection qui paraît sous ce titre, la publication d'un lectionnaire de Tolède important pour l'histoire de la liturgie). — *Fr. Kiener*. Verfassungsgeschichte der Provence seit der Ostgotenherzhaft, 510-1200 (ouvrage très sérieux où se trouvent étudiées, pour la première fois, la condition des personnes et les institutions administratives, judiciaires et politiques de toute la Provence). — Urkundenbuch der Stadt Strassburg. T. VI : Politische Urkunden 1381-1400, publié par *J. Fritz*; t. VII : Privatrechtliche Urkunden, 1332-1400 (fin de cette très importante et utile publication). — *M. de Marçere*. Le Seize-Mai et la fin du Septennat (peu de faits nouveaux et beaucoup de lamentations).

12. — Bulletin de littérature ecclésiastique. 1900, novembre. — A propos de Richard Simon (article très élogieux sur la thèse présentée par M. l'abbé Henri Margival, mais qui se termine par un avertissement : qu'il faut se tenir « en garde contre la doctrine décevante où s'est égaré le beau talent littéraire de M. l'abbé Margival »). — *L. Couture*. Saint Prosper d'Aquitaine (compte-rendu très élogieux de la thèse présentée par M. l'abbé Valentin). — Pierre BATIFFOL. Pas Novatien (maintient que l'auteur des *Tractatus Origenis* n'est pas Novatien; mais il a utilisé Novatien. Il a écrit au temps des persécutions; sa théologie est étrangère aux préoccupations doctrinales du IV^e siècle). — Décembre. Le congrès de Munich (cinquième congrès scientifique

international des catholiques). — Pierre BATIFFOL. Le haut enseignement ecclésiastique. — J.-B. SENDERENS. De l'enseignement des sciences dans les facultés de théologie. = 1901, janvier. F. BRUNETIÈRE. L'idée de solidarité.

13. — Mélanges d'archéologie et d'histoire (école française de Rome). 1900, août-décembre. — M. BESNIER. Les cartes vaticanes. Une vue de Rome en 1631. — J. CALMETTE. Les origines de la première maison comtale de Barcelone. — L. DUCHESNE. Saint-Denis *in via lata*; notes sur la topographie de Rome au moyen âge (défend contre Armel-lini l'opinion que Paul I^{er} fonda bien, comme le dit le *Liber pontificalis*, une basilique romaine sous le vocable de saint Denis. La charte de Paul I^{er} n'est peut-être pas authentique, mais la liste des signatures qui figurent à la fin est sincère).

14. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger. 1900, septembre-octobre. — A. ESMEIN. Le droit comparé et l'enseignement du droit. — Rod. DARESTE. Documents sur le droit administratif en France au XVIII^e siècle (publie sept pièces empruntées aux archives du département du Nord, 1735-1779). — G. TROUILLARD. Coutumes de Montgaillard, Ariège. Texte latin inédit de 1259. — A. ESMEIN. La théorie de l'intervention internationale chez quelques publicistes français du XVI^e siècle (étudiée en deux points : la religion et la tyrannie). — J. BRUSSAUD. La publication des anciennes coutumes municipales du midi de la France (l'idée émise ici par le savant professeur de droit de Toulouse mérite l'approbation de tout le monde érudit. Puisse-t-elle se réaliser!). = Comptes-rendus critiques. L. PERNARD. Le droit romain et le droit grec dans le théâtre de Plaute et de Terence (l'auteur n'est pas assez bien informé, aussi ses arguments ne sont-ils pas toujours très solides. Les conclusions sont judicieuses : il montre qu'au moins dans Plaute, il n'y a aucune trace de droit grec). = Novembre-décembre. L. BEAUCHET. De la propriété familiale dans l'ancien droit suédois; 1^{er} article. — Paul VIOLET. Les corporations au moyen âge (l'esprit corporatif; constitution et évolution des corporations). = M. FOURNIER. La fondation et la première réforme de l'Université de Bourges; fin. = Compte-rendu : *Pagard d'Hermansart*. Histoire du bailliage de Saint-Omer, 1193 à 1790.

15. — Bulletin hispanique. 1900, octobre-décembre. — Léon DERVILLE. Remarques sur le fuero de Piedrafita (la localité à laquelle ont été données ces coutumes doit être cherchée sans doute dans la province de Burgos, à moins qu'il ne s'agisse d'une autre localité située en Aragon). — R. ALTAMIRA. La réforme des études historiques en Espagne (sur le décret du 20 juillet 1900, qui a réorganisé les enseignements de la faculté de philosophie et lettres).

16. — Revue celtique. 1900, octobre. — Fr. P. GAROFALO. Quelques observations au sujet des Helvètes (la « civitas » ou « colonia Helvetiorum » désigne, non pas exclusivement Aventicum et sa région, mais

l'Helvétie tout entière). — ESPÉRANDIEU. Fac-similé du calendrier de Coligny.

17. — Revue de géographie. 1900, novembre. — L. DRAPEYRON. A travers l'Allemagne du Nord : Cologne au temps de l'empire romain et des invasions, des rois francs et de Charlemagne, du saint empire romain germanique et des archevêques-électeurs; fin en décembre. = Décembre. L. DELAPORTE. Le Cambodge; le royaume actuel. = 1901, janvier. L. DRAPEYRON. La Société de géographie de Cologne; son organisation, 1886-1900. = A. ZIMMERMANN. Le début de l'impérialisme britannique, traduit de l'allemand, avec préface de FROIDEVAUX, par René MARTINET. = Février. LEVASSEUR. M. Ludovic Drapeyron (art. nécrol.).

18. — Revue de l'histoire des religions. T. XLII, no 2. Sept.-oct. 1900. — Jean RÉVILLE. Le congrès international d'histoire des religions. = Nov.-déc. L. LEGER. Introduction à l'étude de la mythologie slave. — E. SENART. Bouddhisme et Yoga. — S. REINACH. L'orphisme de la IV^e églogue de Virgile. — A. SABATIER. La critique biblique et l'histoire des religions.

19. — Le Correspondant. 25 octobre 1900. — Fr. Marie-Léon SERRANT. L'abbé de Rancé et Jacques II d'Angleterre (d'après des lettres inédites; détails curieux sur la reine Catherine de Portugal, sur la visite de Jacques II à la Trappe en 1690). — E. DE BROGLIE. Catinat (suite le 25 nov. Nombreuses et intéressantes lettres inédites de Catinat sur la guerre d'Italie de 1650 à 1657; M. de B. conteste la tradition qui veut que M^{me} de Maintenon ait été hostile à Catinat; le rôle de Tessé de 1693 à 1695 est très bien mis en lumière). — LANZAC DE LABORIE. Marie Leczinska (d'après le livre de M. de Nolhac). = 10 novembre. A. VANDAL. Brumaire; suite et fin le 25 novembre et le 10 décembre (récit détaillé qui, sans rien apporter de très nouveau, précise plusieurs points des trois journées du coup d'état). — H. JOLY. La correspondance de sainte Thérèse (d'après l'édition, en 3 vol., publiée en 1900 par le P. Grégoire de Saint-Joseph chez Poussielgue, qui fournit plus de 70 lettres et 400 fragments inédits). = 25 novembre. LECANUET. Montalembert et les préliminaires du coup d'état du 2 décembre; suite et fin les 10 et 25 décembre (reprend cette histoire depuis 1850, donne une foule de précieux documents inédits sur ce triste épisode de la vie de Montalembert, où il fit taire sa conscience devant ses passions religieuses. Ce récit démontre surabondamment comment les plus honnêtes et les plus libéraux des catholiques arrivent à sacrifier à l'Église leurs principes de libéralisme et d'honneur). — KANNENGIESSER. Les origines du vieux catholicisme et les Universités allemandes; fin le 10 déc. (très intéressant; attaque violente contre les facultés de théologie; la science devient fatidiquement maîtresse d'hérésies). = 10 décembre. LANZAC DE LABORIE. Le général de Ladmirault (d'après J. de la Faye). = 25 décembre. P. DU LAC. Jésuites; fin le 10 janvier (fragments du volume paru depuis, où le P. du Lac défend l'ordre contre tous les

reproches qui lui ont été adressés. Le peu de critique avec lequel il publie à de fausses dates les lettres de Lamartine et fait une fausse citation de Bayle met en défiance contre son exactitude). — ANDRÉ. Le roman de M. de Bismarck (d'après sa correspondance avec sa femme, qui montre un mari exemplaire dans cet impitoyable politique). — 10 janvier. CARRY. Le centenaire du Concordat (d'après les articles du P. Rinieri dans la *Civiltà cattolica*, et l'essai de Mgr Fischer sur le cardinal Consalvi; les documents nouveaux achèvent de montrer l'incompatibilité des principes de l'Église avec la Société et l'État modernes). — LACOUR-GAYET. Les projets de débarquement en Angleterre à la fin du règne de Louis XV. Le projet du comte de Broglie (très curieux). — VICOMTE DE REISSET. Une chasse de Louis XVIII à Rambouillet en 1818. — LANZAC DE LABORIE. Les dernières années de l'impératrice Joséphine (d'après F. Masson). — 25 janvier. A. BAUDRILLART. Le roman *Quo Vadis* et l'histoire (vif éloge de ce livre, qui vient d'être mis à l'index). — LANZAC DE LABORIE. La reine Victoria et l'ère victorienne. — A. DE LAPPERTAIN. Vingt-cinq années d'enseignement libre (à propos de l'Institut catholique de Paris. On est surpris qu'un esprit aussi élevé que M. de L. ne voie pas ce qu'a de désastreux pour la vie nationale la séparation de la jeunesse en deux camps. Pourvu que l'enseignement supérieur soit libre dans les Universités d'état et que toutes les doctrines y soient représentées, on ne doit rien demander de plus. La loi de 1875 a été un crime contre l'âme nationale, et l'on ose regretter encore qu'il n'ait pas été complété par le droit de collation des grades!). — LAIR. Lettres inédites de Th. Jouffroy (à Damiron, de 1811 et 1817; charmantes et d'un haut intérêt). — BIROT. Une amie de M^{me} de Chateaubriand (M^{me} de Witte, devenue M^{me} Bayart). — LANZAC DE LABORIE. Fouché (met très bien en lumière la nouveauté et le mérite du livre de M. Madelin).

20. — Études publiées par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1901, 5 janvier. — H. CHÉROT. Autour de Bossuet. Le Quiétisme en Bourgogne et à Paris, d'après des correspondances inédites; suite; fin le 20 janvier. — J. BRUCKER. Bulletin d'ancienne littérature chrétienne. — 5 février. P. DUDON. Un conseiller janséniste du ministère (réponse à un « réquisitoire » de M. Séché contre les Jésuites, publié dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 décembre 1900. Les Pères de la foi n'étaient point des Jésuites; donc, on ne peut dire que ces derniers rentrèrent en France dès le Concordat. Montlosier, l'auteur du *Mémoire à consulter*, n'était qu'un brise-raison, etc.).

21. — La Grande Revue. Novembre 1900. — G. MONOD. Les leçons de l'Histoire (l'Histoire donne des leçons de politique, de philosophie et même de morale. Elle n'est pas une école de morale, mais un laboratoire de morale. M. Monod en donne, pour exemple, les leçons que la France et le monde peuvent tirer de l'affaire Dreyfus). — MARCEL LAMI. L'entrée de l'Afrique dans la vie universelle. — Décembre. DIEHL. Le

palais et la cour de Byzance sous Justinien et Theodora (tableau précis et brillant de l'organisation de la cour et du gouvernement byzantins). — Janvier 1901. DAGAN. Les sociologues contemporains : M. G. Tardé.

22. — Revue de synthèse historique. Octobre 1900. — XÉNOPOL. Les faits de répétition et les faits de succession (réponse à M. Lacombe ; insiste sur l'existence de *lois concrètes* qui règlent la succession des faits). — BOSSERT. Niebuhr, Ranke, Sybel, Mommsen (clair, mais superficiel, surtout si l'on compare cet essai au livre de M. Guillard qui, chose surprenante, n'est nulle part cité ; signale avec raison l'idée et l'orgueil de la race comme une des sources des erreurs où sont tombés les historiens allemands). — BERN. Pascal et sa place dans l'histoire des idées (son influence a été peu considérable dans le monde des idées, il n'a agi que dans celui du sentiment ; il a posé d'une manière tragique le problème de la destinée). — L'Histoire aux congrès de 1900 (revue très intéressante). — Note sur les rapports de l'histoire et de la philosophie (à propos d'une interview de M. Monod).

23. — Revue des Deux-Mondes. 1900, 15 octobre. — G. GOYAU. Patriotisme et humanitarisme. Essai d'histoire contemporaine : 2^e art., 1870-1871 (oppose le patriotisme triomphant des Allemands à l'humanitarisme aveugle des républicains et francs-maçons français). — 1^{er} novembre. Pierre LEROY-BEAULIEU. Le problème chinois. — 15 novembre. Duc de BROGLIE. Le dernier bienfaït de la monarchie. La neutralité de la Belgique ; 4^e art., le choix d'un roi (raconte les circonstances dans lesquelles eut lieu l'élection du duc de Nemours). — J. ROCHE. Les budgets du siècle. — 1^{er} décembre. G. FAGNIEZ. Mathieu de Morgues et le procès de Richelieu (analyse les pamphlets où Mathieu de Morgues, abbé de Saint-Germain, a pris Richelieu à partie avec un acharnement sans trêve, et l'a attaqué aussi bien dans sa vie privée que dans sa vie publique ; montre la bassesse du personnage, champion dévoué de Marie de Médicis, et combien ses accusations doivent être acceptées avec méfiance ; et cependant c'est de là que partent directement ou indirectement la plupart des satires dirigées contre le cardinal, satires dont se sont emparés le roman et le théâtre et qui ont laissé des traces profondes jusque dans l'histoire. Le premier historien qui s'en soit fait l'écho est le « renégat » Michel Le Vassor, auteur de *l'Histoire de Louis XIII*). — Comte Albert DE MUN. Le général de Ladmirault (préface à une prochaine publication de *Souvenirs* sur ce général par un de ses officiers d'ordonnance). — Fr. BRUNETIÈRE. L'âme américaine (d'après un livre récent d'un Canadien, Edmond de Nevers). — 15 décembre. BRUNETIÈRE. La Pléiade française ; 1^{re} partie (les origines ; l'école lyonnaise ; la publication de la *Défense et illustration de la langue française*) ; 2^e partie, le 1^{er} janvier 1901 (la poétique de la Pléiade). — 1901, 1^{er} janvier. Marquis de GABRIAC. Souvenirs d'une ambassade auprès du pape Léon XIII, 1878-1880 ; fin le 15 janvier (rapports affectueux du pape avec l'ambassadeur et le gouvernement français jusqu'à l'arrivée de

J. Ferry aux affaires et à la dissolution des congrégations). — Ernest DAUDET. Le prologue du 18 Fructidor. La réaction thermidorienne dans le Midi. = 15 janvier. R.-G. LÉVY. Ce que coûte une guerre impériale anglaise (celle du Transvaal).

24. — La Revue de Paris. 1900, 15 décembre. — Ernest LAVISSE. Dialogues entre Louis XIV et Colbert (rapports personnels du roi et du ministre, d'après leur correspondance; esprit et caractère de chacun d'eux); fin le 1^{er} janvier (fortune scandaleuse de Colbert et dépenses scandaleuses du roi. Le ministre souffrit de celles-ci au point de mourir en désespéré). — Fr. FUNCK-BRENTANO. Le collier de la reine; 2^e art. (les acteurs du futur drame : Rohan, M^{me} de la Motte, Cagliostro. C'est par erreur qu'on a fait de Marie-Thérèse une « impératrice d'Autriche » et n'est-il pas excessif de dire que, si Marie-Antoinette a été décapitée, c'est pour avoir manqué de tenue?). 3^e art., 1^{er} janv. (fête et misère de M^{me} de la Motte; naïveté du cardinal de Rohan, qui se laisse duper par Cagliostro et par M^{me} de la Motte; scène du bosquet, après laquelle Rohan se laisse indignement exploiter par l'aventurière, qui a réussi à lui persuader qu'elle est son intermédiaire auprès de la reine. Le collier). 4^e art., 15 janvier (bonne foi du cardinal; les voleurs du collier. Arrestation de Rohan et de M^{me} de la Motte). 5^e art., 1^{er} février (le procès; les mémoires des avocats; le jugement. Des influences qui agirent sur le Parlement: elles sont, en partie, dirigées par Calonne, et c'est à la finance — il n'y avait pas alors de finance juive — que le peuple s'en prit avec raison). — André LIARD. La mission Foureau-Lamy (avec une carte). = 1901, 1^{er} janvier. Frédéric MASSON. La mort de Joséphine, 1814 (fuite de Joséphine et retour à la Malmaison. Rapports fréquents du tsar Alexandre avec elle et avec Hortense, à laquelle il veut beaucoup de bien. Tentatives de Joséphine du côté des Bourbons en faveur du prince Eugène; elle prit le lit le jour même, dit-on, où elle devait être présentée à Louis XVIII, le 26 avril, et mourut le 29). = 15 janvier. Général d'HAUTPOUL. L'hôtel des Invalides, 29-30 juillet 1830 (extrait des mémoires du marquis d'Hautpoul, qui doivent être publiés prochainement par le comte Fleury). — J. LEMOINE et André LICHTENBERGER. Frédéric II poète et la censure française (piquante et neuve histoire des éditions clandestines qui furent faites en France, en 1760, des *Poëshies* du grand Frédéric; l'une, celle de Lyon, à l'insu du gouvernement, l'autre, celle de Paris, avec le consentement tacite de Malesherbes et de Choiseul, mais avec certaines suppressions indiquées par ce dernier, car cette contrefaçon était devenue une affaire d'État. Frédéric essaya de parer le coup en donnant une édition « officielle », d'où ses poésies licencieuses et athées sortirent très édulcorées. Mais, d'autre part, il prouvait, quoi qu'en eût dit Voltaire, qu'en fait de poésie encore il savait son métier; « en livrant au public les poésies du roi de Prusse, la trahison du chevalier Bonneville avait révélé un poète français »). = 1^{er} février. Marcelin BERTHELOT. La science et l'éducation populaire. — Capitaine F. BERNARD. L'Indo-Chine; 1^{er} art. — Vicomte de REISSET. La

cour de Gand, 28 mai-19 juin 1815 (voir comment il explique la trahison de Bourmont, à laquelle s'associa son beau-frère Clouet; joie délivrante des émigrés à la nouvelle de Waterloo. Il faut dire que Reiset regrette la défaite de ses anciens compagnons d'armes).

25. — Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1900. Bulletin de juillet-août. — Le « Cavalier thrace » du Kara-Agatch, près de Philippopolis. Lettre de M. A. DEGRAND à M. E. Babelon. — Rapport sommaire sur les fouilles de Thugga, exécutées en 1900 par M. HOMO. — Septembre-octobre. Émile ESPÉRANDIEU. Observations sur le papyrus latin de Genève n° 1 (interprétation qui, sur plusieurs points, diffère de celles qu'ont données J. Nicole et Ch. Morel). — HÉRON DE VILLEFOSSE. Note sur le *praefectus fluminis Ovidis* (explique une inscription connue seulement par une copie conservée à Carpentras; il s'agit d'un directeur des travaux de l'Ouvèze, rivière qui était navigable dans l'antiquité. On connaît une corporation de « nautae Ovidis »). — Id. L'ex-voto de Théoridas au musée du Louvre (gravé sur une base de marbre qui fut trouvée en même temps que la Vénus de Milo et que l'on vient de retrouver au Louvre; elle servait de soutien à un hermès barbu et paraît dater du IV^e siècle). — G. OPPERT. Note sur les Salagramas, pierres sacrées des Aborigènes de l'Inde, l'emblème actuel du dieu Vichnou. — A.-L. DELATTRE. La nécropole punique voisine de la colline de Sainte-Monique, à Carthage (rapport semestriel). — W. HELBIG. Observations sur les *laïkoi* athéniens (note établissant que le gouvernement athénien n'a recruté parmi ses citoyens un corps de cavalerie proprement dite qu'après l'année 452). — Ad. WILHELM. Note sur un fragment d'inscription trouvé sur l'acropole d'Athènes (fragment très mutilé; il paraît avoir fait partie d'un décret, proposé peut-être par Démosthène, et dispensant un Métèque de payer la taxe des étrangers. Restitution de l'inscription). — GAUCKLER. Note sur les fouilles exécutées dans le Sahara tunisien (aux ruines du poste romain de Ksar-Ghelâne, dont le nom indigène était *Tisavor*).

26. — Académie des Sciences morales et politiques. Séances et travaux. Compte-rendu. 1900, livr. 11. — E. LEVASSEUR. Le travail des moines dans les monastères. — Livr. 12. E. GLASSON. Le rôle politique du Parlement de Paris sous Louis XIII. — A. DESJARDINS. La Légion d'honneur, 1802-1900. — E. LEVASSEUR. Préface de l'*Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789* (une nouvelle édition, en deux volumes, de cet ouvrage vient de paraître). — A. LUCHAIRE. Philippe-Auguste et Ingeburge de Danemark (publie en appendice une charte inédite émanée d'un chevalier, bailli de la reine Ingeburge, 1234). — 1901, janvier. BOUTMY. L'État anglais et sa fonction à l'intérieur. — Février. E. LEVASSEUR. L'influence des voies de communication au XIX^e siècle. — Léon LALLEMAND. Le sentiment charitable chez les peuples de l'antique Orient : l'Égypte avant les Lagides.

27. — Société de l'histoire du Protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. 1900, 15 décembre. — Ch. BOST. Les pasteurs d'une église des Cévennes (Lasalle, Gard). Guillaume du Puy, au xvi^e siècle, 1561-1605; fin. — F. TESSIER. Dix des premiers prédicants après la Révocation signalés aux argousins de l'intendance de Languedoc en 1687. — J. PANNIER. Christophe-Philippe Oberkampf, à propos de son monument et de ses habitations à Jouy. — N. WEISS. Chronique littéraire (parle avec sévérité de B. de Lacombe, *les Débuts des guerres de religion à Orléans*, et de l'*Assassinat de François de Lorraine*, par le baron de Ruble. Examine la question de savoir si Coligny est coupable de l'assassinat du duc de Guise). — Ph.-A. BECKER. Tableau chronologique des lettres de Marguerite et de Briconnet (123 numéros). — 1901, 15 janvier. A. DUPIN DE SAINT-ANDRÉ. L'ancienne Église réformée de Tours. Les membres de l'Église. — DESTANDAU. En Provence. La seigneurie des Baux et l'église de Salon pendant les guerres de religion, 1563-1570 (publie quatre documents). — N. W. Conditions de l'émigration huguenote au cap de Bonne-Espérance, 1687 (publie un « Règlement de l'assemblée des Dix-Sept qui représentent la Compagnie des Indes-Orientales des Pays-Bas, suivant lequel les chambres de ladite Compagnie auront pouvoir de transporter au Cap des personnes de tout sexe de la religion réformée, entre autres les réfugiés de France et des vallées du Piémont »). — M. DE RICHEMOND et N. W. Les officiers de marine huguenots restés au service après la Révocation. Isaac de la Motte-Michel, 1691-1700. — F. TESSIER. Listes de pasteurs : Bréau et Bréauñèze, 1619-1900, et Aumessas, 1568-1900.

28. — Société nationale des Antiquaires de France. 1901, 23 janvier. — M. OMONT fait connaître un petit manuscrit récemment acquis par la Bibliothèque nationale. C'est une sorte de traité de morale ou d'éducation, en français, composé à Metz au xv^e siècle et intitulé *Doctrinal de noblesse*. — 30 janvier. M. MONCEAU discute les traditions relatives à la légende des martyrs d'Attique. — M. L. POINSOT fait connaître et commente des inscriptions latines provenant de Mesie et fournit des renseignements sur la mythologie des provinces danubiennes, en particulier sur une forme locale du culte d'Hercule. — M. VITRAY étudie des inscriptions plus ou moins intelligibles en lettres très ornées qu'on voit sur la bordure des manteaux de certaines statues de la fin du xv^e siècle et du début du xvi^e siècle.

29. — Annales de Bretagne. 1900, novembre. — Léon MAÎTRE. Le pillage des bureaux d'enregistrement en 1793 dans la Loire-Inférieure. — E. DUPONT. La condition des paysans dans la sénéchaussée de Rennes et leurs vœux à la veille de la Révolution; suite : les paysans et le clergé. — F. DUINE. Les traditions populaires du pays de Dol; souvenirs historiques. — Ch. BELLIER-DUMAINE. L'administration du duché de Bretagne sous le règne de Jean V, 1399-1442; suite : les institutions militaires; suite en janvier : le commerce, l'industrie, l'agri-

culture, l'instruction publique. — 1901, janvier. J. LOTH. Les Cornovii; la patrie de saint Brieuc (combat les théories présentées par M. Baring-Gould). — Compte-rendu : *Cauret*. Le diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire; t. III : le doyenné de Lamballe (très médiocre).

30. — Annales de l'Est. 1900, octobre. — G. FLOQUET. Le culte de la Raison et de l'Être suprême et les fêtes civiques à Nancy pendant la Révolution. — 1901, janvier. A. BERGEROT. L'organisation et le régime intérieur du chapitre de Remiremont du XIII^e au XVIII^e siècle; suite (les grandes dames aumônières et les autres officières capitulaires non élégées). — L. DAVILLÉ. Instructions données par Henri IV à ses députés en Lorraine (en 1604, 1606, 1608, 1610).

31. — Annales du Midi. 1901, janvier. — G. THOLIN. La proclamation de la Commune à Agen en 1514 (très intéressant exposé de cette petite révolution démocratique. Montre que la même inquiétude agita le sud-ouest, bien avant la Réforme). — V. CRESCINI. Rambaut de Vaqueiras et le marquis Boniface I^r de Montferrat; fin. — Comptes-rendus critiques : *G. Maurin*. Les villes de la Narbonnaise. Marseille (intéressant article par M. Clerc). — *J. Lair*. Études critiques sur divers textes des X^e et XI^e siècles. *L'Historia d'Adémard de Chabannes* (observations sur les noms de lieu dans Adémard, par A. Thomas). — *F. Portat*. Le bataillon marseillais du 21 janvier (intéressant; mais beaucoup trop long).

32. — Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais. 1900. — Abbé JAROSSAY. Histoire de l'abbaye de Ferrières-en-Gâtinais; suite et fin (publie en appendice 33 pièces justificatives qui débutent par une charte fausse de Clovis, vers 508. Il y a un diplôme de Philippe I^r; un de Louis VI; un de Louis VII; une bulle de Pascal II, 11 novembre 1103; une d'Eugène III, 1147; deux d'Adrien IV, 1156-1157; une charte d'affranchissement des habitants de Ferrières, 1185, etc. A la fin, une liste des abbés de Ferrières de 507 à 1790). — Abbé C. BERNOU. Histoire de Méreville, Seine-et-Oise, et de ses seigneurs. — Jules DEVAUX. Histoire d'un nom de lieu celtique : Pithiviers; 1^{er} art. (distingue Pithiviers de Pithiviers-le-Vieil; le premier désigne la ville, le second le village; Vieil ou Viel = *viculus*). — Lucien AUVRAY. Note sur un manuscrit provenant d'une bibliothèque privée à Fontainebleau (c'est un « Livre des simples » ou « Platearius »).

33. — Revue de l'Agenais. 1900, no 5. — VILLENEUVE-BARJEMONT. Journal des événements qui se sont passés à Agen lors du rétablissement des Bourbons sur le trône de France, 1814 (Villeneuve-Barjemont était alors préfet de Lot-et-Garonne). — DUBOURG. La Fronde en Gasogne et dans le Brulhois; chap. VII et VIII. — G. T. Tablettes révolutionnaires. Premiers troubles à Madaillan, à Prayssas, etc., en 1790 (publie un procès-verbal rédigé au nom des « membres du Comité,

commandant et officiers des troupes nationales de la ville et communauté de Prayssas en Agenais, 14 février 1790 »). — Ph. LAUZUN. Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne, 1578-1586; suite.

34. — Revue de Gascogne. 1900, novembre. — J. GARDÈRE. Histoire religieuse de Condom pendant la Révolution; suite; fin en décembre. — Décembre. A. DEGERT. Une charte fausse de Pessan et un concile gascon suspect (la charte fausse est celle qui constate une décision du prétendu concile provincial d'Auch ou de Dax replaçant l'abbaye de Sorde sous la domination de Pessan, 1037). — A. LAVERGNE. D'un plan des fouilles opérées à Lectoure, par E. Camoreyt. — Complément : Table générale des 41 volumes de la première série de la *Revue de Gascogne*. — 1901, janvier. Nouvelle série, t. I. J.-F. BLADÉ. La Gascogne féodale (divise son étude en trois parties : Gascogne ducale, pyrénéenne et toulousaine; mais ce n'est qu'une introduction). — L. BERTRAND. Le couvent des Filles de Notre-Dame de Mezin; sa fondation, 1657. — A. DEGERT. Lettres inédites du cardinal François de Clermont-Lodève, archevêque d'Auch, 1507-1538. — L. COUTURE. Deux billets inédits de Montesquieu. — In. Faudoas le Maure est-il un personnage historique ou romanesque? (question posthume posée par Ph. Tamizey de Larroque).

35. — Revue historique et archéologique du Maine. Année 1900, t. XLVIII, livr. 3. — Gabriel FLEURY. La chambre de Henri IV au château de la Tournerie. — Paul MAUTOUCHET. Les relations de Simon Hayeneuve avec Lezin Cheminart, doyen du chapitre cathédral du Mans (publie un document de 1539). — Abbé Émile VAVASSEUR. Un moine du Maine au vi^e siècle : saint Almire, abbé de Greez-sur-Roc; suite. — Louis BRIÈRE. Bibliographie du Maine pour l'année 1899. — 1901, t. XLIX, livr. 1. Dom GUILLOREAU. Une fondation royale en l'honneur de saint Louis de Toulouse, chez les Cordeliers du Mans, 1327-1612. — Comte Ch. de BEAUMONT. Jetons des comtes du Lude. — R. DESCHAMPS LA RIVIÈRE. Le théâtre au Mans pendant la Révolution.

36. — Travaux de l'Académie nationale de Reims. Année 1898-1899, t. I. — Dr BOURGEOIS. Les femmes avocats chez les Romains, d'après Valère Maxime. — Paul COLLINET. Inventaire de quelques manuscrits de la bibliothèque du chapitre de Reims. — Pol GOSSET. Les sœurs de l'Hôtel-Dieu et le comité de surveillance de Notre-Dame. Reims, 1793. — Léon MOREL. Denier rémois attribué à Hugues de Vermandois, 36^e archevêque. — Ch. COYON. Découverte des fouilles des cimetières gaulois, lieux dits Quartier-Saint-Basle, territoire de Beine, et de la Noue-d'Ambigny, territoire de Prunay. — H. JADART. La maison natale de Colbert. — Année 1899-1900, t. I. L. LEGER. Notes complémentaires sur le Texte du Sacré, évangéliaire slave. — Dr O. GUILLIOT. Deux nouveaux oculistes gallo-romains. — Dr Pol GOSSET. Les brûlements de papiers à Reims en 1793. — Henri JADART. Aperçu bibliographique d'un Recueil liturgique rémois. — Abbé BIGOT.

Notice généalogique sur les derniers membres de la famille Monet de la Marck.

37. — Historische Zeitschrift. Bd. XLIX, Heft 1. — A. STERN. Le voyage de Gneisenau à Londres en 1809 et ses préliminaires (cette négociation, qui avait pour but d'obtenir l'aide de l'Angleterre en faveur du soulèvement de l'Allemagne du Nord, fut entreprise par un comité dont le comte Chazot était le chef. La paix de Vienne y mit fin. Gneisenau, avec la complicité du roi de Prusse, se rendit en Angleterre le 15 août 1809. C'était trop tard pour faire réussir les projets proposés dès le printemps à Canning par Kleist. Les documents publiés par M. S. étaient jusqu'ici inconnus). — FESTER. Sur la valeur historique des Mémoires et des Souvenirs de Bismarck (ils nous apprennent comment il voyait les choses et comment il désirait qu'on les vit. Il voulait, comme Napoléon, imposer à l'histoire sa manière de voir). — HEYCK. Sur la nationalité et les rapports de race des Germains (à propos du livre inachevé de Schultheiss sur l'histoire du sentiment national allemand : le sentiment national n'a pris naissance que sous les Hohenstaufen et est indépendant du sentiment de l'unité de race). — Comptes-rendus : *Bender*. Mythologie et métaphysique. Essai d'histoire des conceptions du monde. T. I : l'Antiquité grecque. — Histoire universelle, publiée par H. Helmolt; t. I (ce premier volume commence par l'Amérique et l'Océan pacifique, parce que leur histoire appartient presque entière aux temps préhistoriques; cf. *Hist. Viertelj.*, 1900, p. 247). — Ketterer. Charlemagne et l'Église (bien étudié, mais transcript sans scrupule les travaux d'autrui). — Voigt. Adalbert de Prague (l'auteur est plus théologien qu'historien). — Monumenta Erphesfurtensia saec. xii-xiv, éd. Holder Egger (excellente édition). — Kirsch. Die Rückkehr der Päpste Urban V u. Gregor XI von Avignon nach Rom (recueil de documents qui peuvent servir de pièces justificatives au livre de Mirot sur le retour de la papauté à Rome en 1376). — Cornelius. Historische Arbeiten (essai surtout relatif à la Réforme; cf. *Hist. Viertelj.*, 1900, p. 274). — Loserth. Die Reformation u. Gegenreformation in den innerösterreichischen Ländern im 16. Jahrh. (ne traite que du protestantisme et d'une manière peu satisfaisante). — Meister. Der Strassburger Kapitelstreit, 1583-1592 (bon). — Pfister. Das deutsche Vaterland im 19. Jahrh. (médiocre). — Spielmann. Karl von Ibell, 1780-1834. — Friedjung. Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland, 1859-1866; t. I (livre brillant qui a eu quatre éditions en trois ans; critique développée de Lenz). — Weller. Hohenlohisches Urkundenbuch; t. I, 1153-1310. — Schäfer. Hanserecese v. 1477 bis 1530; t. VI. — Dænell. Gesch. d. deutschen Hanse in der zweiten Hälfte des 14. Jahrh. (insuffisant). — E. v. Meier. Hannoversche Verfassungs-u.-Verwaltungsgeschichte; 2 vol. (excellent). — Jungnitz. Martin v. Gerstmann, Bischof v. Bresslau (bon; cf. *Hist. Viertelj.*, 1900, p. 427). — A. v. Wrede. Die Regimenter, Corps, Branchen u. Anstalten von 1618 bis Ende des 19. Jahrh.

(traite de l'armée autrichienne). — *Kupelwieser*. Die Kämpfe Oesterreichs mit den Osmanen v. J. 1526 bis 1537 (médiocre). — *Csuday*. Die Geschichte der Ungarn; 2 volumes (traduction allemande par Darvai, inférieur à Huber). — *Gumplowicz*. Zur Geschichte Polens im Mittelalter (critique de la *Chronica Poloniae* attribuée par G. à Baldwin Gallus, sans preuve). — *Salzer*. Ueber die Anfange des Signoria in Oberitalien (instructif). — Recueil d'actes internationaux de l'Empire ottoman, recueillis par G. E. Noradounghian; t. I, 1300-1789 (très utile). — Heft 2. FRIEDELENDER. Le philosophe Séneque (brillant essai où Séneque est raconté plus que jugé. Le philosophe est aussi pour M. F. le tragique). — O. FISCHER. Le Dr Laurenz-Hannibal Fischer et la dissolution de la flotte allemande, 1852-53 (d'après les papiers de cet homme d'Etat, qui, après avoir été au service de l'Oldenbourg, puis de Saxe-Meiningen, fut chargé en 1852 de procéder à la liquidation de la flotte de la confédération. Il chercha d'abord à la conserver, se heurta au mauvais vouloir de l'Autriche et des villes libres, puis passa pour l'auteur de la mesure qu'il déplorait et dut exécuter. Très convaincante justification). — BINZ. Le P. Laymann S. J. et les procès de sorcellerie (le « Processus juridicus » latin est bien de Laymann, mais la traduction allemande a paru sous le nom de J. Jordan et fut faite à la demande du prince-évêque de Cologne en 1629). = Comptes-rendus : *O. Lorenz*. Lehrbuch der gesammten wissenschaftlichen Genealogie (compte-rendu ironique de Caro). — *Weis*. Christenverfolgungen. Gesch. ihrer Ursachen im Römerreiche (la persécution avait lieu non par suite d'une loi contre le christianisme, mais en vertu du droit de coercition des magistrats, sous prétexte de lèse-majesté ou de crimes tels qu'inceste et infanticide). — *Grupp*. Kulturgeschichte des Mittelalters; 2 vol. (livre savant et bien écrit, gâté par le fanatisme catholique). — *Gundlach*. Karl der Grosse im Sachsenspiegel (fantaisiste). — *Knod*. Deutsche Studenten in Bologna, 1285-1562 (index biographique; cf. *Viertelj.*, 1900, p. 420). — Des Kursächsischen Rethes Hans von der Planitz Berichte aus dem Reichsregiment in Nürnberg, 1521-1523, hrsggb. v. E. Wülcker u. H. Virck (soigné). — *Rembert*. Die Wiedertäufer im Herzogthum Jülich (veut à tort identifier les anabaptistes avec les frères Bohèmes, contradictions et exagérations). — *Heigel*. Deutsche Gesch. v. Tode Friedrichs d. G. bis zur Auflösung des alten Reichs; t. I, 1786 à 1792 (fin, modéré, solide, sans originalité marquée; cf. *Viertelj.*, 1900, p. 436). — *Sommerlad*. Die sociale Wirksamkeit der Hohenzollern (plat et sans valeur). — *H. v. Krosigk*. General-Feldmarschall v. Steinmetz (d'après ses notes et ses lettres). — Urkundenbuch der Stadt Strassburg; t. VI, 1381-1400 (cf. *Viertelj.*, 1900, p. 273). — *Riezler*. Gesch. Baierns; t. IV, 1508-1597 (excellent article étendu, de Kalkoff). = Heft 3. NEUMANN. L'histoire de la civilisation grecque d'après Jacob Burckhardt (analyse complète de cet ouvrage si original; M. N. marque la place de B. au milieu des autres historiens allemands). — *ONCKEN*. Un préteudu programme de révolution émanant de la

conjuration des princes allemands de 1550 (le Mémorial que Druffel a publié dans ses *Beiträge z. Reichsgesch.* v. 1546-1551, t. I, n° 388, comme un projet révolutionnaire des princes destiné au duc de Saxe Jean Frédéric le cadet. En réalité, il a été composé en 1560 par W. Grumbach et n'a plus du tout la même importance). — Comptes-rendus : E. Meyer. *Forschungen z. alten Gesch.*, tome II (traité du V^e siècle; article très élogieux de Strack). — Gradewitz. *Einführung in die Papyruskunde*. — Niese. *Gesch. der griechischen u. Makedonischen Staaten seit der Schlacht bei Chæronea*; t. II : de 281-288 (des défauts de méthode, de bonnes choses). — Salvioli. *Sulla distribuzione della proprietà fondiaria in Italia al tempo dell' impero romano* (sauf dans la campagne romaine, la petite propriété était beaucoup plus développée sous l'Empire qu'on ne l'a cru jusqu'ici). — W. Liebenam. *Städteverwaltung im römischen Kaiserreiche* (excellent, supérieur à Kuhn). — Rappaport. *Die Einfälle der Goten in das römische Reich bis auf Constantin* (bon; cf. *Viertelj.*, 1900, p. 527). — Mollwo. Hans Carl v. Winterfeldt (médiocre, histoire des campagnes de ce général de Frédéric II). — Preussische u. österreichische Akten zur Vorgeschichte des Siebenjährigen Krieges, hrsgb. v. Volz u. Küntzel (important). — B. Gebhardt. *W. v. Humboldt als Staatsmann*; 2 vol. — Meinecke. *Das Leben des Generalfeldmarschalls H. v. Boyen*; 2 vol. (art. de Meinecke sur ces deux importantes biographies; cf. *Viertelj.*, 1900, p. 171). — Chroniken der niedersächsischen Städte : Magdeburg; t. II (cinq chroniques du XVI^e s.). — Siewert. *Gesch. u. Urkunden der Rigafahrer in Lübeck im 16. u. 17. Jahrh.* — Wolfsgruber. Franz I. Kaiser v. Österreich; t. I et II, 1768-1792 (très étudié, mal présenté). — Roloff. Napoleon I. — Die Kolonialpolitik Napoleon I (a bien compris les efforts de Napoléon pour créer une marine et reprendre les traditions coloniales de la monarchie; cf. *Viertelj.*, 1900, p. 567). — Minghetti. *La convenzione di Settembre*. — Gadda. *Ricordi e impressioni della nostra storia politica nel 1566-67* (important). — Lapie. *Les civilisations tunisiennes* (bon).

38. — Historische Vierteljahrschrift. 1900, Heft 1. — Davidsohn. Les origines du Consulat en Toscane (conteste la théorie de Zdekauer d'après laquelle les consuls seraient issus des *boni homines* exerçant juridiction. Le Consulat, d'après D., est tout à fait indépendant, ainsi que la commune, de la juridiction, que naturellement les communes s'efforçaient d'acquérir. Il y a commune toutes les fois que les habitants d'un lieu s'unissent pour défendre leurs intérêts, et les chefs de cette commune ont reçu souvent le nom de consuls. Il démontre cette théorie par des documents émanant de deux petits endroits, Parana au diocèse de Pistoia et Gambassi dans celui de Volterra. Davidsohn prouve aussi que Pawinski s'est trompé en plaçant la naissance de la commune de Pise sous Daibert. Elle existait avant Daibert, entre 1080 et 1085). — Heigel. Les relations des ducs Charles-Auguste et Max-Joseph de Deux-Ponts avec la Prusse (apologie discrète de

Max-Joseph qui, par son rapprochement de la France, assura à la Bavière d'incontestables avantages). — A. STERN. Le grand plan du duc de Polignac en 1829 (première édition complète du mémoire lu et approuvé au conseil du roi le 4 sept. 1829, qui projetait un remaniement complet de l'Europe, en prévision du démembrément de l'Empire turc, par un accord entre la France et la Russie. M. S. montre les rapports qui existent entre ce plan fantastique et les autres projets rêvés antérieurement en vue de détruire les arrangements de 1815. Le plan fut rédigé pour Polignac par le comte Bois-le-Comte, directeur des affaires politiques, et envoyé à Mortemart pour qu'il le soumit à l'empereur Nicolas. Mais celui-ci avait dans l'intervalle conclu la paix d'Andrinople le 14 sept., et la Prusse, qui fut sondée sur la question de savoir si elle consentirait à échanger les provinces rhénanes contre la Saxe, repoussa cette idée. M. Stern met en doute la réalité d'un projet de partage de l'Empire turc que l'Autriche aurait, d'après Mortemart, proposé à Nicolas en 1829). — KEUTGEN. Le plus ancien droit municipal de Strasbourg (le texte latin de Grandidier est, quoi qu'en ait dit Caro, le meilleur; c'est une copie de l'original). — TANGL. Le début de l'année dans les diplômes pontificaux du XIII^e s. (pour Innocent III, c'est le style florentin qui prévaut; pour Honorius III, le style commun dans la majorité des cas; sous Grégoire IX, Noël est pris comme date initiale; sous Innocent IV, d'ordinaire le 25 mars. Ensuite, les deux styles coexistent, avec prépondérance du style florentin). — Comptes-rendus : *Labriola*. Essai sur la conception matérialiste de l'histoire (brillant). — LORENZ. Lehrbuch des gesammten wissenschaftlichen Genealogie (article important de Barth). — SEECK. Die Entwicklung der antiken Geschichtsschreibung. — MONOD. Les Annales carolingiennes (Bernheim fait remarquer que l'auteur aurait pu donner des preuves plus nombreuses et plus fortes de l'emploi par Einhard du remaniement et de la continuation des « Annales Laurissenses. » Il a négligé en particulier l'étude des années 813 à 818). — DIETRICH. Die Geschichtsquellen des Klosters Reichenau (imagine un recueil d'extraits fait par Hermann le Contrefait, où auraient puisé les chroniqueurs ultérieurs). — H. BAEHMER. Kirche u. Staat in England u. in der Normandie im XI u. XII Jahrh. (excellent travail). — HUME. Spain, its greatness and decay, 1479-1788 (bon). — HEILAND. Die Lutherdrucke der Erlanger Universitätsbibliothek aus den Jahren 1518-1523. — WOLFE. Deutsche Gesch. im Zeitalter der Gegenreformation; t. I (excellent). — LOSERTH. Die Beziehungen der steiermärkischen Landschaft zu den Universitäten Wittenberg, Rostock, Heidelberg, Tübingen, Strassburg, u. a. — Die alten Territorien des Bezirkes Lothringen, nach dem Stande v. 1. Jan. 1648; Th. 1. — WIEDFELDT. Statistische Studien zur Entwicklungsgesch. der Berliner Industrie von 1720-1890 (beaucoup de points faibles dans ce travail considérable). — HEFT 2. HILLIGER. Études sur les poids et mesures du moyen âge (la *mark* de Cologne et la livre carolingienne). — WAAS. Napoléon I^{er} et les plans de campagne des alliés en 1813

(I. Napoléon et le plan de Trachenberg. Napoléon ne l'a pas connu ni deviné; II. Napoléon et le plan de Francfort. Il a cru que l'attaque des alliés se produirait deux mois plus tard et que l'attaque principale aurait lieu sur le Rhin inférieur, tandis qu'elle eut lieu par la Suisse). — **VON PFLUGK-HARTUNG.** Un projet de bulle de Calixte II (privilège pour Santa Maria im Contel Walde conservé aux archives de Coblenz. C'est une minute transformée et mise au net). — **A. FOURNIER.** La lettre de Maret à Caulaincourt, du 19 mars 1814 (elle est authentique et les divergences des textes publiés ne sont point des falsifications voulues). — Comptes-rendus : *Günther. Allgemeine Kulturgeschichte* (œuvre de vulgarisation méritoire). — *Führer. Forschungen zur Sicilia Sotterranea.* — *Hueffer. Korveier Studien* (art. d'Erben. Étude spécialement le rôle du chapelain Gerold, à qui il attribue les Annales Einhardi, et d'Agius, qui serait le *Poeta Saxo*; l'auteur de la *Vita S. Liborii* sur la paix de Salz de 803 se trompe. La critique des diplômes est pleine de choses intéressantes). — *Pückert. Aniane u. Gellone* (étude diplomatique sur les diplômes de Charlemagne et de Louis le Pieux tirés du cartulaire d'Aniane. Ces diplômes ont été falsifiés pour favoriser les prétentions d'Aniane sur Gellone). — *Records of the Borough of Leicester, 1103-1327*, ed. by *Mary Bateson* (bon). — *Nic. Paulus. Kaspar Schatzgeyer* (le plus noble des polémistes catholiques du xvi^e s.). — *Backhuisen van ten Brink. Cartons voor de Geschiedenis van den nederlandschen vrijheidsoorlog*; 2^e part. (études sur les événements de la guerre d'indépendance). — *Schweizer. Die Wallenstein-Frage in der Geschichte u. im Drama* (plein d'idées neuves et ingénieuses. Wallenstein n'a pas trahi, mais il suivait toujours une politique personnelle). — *Hallendorff. Koning August's Politik åren 1700-1701* (important). — *Kaunitz, Ph. Cobenzl u. Spielmann. Ihr Briefwechsel, 1779-1782.* — Heft 3. L. SCHMIDT. Les Hermondures (portion des Souabes avec les Quades et les Marcomans; sont connus pendant les deux premiers siècles de notre ère. Se confondent au iii^e s., d'une part avec les Alamans, de l'autre avec les Thuringiens). — J. KREBS. Sur Holk et Aldringen (d'après les papiers de Hatzfeldt et les archives de Munich. Le Danois Holk fut un des meilleurs officiers de Waldstein, mort le 4 sept. 1633; il n'est pas vrai qu'il méditât de trahir l'empereur; quant à Aldringen, sa conduite fut indécise, mais il resta fidèle). — **KAISER.** La « courte lettre » de Conrad de Gelnhausen (a retrouvé dans les archives du cercle de Strasbourg le texte d'une lettre inédite de Conrad adressée à Charles V en 1379 avant la rédaction de la lettre d'union publiée par Martène et Durand; il y défend les droits du concile. Cette lettre fut aussi envoyée à Wenceslas). — **HAAKE.** Les souvenirs de jeunesse du roi Auguste II de Saxe (conservés aux archives de Dresden; commencés sous forme de romans, ils deviennent un récit précis qui fournit quelques détails utiles). — Comptes-rendus : *Sach. Das Herzogthum Schleswig in seiner ethnographischen u. nationalen Entwicklung*; 2^e part. (bon). — **A. v. Halban.** Das römisiche Recht in den

germanischen Volkstaaten; 1^{re} partie (défend la thèse du caractère germanique des royaumes burgondes et ostrogothiques). — *Braun*. Die pontifikalnen Gewänder des Abendlandes nach ihrer geschichtlichen Entwicklung. — Urkundenbuch der Stadt Esslingen, I. bearb. v. A. *Diehl*. — *Schneider*. Die finanziellen Beziehungen der florentinischen Bankiers zur Kirche von 1285-1304 (bon). — *Kaser*. Politische u. soziale Bewegungen im deutschen Bürgertum zu Beginn des 16. Jahrh. (le soulèvement de Spire en 1512 eut une origine économique : les métiers voulaient remplacer les contributions indirectes par des impôts directs sur les riches. On se tourne aussi contre le clergé et le conflit devient politique. En 1520, le mouvement urbain se complique de tendances communistes). — Des Kursächsischen Rathes H. v. der Planitz Berichte aus dem Reichsregiment in Nürnberg, 1521-1525, hrsggb. v. E. *Wölcker*. (bien édité). — *Loserth*. Akten u. Korrespondenzen zur Geschichte der Gegenreformation in Innerösterreich unter Erzherzog Karl II. — *Kartiew*. Les paysans et la question paysanne en France durant le dernier quart du XVIII^e siècle (défectueux au point de vue critique). — *A. Schwedes*. Theodor Schwedes, Leben u. Wirken eines Kurhessischen Staatsmanns v. 1788-1882. — Heft 4. H. *BRESLAU*. Les sceaux d'évêques élus (la palme n'indique pas seulement les saints, mais aussi les ecclésiastiques. C'est le portrait de l'élu, non un saint, qui figure sur les sceaux de Spire, Constance, Strasbourg). — *Heigel*. Sur le meurtre des plénipotentiaires de Rastatt (maintient l'exactitude des conclusions de Hüffer et montre l'impossibilité d'accepter les hypothèses fantaisistes de Criste, qui, dans ses « Beiträge zur Gesch. des Rastatter Gesandtmordes », attribue le crime à Jean Debry et aux serviteurs des plénipotentiaires). — *Guglia*. Un mémoire inédit de Gentz, de 1822 (donne le texte de ce projet de remaniement de la confédération allemande que Treitschke a connu). — *Wahl*. La lettre de Frédéric I^r à Otton de Freising (tournures imitées du préambule des Institutes). — *Clemen*. Sur le procès en hérésie de Jean de Wesel (publie, d'après un ms. de Munich, les articles sur lesquels Jean se rétracta et qui sont du pur luthéranisme anticipé). — Comptes-rendus : *Bilfinger*. Das altnordische Jahr. *Tille*. Yule and Christmas, their place in the germanic year (l'ancienne année germanique était divisée en deux parties, non en trois, comme le veut M. T., celles-ci en mois allant de lune en lune. Le calendrier romain a introduit la semaine, les quatre saisons, équinoxes, solstices, noms des mois). — *Schräder*. Lehrbuch der d. Rechtsgesch. (3^e éd. profondément remaniée). — *Kiener*. Verfassungsgesch. der Provence seit der Ostgothenherrschaft bis zur Errichtung der Konsulate, 520-1203 (le Consulat est une institution du XII^e s., non une tradition ancienne). — *Winkelmann*. Kaiser Friedrich II; Bd. II, 1228-1233 (important). — *Dopsch*. Die Kärnten-Krainer Frage u. die Territorialpolitik der ersten Habsburger in Österreich (compte-rendu polémique intéressant de Bachmann). — *Kampschulte*. Johann Calvin; 2^{er} Bd. (magistral; ce livre posthume s'arrête à 1559).

— *Meinardus*. Der Katzenelnbogische Erbfolgestreit, I. — *Struck*. Johann Georg v. Oxenstierna (très utile; lance contre Oxenstiern quelques accusations injustes). — *Busch*. Tagebuchblätter; 3 vol. (l'édition allemande vaut moins que l'anglaise, mais ne la supplée pas, celle-ci donnant seule certains détails).

39. — Historisches Jahrbuch. Bd. XXI, Heft 4, 1900. — *Nic. PAULUS*. Un commissaire des indulgences : Raimond Peraudi (il s'agit de maître Peraudi, — ou mieux Péraud, — qui naquit à Surgères en 1435. Il n'appartint jamais, quoi qu'en ait dit, à l'ordre de Saint-Augustin. Chanoine de Saintes, puis archidiacre d'Amiens et aumônier de Louis XI, il fut chargé de propager la bulle par laquelle Sixte IV accorda pour dix années, 3 août 1476, des indulgences dont le mérite pouvait être appliqué même aux âmes du purgatoire. C'était une nouveauté que Péraud dut faire accepter par les théologiens. Après une ambassade à Rome en 1481, il fut envoyé en Allemagne comme nonce en 1486, à l'effet d'y propager la bulle de 1476, dont la durée avait été prorogée. Il y resta de 1488 à 1504, s'employant avec un zèle extraordinaire à faire accepter par le clergé la nouvelle application des indulgences et à vendre celles-ci pour la guerre contre les Turcs. Il y usa ses forces et revint mourir à Viterbe le 5 septembre 1505. Ses opinions dogmatiques sont exposées ici tout au long d'après ses ouvrages imprimés, qui avaient passé jusqu'ici presque inaperçus, parce qu'ils sont anonymes). — *A. ZIMMERMANN. S. J.* Le roi d'Angleterre Guillaume III (Guillaume d'Orange n'a rien construit sur la base du droit; c'est pourquoi son œuvre fut instable, pourquoi il fut détesté des Anglais comme des Hollandais, pourquoi aucun homme d'honneur ne lui conserva son amitié jusqu'à la fin). — *Hans SCHORER*. Du traité de commerce anglo-français de 1713; 2^e art. (conclusion du traité; discussion du traité devant le Parlement anglais. Le traité fut un triomphe du vieux mercantilisme, qui allait bientôt être vaincu par le courant plus puissant de la liberté commerciale). — *Fr. DIEKAMP*. Les controverses origénistes au VI^e siècle; discussions chronologiques. — *Jul. von PFLUGK-HARTTUNG*. Documents concernant la Marche de Brandebourg retrouvés dans les archives centrales de l'Ordre teutonique, à Vienne. — *SPANGENBERG*. La fondation de l'évêché de Prague (ainsi que Cosmas le rapporte, cet évêché fut fondé en 974 par Otton le Grand et Benoît VI). — Comptes-rendus : la méthode historique et l'histoire d'Allemagne de Lamprecht (G. Schnürer passe en revue les publications récentes sur ce furieux débat). — *Fr. Lau*. Entwicklung der kommunalen Verfassung und Verwaltung der Stadt Köln bis zum Jahre 1396 (ouvrage richement documenté). — *A. Stauber*. Das Haus Fugger (monographie intéressante, sans aucune prétention érudite).

40. — Hermes. Bd. XXXVI, 1901. Heft 1. — *E. DETLEFSEN*. Les sources, surtout latines, utilisées dans le dixième livre de l'*Histoire naturelle* de Pline. — *O. SEECK*. La chronologie de l'empereur Licinius

(Licinius a reçu la dignité impériale le 11 novembre 308 ; sa démission tombe dans les derniers jours de septembre ou dans les premiers d'octobre 324. Ces dates sont fixées à l'aide de papyrus égyptiens). — H. DIELS. La liste des vainqueurs aux jeux olympiques d'Oxyrhynchos (apporte des corrections au mémoire de Robert publié dans le vol. XXXV). — B. GRÆF. Études archéologiques. — W. CHRIST. Bacchylide et le compte des Pythiades (défend le chiffre donné par Böckh). — F. HILLER VON GÆRTRINGEN et C.-F. LEHMANN. Poids provenant de Théra.

41. — *Neue Jahrbücher für das classische Alterthum, Geschichte und deutsche Litteratur.* Jahrg. III, 1900. Heft 10. — Heinrich BULLE. Le métier de tailleur de pierres dans l'antiquité (d'après l'ouvrage récent d'Ad. Furtwängler). — Hans GRÆVEN. Soixante-deux ans d'histoire byzantine (d'après l'*Épopée byzantine* de G. Schlumberger, dont la lecture est si intéressante ; l'auteur n'a négligé aucune source d'information). — F. RACHFAHL. Les grandes puissances (parle d'un travail de Max Lenz qui doit être considéré comme une suite des « Fragments » de L. Ranke parus en 1833. Le xix^e siècle a mis fin à cet état de choses où l'État était séparé du corps de la Nation).

42. — *Philologus.* Bd. LIX, 1900. Heft 4. — Fr. SUSEMHL. De l'époque où vivait l'historien Cratippe (combat les tentatives récentes faites pour défendre les récits légendaires concernant Thucydide. Cratippe n'est pas un contemporain de Thucydide ; il appartient au ^{meilleur} siècle avant J.-C.). — Th. BUETTNER-WOBST. Études sur Polybe (classement de quelques extraits du 21^e livre). — H. BLUEMMER. Nouveaux fragments de l'*Edictum Diocletiani* (traite de quelques détails des fragments nouvellement découverts). — R. EHWALD. Tacitus ab excessu d. Aug., I, 10 (au lieu de « nuberet. que tedii et Vedii Pollionis luxu, » il faut lire « nuberet; Q. Ventidii et Vedii Pollionis luxus »).

43. — *Rheinisches Museum.* N. F. Bd. LVI, 1901. Heft 1. — Hermann USENER. La justice populaire en Italie (la plus ancienne signification du mot *flagitium* est honte, déshonneur. Des traces de réprobation publique se retrouvent dans certains mots, dans des scènes de comédie). — S. SUDHAUS. La fête séculaire à Rome et les prophéties messianiques (nie qu'il y ait aucun rapport entre la prédiction de Virgile dans la 4^e églogue et les idées messianiques des Juifs). — Aug. BRINKMANN. Grégoire le Thaumaturge et son panégyrique d'Origène (analyse ce document important pour caractériser Origène). — Albert DIETERICH. L'A b c dans les monuments (de l'emploi magique et liturgique de l'alphabet). — A. SCHULTEN. Sur la *Lex Manciana* (pour servir au déchiffrement de l'inscription d'Henchir-Mettich). — G. WACHSMUTH. Décret honorifique de la province d'Asie (inscription trouvée à Eskimanias ; elle concerne l'union des villes de la province d'Asie en vue de célébrer une fête commune dans le dernier siècle avant J.-C.). — Id. L'*Epi-*

tome rerum gestarum Alexandri dans un manuscrit de Metz (publié au 26^e volume supplémentaire des *Jahrbücher für Philologie*). — H.-E. ZIEBARTH. Cyriaci Anconitani epistula inedita.

44. — Archiv für das Studium der neueren Sprachen und Litteraturen. Bd. CIV, 1900. Heft 1-2. — F. LIEBERMANN. Conscription de matelots levée sur les terres de l'évêque de Londres vers l'an mille (liste en anglo-saxon des matelots, d'après le ms. 383 du collège de Corpus Christi, à Cambridge. Document important pour l'histoire de la marine anglaise). — Bd. CV, 1900. Heft 3-4. Wilhelm MANGOLD. Poésies de jeunesse de Frédéric le Grand lors de son séjour à Rheinsberg, 1736-1738, publiées pour la première fois d'après des manuscrits des archives royales ; t. I (insiste sur la nécessité de reviser l'édition de Preuss à l'aide des manuscrits existants).

45. — Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde. Bd. XXVI, Heft 2. — A. BRACKMANN. Voyage en Italie, mars-juin 1900 (recherches sur les manuscrits du *Liber pontificalis* et des Vies des papes. Manuscrits de la Vie de Grégoire I^{er} par le diacre Jean et par Paul Diacre, etc.). — Br. KRUSCH. Le Martyrologium Hieronymianum (ce martyrologue n'a pas été écrit à Auxerre, mais à Luxeuil ; il n'y en a pas eu de rédaction italienne au vi^e siècle). — Fr. VOLLMER. Les poésies d'Eugène, archevêque de Tolède (mort en 657). — H. BRESSLAU. Études sur les diplômes de Henri II ; 3^e partie (histoire de la chancellerie ; date, itinéraire, 1014-1024). — O. HOLDER-EGGER. La chronique de Sicard de Crémone ; étude critique sur les sources (en particulier de la chronique de Tivoli perdue ; le Catalogus pontificum Casinensis). — A. WERMINGHOFF. Les recensions du Libellus sacrosyllabus des évêques italiens de 794. — E. DUEMMELER. Le moine Remi d'Auxerre (identifie une œuvre de ce moine qui a été mentionnée par Siegbert de Gembloux, chap. 123).

46. — Staats- und socialwissenschaftliche Forschungen. Bd. XVIII, 1900. Heft 1. — Fried. LOHmann. La réglementation officielle de l'industrie lainière en Angleterre du xv^e au xviii^e siècle (100 pages. Comme cette industrie, qui était la base même de l'état économique de l'Angleterre, a prétendu légiférer et administrer à un haut degré, elle a exercé une influence considérable sur le développement de l'état moderne, de ses organes et de ses fonctions. L'exposé fait par l'auteur contient surtout une analyse de la législation qui s'y rapporte et cherche ensuite à mettre en relief l'histoire de l'organisation industrielle). — Heft 4. Wilhelm STOLZE. Les préliminaires de la guerre des Paysans (situation politique de l'Allemagne du Sud-Ouest depuis l'Interrégne jusqu'à la Réformation de l'Église ; institutions politiques et administratives au commencement du xvi^e siècle ; situation économique avant la guerre des Paysans. L'Église et l'État avant 1525). — Heft 5. Christian ECKER. La navigation sur le Rhin au xix^e siècle (450 pages. Montre les différentes étapes du développement de cette

navigation et cherche, par une série d'études de détail, à en déterminer les manifestations variées. Des causes économiques et juridiques du mouvement. Les actes des archives de l'État et de la chambre de commerce de Mayence ont été abondamment utilisés).

47. — Zeitschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte. Bd. VII, 1900. Heft 4. — Konrad HÆBLER. Pour servir à l'histoire du commerce colonial de l'Espagne au XVI^e et au XVII^e siècle (donne les résultats préliminaires de ses recherches dans l'Archivio general de Indias, à Séville. Tableaux concernant la production des métaux précieux. Commerce des esclaves. 65 pages).

48. — Theologische Quartalschrift. Jahrg. LXXXII, 1900. Heft 1. — A. von SCHOLZ. Sur les Logia de Jésus. — BELZER. Sur la chronologie de l'histoire évangélique (l'activité publique de Jésus se manifesta en tout pendant un peu plus de deux ans; elle commença environ trois mois avant Pâques 782 = 29 et finit à Pâques 784 = 31). — A. Hoch. La patrie de Johannes Cassianus (tout indique que Cassianus était d'origine syrienne). — SÆGMUELLER. La Visitation liminum ss. apostolorum jusqu'à Boniface VIII (histoire de cette institution). — SEPP. La mosquée de David et la chapelle de la Dormitio à Jérusalem. — Heft 2. FUNK. Le testament de N. S. (à propos de l'édition donnée par Rahmani). — K. KUENSTLE. Les écrits de l'évêque breton Fastidius (partisan de la secte pélagienne). — Heft 3. SCHANZ. Autorité et science. — Alfons SCHULZ. La question de Sion (études de topographie et d'exégèse). — S. MERKLE. Cassianus n'était pas Syrien (réponse à A. Hoch. Il n'était sûrement pas de Syrie; il est peu probable qu'il fut du sud de la Gaule, mais très vraisemblable qu'il était de la Dobroudja). — Heft 4. H. KOCH. La discipline dans l'ancienne Église occidentale (sur l'histoire de la liturgie). — FUNK. Nouvelles découvertes d'écrits des Pères de l'Église.

49. — Theologische Studien und Kritiken. Jahrg. LXXIV, 1901. Heft 1. — Otto CLEMEN. Mélanges sur l'histoire de la Réforme (1^o le jour où mourut Jean Tetzel est le 11 août 1519; 2^o Hutteniana; 3^o les thèses de Henri de Zütpen; 4^o deux lettres relatives à l'histoire de la ville et de l'Université de Wittenberg; 5^o Jean Agricola est l'auteur d'un traité confessionnel dirigé contre Osiander). — P. DREWS. Testamentum Domini nostri Jesu Christi (parle en détail de cette ordonnance ecclésiastique du XI^e siècle, qui a été publiée à Mayence, en 1899, par le patriarche des Syriens unis à Antioche, Ignace-Ephrem II Rhamani. Ce Testamentum est un document très instructif pour l'histoire du service divin et des usages ecclésiastiques). — Heft 2. H. BECKER. Le nom d'« Église réformée » en Allemagne et le duché d'Anhalt (c'est en Anhalt que s'est le plus largement répandu l'emploi du mot « réformé », au lieu de « calviniste » ou « zwinglien », et c'est de là qu'il s'est propagé en Allemagne). — F.-W.-E. ROTH. Paulus Crocius (1551-1607. Crocius a traduit du français le livre des Martyrs).

50. — Zeitschrift für die alttestamentliche Wissenschaft. Jahrg. XX, 1900. Heft 1. — Samuel KRAUSS. Le nombre des peuplades bibliques (complément au mémoire inséré au tome XIX sur le symbolisme du nombre soixante-dix). — W. BOUSSET. Le système chronologique des livres historiques de la Bible (le rédacteur du Pentateuque et des livres historiques de l'Ancien Testament a fixé l'an 3001 comme celui où commença le culte dans le temple et l'an 2501 comme celui de l'Exode). — Heft 2. Charles TORREY. Les lettres II Maccab. I, 1-2, 18 (nouvelle étude sur ces lettres très importantes pour l'histoire des rapports entre les Juifs palestiniens et alexandrins).

51. — Blätter für Handel, Gewerbe und soziales Leben. Beiblatt zur Magdeburgischen Zeitung. 1900. N°s 1-4. — AUSFELD. Le prince George d'Anhalt et quelques points de la réforme de l'Église. — N°s 1-3. Le jour de cour du roi Philippe de Souabe à Magdebourg, Noël 1199 (suite de l'article dans n° 52 de 1899). — N°s 14, 15. G. ARNDT. L'hommage de la principauté de Halberstadt au Grand Électeur (en 1650). — N° 15. TOLLIN. Sur le nom de « Hugenot » (ce mot signifie « Hausgenosse », Husginoz, holl. Huisgenoot, = qui habite dans la même maison). — N°s 23-26. O. von HEINEMANN. Le duc Ulrich de Württemberg; biographie du temps de la Réformation. — N°s 25-27. La mère de Napoléon III (d'après des notes d'un contemporain et ami d'Hortense). — N°s 38-44. La diète d'Augsbourg en 1548 (d'après le journal d'un contemporain, le duc Wolrad de Waldeck). — N° 40. LOTHHOLZ. La sépulture chez les Germains. — N°s 44-46. La langue française en Alsace-Lorraine, par un Alsacien. — N° 47. WILH. SOLTAN. Le comte de Hertzberg et le gouvernement de cabinet en Prusse. — N° 48. A. EBERS. L'empereur Charles IV et son séjour à Tangermuende. — N° 49. M. HEYNE. Les périodes préhistoriques. — Les notes du feldmaréchal comte de Blumenthal sur le bombardement de Paris en 1870 (extrait de l'ouvrage de M. de Poschinger sur l'empereur Frédéric III, t. III). — N° 50. Une nuit significative devant Belfort en 1870 (mémoires d'un témoin). — N° 51. Édouard FECHT. Le dernier prince immédiat de l'Allemagne ancienne (Bernhard-Erich-Freund de Saxe-Meiningen, 1800-1882).

52. — Centralblatt für Bibliothekswesen. Jahrg. XVII, 1900. Heft 1-6. — P.-Gabriel MEIER. Les progrès de la paléographie à l'aide de la photographie. Essai de bibliographie (contient une énumération complète de tous les manuscrits qui ont été reproduits à l'aide de la photographie). — Heft 4. Karl GEIGER. Robert de Mohl en sa qualité de chef de la bibliothèque universitaire de Tubingue. — Heft 5, 6. Léon-G. PÉLISSIER. Le fonds Fabre-Albany à la bibliothèque municipale de Montpellier (catalogue des lettres et d'autres matériaux utiles à la connaissance générale, politique, artistique, sociale, de la grande époque au commencement du xixe siècle). — Heft 7, 9, 10. Anton SCHUBERT. Les bibliothèques anciennes des monastères supprimés par

l'empereur Joseph II en Moravie et en Silésie, et ceux des ex-jésuites à Teschen et à Troppau (notices bibliographiques très intéressantes). — Heft 9. S. TOMANOVIC. La première imprimerie slavo-cyrillique (fondée à Obod-Cetinje par Ivan Crnojević en 1481). — Heft 10. J.-L. HEBERG. Quelques extraits des papiers d'A[ndreas] E[rasmus] de Seidel (celui-ci, né en 1650, mort en 1707 à Berlin, vint en qualité de drogman de la République de Venise, sous Morosini, en Grèce, 1688, où il resta jusqu'en 1692; il profita de cette occasion pour ramasser des monnaies et des manuscrits). — Heft 11. K. RÓZYCKI. La bibliothèque impériale publique de Saint-Pétersbourg. — Heft 12. Th. BIRT. Pour servir à l'histoire du caractère antique des livres (contre les déductions de K. Dziatzko dans son ouvrage : *Untersuchungen über ausgewählte Kapitel des antiken Buchwesens*. Leipzig, 1900). — Otto CLEMEN. Le pseudonyme Symon Hessus (c'est Urbanus Rhegius).

53. — Zeitschrift für Socialwissenschaft, herausgegeben von Julius Wolf, Jahrg. III, 1900, Heft 1. — Friedrich RATZEL. Quelques problèmes d'ethnographie politique (trois points sont à considérer : 1^e Comment les dispositions et les facultés des peuples sont-elles distribuées, comment et sous quelles conditions sont-elles déployées? 2^e Quelle position occupe un peuple, et principalement mon peuple et moi avec lui, dans l'humanité et à quelle fonction est-il destiné? 3^e Quelles qualités et manifestations faut-il regarder pour porter un jugement sur un peuple?) — Heft 2-3. Alfred VIERKANDT. Le problème de la civilisation (considérations sur les causes et les résultats de la civilisation humaine). — Heft 4-5. Heinrich SCHURTZ. Les origines de la propriété foncière. — Heft 6. Julius BELOCH. La population de l'Europe au moyen âge. — Heft 11. IB. La population de l'Europe au temps de la Renaissance.

54. — Militär-Wochenblatt. Jahrg. LXXXV, 1900. N°s 2-3. — Souvenirs personnels du général Gustave de Stiehle (mort le 15 nov. 1899). — N° 4. Les idées de Frédéric le Grand sur la guerre; comment elles se sont formées de 1745 à 1756 (compte-rendu détaillé des *Kriegsgeschichtliche Einzelschriften*, Heft 27). — N° 7. L'ancien bataillon d'infanterie légère de Waldeck (fondé en 1681, dissous en 1867). — N°s 8-10, 12-14. DUVERNOY. L'artillerie de campagne de Frédéric le Grand. — N°s 25-26. B. VON POTEN. Les écuyers de l'ancienne armée hanovrienne. — N°s 40-41. L'éducation tactique de l'armée prussienne par le roi Frédéric le Grand pendant le temps de paix 1745 à 1756 (compte-rendu détaillé des *Kriegsgeschichtliche Einzelschriften*, Heft 28-30). — N° 40. Le régiment « Alt-Larisch. » — N°s 54-55. KEIM. La campagne de Marengo (d'après l'ouvrage du capitaine de Cugnac : *Campagne de l'Armée de réserve en 1800*, t. I, 1900). — N° 59. Le grand-duc Pierre d'Oldenbourg et l'armée prussienne. — N° 66. L'insurrection dans le Palatinat en 1849. — N° 68. FR. GENTHE. Les livrets d'uniforme de l'armée prussienne, de 1750 à 1808, dans les collections de Berlin. — N° 75.

La bataille de Cassano (16 août 1705). — № 79. Pour servir à l'histoire de la bataille de Culm (29 et 30 août 1813 ; exposé des motifs pour lesquels Napoléon a envoyé le général Vandamme). — № 80. Pour servir à l'histoire de la campagne de 1809 (d'après l'ouvrage du commandant Salski, 1899-1900). — № 88. Von PELET-NARBONNE. La cavalerie de la première et de la seconde armée, du 7 au 15 août 1870. Réplique dans les n°s 90-92. — № 100-101. L'ordre oblique de Frédéric le Grand ; avec trois croquis. — № 102. Von CAEMMERER. Sur les opérations de l'armée autrichienne en 1866 (d'après l'ouvrage de Schlichting, *Moltke und Benedek*, 1900). — WOLF. Le *limes* de l'empereur Domitien (contre l'article de F. Herzog, *Kritische Bemerkungen zur Chronologie des Limes*, dans les « Bonner Jahrbücher »). — № 105. Un plan de guerre français en 1867 (d'après un article du général Frossard, publ. dans la *Revue militaire* de sept. 1900). — № 109. Von HÖSSLIN. Hohenlinden, 3 déc. 1800. Un glorieux anniversaire pour l'armée bavaroise ; avec un croquis. — № 111-112. Von LETTOW-VORBECK. Remarques historiques sur le livre du général de Schlichting, *Moltke und Benedek* ; avec un croquis. — № 114. Le général d'infanterie de Fransecky (d'après sa biographie publ. par de Bremen, 1901). — № 116. Au quartier général de la seconde armée en 1866 (d'après les notices du général du Verdy).

55. — Beihefte zum Militär-Wochenblatt. Herausgegeben von Frobel, 1900, Heft 1. — B. VON POTEN. L'armée prussienne il y a cent ans, d'après les règlements en vigueur et les sources contemporaines (un peu insuffisant). — Heft 2. VON SOTHEN. Les opérations de la troisième brigade badoise renforcée entre Dijon et Autun, du 29 novembre jusqu'au 3 décembre 1870 (discours ; avec une pièce annexée et deux croquis des combats). — Heinrich ROCHOLL. Études sur la campagne du Grand Électeur contre la France et l'Alsace, 1674-1675 (d'après des documents d'archives). — VON BREMEN. Frédéric le Grand et l'origine de la guerre de Sept ans. Étude critique. — Heft 3. DICKHUTH. La bataille de Rossbach ; avec un plan. — Heft 5. Baron de FREYTAG-LORINGHOVEN. Exemples de l'application stratégique de la cavalerie sous Napoléon. — Heft 6. PETZEL. Les opérations de Napoléon, de La Rothière jusqu'à Bar-sur-Aube, du 1^{er} au 25 février 1814 (discours ; avec une carte). — Heft 7. VON LESZCZYNSKI. Breslau et Leuthen (discours ; avec un plan).

56. — Stimmen aus Maria-Laach. Katholische Blätter. Bd. LIX, 1900, Heft 1-2. — C.-A. KNELLER. S. J. Alexandre Volta (biographie et doctrine de ce savant, d'après les sources). — H.-A. KROSE. S. J. Les mouvements confessionnels en Allemagne au xix^e siècle. — Heft 2-5. O. PFÜLF. S. J. Le dernier vétérinaire de la « section catholique » (Jos. Linhoff, né en 1819, mort en 1893, fut témoin des luttes confessionnelles de la Prusse en qualité de conseiller du gouvernement dans la section catholique du ministère des cultes, abolie en 1871.) — Heft 2.

I. BRAUN. S. J. Le vêtement liturgique dans les rites de l'Orient. — Heft 3-4. H.-A. KROSE. S. J. Les causes des mouvements confessionnels en Allemagne. — Heft 5. Joseph DAHLMANN. S. J. Le créateur de la Chine moderne (Che-Hoang-Ti). — Bd. LX, 1901, Heft 4. — Joseph DAHLMANN. S. J. La renaissance de l'antiquité en Chine et son influence sur la vie de l'État.

57. — Beilage zur Allgemeinen Zeitung. 1900, N°s 260-261. — Robert POEHLMANN. Pour servir à l'histoire de la démocratie sociale dans la Rome antique (extrait de son ouvrage *Geschichte des antiken Communismus und Sozialismus*, t. II, 1900). — N°s 261-262. Hans RIGGAEUR. Le développement de la numismatique et des collections numismatiques au xix^e siècle (discours tenu à l'Académie des sciences de Munich). — N° 263. Karl-A. von ZITTEL. Buts et problèmes des académies au xx^e siècle (extrait d'un discours tenu à la même Académie). — N° 267. La bibliothèque du château impérial de Vienne et l'exposition Gutenberg (histoire complète de cette bibliothèque). — N°s 270-271. Anton CHROUST. Les débuts de la contre-réforme en Styrie (d'après l'ouvrage de Jean Loserth, *Die Reformation und Gegenreformation in den innerösterreichischen Ländern im XVI. Jahrhundert*, 1898). — N° 275. Nouvelles lettres de Bismarck (résumé des lettres du prince de Bismarck à sa fiancée et à son épouse, récemment publ. par le prince Herbert Bismarck, 1900). — N°s 276-277. Comment périssent les empires (le royaume de Naples d'après l'ouvrage de R. de Cesare, *la Fine di un Regno*, 2^e éd., t. I-II, 1900). — N°s 284-285. Ad. HOLM. Ravello (pour servir à l'histoire du duché d'Amalfi). — N° 291. Paul DARMSTÄDTER. Le dernier prince ecclésiastique de l'Allemagne et son gouvernement (esquisse historique sur Charles de Dalberg, tirée de l'ouvrage *Das Grossherzogthum Frankfurt* de ce même auteur). — N° 292. La civilisation allemande reflétée dans les mots qui sont empruntés à l'allemand (d'après les études de Friedrich Seiler, *Die deutsche Kultur im Spiegel der deutschen Lehnwörter*, 1895, 1900). — N° 295. C. MEHLIS. Walahstede (histoire et description de cette ruine située près de Klingenmuenstein en Palatinat, à l'occasion d'une remarque d'Auguste Becker dans son livre *Die Pfalz und die Pfälzer*, p. 444). — N°s 296-297. Paul HOLZHAUSEN. La fête séculaire des aieux; I. (le vrai terme de la fin du siècle. Des fêtes séculaires d'autrefois. Perspective du monde en 1801); fin au n° 20. — N° 297. Émile SCHILLER. Formation et disparition d'opinions politiques. — N° 298. Albert PFISTER. Encore une fois la bataille de Dorking (à propos du n° 223 des *Beilagen*, du 30 septembre 1899). — 1901. N° 1. Évod. Considérations sur le dernier siècle (principalement sur le mouvement religieux du xix^e siècle). — N°s 6-7. A. BACMEISTER. Willibald Beyschlag (mort le 25 nov. 1900; biographie et caractéristique). — N° 9. L'institut historique de Prusse à Rome. — N° 11. Une esquisse nouvelle du développement historique de l'Algérie (d'après *l'Histoire de l'Algérie par ses monuments*. Paris, 1900). — N° 12. Hugo GROTHE. Les écoles allemandes à l'étranger et leur développement

(d'après l'ouvrage d'I.-P. Müller, 1900). = N°s 14-15. G. SCHUSTER. L'acquisition de la couronne royale de Prusse. = N° 15. L'État et l'Église héritiers en France (explication des causes de l'accroissement des finances de la « main-morte »). = N° 17. Karl RAAB. Sur le développement des idées américaines (études sur le caractère de la politique de l'Amérique autrefois et aujourd'hui). — I. FINK. La colonie romaine près d'Eining (sur le Danube au-dessus de Weltenburg).

58. — Wissenschaftliche Beilage zur Germania. Blätter für Litteratur, Wissenschaft und Kunst, 1900. N°s 6-7. — Ludwig BAUR. Grégoire VII et son influence aux débats de Tribur-Oppenheim en octobre 1076. = N°s 8-9. Aloys SCHULTE. La maison de commerce allemande à Venise. = N°s 10-11. NUERNBERGER. Le royaume d'Italie et la question romaine en 1861 (un chapitre du troisième tome de son ouvrage : « Papisme et États pontificaux »). = N°s 12-15. Hermann GRAUERT. La position de l'Allemagne dans le monde et le catholicisme. Considérations historiques et politiques. = N° 16. Mgr EHSES. Un pamphlet de Calvin contre le pape Paul III (1545). = N°s 22-23. Aloys SCHULTE. La campagne de Waterloo (d'après l'ouvrage de Houssaye). = N° 29. Christiane GMEINER. Un génie supérieur (le pape Jules II; d'après l'ouvrage de Julian Klaczko, *Rome et la Renaissance*). = N°s 33-34. LINNEBORN. Les couvents bénédictins en Westphalie au xv^e siècle. — N° 35. Aloys SCHULTE. Les mémoires du général français Marbot. = N° 41. P. Ath. ZIMMERMANN. S. J. Le Père Gratry et la renaissance de la vie catholique en France (d'après la biographie de Gratry par le cardinal Perraud).

59. — Sonntagsbeilage zur Vossischen Zeitung. 1900. N°s 1-2. — Walter FRIEDENBURG. Pour servir à l'histoire des années jubilaires à Rome. = N° 1. Bruno GEBHARDT. Joséphine (d'après l'ouvrage de Masson, *Joséphine, impératrice et reine*, 1899). = N°s 2-3. Max BLUMENTHAL. Landwehr et milice en Prusse (étude sur l'origine de ces institutions militaires). = N°s 4-7. Wilhelm GUNDLACH. Le cas de Prades. Une cause célèbre au xvii^e siècle. D'après des notes et documents contemporains (histoire de la condamnation de l'abbé de Prades à cause de son article « Certitude » dans l'*Encyclopédie*; son appel à Berlin; sa trahison envers le roi Frédéric II; son emprisonnement à Magdebourg et à Glogau). = N° 5. Curt-Rudolf KREUSNER. Cabinets noirs. Etude relative à l'histoire du secret des lettres. = N° 6. Th. ACHELIS. La civilisation des pays de la Méditerranée (d'après l'histoire universelle de Helmolt, t. IV). = N° 7. Karl SACHS. Giordano Bruno. = N°s 7-8. Siegfried FRITZ. La bataille de Hemmingstedt (17 février 1500). = N° 8. Franz BENDT. La conquête de la mer par le bateau à vapeur. = N°s 9-10. Bruno GEBHARDT. Les résultats de la critique des *Gedanken und Erinnerungen* du prince de Bismarck (énumération des points dont l'authenticité a été mise en doute sans contre-critique). = N°s 9-10. Johannes LUTHER. Le mot de Luther : « Hier stehe ich, ich kann

nicht anders, Gott helfe mir. Amen » (Martin Luther à la diète de Worms ne s'est servi que des mots « Deus adjuvet me; » mais il est vraisemblable qu'il a approuvé plus tard lui-même les mots cités). — N°s 11-12. Edouard SCHULTE. L'histoire du royaume de Hanovre par W. von Hassell (critique sévère de cet ouvrage, qui est rempli d'erreurs). — W. BRUCHMUELLER. La vie des paysans allemands au temps des Hohenstaufen. — N°s 11, 13. I. MAEHLY. « Mythus, Sage, Märchen » (explication de ces mots par des exemples). — N°s 12-14. L'histoire de l'Académie des sciences de Berlin, 1700-1900 (résumé de l'ouvrage de Harnack, 1900). — N° 15. Georg ELLINGER. Joachim Camerarius (hommage rendu à l'ami de Mélanchthon pour le 400^e anniversaire de sa naissance). — N° 16. Édouard SCHULTE. La Terreur blanche dans la France méridionale en 1815 (récit des événements d'Avignon d'après les recherches d'Ernest Daudet, peu connues en Allemagne). — Hans KAISER. L'état actuel des études dans les archives en Prusse (d'après le rapport du directeur en chef des archives de l'État, R. Koser, publié dans les *Mittheilungen aus den preuss. Staatsarchiven*, Heft 1, 1900). — N°s 17-18. M. BLUMENTHAL. Une colonie allemande il y a 400 ans (la famille des Welser possédait, de 1528 à 1555, une partie de l'Amérique méridionale, ou Vénézuéla, qui fut occupée plus tard par les Espagnols). — N° 18. Paul HOLZHAUSEN. Bonaparte et les royalistes (d'après les *Mémoires et souvenirs du baron Hyde de Neuville*, 1894-1898, et les *Mémoires du général d'Andigné*, publ. p. Edm. Biré, t. I, 1900). — N°s 19-21. Christian MEYER. Comment l'Autriche devint un pays catholique (dépeint la décadence de l'Autriche après la suppression de la nationalité allemande par le catholicisme au moyen âge). — N° 21. A. von WINTERFELD. Le comte Louis Zinzendorf et le roi Frédéric-Guillaume I^r de Prusse (pour le 200^e anniversaire de la naissance de Zinzendorf, le 26 mai 1700). — N°s 24-25. Paul HOLZHAUSEN. Une voix nouvelle sur les campagnes de 1812 et 1813 (d'après les Mémoires du général baron de Dedem de Gelder, 1774-1825. Paris, 1900). — N°s 24-26. Wilhelm GUNDLACH. Les publicistes de notre ancien empire. Une étude sur l'histoire de la littérature et des mœurs (1^o les musiciens errants; 2^o les pamphlets et polémiques du temps des Saliens et des Hohenstaufen; 3^o les écoliers migrants). — N° 25. Johannes LUTHER. Jean Gutenberg. Pour son 500^e anniversaire. — N° 26. Édouard SCHULTE. Les mémoires de Nazelle (d'après la publication d'Ernest Daudet, 1899). — N°s 26-27. Heinrich RENNER. Les savants allemands en Mésopotamie. — N° 27. Th. ACHELIS. Essai sur l'importance de la civilisation de l'Asie Mineure pour l'Europe (d'après l' « Histoire universelle, » par H. Helmolt, t. III, 1899). — N°s 27-29. Heinr.-Hub. HOUBEN. Varnhagen et la jeune Allemagne (études relatives à l'histoire de l'année 1835 et à sa catastrophe littéraire causée par la censure). — N°s 28-29. T. KELLEN. Le château de famille de Godefroi de Bouillon (de son origine jusqu'à nos jours). — L'expulsion des protestants de Salzbourg et leur accueil en Prusse (d'après le livre de F. Arnold, 1900). — N° 31. Julius von

PFLUGK-HARTTUNG. L'enfance et la jeunesse de Napoléon Bonaparte. — Th. ACHELIS. L'importance de la combinaison des races au point de vue de la civilisation (d'après l'ouvrage de Gobineau, *Essai sur la disparité des races humaines*, t. III, 1900). = Nos 32-34. Walter FRIEDENSBURG. L'ordre de succession en Espagne en 1700. Un souvenir séculaire (d'après de nouveaux documents). = Nos 35-36. Les « pieux » lansquenets (caractéristique et histoire de cette institution, du milieu du xv^e siècle jusqu'à la fin du xvi^e). = Nos 37-38. Paul HOLZHAUSEN. Le débarquement de Napoléon en Angleterre et l'opinion publique en Allemagne. = Nos 38-39. Siegfried FITTE. Jourdan, un ami de Frédéric le Grand. = Nos 38-40. Rudolf KRAUSS. Les relations de Schubart avec le comte d'Hertzberg et la Prusse. = N° 39. Heinrich HEINZ. Les premiers cours en allemand dans les Universités allemandes (ce n'est pas Chrétien Thomasius qui s'est servi le premier de la langue allemande, mais Tielemann Heverlingh, professeur à Rostock au commencement du xvi^e siècle). = Nos 40-42. Otto HERRMANN. Le grand Frédéric dans la guerre de Sept ans (résumé de la biographie du roi par R. Koser, t. II, part. 1, 1900). = N° 41. Adalbert von HANSTEIN. Les femmes au xviii^e s. = N° 42. Alfred SENERAU. Moltke. Pour l'anniversaire séculaire de sa naissance (esquisse biographique). = Nos 43, 44-46. Hermann BARTH. Macaulay (étude biographique et littéraire). — Mathieu SCHWANN. Un problème pour les historiens et les psychologues (la loi de l'élevation et de la décadence des familles dynastiques est dérivée d'un nombre de suites généalogiques). — LUETTGERT. Pour servir à l'histoire du parlementarisme (résumé général). = N° 45. Alexander MEYER. Édouard Simson (d'après sa biographie écrite par son fils, 1900). = N° 46. M. BLUMENTHAL. La convention de Tauroggen (sur la question de savoir si le général York a conclu cette convention sous sa propre responsabilité ou d'après des instructions qu'il avait reçues. L'opinion de l'auteur, qui communique un mémoire de Scharnweber à Hardenberg, incline vers la seconde thèse). = N° 47. Curt-Rudolph KREUSNER. Des dénominations de la population autrefois et aujourd'hui. — Les aventures d'Henri Rochefort (d'après ses mémoires). = N° 48. Christian MEYER. La détention du margrave de Brandebourg, Frédéric l'aîné, à la Plassenbourg (1515 à 1527). = Nos 49-50. Édouard SCHULTE. Pierre le Grand et son fils Alexis. — Georg ELLINGER. La croyance aux sorcières et l'inquisition au moyen âge (d'après l'ouvrage de Hansen, *Zauberwahn, Inquisition und Hexenprozess im Mittelalter*, 1900). = N° 57. H. SCHÖENBORN. L'empire de Charlemagne (la couronne impériale de Charlemagne n'a pas été un cadeau du pape, ce que prétendent maintenant les écrivains ultramontains). — La résurrection de Ninive. = N° 52. Paul HOLZHAUSEN. Des fêtes séculaires à Berlin en 1801.

60. — Deutsche Revue ueber das gesamte nationale Leben der Gegenwart. Jahrg. XXV, 1900, Band I. — Horst KOHL. Quelques morceaux de la correspondance du comte Frédéric d'Eulenburg avec le prince de Bismarck (1854-1879). — Heinrich RICKERT. Un épisode de

la vie de Charles Twesten (son élection à Dantzig en 1867). — J. HÉRICOURT. Souvenirs sur Pasteur. — Léopold de Gerlach, d'après quelques lettres inédites (supplément aux *Denkwürdigkeiten aus dem Leben L. von Gerlachs*, Bd. I-II, 1891-1892). — Sir Edward J. REED. Le portrait de l'empereur Guillaume II. — Frédéric LOLIÉE. Une visite chez Paul Deschanel. — Le premier pseudo-Démétrius (pour servir à l'histoire de la Russie de 1603 à 1605); fin au t. II. — Stefan Türr. Le prince de Bismarck et les Hongrois. Souvenirs de l'année 1866. — P. von EBART. Le duc Auguste de Saxe-Gotha-Altenburg (1772-1822). = Band II. Mémoires sur la vie du comte Otto de Bray-Steinburg, composés d'après ses papiers posthumes, I-III (1807-1860). — Horst KOHL. Quelques pièces des archives de Friedrichsrüh (contenant des lettres inédites des ministres Charles de Bodelschwingh, de Stosch, van der Heydt et autres). — Comte Paul de HOENSBRÖECH. Papisme et inquisition. — Wilhelm MAURENBRECHER. Histoire de la question d'Orient. Discours inédits. — Le plan d'organisation de la flotte au commencement du xix^e siècle. Mémoire inédit du général-lieutenant de Minutoli (1828; contient un résumé historique de la politique maritime et coloniale des Hohenzollern). — M. von BRANDT. La presse allemande et la politique étrangère. — Frédéric LOLIÉE. 1813. Papiers interceptés (lettres et rapports relatifs à la campagne de 1813, saisis par un cosaque, conservés aujourd'hui dans la bibliothèque de la famille de Wellesley-Wellington en Cheshire). — O. BARATIERI. Calatafimi (15 mai 1860). Souvenirs personnels sur Garibaldi. — Comte Paul de HOENSBRÖECH. Papisme et peine de mort. — Hans KLESER. La position et l'importance de la Roumanie dans la famille des États européens. = Band III. Mémoires sur la vie du comte Otto de Bray-Steinburg, IV-V (suite; 1866-octobre 1870). — Eugen GUGLIA. Gentz et les femmes. — Comte de HOENSBRÖECH. Papisme et croyance aux sorcières. — J. LANGEN. Les jésuites autrefois et aujourd'hui. = Band IV. Mémoires sur la vie du comte Otto de Bray-Steinburg, VI-VIII (fin; oct. 1870-mars 1871). — Comte di RONZAGLIE. Souvenirs sur le roi Humbert I^r. — Comte Frédéric de SCHOENBORN. Rencontres (avec Jos.-Alex. de Huebner, Ant. Szécsén, Taaffe). — W. von BREMEN. Le feld-maréchal Waldersee (appréciation de ses mérites dans la guerre de 1870-1871). — Kózös. Le jubilé de la couronne de Saint-Étienne. Tableau politique de la Hongrie. — G.-M. FIAMINGO. Le combat entre le Vatican et le Quirinal. — Heinrich ULMANN. Pour servir à l'éclaircissement de la question napoléonienne (contre Vandal et Roloff; Napoléon profita de l'armement contre l'Angleterre pour préparer la guerre continentale). — Karl von STREMAYR. L'abolition du Concordat et ma démission. — Heinrich von POSCHINGER. Quelques lettres inédites du ministre de Larisch (sur diverses questions politiques, 1853-1856). — Friedrich NIPPOLD. Quelques souvenirs sur la vie de l'imperatrice Frédéric. — Comte di RONZAGLIE. Eloquence et orateurs politiques en Italie. — Heinrich von POSCHINGER. Rencontres de Bismarck avec le ministre des cultes Zedlitz-Truetz-

schler. — In. Le ministre de l'agriculture Lucius. — H. GELZER. Lettres inédites de Mgr de Hefele. — Adhémar LECLÈRE. La dynastie des rois de Kambodge et les dernières crémations de corps à Phnom-Pénh. — Bernhard STERN. Récits du grand-vizir Djewad Pacha sur sa vie.

61. — **Die Grenzboten.** Zeitschrift für Politik, Litteratur und Kunst. Jahrg. LIX, 1900. Band I, n° 6. — Hans WIRTE. La recherche historique des nationalités (propositions et résumés). — Stephan KEKULE VON STRADONITZ. L'égalité de naissance dans la famille royale de Prusse (détermine l'état du droit autrefois et aujourd'hui). = N° 12. Un rapport contemporain sur l'assassinat des ambassadeurs à Rastadt (par le comte François-Gabriel de Bray, ambassadeur de Bavière). = N° 12-13. Caroline de Brunswick et sa fille la princesse Charlotte d'Angleterre. = Band II. N°s 14-15, 17. Souvenirs sur la campagne de Hongrie en 1849, par l'aide de camp du général russe, comte Rudiger, publ. par Adolph Hess. = N° 18. F. EYSENHARDT. George de Bunsen (critique de la biographie écrite par sa fille Marie de Bunsen, 1900). = N°s 19-20. La cour de Saint-Pétersbourg en hiver 1799-1800 (notices sur la cour de Paul I^e, d'après un mémoire de mars 1800). = N° 25. L'apogée et la décadence de la puissance maritime de la Hollande. = N° 26. Les rois de Prusse et la politique sociale (d'après quelques passages de l'ouvrage de G. Schmoller : *Umriss und Untersuchungen zur Verfassungs-, Verwaltungs- und Wirtschaftsgeschichte*, 1898). = Band III. N°s 30-31. Otto KEMMEL. Huit ans de politique saxonne-allemande (1859-1866; d'après l'ouvrage de P. Hassel : *Aus dem Leben des Königs Albert von Sachsen*, t. I-II, 1898-1900). = N° 36. Reinhold GUENTHER. Il y a cent ans (esquisse sur l'armée de la France et d'autres pays; sur la campagne de Napoléon en Italie et sur Moreau). = N°s 38-39. Lettres de Paris en 1797. Contributions à l'histoire des mœurs en France à l'époque de la Révolution (lettres et rapports du comte François-Gabriel de Bray; celui-ci porte sur le coup d'État du 18 Fructidor un jugement assez bienveillant). = Band IV. N° 40. Un voyage de Londres à Boulogne en 1763 (publie une lettre tirée de l'ouvrage peu connu du romancier anglais Tobias Smollet : *Travels through France and Italy*. Édimbourg, 1817). = N° 52. Bernhard ROEGE. L'acquisition de la couronne royale de Prusse par l'électeur Frédéric III.

62. — **Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich**, herausgegeben von Gustav Schmoller, Jahrg. XXIV, 1900, Heft 1. — DIETRICH. La situation économique actuelle de l'industrie des tulles et dentelles en France. — Franz EULENBURG. Sur la possibilité et les problèmes de la psychologie sociale. Discours d'inauguration académique. — Gustav SCHMOLLER. Les changements de la politique commerciale de l'Europe au XIX^e siècle. = Heft 2. G.-K. ANTON. Politique domaniale et agricole de l'État du Congo. — Carl BALLOD. Le développement économique de l'Allemagne depuis 1870. Discours d'inauguration académique. — Kurt WIEDENFELD. L'organi-

sation du commerce allemand des blés et la formation des prix du froment au XIX^e siècle. — Heft 3. K. WAHL. Le développement de la navigation marchande hollandaise au XIX^e siècle. — Heft 4. Gustav SCHMOLLER. Sur le développement d'une juste politique monétaire du XIV^e au XIX^e siècle. — G.-K. ANTON. Nouvelle politique agricole en Algérie et en Tunisie, I. — Karl GRUENBERG. Études sur l'histoire et la politique agraire de l'Autriche, III. La situation des serfs et leur affranchissement dans la Bukovine. — E. HEITZ. Les dénombrements allemands d'autrefois.

63. — Westermanns illustrierte deutsche Monatshefte. Jahrg. XLIV. Bd. LXXXVIII, 1900, Heft 524. — Heinrich FUNCK. Une nouvelle découverte sur la personne de Charlotte de Stein (d'après des lettres originales de Zimmermann à Lavater, conservées à la bibliothèque municipale de Zurich). — Georg STAMPER. Robert de Mohl. — Heft 525. Arthur KLEINSCHMIDT. La princesse Rosalie Lubomirska (avec des lettres inédites). — Heft 526. B. WOHLFAHRT. La cathédrale de Mayence (histoire et description). — Friedrich DUESEL. Gustave Freytag et Henri de Treitschke. Une amitié allemande (d'après leur correspondance publ. par A. Dove, 1900). — Heft 527. Karl-Theodor HEIGEL. Frédéric-Christophe Dahlmann. — Jahrg. XLV, Bd. LXXXIX, 1900-1901. Heft 529. Gottlob EGELHAAF. L'origine de la guerre de Sept ans (soutient l'opinion de Ranke contre la thèse de Lehmann). — Heft 530. Fedor von KÖEPKEN. Moltke en guerre et en paix. Souvenirs pour le centenaire du général-feldmaréchal. — Georg STAMPER. Thomas Babington Macaulay. Pour le centenaire de sa naissance. — Heft 531. L'élévation de la Prusse. D'après les notes du ministre d'État, comte Erdmann Pueckler (ces notes, dont des extraits sont publiés par P. Grabein, ont été écrites en 1863; elles racontent des épisodes des batailles de Gross-Goerschen et de Leipzig, et l'entrée des Alliés à Paris). — Otto-L. JIRICZEK. Antiquités scandinaves (d'après l'ouvrage de Sophus Mueller : *Nordische Alterthums-kunde*, t. I-II). — Heft 532. Fedor von KÖEPKEN. L'ordre teutonique et la couronne royale de Prusse (pour le 200^e anniversaire du couronnement du roi en Prusse).

64. — Preussische Jahrbücher. Bd. CII, 1900, Heft 2, nov. — Ludwig RIESS. Les facteurs de la puissance politique dans la Chine actuelle. — Albert von RUNEVILLE. Une histoire constitutionnelle du nouvel empire (à propos de l'ouvrage de P. Klöppel : *Dreissig Jahre deutscher Verfassungsgeschichte*; Bd. I. Leipzig, 1900. Dans un post-scriptum de la rédaction, Hans Delbrück discute la théorie de la Grande-Allemagne de Runeville). — Émile DANIELS. L'anarchiste, prince Kropotkine. — Heft 3, déc. J. GEFFCKEN. La légende de l'antéchrist (trace dans ses grands traits le développement historique de cette légende. « Si extravagantes que puissent nous paraître les attentes des temps anciens, nous ne pouvons oublier que c'est l'expression d'un

sentiment très élevé, l'incarnation de la prière : Délivre-nous du mal. » C'est un cri de toute la souffrance humaine qui jaillit vers nous du chant et de la légende de l'antéchrist). — Heinrich ULMANN. La contre-réforme dans les pays héréditaires des Habsbourg (discours prononcé à l'Université de Greifswald : « La contre-réforme, née du jésuitisme, a brisé à l'Autriche les liens intellectuels et moraux qui la rattachaient à l'Allemagne »). — Hermann ONCKEN. Le grand-duc Pierre d'Oldenbourg (art. nécrol. Montre la part prise par le grand-duc et par ses prédécesseurs au développement de l'Allemagne).

65. — Beiträge zur Geschichte des Niederrheins. Jahrbuch des Düsseldorfer Geschichtsvereins. Bd. XV, 1900. — Émile PAULS. Pour servir à l'histoire de la censure dans les pays du Rhin inférieur jusqu'en 1816 (expose, d'après les actes des archives municipales de Düsseldorf, les mesures officielles prises au sujet de la censure dans l'archevêché de Cologne et dans les duchés de Juliers-Clèves-Berg. Important pour l'histoire du journalisme). — O.-R. REDLICH. Documents pour servir à l'histoire minière dans la région du Rhin inférieur du xv^e au xvii^e siècle. — Victor LOEWE. Une description politique et économique du duché de Berg en 1740 (publie l'exposé tracé par le conseiller prussien Müntz, qui se trouve aux archives de l'État à Berlin). — Hermann SCHUETZE. Groupement et organisation des localités bas-rhénanes, surtout dans l'ancien duché de Berg (96 p.). — P. ESBACH. L'Université de Duisburg sous l'administration française (1^o les dernières années de l'administration prussienne; 2^o sous le gouvernement de Joachim Murat, 1806-1808; 3^o sous la domination de Napoléon, 1808-1813; 4^o fin de l'Université). — Th. LEVIN. Un projet de mariage dans la maison palatine de Neuenburg (lettres du prince électoral Jean-Guillaume, 1689-1690. Il s'agit d'Isabelle de Bragance, princesse de Portugal).

66. — Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte. Bd. XIII, 1900, 2^o Hæfte. — Reinhold KOSER. Les finances prussiennes pendant la guerre de Sept ans; fin. — R. KRAUEL. Lettres originales de Frédéric II, du prince Henri et de la princesse Amélie de Prusse à la duchesse Charlotte de Brunswick (14 lettres écrites à la sœur du grand Frédéric; elles sont en partie intéressantes pour l'histoire du temps). — Mathieu SCHWANN. La mort de l'empereur Charles VII et ses conséquences (sur le sentier de la politique européenne, la Bavière ne récolta que de l'infortune. Si cette infortune n'a jamais été plus grande que lorsque Frédéric le Grand combattit du côté de la Bavière, c'est la faute du feld-maréchal baron de Seckendorff). — Joh.-H. GEBAUER. Introduction de la Réforme dans les villes d'Alstadt et de Neustadt en Brandebourg (utilise de nombreux matériaux sur l'introduction de la Réforme dans une ville de province). — Herman GRANIER. Douze lettres de Blücher (provenant des archives secrètes de l'État à Berlin). — Woldemar LIPPERT. Origine des jour-

naux tenus par le comte Henckel de Donnersmarck sur la guerre de Sept ans. — Alfred STERN. Quelques documents relatifs à l'histoire de la Prusse, 1809-1812, tirés du P. Record office de Londres. — Herman GRANIER. Documents pour servir à l'histoire de la guerre de 1806-1807. — R. KRAUEL. La nouvelle édition des lettres de Mirabeau sur la cour de Prusse (si la critique allemande est d'accord avec la critique française pour reconnaître la valeur littéraire de cet ouvrage, elle doit faire les plus grandes réserves au point de vue de son importance comme document historique. Bien que M. Welschinger en ait donné, pour la première fois, le texte complet, il n'enrichit pas notre histoire). — Jul. KREBS. Lettres inédites de l'année 1630.

67. — Mittheilungen aus dem Stadtarchiv von Kœln. Heft 30, 1900. — Jos. GREVING. Listes des impôts de la paroisse de S. Kolumba à Cologne (175 pages. Documents importants pour l'histoire de Cologne au moyen âge et pour faire connaître la condition sociale et économique de ses habitants).

68. — Zeitschrift der Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte. Bd. XXX, 1900. — Jens ERICHSEN. Les possessions du monastère de Neumünster depuis sa transplantation à Bor-desholm jusqu'à sa suppression (168 pages). — P. von HEDEMANN. Une exploitation rurale au XVIII^e siècle : Hemmelmarck. — DE BOOR. Pour servir à l'histoire de la famille Holsteinoise de Saldern (avec des tableaux généalogiques). — Aage FAHRS. André-Pierre Bernstorff et les duchés de Slesvig et de Holstein, 1773-1780 (80 p.; utilise de nombreuses correspondances inédites. La politique de Bernstorff était compatissante et conciliatrice, mais, en même temps, autoritaire et consciente du but qu'elle s'était proposé). — R. von FISCHER-BENZEN. Bulletin bibliographique pour les années 1897-1900.

69. — Zeitschrift des historischen Vereins für Niedersachsen. Jahrg. 1900. — Albert EGERS. L'organisation des impôts dans le comté de Hoya (d'après le cartulaire de Hoya et des chartes et documents provenant des archives de l'État à Hanovre). — Adolf KOECHER. Le registre terrier et les annales des maires d'Edesheim dans le Leine-thal (pour servir à l'histoire économique de la Basse-Saxe). — Reinhard WEISS. De quelques noms de lieux importants de la Basse-Saxe; nouvelles explications. — Hermann SCHLOEMER. La plus ancienne ordonnance ecclésiastique d'Einbeck et son entrée dans la ligue de Schmalkalde. — RUSTENBACH. L'ancien Gau de Wikanavelde (doit être localisé à Eschershausen, dans le duché de Brunswick). — H. HOOGEWEG. Le mariage du duc Otton le Vieux avec Metta de Campe (XVI^e s.; intéressant au point de vue psychologique). — B. UHL. Comment fut mise en défense, au moyen âge, la ligne de la Werra et du Weser, de Hedemünden à Bursfelde. — R. DÖEBNER. Le monastère dominicain de Saint-Paul à Hildesheim au moment où y pénétra la Réforme, vers 1542. — H. KUENHOLD. Chartes de l'église de Hedemünden avant la

Réforme. — W. FEISE. Quelques documents relatifs à l'ancien état de cordonnier à Bodenwerder. — Ed. BODEMANN. Publications concernant la Basse-Saxe parues en 1899-1900.

70. — K. Bayerische Akademie der Wissenschaften zu Muenchen. Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und der historischen Classe. 1900, Heft 3. — H. PAUL. La saga de Thidrek et le poème des Niebelungs (soutient, avec B. Dering, que la légende scandinave de Dietrich remonte au poème des Niebelungs). — K. KRUMBACHER. Les proverbes en grec moyen et le recueil de Moscou (publie ces documents d'après le « Cod. Mosquensis Synodalis 239 », avec une introduction détaillée. L'époque des Paléologues, que l'on méprise souvent à cause de son extraordinaire préférence pour les discussions théologiques, est cependant fort importante pour l'histoire de la formation intellectuelle de la Grèce et surtout de l'érudition grecque).

71. — Archiv für vaterländische Geschichte und Topographie. Herausgegeben von dem Geschichtsverein für Kärnten. Jahrg. XIX, 1900. — Vincentius JOPPI. Necrologium monasterii Rosaccensis (d'après un ms. sur parchemin du xiii^e s. conservé à la bibliothèque archiépiscopale d'Udine. Ce nécrologue a été rédigé vers l'an 1250). — J. LOSERTH. Pour servir à l'histoire de la contre-Réforme en Carinthie. La dissolution et l'expulsion du Schulministerium évangélique à Klagenfurt (66 p. Publie quarante-quatre pièces d'archives). — Aug. von JAKSCH. Notes sur les archives de la Carinthie (172 p. L'auteur se propose de dresser des catalogues plus ou moins détaillés des grandes archives du pays; il commence par celles du comte Lodron à Gmünd).

72. — Carinthia. Mittheilungen des Geschichtsvereins für Kärthen. XC Jahrg., 1900. — A. von JAKSCH. Georg Kolberger, évêque de Gurk en 1490, inconnu jusqu'ici en Carinthie. — J. LOSERT. L'époque de la contre-Réforme en Carinthie. Le projet d'incorporation à l'ordre de Jésus des monastères d'Arnoldstein et de Griffen. — Alois BERGKESSEL. De quelques-unes des batailles les plus importantes livrées en Carinthie du temps français (combats de Neumarkt, 2 avril 1797; de Wolfsbach, 14 mai 1809; de Tarvis, 17 mai 1809 et 7 octobre 1813). — V. P. Topographie historique du Lieserthal (des voies romaines dans les Alpes orientales). — Ed. NOWOTNY. Un bain romain à Mühldorf, dans le Möllthal (découvert et fouillé en 1898).

73. — K. Akademie der Wissenschaften zu Wien. Sitzungsberichte. Philosophisch-historische Classe. Bd. CXLIII, 1900, n° 1. — Anton ZINGERLE. Sur le 43^e livre de Tite-Live (étude critique sur le texte, d'après le « Codex Vindobonensis »). — N° 3. Th. GOMPERZ. Contributions à la critique et à l'explication des écrivains grecs (corrige entre autres des passages de Platon et de Plutarque). — N° 4. H.-P. CHAJES. Contributions à l'onomatologie des Sémites septentrionaux

(étudie les rapports des noms propres dans l'ancienne littérature judaïque avec ceux de l'épigraphie). — N° 5. Th. von SICKEL. Études romaines ; IV (parle du volume qui forme le t. CVIII des Actes conciliaires des archives du Vatican. La collection s'est terminée au plus tôt en 1689, sous le pontificat d'Alexandre VIII Ottoboni).

74. — The Athenæum. 1900, 1^{er} déc. — *Viscountess Knutsford.* Life and letters of Zachary Macaulay (il s'agit du père du célèbre historien; il prit une part très active au mouvement anti-esclavagiste; la vicomtesse Knutsford est sa petite-fille). — *Ch. H. Farnham.* A life of Francis Parkman (bonne biographie par un ami personnel de l'éminent historien canadien). — *Th. Kemp.* The book of John Fisher, town clerk and deputy recorder of Warwick, 1580-1588 (intéressant). — La date de la mort du roi Alfred (sir J. H. Ramsay tient toujours pour l'année 899); suite le 22 décembre (Anscombe étudie la chronologie d'Ethelward). — 15 déc. *Ch. Gross.* Sources and literature of English history to about 1485 (très important). — 22 déc. *Alex. Michie.* The Englishman in China during the Victorian era, as illustrated in the career of sir Rutherford Alcock (beaucoup de renseignements intéressants sur la Chine et le Japon de 1844 à 1869). — *J. B. Perkins.* Richelieu and the growth of the french power (bon). — *J. Gairdner et R. H. Brodie.* Letters and papers, foreign and domestic, of the reign of Henry VIII; vol. XVI-XVII : 1540-1542. — 29 déc. *Kirk.* Returns of aliens dwelling in the City and suburbs of London; part. I : 1523-1571 (admirable publication de la Huguenot Society). — 1901, 5 janv. *A. C. Yate.* Lieut.-col. John Haughton, commandant of the 36th Sikhs. — *E. G. Gardner.* The story of Florence (bon résumé). — *Grenfell et Hunt.* Fayūm towns and their papyri (publient 140 textes complets et l'analyse de 225 autres). — 12 janv. *G. C. Lee.* Leading documents of english history, together with a bibliography of sources (très médiocre). — *Prof. C. Keler.* Madagascar, Mauritius and the other east-african islands (beaucoup d'observations précieuses sur la faune et la flore de Madagascar; peu de choses sur son histoire. L'auteur est avant tout un voyageur et un naturaliste). — *J. Macdonald.* The place-names of West-Aberdeenshire (ouvrage très estimable). — 19 janv. University of Cambridge. College histories : Christ's College, by *J. Peile* (monographie très solide, mais peu divertissante). — *F. W. Bull.* A history of Newport Pagnell (compilation qui n'a guère d'intérêt que pour l'époque moderne). — 26 janv. *S. R. Gardiner.* Letters and papers relating to the first dutch war, 1652-1654; vol. I-II (important). — *T. S. Jackson.* Logs of the great sea fights, 1794-1805 (important pour l'histoire de la grande guerre maritime). — *T. Warner.* Winchester (bon guide). — *H. F. Brown.* Calendar of state papers relating to english affairs existing in the archives of Venice; vol. X : 1603-1607.

75. — The English historical Review. 1901, janv. — Sir Henry H. Howorth. L'histoire primitive de la Babylonie; 4^e art. : les plus

anciens Sémites (donne les résultats des dernières publications et des plus récentes fouilles). — *Maitland*. Le droit canonique en Angleterre. Réplique au Dr Mac Coll (qui avait entrepris de réfuter cette opinion de Maitland que « de notables portions de la loi canonique de Rome étaient regardées par les tribunaux ecclésiastiques de l'Angleterre comme ayant force de statut »). — G. Jenner. Un récit espagnol des voyages de Drake (écrit par fr. Pedro Simon, qui écrivit peu de temps après les attaques heureuses de Drake contre Saint-Domingue et Carthagène, en 1585 et 1586). — Basil Williams. La politique étrangère de l'Angleterre sous Walpole; 4^e partie (jusqu'à la signature des préliminaires de paix avec l'Espagne, le 31 mai 1727). — Brooks. Les Byzantins et les Arabes au temps des premiers Abbassides; suite : Extraits d'Al Baladhuri (la frontière d'Al Sham; la frontière d'Al Gazira; la conquête de l'Arménie). — Miss M. Bateson. Les coutumes de Breteuil; 4^e art. (de l'abaissement du taux des amendes dans les chartes de coutumes). — James Tait. La date et l'auteur du *Speculum regis Edwardi* (des deux recensions indiquées par le P. Moisant, la seconde, qu'il date vers 1343, est de treize ou quatorze ans plus ancienne et la première est antérieure à celle-ci seulement de quelques mois ; il faut donc les placer vers l'an 1331, époque où Simon Islip était un trop mince personnage pour parler au roi avec quelque hardiesse. Peut-être était-ce Simon Meopham, qui fut archevêque de Cantorbéry de 1327 à 1333). — C. Sanford Terry. Charles I^{er} et Alexandre Leslie (en 1638). — J. G. Alger. Un espion franco-irlandais en 1796 (publie le rapport du capitaine Bernard Mac Sheehy, attaché à l'état-major de Hoche, qui en 1796 réussit à passer en Irlande et à y recueillir des renseignements pour la future tentative de débarquement. Mac Sheehy put rentrer en France ; il devint général et fut tué à Eylau). = Comptes-rendus : G. F. Hill. Catalogue of greek coins of Lycaonia, Isauria and Cilicia. — E. Gibbon. The decline and fall of the roman Empire; edit. J. B. Bury; vol. VI-VII (fin de cette édition vraiment remarquable. Gibbon a été traité comme un classique). — Hartmann. Geschichte Italiens im Mittelalter; Bd. II (traite du partage de l'Italie entre les Romains et les Lombards). — J. P. Gannon. A review of irish history in relation to the social development of Ireland (ce qu'il faut louer dans ce résumé, c'est que l'auteur cherche à faire comprendre l'enchaînement fatal des faits sans se livrer à des récriminations contre les personnes). — W. Gundlach. Die Entstehung des Kirchenstaates, und der curiale Begriff « Res publica Romanorum » (obscur par endroits et contestable, mais indispensable pour qui veut étudier l'origine du pouvoir temporel des papes). — C. Davis. Charlemagne (résumé sans importance). — A. Gairdner. Studies in John the Scot (excellent). — E. Salzer. Ueber die Anfänge der Signorie in Oberitalien (établit que, dans la plupart des cas, les seigneuries n'ont été que le prolongement d'un des principaux offices de la commune, celui de podestà, et non la mainmise sur la ville par une autorité militaire). — L. O. Pike. Year-books of the reign of king

Edward III; year XVI, 2^d part (remarquable). — *H. Lucas*. Fra Girolamo Savonarola (pamphlet assez vêhément d'un jésuite irlandais qui s'est proposé de justifier le traitement que la papauté fit subir au célèbre dominicain, tout en reconnaissant l'inattaquable orthodoxie de ses doctrines). — *H. Glogau*. Anna von Hessen, die Mutter Philipp des Grossmütigen, 1485-1525 (bon). — *E. Wölcker et H. Virck*. Des kursächsischen Rethes Hans von der Planitz Berichte aus dem Reichsregiment in Nürnberg, 1521-1523 (beaucoup d'utiles documents). — *A. F. Pollard*. England under Protector Somerset (essai fort estimable). — *Al. F. Mitchell*. The scottish Reformation (utile contribution à l'étude de la théologie historique). — *A. Hessel*. De regno italicō libri XX von Carlo Sigonio (intéressante étude sur les sources utilisées par Sigonius pour son *De regno Italiae*). — *Atkinson*. Calendar of state papers. Ireland, 1599-1600. — *L. Riess*. History of the english factory at Hirado, 1613-1622 (étude bien documentée sur les entreprises commerciales des Anglais dans l'Extrême-Orient). — *Bowman*. The protestant interest in Cromwell's foreign relations (bon). — *Carlstrom*. Sverige och England, 1655-1657 (tire bon profit des dépêches expédiées par le conseiller d'État Bonde, ambassadeur de Suède en Angleterre). — *Id*. Friherre Frans Paul von Lisola (Lisola n'a pas été le grand pamphlétaire que nous a peint M. Pribram. Il était hanté par la crainte d'une union des princes protestants liés contre le catholicisme, comme Cromwell l'avait été par celle d'une union des princes catholiques pour écraser le protestantisme et détruire l'œuvre des traités de Westphalie. Il n'exercera d'ailleurs aucune influence sur l'esprit timoré de l'empereur Ferdinand III). — *C. J. Gonnet*. Briefwisseling tusschen de gebroeders van der Goes, 1659-1673 (cette correspondance donne beaucoup de renseignements sur ce qui se passait à Vienne, où résidait l'un des frères, et à la Haye, où se trouvait l'autre). — *A. Lang*. Prince Charles Edward (ouvrage de grand luxe, intéressant, nouveau sur beaucoup de points, l'auteur ayant eu accès aux papiers des Stuarts conservés aux archives privées de Windsor). — *K. Ansing*. Hardenberg und die dritte Koalition (excellent). — *H. E. Malden*. A history of Surrey (bonne monographie). — Records of the borough of Northampton; vol. V : 1625-1702. — University of Oxford. College histories (histoires des collèges de Balliol, Magdalen, Christchurch, Jesus, Pembroke; art. par H. Rashdall).

76. — Review of Historical Publications relating to Canada (1899). Toronto, 1900. — I. Rapports du Canada avec l'empire britannique : *Woodward*. Expansion of British Empire (excellent petit manuel). — *Trevelyan*. American Revolution (montre combien était grande l'ignorance des questions coloniales en Angleterre au XVIII^e s.). — *Sir J. Robinson*. The Colonies and the Century (très bon livre, écrit par un ex-premier ministre de Natal. Le commerce colonial de la Grande-Bretagne était plus important pour elle, au début du XIX^e s., qu'il ne l'est aujourd'hui; les impérialistes fervents doivent se persuader que l'Angleterre ne peut rompre commercialement avec le reste du monde pour

se renfermer dans son empire. Le développement des colonies anglaises a été très lent au cours du siècle; c'est tout au plus si, de deux millions et demi d'habitants, elles ont passé à dix ou douze millions). — *Sir Charles Dilke.* The British Empire (discute le sens du mot *Greater Britain* et reproche aux Français de le traduire par « la plus grande Bretagne », dont l'équivalent anglais serait *The Highest Britain*. C'est là, croyons-nous, une erreur. La Grande-Bretagne est une Bretagne plus étendue que la Bretagne primitive, et la « plus grande Bretagne » une troisième Bretagne d'une étendue plus grande encore, le mot *grand* s'employant ici dans le sens de *large*, aussi bien qu'ailleurs dans le sens de *haut* ou d'*élévé*, *high* ou *tall*. Nous ferons remarquer, du reste, que les Anglais, qui se moquent de nous quand nous écrivons le *Great Old Man*, au lieu de *Grand Old Man*, en parlant de M. Gladstone, n'ont jamais dit, que nous sachions, *The Grand King*, en parlant de Louis XIV, mais bien *The Great King*). — II. Histoire du Canada : *Mrs Shipley.* Norse Colonisation in America. *Howley.* Vinland vindicated (Mrs Shipley s'est flattée à tort d'éclairer la colonisation des Scandinaves en Amérique au moyen de bulles trouvées récemment au Vatican et qui ne se réfèrent qu'au Groënland. L'évêque Howley propose de placer le *Helluland* des Sagas à Terre-Neuve et le *Vinland* à Miramichi, ce que l'on acceptera difficilement). — *L'abbé Beaudoin.* Jean Cabot (nul). — *Chailley-Bert.* Compagnies de colonisation. *De Saussure.* Psychologie de la colonisation française (ces deux ouvrages se complètent. On a tort souvent, en France, de s'en prendre aux rois plus qu'aux bureaux de l'échec des colonisations de l'Ancien Régime; « le vieil esprit bureaucratique est probablement aussi fort que jamais »). — *Guénin.* La Nouvelle-France (point de recherches originales; partial). — *Thwaites.* Jesuit Relations; vol. XXV à LIV (ce colossal ouvrage approche de son terme. M. Paltsits, qui s'est joint aux collaborateurs après la publication des premiers volumes, contribue beaucoup à l'excellence de la partie bibliographique. Les missions de 1649 à 1671). — *Wilson.* The Great Company (histoire de la compagnie de la baie d'Hudson. Intéressant, neuf en partie, mais hâtif et négligé dans le fond comme dans la forme. L'éditeur a, pour sa part, scandaleusement exécuté sa tâche). — *Waddington.* La guerre de Sept ans (malgré sa concision sur les affaires canadiennes de l'époque, sera lue avec profit, même par ceux qui connaissent déjà les événements). — *Le P. Martin.* Le marquis de Montcalm. *Guénin.* Montcalm (réimpression de l'ouvrage du P. M., paru d'abord il y a trente ans et que l'auteur ne s'est pas inquiété de mettre au courant. Le livre de M. G. est écrit avec soin, mais sans travail approfondi). — *Alison.* Wolfe (dans la série des Douze grands généraux publiée en volume par M. S. Wilkinson; satisfaisante). — *Watson Smith, Allen Jack, Wilbur Siebert.* L'esclavage au Canada (trois ouvrages qui se suivent et montrent comment les choses se sont passées depuis les origines de la domination française jusqu'à la suppression de l'esclavage aux États-Unis). — *Benjamin Sulte.* Histoire de la milice cana-

dienne-française (notamment sous la domination anglaise ; dédié à la reine Victoria, en l'honneur de son jubilé, par les officiers du 85^e bataillon. Très bon travail, sauf quelques petites exagérations patriotiques). — *Cruikshank*. La campagne de Niagara en 1812 (pour compléter les recherches de l'auteur sur la campagne de Niagara en 1814). — *Sulte*. La bataille de Châteaugay (fait suite à l'histoire de la milice canadienne dont on vient de parler plus haut). — *Brymner*. Report on Canadian Archives, 1898 (s'occupe notamment du siège de Québec en 1759, des compagnies foncières au Canada et de la nationalité des citoyens américains à l'égard de l'Angleterre aussitôt après la séparation des États-Unis d'avec la métropole). — Bulletin des recherches historiques ; 5^e année (excellent). — III. Histoire provinciale et locale : La question de Terre-Neuve (articles de revues diverses. Peu favorable aux droits de la France). — Les « Pepperell Papers » publiés par la Société historique du Massachusetts. *De Beaumont*. Les derniers jours de l'Acadie (les Papiers de Pepperell se rapportent au siège de Louisbourg en 1748 ; Parkman en a tiré l'essentiel, mais on y trouve encore de curieux détails. L'ouvrage de M. de B. sur l'Acadie témoigne d'une connaissance insuffisante de l'histoire canadienne ; les extraits qu'il donne des Papiers de Surlaville sont intéressants, mais ils auraient pu être mieux choisis). — *Gérin*. L'habitant de Saint-Justin (excellente monographie familiale dans le genre inauguré par Le Play. Type de famille qui se suffit à elle-même, mais qui tend à disparaître). — *Abbé Gatien*. Histoire du cap Santé (peu de détails historiques). — *Johnston, Mac-Kay, Fraser*. Province d'Ontario (ouvrages sur les districts de Blanshard, Zorra, Mac-Nab et leur colonisation). — Manitoba, Colombie britannique. *Young*. Correspondence and Journals of Cap. Wyeth, 1831-1836. *Stock*. History of the Church Missionary Society. *Egerton Young*. Rev. James Evans. *Rew. Herbert Gowen*. Episcopate of Acton Sillitoe (peulement et évangélisation de ces territoires. Despotisme et hostilité de la Compagnie de la baie d'Hudson). — IV. Géographie, économie politique, statistique : Canada. An Encyclopaedia of the Country (5^e vol. de cette publication, dirigée par M. Castell Hopkins ; meilleur que les précédents). — Littérature du Klondike (le livre du prof. Helprin sur l'Alaska et le Klondike mérite le premier rang ; à citer également l'étude de Nordenskjold. Le volume de M. Auzias-Turenne, Voyage au pays des mines d'or, est le plus amusant à lire, et celui de M. Boillot, Aux mines d'or du Klondike, le mieux illustré). — *Frank Russell*. Explorations in the Far North. Ed. de Sainville. Voyage à l'embouchure de la rivière Mackenzie (le voyage de Russel, très instructif ; les notes du comte de Sainville, trop brèves). — *Vigouroux*. Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord (au Canada, ce mouvement est plutôt une imitation du mouvement ouvrier des États-Unis qu'une mesure de protection spontanée). — *Walker*. History of Banking in Canada (réimpression tirée de son Histoire de la banque chez tous les peuples). — V. Archéologie, ethnographie, folklore : *Thomas*. Introduc-

tion to the Study of North-American Archaeology (attribue aux Indiens les *mounds* que l'on rencontre dans l'Amérique du Nord et que d'autres auteurs voudraient attribuer à une race disparue. Ouvrage savant et pondéré; la meilleure introduction qui existe en ce genre d'études. Distribue le territoire en trois grandes régions pour l'étude de l'archéologie américaine : régions arctique, atlantique et pacifique. Admet la possibilité de rapprochement entre les anciens Mexicains et les populations des archipels pacifiques ou du Sud-Asie). — Articles nombreux de revues sur les instruments, idiomes et coutumes des sauvages. — VI. Droit, éducation, bibliographie : à signaler surtout le « Journal of the Society of comparative Legislation » pour 1899; les colonies anglaises sont plus avancées que les pays d'Europe en matière de législation morale et se montrent de plus en plus strictes contre la pornographie, l'alcoolisme, la profanation du dimanche.

77. — Archivio storico italiano. 1900, disp. 4. — P. SANTINI. Études sur l'antique constitution de la commune de Florence ; suite et fin : les environs et la politique extérieure au *xne* s. (rapports des bourgeois de la ville avec les grands feudataires de la campagne ; montre comment ces derniers se virent contraints de subir la protection de la ville sur leurs terres et leurs paysans). — Fr. LEMMI. La fin de Joachim Murat (refuse d'accepter les récits de Koller; nie que Murat ait été poussé par des agents provocateurs à sa suprême tentative et qu'il ait été victime d'une trahison. Le récit de Colletta mérite pleine créance. Publie huit documents inédits). — Giovanni PANSA. Un document inédit pour servir à l'histoire des hérétiques et des rebelles dans les Marches en 1347. — Comptes-rendus critiques : L.-M. Hartmann. Das italienische Königreich (important pour l'histoire de la péninsule au *vre* s.). — A. di Gerbaix-Sonnaz. Studi storici sul contado di Savoia e marchesato in Italia; vol. III : 1285-1310 (histoire d'Amédée V le Grand, le premier de la série des « princes » de Savoie; important). — Giacomo Gorrini. La cattura e prizionia di Annibale Malvezzi in Germania. Episodi delle lotte di rappresaglia in Bologna, 1432-1494 (publie trente-quatre documents inédits).

78. — Archivio storico lombardo. 31 déc. 1900. — PELLEGRINI. Les sources de la vie de saint Arialdus (parle des sources qui n'ont pas été jusqu'ici examinées d'assez près : les deux vies du saint par Andrea di Srumi et par un anonyme du *xne* ou du *xme* s. Expose l'histoire posthume du saint, les légendes qui se sont formées autour de son nom et les monuments qui parlent de lui). — Giovanni AGNELLI. Documents d'histoire lombarde tirés d'archives d'autre-Pô : églises et monastères de Pavie et son territoire. — Marco MAGISTRETTI. Notitia cleri Mediolanensis de anno 1398 circa ipsius immunitatem ; fin. — A. CIPOLLINI. Carlo Maria Maggi, surintendant de l'Université de Pavie (né en 1630, Maggi fut nommé à ce poste en 1676 et y demeura jusqu'à sa mort, en

1699). — F. N. L'épitaphe de Mirano da Bechaloë, 1310. — E. M. Contrat passé, le 13 août 1473, entre un pharmacien d'Abbiategrosso et un médecin de Milan (ce dernier s'engage à demeurer à Abbiategrosso pendant un an et d'y « medichare omnes infirmos ibi evenientes et alias se medichari postulantes. » On parle aussi d'une femme exerçant la médecine à Milan, « fixica et ciroyca et doctorata per litteras ducales, » en 1475). — Bulletin bibliographique de l'histoire de la Lombardie, juin-déc. 1900.

79. — Archivio storico per le provincie napoletane. Anno XXV, 1900, fasc. 4. — R. BEVERE. Notices historiques tirées des documents connus sous le nom d'« Arche in carta bambagina; » fin (publie en appendice quelques documents relatifs aux Templiers des provinces napolitaines, 1213-1288). — G. ROMANO. Niccolò Spinelli da Giovinazzo, diplomate du XIV^e s.; suite (le retour offensif des Angevins en Piémont, 1376; la guerre de Florence contre l'Église et le retour de Spinelli en Italie, 1373-1376). — E. CELANO. Procès de fr. Tommaso Campanella; notes sommaires inédites (ces notes complètent en quelques points le travail d'Amabile; elles sont d'ailleurs très brèves : une soixantaine de lignes en tout). — C. CRISPO-MONCADA. Nouveaux documents sur les conspirations royalistes durant la République de 1799 (d'après les papiers des archives de l'État à Palerme). — A part : le *Diario napoleano* de 1799 à 1825; suite (de mars 1802 à janvier 1806).

80. — Rivista storica italiana. 1900, nov.-déc. Vol. V, fasc. 6. — G. ROMANO. Gli studi storici in Italia allo stato presente, in rapporto alla natura e all' ufficio della storiografia (bon). — D. Barduzzi. Cenni storici sull'università di Siena (résumé de 60 p.). — K.-J. NEUMANN. Die Grundherrschaft der römischen Republik, die Bauernbefreiung und die Entstehung der Servianischen Verfassung (explication très hypothétique de la formation des tribus urbaines et rustiques). — P. RIBBECK. Senatores romani qui fuerint idibus Martiis anno ab u. c. 710. — GIACOMO TROPEA. Studi sugli Scriptores historiae Augustae (cherche surtout à déterminer : 1^o quelle fin se sont proposée les biographes des Augustes; 2^o comment il faut répartir les biographies et à qui l'on doit les attribuer). — SEHMSDORF. Die Germanen in den Balkanländern bis zum Auftreten der Goten (étude sur les Bastarnes). — B. RAPPAPORT. Die Einfälle der Goten in das römische Reich bis auf Constantin. — L. SCHIAPARELLI. Il rotolo dell' archivio capitolare di Novara (rôle très important sur lequel sont transcrits 21 diplômes impériaux et royaux des IX^e et X^e siècles). — FR. LABRUZZI. La monarchia di Savoia dalle origini all' anno 1103 (ouvrage très érudit et fortement pensé). — A. SOLMI. Il rinascimento della scienza giuridica e l'origine delle università nel medio evo (ce n'est qu'une leçon d'ouverture). — N. RODOLICO. Del comandamento de la guarantiglia negli statuti più antichi fiorentini (bon; le plus ancien document florentin contenant la clause de garantie est de 1230). — G. MORO. Di s. Antonino in rela-

zione alla riforma cattolica nel secolo xv (bonne étude sur les rapports entre fra Antonino et Côme le Vieux). — *D. Marzi*. Un cancelliere sconosciuto della repubblica fiorentina : ser Naldo Baldovini, 1335-1340. — *Id.* Un detrattore del credito dei Fiorentini a Londra nel sec. xv (bon). — *Eug. Casanova*. La legazione di M. Andrea Piccolomini a Roma e a Napoli nel 1471. — *G. Sanesi*. Alcune osservazioni e notizie intorno a tre storici minori del Cinquecento : Giovio, Nerli, Segni (bon). — *E. Verga*. Le leggi suntuarie e la decadenza dell'industria in Milano, 1565-1750 (remarquable). — *P.-V. Mariani*. L'archiduc Ernest d'Autriche et le Saint-Siège, 1577-1594 (conférence prétentieuse et déclamatoire). — *Id.* La Spagna e la Santa Sede : il matrimonio del re di Spagna don Filippo IV con doña Maria-Anna, arciduchessa d'Austria, 1645-1649 (quelques faits importants et nouveaux. L'auteur ne fait que trop sentir qu'il est partisan du Saint-Siège). — *F.-N. Mocenigo*. Battista Nani (biographie d'un noble vénitien qui entra de très bonne heure dans les affaires publiques, fut ambassadeur en France de 1643 à 1648, en Allemagne de 1653 à 1658, et mourut en 1678). — *S. von Bischoffshausen*. Papst Alexander VIII und der Wiener Hof (bonne monographie, qui ajoute quelques faits nouveaux à l'histoire générale). — *P. Gastaldì-Millelire*. La Sardegna nel 1773-1776 (bon). — Publications relatives à la Révolution française et au Risorgimento italiano.

81. — Analecta Bollandiana. 1900, n° 2. — Catalogus codicum hagiographicorum graecorum bibliothecae Barberinianae de Urbe. — La légende de saint François d'Assise dite « Legenda trium sociorum » (c'est un habile pastiche datant au plus tôt de la fin du xm^e siècle). — De miraculis S. Autberti, Cameracensis episcopi, libelli duo saec. xi et xii (documents en grande partie inédits). — Comptes-rendus : *A. Loth*. Le portrait de N.-S. Jésus-Christ d'après le Saint-Suaire de Turin (le sens historique fait défaut). — *P. Allard*. Les esclaves chrétiens depuis les premiers temps de l'Église jusqu'à la fin de la domination romaine en Occident (les essais de mise au point de cette 3^e édition n'ont pas toujours produit toute la netteté désirable). — *L. Duchesne*. Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule (ouvrage de premier ordre). — *A. Margnani*. Le culte des saints sous les Mérovingiens (travail conscientieux ; l'auteur n'est pas complètement au courant des dernières publications). — *C.-A. Bernoulli*. Die Heiligen der Merowinger (beaucoup de jeux d'esprit intéressants et de curieuses hypothèses). — N° 3. *F.-M. Esteves-Pereira*. Légende grecque de l'homme de Dieu, saint Alexis. — Note sur la date de la légende grecque de saint Alexis. — *P. de Loe*. De vita et scriptis B. Alberti Magni. Pars prima. — Acta graeca S. Dometii Martyris. — *S. Dometii vita brevior*. — Julien de Spire, biographe de saint François d'Assise. — Comptes-rendus : *G. Schlumberger*. L'épopée byzantine à la fin du x^e s.; 2^e partie (recherches patientes). — *R. Poupartin*. La vie de saint Didier, évêque de Cahors (la constitution du texte laisse à désirer). — N° 4. Un recueil de saint Saturnin, évêque

de Toulouse (le manuscrit latin 3809 A de la Bibl. nat. de Paris). — *H. Achelis.* Die Martyrologien, ihre Geschichte und ihr Wert (le martyrologe hiéronymien y est étudié d'une façon approfondie dans ses sources, dans son état actuel et dans ses principaux dérivés). — *A. Dufourcq.* Étude sur les « Gesta martyrum » romains (beaucoup d'érudition et d'esprit critique, mais notables faiblesses d'exécution). — *H. Denifle.* La désolation des églises, monastères, hôpitaux en France pendant la guerre de Cent ans; t. II (quantité énorme de renseignements inédits; grande sûreté de critique).

82. — Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique. 2^e série, t. XII, n° 3. — *E. REUSENS.* Pouillé du diocèse de Cambrai (doyennés de Grammont, Alost, Pamele-Audenarde, Bruxelles et Hal, qui furent rattachés en 1559, les trois premiers au diocèse de Gand, les deux autres à celui de Malines. Annotations relatives aux revenus des bénéfices et au nombre des communians). — *E. REUSENS.* La fondation du chapitre de Saint-Pierre de Turnhout en juillet 1398 (due à Marie de Brabant, duchesse de Gueldre; charte de fondation et confirmation de cet acte par une bulle de Boniface IX). — *E. REUSENS.* Accord conclu par l'évêque de Cambrai avec le chapitre de Saint-Rombaut de Malines au sujet de l'exercice de la juridiction répressive sur les membres et les suppôts du chapitre, 1365 (détails curieux sur la manière d'administrer la justice pour les délits commis par des membres du clergé). — *Ib.* Avec le chapitre de Sainte-Gudule à Bruxelles en 1425. — Incorporation de l'église d'Assche au collège du pape Adrien VI à l'Université de Louvain (19 août 1533).

83. — Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 5^e série, t. II, 3^e livr. — *D.-A. VAN BASTELAER.* La forteresse de la ville de Charleroi (catalogue descriptif des plans, des vues et des cartes qui en ont été publiés). — *A. DE VLAMINCK.* Le siège de Termonde en 1667 (détails inédits puisés dans les documents des archives communales). — *H. SCHUERMANS.* Châsse des trente-six saints à Anvers. Julienne de Cornillon (aperçu historique sur le culte de la sainte et la procédure romaine en matière de canonisation). = 4^e livr. *E. SOUL.* Notes archéologiques sur Constantinople. — *F. DONNET.* Lettres inédites concernant Hélène Fourment (la deuxième femme de Rubens se remaria avec le baron de Bergeyck; les lettres publiées ont trait à des affaires de famille). — *L. SIRET.* Découvertes archéologiques en Espagne (se rapportent surtout à la période néolithique).

84. — Archives belges. Revue critique d'historiographie nationale, 1900, n° 7. — Comptes-rendus : *L. La Haye.* Cartulaire de la commune de Dinant, 1921-1665; t. V (chartes concernant le Mont-de-Piété, la peste, les métiers, etc.). — *De Grave.* Histoire de la commune d'Assche (l'auteur a beaucoup travaillé, mais les connaissances générales et la méthode lui font défaut). — *A. Lefort.* Les Français à Luxembourg. Vauban et la forteresse (bon). — *J. Du Jardin.* H. Memling, son temps,

sa vie et son œuvre (vaut surtout par l'illustration). — *L. Duflot*. François Richardot, évêque d'Arras (étude approfondie des sources et des travaux modernes). — N° 8. *P. Frederiq.* Corpus documentorum Inquisitionis hereticae pravitatis neerlandicae (beaucoup de choses intéressantes; a eu le tort de publier à nouveau certains documents déjà connus). — *A. Cartellieri*. Philipp II August, König von Frankreich (excellent). — *E. Hautcaur*. Histoire de l'église collégiale et du chapitre de Saint-Pierre de Lille; t. III (important, mais manquant de synthèse). — N° 9. *H. Pirenne*. Le soulèvement de la Flandre maritime de 1323 à 1328 (édition très soignée de documents intéressants et excellente introduction). — *V. Fris*. Esquisse de l'état économique de la Flandre au milieu du xv^e siècle (en flamand. Explique bien les causes de la décadence). — *Runge*. Die Lieder und Melodien der Geissler des Jahres 1349 nach der Aufzeichnung Hugo's von Reutlingen (intéressant et substantiel travail). — *L. Gilliodts Van Severen*. Inventaire diplomatique des archives de l'ancienne école Bogarde à Bruges (beaucoup de renseignements de toute espèce; l'éditeur a le tort de borner sa publication aux seuls documents, ou à peu près, déposés aux archives de la ville). — *A. Van Hove*. Étude sur les conflits de juridiction dans le diocèse de Liège à l'époque d'Érard de la Marck (beaucoup d'esprit critique. Dissertation remarquable). — *M. Sautai*. Le siège de la ville et de la citadelle de Lille en 1708 (la partie historique a une sérieuse valeur; recherches bien conduites). — *C. Cortebeek*. La domination française en Belgique de 1792 à 1815. — *F. Van den Bergh*. La domination française en Belgique (deux livres de vulgarisation écrits en flamand et ne contenant rien de neuf, mais bien soignés). — *A. Vermeyleen*. La vie et les œuvres de J. Van den Noot (en flamand; excellent travail d'histoire littéraire). — N° 10. *A. Delescluse et K. Hanquet*. Nouvelles chartes inédites de l'abbaye d'Orval (vingt et un documents dont dix-neuf inédits, pleins d'intérêt pour l'histoire du Luxembourg et des départements français limitrophes). — *G. Bigwood*. Les impôts généraux dans les Pays-Bas autrichiens (excellente contribution à l'histoire du xvii^e siècle belge). — *A. de Saint-Léger*. La Flandre maritime et Dunkerque sous la domination française (bien documenté). — *M. Richter*. Die Stellung des Erasmus zu Luther und zur Reformation in den Jahren 1516-1524 (a surtout utilisé avec habileté les correspondances contemporaines).

85. — Annales du Cercle archéologique de Mons. 1900, t. XXIX. — *E. HUBLARD*. Fêtes du temps jadis. Les feux de carême (beaucoup de renseignements neufs, mais exposés sans méthode). — *E. Dony et J. FONSNY*. Étude critique sur le nom de Mons en Hainaut (excellent travail de toponymie). — *F. HACHEZ*. Les protestants de Dour au xviii^e siècle (intéressant, mais l'auteur n'a pas connu tous les documents des archives). — *H. SCHUERMANS*. Les abbayes d'Alne, de Lobbes et de Soleilmont au xviii^e s. (d'après le rapport de dom Guyton, qui visita au siècle dernier les monastères cisterciens des Pays-Bas). —

E. MATHIEU. La monnaie à Mons sous Philippe II (cet atelier monétaire n'a existé que depuis 1576 jusqu'à 1587). — E. BERRET. Sorciers du pays d'Avesnes (histoire d'un procès de sorcellerie qui se termina en 1677 par le supplice d'un enfant de quinze ans). — L. DESCAMPS. La chapelle de Guise en l'église Saint-Martin à Chièvres (beaucoup de détails nouveaux). — A. WINS. Règlement primitif des confrères et consœurs de la Miséricorde à Mons (cette confrérie s'occupait activement des prisonniers). — J. DESILVE. Herman de Hertaing de Mons, moine de Saint-Amand (humaniste distingué, † 1609).

86. — Annales de la Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre. T. XLIX. — FEYS et ROMMEL. La Société d'émulation en 1899. — H. VAN HOUTTE. Le droit flamand et hollandais dans les chartes de colonisation en Allemagne au XII^e et au XIII^e siècle (bon travail d'histoire économique et juridique). — E. REMBRY. Le culte de saint Charles Borromée à Bruges. — A.-C. DE SCHREVEL. Fondations et testaments (détails intéressants sur l'*officium pietatis*, fondation pieuse de la fin du XVI^e siècle).

87. — Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles. 1900, no 2. — E. LAMERE. La cour de Philippe le Bon (d'après les documents des archives). — M. SCHWEISTHAL. Anne de Laval, une héroïne du XVII^e siècle (histoire bien documentée d'une Flamande de Lomme, qui, après avoir porté les armes durant plusieurs années, termina sa vie en 1671 à l'abbaye de la Biloque à Gand). — E. VAN OVERLOOP. La préhistoire. Les premiers habitants de la Belgique (bon travail de vulgarisation).

88. — Annales du Cercle archéologique du pays de Waes. T. XIX, 1^{re} livr. — G. WILLEMS. Epitaphier Waesien; suite (plus de 1,500 inscriptions déjà publiées; rien de scientifique). — LE MÊME. La peste à Saint-Nicolas en 1666 (d'après des documents d'archives).

89. — Bulletin de l'Académie royale de Belgique. 1900, no 6. — Comptes-rendus : *P. Fredericq. Corpus documentorum Inquisitionis neerlandicae*. — *Bondroit*. Sur la capacité de l'Église de posséder des biens, telle qu'elle existait dans les temps mérovingiens, 481-751 (travail juridique et historique, mais le point de vue historique domine). — *Van der Linden*. *Geschiedenis van de stad Leuven* (original et bien documenté). — N° 7. E. GOSSART. Projets d'érection des Pays-Bas en royaume sous Philippe II (ces projets n'ont pas été sincères). — N° 8. Compte-rendu : *J. Leclercq*. L'indépendance des Boers et les origines des républiques sud-africaines. — N° 8-9. E. GOBLET D'ALVIELLA. A propos du peigne liturgique de saint Loup (dissertation intéressante sur les symboles que présente cet ivoire conservé dans le trésor de l'église métropolitaine de Sens). — N° 11. V. BRANTS. Sur le véritable nom de l'infante d'Espagne, épouse de l'archiduc Albert, ancien gouverneur général des Pays-Bas. — G. MONCHAMP. Le distique de l'église Saint-Servais à Maestricht : « Excitus hac archa Mondolphus aquisque

dicato Gondolphus templo se reddit uterque Ierarcha » (étude critique très intéressante sur une légende de l'époque de Charlemagne). — Compte-rendu : *Bücher. Die Entstehung der Volkswirtschaft* (trad. par A. Hansay. Il n'y a pas d'ouvrage « plus propre à faire penser économiquement »).

90. — Bulletin bibliographique et pédagogique du musée belge. 1900, n° 1. — Comptes-rendus : *L. Van der Kindere*. Formation territoriale des principautés belges au moyen âge (très important). — N° 2. *K. Jacob*. Strassburgische Politik (bon). — *R. Parisot*. Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens (très original). — N° 3. *H. Schlitter*. Correspondance secrète entre le comte de Kaunitz-Rietberg et le baron de Koch. — *Id.* Philipp Cobenzl und Spielmann. Ihr Briefwechsel (éclairent bien des points demeurés obscurs jusqu'ici). — *F. Corréard*. La France sous le Consulat (bonne synthèse). — N° 4. *U. Chevalier*. Répertoire des sources historiques du moyen âge (très complet). — *L. Ferstel*. Histoire de la responsabilité criminelle des ministres en France depuis 1789 jusqu'à nos jours (clair et concis, mais non approfondi). — *M. Huisman*. Essai sur le règne du prince-évêque Maximilien-Henri de Bavière (modèle de monographie). — N° 7. *C. Rappaport*. Philosophie der Geschichte (passablement naïf). — *C. Desmedt*. L'histoire est-elle une science? (bonne synthèse).

91. — Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique. 1900, n° 2. — *A. Cauchie*. Rapport sur les chroniques du Brabant. — *U. Berlière*. Rapport sur les cartulaires à publier *in extenso*. — *V. Fais*. La chronique des Pays-Bas, de France, d'Angleterre et de Tournai (détermine les textes qui sont déjà connus). — *U. Berlière*. Les anciennes archives de l'abbaye de Lobbes (analyse d'un curieux inventaire de ces archives aujourd'hui presque entièrement perdues). — *A. Hansay*. Chartes de l'ancienne abbaye de Lobbes (une du x^e s., une du xi^e, quatre du xii^e; relatives, pour la plupart, à la possession de Jumet). — N° 3. *G. Kurth*. L'inscription dédicatoire de l'église de Waha (très curieux spécimen du xi^e siècle; c'est la plus ancienne qui existe après celle de Rixingen. L'auteur donne un résumé très neuf de l'histoire religieuse du pays de Marche).

92. — Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 5^e série, n° 7. — *E. Matthieu*. La bibliothèque du chanoine Eloy, écolâtre du chapitre de Saint-Martin à Mons (intéressant relevé de manuscrits précieux et d'éditions rares appartenant à ce personnage, † 1816). — *F. Donnet*. Van Dyck inconnu (étude sur des toiles du grand peintre qui ont disparu). — *H. Hymans*. Notes sur Antoine Van Dyck (analyse notamment le manuscrit Godé de la bibliothèque du Louvre). — N° 8. *L. Cloquet*. Notes sur le château de Gy (à propos de sculptures exécutées au xvi^e siècle par des artistes bruxellois dans ce château de la Franche-Comté). — *J. Van den Gheyn*. Une lettre inédite de Marguerite d'Autriche (au sujet des incidents de la guerre

contre Charles d'Egmont). — G. VAN CASTER. Les appareils d'éclairage au moyen âge et à la Renaissance (intéressante étude archéologique). — Comptes-rendus : *L. Van der Kindere*. Hermann et Richilde de Hainaut (rectifie complètement les idées admises). — *Darras*. Histoire de Châtellet; t. II (bon). — *J. Hazelmans*. Études sur l'histoire de la ville de Bois-le-duc (détails sur les institutions religieuses depuis l'introduction de la Réforme jusqu'en 1798).

93. — Bulletin du Cercle archéologique de Malines. T. IX. — L. STROOBANT. Un conflit de juridiction au XIV^e siècle à Malines (en 1373, le magistrat de Malines bannit des curés de la ville; l'official de Cambrai excommunia le magistrat; on alla en appel d'abord à Reims, puis à Rome; détails très curieux d'après les documents des archives). — H. CONINGKX. Souvenirs de la domination française à Malines (d'après des mémoires contemporains). — F. DONNET. Les fondeurs de canons de Malines (histoire peu connue de cette industrie florissante au XVI^e siècle). — E. MATHIEU. Du rôle des chapitres ecclésiastiques dans l'organisation de l'enseignement aux Pays-Bas (les villes voulaient posséder leurs écoles à elles; de là des conflits sans cesse renouvelés avec les chapitres). — G. VAN CASTER. L'ancien palais du Grand Conseil à Malines (histoire des mutilations subies par cette œuvre remarquable des Keldermans).

94. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand. 1900, n° 5. — V. FRIS. Le soulèvement des Gantois contre Philippe le Bon, 1449-1453 (étude critique sur les sources : G. Chastellain, J. Du Clercq, Olivier de la Marche, Mathieu d'Escouchy, etc.). — N° 6. P. BERGMANS. Artistes gantois du moyen âge (d'après *l'Histoire de l'art dans la Flandre, l'Artois et le Hainaut avant le XV^e siècle* de Dehaïnes). — Compte-rendu : H. PIRENNE. Le soulèvement de la Flandre maritime de 1323-1328 (augmente considérablement nos connaissances sur l'histoire du règne de Louis de Crécy). — N° 7. E. DUBOIS. Le dernier état de la réglementation du marché des toiles à Gand (détails intéressants sur la fabrication et le commerce des toiles au siècle dernier).

95. — Bulletin de la Commission pour l'histoire des églises wallonnes. 1900, n° 1. — M.-A. PERK. La charité wallonne (intéressants détails sur l'aide fournie par les églises hollandaises aux protestants opprimés). — R.-N.-L. MIRANDOLLE. Les débuts de l'église wallonne de Rotterdam, ses premiers temples et ses premiers pasteurs, 1576-1656 (à noter de curieux incidents de la lutte des Arminiens et des Gomaristes). — H.-J. HOECK. Caprice des noms propres (série de curiosités recueillies dans l'état civil des protestants wallons). — BOURLIER et DOZY. Rapport annuel de l'histoire et de la bibliothèque des églises wallonnes pour 1899.

96. — Bulletin de la Fédération archéologique et historique de Belgique. 1900, n° 2. — C.-G. ROLAND. Le castor dans la toponymie (les castors ont donné leur nom à un grand nombre de localités

belges). — J. VAN DEN GHEYN. Note sur quelques manuscrits de la chartreuse de Hérimnes-les-Enghien conservés à la Bibliothèque royale de Bruxelles. — G. DE HAUTECLOCQUE. Les capitulations de Furnes en 1658 et 1667. — E. VAN CAUWENBERGHS. Le stévenisme dans les environs de Hal et d'Enghien (renseignements inédits sur cette secte anti-concordataire). — J. DESTRÈE. L'industrie de la tapisserie à Enghien et dans la seigneurie de ce nom (du XIV^e au XVII^e siècle). — J.-Th. DE RAADT. Les armoiries de la maison d'Arenberg (soutient qu'elles portent des roses et non des fleurs de néflier).

97. — Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège. T. XII. — P. VERHAEGEN. Toussaint Dandrimont, premier président de la cour de Liège, 1757-1822 (beaucoup de choses neuves sur l'histoire de nos provinces pendant la période de l'annexion française). — G. MONCHAMP. L'écrit d'Algerus sur la dignité de l'église liégeoise identifié avec l'appendice du *Liber officiorum ecclesiae Leodiensis* (bonne dissertation critique). — J. HALKIN. Relevé des corporations religieuses du département de l'Ourthe supprimées par la loi du 15 fructidor an IV (statistique éditée avec soin). — J. BRASSINNE. Les paroisses de l'ancien concile de Hozémont (première partie d'un travail très important sur l'histoire religieuse du diocèse de Liège; investigations patientes et érudition de bon aloi). — E. BACHA. Catalogue des actes de Jean de Bavière.

98. — Bulletin de la Société royale de géographie d'Anvers. 1900, n° 2. — M. GUELUX. Un voyage en Mongolie (rectifie sur plusieurs points les descriptions antérieurement publiées de ce pays). — N° 3. H. PRIMBAULT. Voyage au Caucase et dans le Turkestan. — J. DACKETTS. L'Amérique centrale (au point de vue du commerce belge). — M. HAUTECŒUR. L'île d'Icaria (description et histoire). — F.-A. GEORLETTE. Les frontières de la république du Brésil et les contestations des frontières avec les États limitrophes (rappelle et discute les anciens traités).

99. — Deutsch Belgien. 1900, n° 2. — G. KURTH. Geschichte der Areler Kirche (histoire de l'église d'Arlon d'après des sources inédites).

100. — Le Musée belge. 1900, n° 4. — E. FAIRON. L'organisation du palais impérial à Rome. — H. FRANCOTTE. La législation athénienne sur les distinctions honorifiques (étudie spécialement les décrets des clérouchies athénienes relatifs à cet objet). — J.-P. WALTZING. A propos de l'inscription du dieu Entarabus (revendication de priorité).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. J. VALFREY est mort à la fin de novembre 1900, âgé de soixante-deux ans. Après avoir passé quelques années dans le service diplomatique, il entra dans le journalisme et écrivit plusieurs livres d'histoire estimés, tels que *l'Histoire de la diplomatie du gouvernement de la Défense nationale* (3 vol., 1871-1875) et *l'Histoire du traité de Francfort et de la libération du territoire français* (1874-1875); citons surtout ses deux volumes sur la *Diplomatie française au XVII^e siècle : Hugues de Lione* (1881).

— M. Ludovic DRAPEYRON est mort le 9 janvier à l'âge de soixante-dous ans. Après s'être fait remarquer par une thèse sur l'empereur *Héraclius*, il ne poursuivit pas les études byzantines où il paraissait avoir marqué sa place, et, après 1870, il consacra toute son activité au développement des études géographiques. C'était alors une opinion assez répandue que nos revers dans la guerre avec l'Allemagne devaient être attribués à notre ignorance de la géographie. Il se fit vraiment l'apôtre de l'idée nouvelle; il fonda la *Revue de géographie*, fut président de la *Société de topographie*, s'employa avec ardeur pour la création d'une agrégation de géographie distincte de celle d'histoire, écrivit nombre d'articles pour prouver que beaucoup de questions historiques ne peuvent se résoudre que par la géographie. Cette ardeur a pu quelquefois prêter à sourire, mais il convient de rendre pleinement hommage à une vie toute de travail et de désintéressement.

— M. le chanoine ARBELLOT, mort à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, avait publié de nombreux travaux sur l'histoire du Limousin et sur saint Martial : *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial et sur l'antiquité des Églises de France* (1855); *Étude historique et littéraire sur Adémar de Chabannes* (1875); *Étude historique sur Geoffroi du Vigeois* (1888), etc. Il s'était aventuré même parfois hors de sa province, non sans imprudence, ainsi dans son *Étude sur les origines chrétiennes de la Gaule : saint Denys de Paris* (1881).

— M. Eugène ASSE, décédé le 2 février, a publié de nombreuses correspondances, surtout des lettres de femmes du XVIII^e siècle, les *Mémoires de la duchesse de Brancas* et diverses publications historiques, surtout à l'adresse du grand public.

— Le mardi 19 février est mort à Vitré M. Arthur LE MOYNE DE LA BORDERIE, âgé de soixante-treize ans. Il avait consacré la plus grande partie de son activité scientifique à l'histoire de son pays, la Bretagne, qu'il représenta comme député à l'Assemblée nationale. Servi par une

érudition très étendue et très en éveil, mais en même temps dominé par ses préjugés de Breton légitimiste et ultramontain, il n'a pu traiter avec une critique vraiment éclairée et indépendante les origines historiques ou légendaires de la Bretagne; mais il retrouva toute sa supériorité quand il en aborda l'histoire bien documentée de l'époque médiévale et moderne; malheureusement, sa grande *Histoire de Bretagne* reste inachevée. Au moins autant que ses travaux historiques, ses études d'histoire littéraire le recommanderont à la postérité : ses recherches sur *Noël du Fail*, publiées d'abord dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, ont été justement remarquées. Sa mort est une perte véritable pour l'histoire du moyen âge.

— On sait la place qu'ont prise dans le mouvement scientifique les études d'histoire religieuse. Or, la plupart des documents relatifs à l'histoire de l'Église depuis la fin du moyen âge sont inconnus. Les dépôts si riches de nos Archives, ceux du Vatican, sont en partie inexplorés. On pouvait souhaiter qu'une collection méthodique, faite dans les conditions rigoureuses de la critique moderne, nous révélât les plus intéressants de ces textes. Ce travail de publication va être entrepris. Sur l'initiative de M. Imbart de la Tour, un comité s'est formé à Paris pour le diriger. Ce comité, où nous relevons les noms de MM. Chatelain, Boulay de la Meurthe, P. Fournier, Baudrillart, Noël Valois, se propose de publier, sous le titre d'*Archives de l'histoire religieuse de la France*, les documents les plus importants. Parmi les ouvrages annoncés se trouvent notamment le *Registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris (1505-1533)*, récemment analysé par M. L. Delisle, et qui sera édité par MM. Chatelain et le P. Denifle; une *Consultation des évêques de France sur la conduite à tenir à l'égard des Réformés (1698)* publiée d'après les Archives du ministère de la guerre par M. Lemoine (voir déjà sur ce point la *Revue de Paris*, 15 janv. 1901); des correspondances diplomatiques, confiées à MM. de Vaissière et Bourrilly : lettres du cardinal du Bellay, si curieuses pour l'histoire de la politique religieuse de François I^r et l'étude de l'humanisme, instructions données aux ambassadeurs en Allemagne à l'époque de la Réforme. MM. Le Grand et Lasalle-Serbat feront connaître les documents les plus importants que renferment les archives du clergé de France sur l'époque des guerres de religion. Parmi les documents pontificaux, une place spéciale sera faite aux *Nonciatures* de France. On sait que les Allemands avaient publié celles de leur pays. Le comité a confié à M. Madelin, ancien membre de l'École française de Rome, la direction de cet important travail. Les nonciatures de Clément VII, Paul III, Grégoire XIII, d'après les registres de Rome, les dépêches de Florence ou de Naples, sont en préparation. Une introduction générale indiquera la nature des documents, le plan de leur publication. Cette édition des nonciatures de France était attendue depuis longtemps. Grâce à l'initiative du comité, elle sera poursuivie avec méthode et sans retard. On voit, par ce résumé, les services que peut rendre à la science historique la col-

lection nouvelle. Si nous ajoutons que le comité se dispose également, suivant l'état de ses ressources, à provoquer des recherches dans les archives étrangères et à les confier à nos jeunes érudits, nous aurons fait connaître en détail l'œuvre scientifique qu'il a entreprise. A ces titres divers, elle devait être signalée à l'attention du monde savant. La collection générale sera éditée chez MM. A. Picard et fils dans les mêmes conditions que la collection de textes pour servir à l'histoire du moyen âge. Les demandes d'abonnement peuvent être envoyées à M. H. Courteault, archiviste paléographe, secrétaire du comité, 1, rue de l'Université.

— M. LACOUR-GAYET a fait paraître en brochure (impr. de Soye) son article sur les *Projets de descente en Angleterre à la fin du règne de Louis XV*. Il y étudie les résultats de l'enquête que fit faire Choiseul en 1767 par Grant de Blairfindy, colonel écossais, qui conseillait un double débarquement en Kent et en Sussex; deux mémoires anonymes de 1769 sur une descente en Irlande et la construction de transports, le projet de descente en Cornouaille, de M. de Béville; enfin le projet le plus sérieux, celui du comte de Broglie, appuyé sur les études préparatoires faites de 1763 à 1766 par l'ingénieur de la Rozière, projet colossal qui tendait à transporter 60,000 hommes en Angleterre. Approuvé par le roi, mais sans qu'aucune suite lui fut donnée, il fut proposé de nouveau à Choiseul en 1768, puis à Saint-Germain en 1776, à Louis XVI en 1777. L'intéressant travail de M. Lacour-Gayet est fondé sur les documents conservés au ministère de la marine et inédits jusqu'ici.

— En tête de l'*Annuaire de l'École pratique des hautes études* (section des sciences historiques et philologiques) pour 1901 se trouve une notice sur les travaux d'Arthur Giry par M. F. Lor, son successeur dans l'enseignement qu'il avait créé à l'École. L'article est excellent. Rien ne donne une plus juste idée de l'intensité et de la variété de l'activité scientifique développée par notre si regretté collaborateur et ami.

— Le fascicule des *Positions des thèses soutenues* à l'École des chartes par les élèves de la promotion de 1901 contient les sujets suivants : Just BERLAND : *Recherches sur le droit de gîte royal à Reims à l'occasion du sacre; de la répartition des frais du sacre, 987-1500.* — René BONNAT : *Nicolas de la Reynie, premier lieutenant de police.* — Lucien BROCHE : *Histoire des institutions communales de la ville de Laon jusqu'aux débuts du XIV^e siècle.* — Frédéric DUVAL : *Essai sur Marguerite d'Angoulême et Charles d'Alençon.* — Émile GABORY : *Essai sur la marine et le commerce de Nantes au XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e.* — François GALABERT : *le Quartier de Saint-Martin-des-Champs à Paris; étude topographique sur une partie de la censive du prieuré, des origines à la fin du XVe siècle.* — Alfred GANDILHON : *Essai sur la vie privée et la cour de Louis XI.* — René GIARD : *Histoire de l'abbaye de Sainte-Geneviève de*

Paris jusqu'à l'année 1619. — Jacques LAURENT : *Cartulaire de l'abbaye de Molesmes, précédé d'une étude sur les origines de cette abbaye et sur la géographie de l'évêché de Langres, XI^e-XII^e s.* — P.-André LEMOISNE : *François de Vendôme, vidame de Chartres, 15..-1560.* — Pierre LÉVÉQUE : *Histoire de l'abbaye de Marmoutier jusqu'au XI^e siècle.* — Jean MICHEL DE BOISLISLE : *le Marquis de Puysieulx, ambassadeur de Louis XIV en Prusse, 1698-1708.* — Henry PATRY : *les Débuts du protestantisme en Saintonge et en Aunis, ville et gouvernement de la Rochelle, jusqu'à la fin de la première guerre de religion, mars 1563.* — André PHILIPPE : *l'Architecture religieuse aux XI^e et XII^e siècles dans l'ancien diocèse d'Auxerre.* — André-Pierre PIDOUX : *Histoire des œuvres de charité dans la ville de Dole.* — Charles SAMARAN : *la Chute de la maison d'Armagnac; contribution à l'étude des relations de la royauté avec la féodalité méridionale au XV^e siècle.*

— M. E. CHATELAIN vient de rendre un nouveau et signalé service aux études paléographiques par son *Introduction à la lecture des Notes tironiennes*, accompagnée d'un album de 18 planches (chez l'auteur). Sous la forme d'un essai modeste, M. Ch. a fait faire un progrès considérable à la connaissance méthodique de la tachygraphie médiévale en décomposant les éléments avec un détail minutieux. Après une bibliographie du sujet, il pose les règles générales, donne l'alphabet tironien, puis étudie successivement les radicaux et les terminaisons et enfin la grammaire, c'est-à-dire les déclinaisons et les conjugaisons et les diverses parties du discours. Viennent ensuite des observations sur le déchiffrement et des notions sur les écoles les plus importantes de tachygraphie. La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux trois systèmes de tachygraphie syllabique, italien, français et espagnol, et à l'emploi des notes tironiennes dans les diplômes. Le livre de M. Chatelain est le premier à ma connaissance qui permette de se mettre seul, sans effort, au courant de cette difficile matière. G. M.

— M. A. TRUDON DES ORMES a fait tirer à part la très utile *Liste des maisons et de quelques dignitaires de l'Ordre du Temple en Syrie, en Chypre et en France*, qu'il avait publiée dans la *Revue de l'Orient latin* (Leroux, 1900, 264 p. in-8^o). Cette liste, dressée d'après les pièces du procès, nous donne donc en quelque sorte la statistique des biens possédés par l'ordre au moment de sa suppression; elle rendra de signalés services. C'est un bon instrument de recherches qui aurait été infinitement plus parfait encore s'il avait été muni d'une table des noms de personnes et de lieux.

— La Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France a mis en distribution le tome II des *Documents parisiens du règne de Philippe VI de Valois, extraits des registres de la chancellerie de France*, par M. Jules VIARD; ce volume se rapporte à la seconde moitié du règne (1339-1350). En tout nous avons ici 444 documents, la plupart inédits et presque tous rédigés en français. Une brève introduction et une copieuse table des matières complètent le volume.

— Sous le titre *les Amazones*, M. Paul Lacour a réuni plusieurs biographies de femmes guerrières : Mathilde de Toscane, Jeanne de Montfort, Hedvige, reine slave, Jacqueline de Hainaut, Marguerite d'Anjou, Émilie Plater, et même (on ne s'y attendait guère) Louise Labé (librairie académique, 1901, 306 p. in-12). Les récits sont faciles, sans originalité ; les noms anglais sont souvent bien estropiés.

— L'*Histoire générale* de MM. LAVISSE et RAMBAUD (Colin) est aujourd'hui terminée avec le tome XII. On y trouvera sur l'époque contemporaine d'excellents chapitres de MM. Métin, Eisenmann, de Crue, Pingaud, Farges, Rambaud, Moireau, Cordier, etc., etc. Pour la politique intérieure française, M. Seignobos a été obligé, afin de ne froisser personne, de réduire le chapitre qu'il lui a consacré au plus incolore des mementos, et l'on ne se douterait pas en le lisant que les cinq dernières années ont été marquées par la crise la plus grave que la France ait traversée depuis 1815. On est étonné, quand on voit avec quel soin les éditeurs de l'*Histoire générale* ont évité tout ce qui pouvait éveiller les susceptibilités politiques et demandé à leurs collaborateurs une stricte objectivité scientifique, qu'ils aient confié le soin de traiter les questions religieuses à un clérical militant, M. Chénon, qui, après de bons chapitres sur l'Église du moyen âge, s'est laissé de plus en plus dominer par ses préjugés de parti en arrivant à l'époque contemporaine. On trouvera avec regret, dans un livre qui semble représenter l'esprit universitaire, une apologie du Syllabus et un exposé, tout à fait contraire à la vérité historique, de l'histoire du catholicisme et des cultes non catholiques au XIX^e siècle. On y verra avec surprise que M. Coquerel et M. de Pressensé représentaient les mêmes doctrines, que les protestants ont suscité en 1896 une persecution contre les jésuites à Madagascar, etc.

— M. J. BARDOUX a consacré sa thèse de doctorat à *J. Ruskin*, première partie d'une étude sur le *Mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise au XIX^e siècle*. M. Bardoux a pénétré encore plus avant dans la pensée de Ruskin que M. de la Sizeranne, qui, dans son exquis volume sur *Ruskin et la religion de la Beauté*, n'avait guère vu en lui qu'un esthéticien mystique. M. Bardoux a ramené avec raison tout Ruskin au moraliste, et a fait découler de sa morale ou de son moralisme son esthétique comme son économie politique. Je dis sa morale et non sa religion, car, bien que Ruskin fût imbu de religion biblique, ainsi que l'a montré M^{me} J. Brunhes dans son charmant livre sur *Ruskin et la Bible* (Perrin), sa religion n'avait rien de dogmatique et n'était qu'une moralité mystique.

— Une *Revue d'histoire et de critique musicales* paraît mensuellement chez l'éditeur Welter depuis janvier 1901, sous la direction de M. G. Combarieu et de MM. Abry, Emmanuel, Laloy et R. Rolland. Le premier numéro contient les articles suivants : LALOY. La Chanson française au XVI^e siècle. — R. ROLLAND. La Représentation d'*Orfeo* à Paris

(le premier opéra joué à Paris, le 2 mars 1647, fut l'objet d'une cabale politique suscitée par les ennemis de Mazarin et d'Anne d'Autriche et par le puritanisme religieux du clergé). — A. THOMAS. *Le Maître de chapelle de Charles VII (Ockeghem et non Obregham)*. — COMBARIEU. Sébastien de Brossard. — Le prix d'abonnement à cette revue, qui paraît devoir offrir un vif intérêt, est de 20 francs par an.

— M. Auguste TERRIER a fait tirer à part le rapport sur les *Auxiliaires de la colonisation*, qui figure dans l'ouvrage publié sous la direction de M. Charles Roux sur le *Ministère des Colonies à l'Exposition universelle de 1900* (impr. Crété de l'Arbre, 1901, 141 p.). L'auteur y résume l'œuvre accomplie depuis une dizaine d'années 1^o par les sociétés dont toute l'activité a été consacrée à l'œuvre coloniale; 2^o par les sociétés de géographie considérées au point de vue du concours qu'elles ont apporté à cette œuvre; 3^o par certaines autres, par exemple les Chambres de commerce, qui, accessoirement, y ont contribué. Cette œuvre, comme chacun sait, a été très considérable; en résumer les travaux, c'est en somme tracer le tableau de l'expansion de la France au dehors. Les renseignements précis sur ce sujet abondent dans le travail de M. Terrier.

LIVRES NOUVEAUX. — HISTOIRE LOCALE. — J. *Balgayrie*. Notices historiques sur les ville et baronnie de Gramat. Cahors, impr. Delpérier, 71 p. — A. *Branet*. Les sénéchaux de Fezensac et d'Armagnac, 1247-1789. Auch, impr. Cochaux, 14 p. — J. *Duc*. Essais historiques sur la commune d'Albon. Epozne et le château de Mantaille. Valence, impr. valentinoise, 151 p. — E. *Labadie*. Notices biographiques sur les imprimeurs et libraires bordelais des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Bordeaux, Mounastre-Picamilh, LIII-187 p. et 7 pl. Prix : 15 fr. — J. *Baudot*. Les princesses Yolande et les dues de Bar de la famille des Valois; 1^{re} partie : Mélusine. Picard et fils, XII-395 p. — Comte *Bertrand de Broussillon*. Cartulaire de l'évêché du Mans, 936-1790. Mamers, Fleury et Danzin (Société des archives histor. du Maine), XV-360 p. — H. *Faure*. Histoire de Moulins. Moulins, Crépin-Leblond, 2 vol., VIII-647 et 784 p. Prix : 7 fr. 50 le vol.

Allemagne. — Le 25 novembre dernier est mort à Halle le professeur Willibald BEYSCHLAG, directeur des *Deutsch-evangelische Blätter*; on lui doit une Vie de Jésus et un ouvrage sur le Vieux Catholicisme. — Le 1^{er} décembre est mort à Francfort-sur-le-Main Tycho MOMMSEN, frère cadet du grand historien; il était âgé de quatre-vingt-un ans. Il s'était consacré à la philologie classique. — Le 20 décembre est mort à Leipzig le Dr Joseph FÖRSTEMANN, bibliothécaire et archiviste de la Société des sciences de Saxe; il avait publié l'*Urkundenbuch der Stadt Leipzig*.

— Le professeur von THUDICUM, à Tubingue, a été mis à la retraite. — Le Dr Arthur KLEINSCHMIDT, professeur d'histoire moderne à Heidelberg, a été nommé bibliothécaire à Dessau. — M. Robert PÖHL-MANN a été appelé d'Erlangen à Munich pour la chaire d'histoire

ancienne. — Le Dr Alfred OVERMANN a été nommé archiviste d'Erfurt. — Le professeur Colmar GRUENHAGEN a été placé à la tête des archives de l'État à Breslau. — Le Dr EGELHAAF a été chargé d'enseigner l'histoire à l'École technique supérieure de Stuttgart. — MM. Karl SCHUMACHER et Ludwig LINDENSCHMIDT ont été nommés premier et second directeurs du Musée central germanique à Mayence.

— La bibliothèque de l'Université de Kiel est entrée en possession des matériaux réunis par feu le prévôt Carsten Erich CARSTENS pour une Biographie du Slesvig-Holstein.

— Le tome V des *Monumenta ordinis fratrum Praedicatorum historica* contient les *Litterae encyclicaes magistrorum generalium ordinis Praedicatorum 1233-1376*; le tome VIII constitue le tome III des *Acta capitulorum generalium O. P. 1380-1498*. Ils ont été publiés l'un et l'autre par dom B.-M. REICHERT (Rome; Stuttgart, Roth, 1900. ix-347 et xiii-437 p. Prix : 7 et 8 m.).

— Dans une brochure intitulée : *Die « Sammlung der hinterlassenen politischen Schriften des Prinzen Eugen von Savoyen, » eine Fälschung des XIX Jahrhunderts* (Fribourg-en-B., Herder, viii-114 p. Prix : 2 m.), le Dr Bruno BOEHN s'est proposé de démontrer que ces Papiers politiques du prince Eugène, publiés en 1811 par Jos. de Sartori à Tubingue, chez Cotta, sont une des « plus impudentes et des plus malsaines mystifications » qu'on ait jamais osées. Si plusieurs des lettres qui figurent dans ce Recueil avaient déjà été arguées de faux, par exemple par Schels et par Arneth, c'est la première fois qu'on attaque l'authenticité du Recueil dans son ensemble; l'auteur montre à l'aide de quels éléments et dans quel esprit il a été fabriqué et l'influence fâcheuse qu'il a exercée jusqu'à nos jours dans l'histoire.

LIVRES NOUVEAUX. — *H. Lieberich. Studien zu den Proemien in der griechischen und byzantinischen Geschichtsschreibung; 2^e partie.* Munich, Weiss, 1900, 62 p. — *H. Bourier. O. S. B. Ueber die Quellen der ersten 14 Bücher des Johannes Malalias.* Augsburg, Pfeiffer, 67 p. (Programme du gymnas de Saint-Étienne d'Augsbourg pour 1899-1900.) — *A. von Maltzev. Menologion der orthodox-katholischen Kirche des Morgenlandes; 1^e partie : septembre-février.* Berlin, Siegismund, xcvi-1060 p. Prix : 10 m. — *G. Hamel. Untersuchungen zur älteren Territorialgeschichte des Kirchenstaates.* Gottingen, Vandenhoeck et Ruprecht, iii-98 p. Prix : 2 m. 50. — *G. Schneider. Die finanziellen Beziehungen der florentinischen Bankiers zur Kirche, 1285-1384.* Leipzig, Duncker et Humblot, 1897, x-78 p. — *F.-W. Kampschulte. Johann Calvin.* Ibid., ix-401 p. Prix : 8 m. — *Fr. Friedrich. Politik Sachsens, 1801-1803.* Ibid., xi-175 p., 1898.

Grande-Bretagne. — Le Dr Mandell CREIGHTON, évêque de Londres, mort le 14 janvier dernier, a été un homme d'église éminent, un professeur zélé et influent, un historien remarquable. Élève de Merton College à Oxford, il y resta attaché de 1866 à 1875 comme *fellow et tutor*; puis, peu après son mariage avec une femme distinguée, qui est

elle-même un écrivain, il quitta brusquement l'enseignement pour devenir curé d'une petite paroisse du Northumberland, Embleton, où il fit apprécier ses qualités d'administrateur et de conducteur d'hommes, sans abandonner les travaux historiques commencés à Oxford. C'est alors (1876) qu'il publia dans les *Epochs of English History* son premier ouvrage, un large et lumineux essai sur l'*Age d'Elizabeth*, et, peu de temps après, dans les *Historical Biographies*, une vie de *Simon de Leicester*, qui marquait un véritable progrès sur le livre antérieur de Pauli, au moins en ce qui concerne la portée de l'œuvre politique de Simon. En 1882, il donnait le premier volume du grand ouvrage qui lui assure une place d'honneur parmi les historiens de notre temps : *l'Histoire de la Papauté à l'époque de la Réforme*. Il l'a conduite jusqu'à la prise de Rome par les troupes de Charles-Quint en 1527, épisode qui termine le tome V. Avec un sens historique très droit, M. Creighton avait pris pour point de départ de son travail la fin du schisme d'Avignon et le pontificat d'Urbain VI. On regrette qu'il se soit astreint aussi étroitement à l'histoire même des papes et ne l'ait pas davantage mêlée à l'histoire générale du mouvement religieux, mais c'est en se bornant qu'il a pu, au milieu de ses nombreuses occupations, mener à bien sa grande entreprise et lui donner toute la solidité désirable. Il a étudié son sujet de première main ; il l'a éclairé de documents nouveaux et son ouvrage, d'une impartialité poussée jusqu'à la froideur, est peut-être celui où les papes du xvi^e siècle ont été jugés avec le plus d'équité. En 1884, M. Creighton était appelé à occuper la chaire d'histoire ecclésiastique créée à Cambridge par le collège Emmanuel. Il s'acquitta de ces nouvelles fonctions avec une rare distinction et déploya une merveilleuse activité intellectuelle pendant ces années de professorat, où il fut en même temps pourvu d'un canonicat à Worcester, puis à Windsor. Tout en continuant son grand ouvrage, il fonda en 1886, sur le modèle de la *Revue historique*, l'*English historical Review* ; en 1887, il prenait la direction d'une collection intitulée : *Epochs of Church history*. En 1888, il publiait une excellente biographie de *Wolsey* dans la série des *Twelve English Statesmen*. Enfin, en 1891, il donnait une intéressante monographie sur *Carlisle* dans la série des *Historical Towns*. Cette même année, il était élevé au siège épiscopal de Peterborough, qu'il occupa jusqu'au moment où, en 1896, il fut nommé évêque de Londres. La vie de M. Creighton fut dès lors entièrement absorbée par ses devoirs ecclésiastiques. Cet homme, passionné pour les lettres et les sciences, ce professeur érudit et discret, ce voyageur infatigable, ce causeur étincelant d'esprit et de malice, fut un prélat d'une activité dévorante, d'une conscience admirable. Il est mort à la tâche, jeune encore (il était né en 1843), mais laissant derrière lui une œuvre historique considérable et d'innombrables bonnes œuvres.

— L'objet principal du livre que M. Alexandre TILLE a consacré à l'année germanique sous le titre *Yule and Christmas, their place in the germanic year* (London, David Nutt, 1899, in-8°) est d'établir un lien

entre le point initial de cette année et certaines fêtes chrétiennes. Disons tout d'abord que sa démonstration n'entraîne pas la conviction chez le lecteur, désorienté au milieu des documents d'origines très diverses et d'époques différentes. Tacite est le seul auteur de l'antiquité qui nous ait donné un renseignement précis sur la division du temps chez les Germains : l'année se divisait en trois saisons, l'hiver, le printemps et l'été. Mais cette affirmation de Tacite contredit la conclusion qu'on est en droit de tirer de l'étude des langues, à savoir que l'année, chez les peuples de race aryenne, ne comprenait que deux saisons, l'hiver et l'été. Comme l'a remarqué M. Mogk dans une critique qu'il a faite de l'ouvrage de M. Tille (*Historische Vierteljahrsschrift*, 1900, p. 524), cette année n'est pas astronomique, mais naturelle et économique, c'est-à-dire fondée sur l'observation de la température et des produits du sol ; les saisons variaient donc suivant les régions. D'après M. Tille, les Germains ont adopté très anciennement l'usage d'une année tripartite, d'origine orientale, dont chacune des trois parties se divisait à son tour en deux, de sorte qu'une année comprenait six divisions de deux mois lunaires. Ainsi, l'on pouvait combiner la division bipartite et la tripartite. Une de ces six parties, celle qu'on appelait *Yule* (*Geola*), s'étendait de la mi-novembre à la mi-janvier ; mais après l'adoption du calendrier romain l'on fit correspondre *Yule*, chez les Goths du vi^e siècle, à novembre et décembre, et, chez les Anglo-Saxons du vii^e siècle, à décembre et janvier. M. Tille cherche à établir que le point initial de l'année était chez les Anglo-Germains aux environs du 15 novembre ; d'où il se croit autorisé à considérer les pratiques païennes qui, au témoignage du synode d'Auxerre de 578, accompagnaient la fête de saint Martin le 11 novembre comme des restes des réjouissances du nouvel an chez les Germains. De là aussi la popularité de la Saint-Martin pendant tout le moyen âge. La Saint-Martin est un terme légal dans les lois anglo-saxonnes ; la mi-carême et la mi-juillet étaient les deux autres termes, ces trois termes correspondant à la division tripartite de l'année germanique. Mais l'on peut retrouver aussi, dans les fêtes chrétiennes, un souvenir de la division de l'année en deux saisons. Dès le vi^e siècle, la fête de saint Martin et la mi-mai étaient des termes de paiement chez les peuples germaniques. Les Champs de Mai des Francs marquaient le commencement de l'été. L'on ne peut pas passer sous silence la Saint-Michel, le 29 septembre, qui fut aussi une fête populaire et un terme de paiement ; mais cette fête n'a pas été célébrée avant le ix^e siècle, et, comme terme de paiement, elle ne doit son origine qu'à la division romaine de l'année en quatre saisons. Quant aux calendes de janvier, elles ne furent célébrées chez les Romains qu'après l'introduction du calendrier romain ; la fête de Noël est d'origine purement chrétienne. Ce simple exposé des principales vues de M. Tille montre assez la fragilité de ses hypothèses.

— Dans une série d'intéressants articles qu'a publiés au cours de l'année 1900 le *Scottish Geographical Magazine*, le capitaine Pasfield

OLIVER a repris une question qui semblait résolue depuis l'année 1868. Qu'est exactement le pays où a séjourné pendant quelques mois en 1504 le capitaine du navire *l'Espoir*, Binot Paulmier, de Gonnehville-les-Honfleur? Avec quelle contrée de l'hémisphère austral faut-il identifier cette « Terre des Perroquets » que, sur la foi des traditions vagues et de résumés plus ou moins exacts de sa relation, ont fait figurer sur leurs cartes un certain nombre de géographes des XVI^e, XVII^e et XVIII^e s., voilà ce que recherche le capitaine Pasfield Oliver dans son étude intitulée *The Land of Parrots* (reprinted from the *Scottish Geographical Magazine*). Il conclut en identifiant la terre de Gonnehville, non pas avec une partie du Brésil méridional, comme l'avait fait naguère d'Avezac, mais (comme le navigateur Kerguelen) avec le sud-est de Madagascar. C'est aux historiens de la géographie à discuter les idées de l'auteur anglais, les doutes qu'il émet sur l'authenticité de la curieuse relation publiée par d'Avezac en 1868, les objections qu'il adresse à l'identification de la « Terre des Perroquets » avec le Brésil méridional; bornons-nous à reconnaître ici l'érudition dont fait preuve le capitaine Pasfield Oliver dans ce travail, où cependant il ne tient aucun compte de l'article publié par M. Alfred Granddidier sur la découverte de Madagascar par les Portugais en l'an 1500, et ne cite pas même une fois l'excellent ouvrage de M. Armand Rainaud sur *le Continent austral* (Paris, 1893, in-8°).

— La librairie Macmillan commence la publication d'une « Nouvelle histoire de l'Église d'Angleterre, basée sur une étude attentive des sources originales et des meilleurs auteurs anciens et modernes. » L'entreprise, dirigée par le Très Rév. W. R. W. STEPHENS, doyen de Winchester, et par le Rév. William HUNT, comprendra sept volumes : vol. I, *The English Church from its Foundation to the Norman Conquest (597-1066)*, par le Rév. William Hunt; vol. II, *The English Church from the Norman conquest to the Close of the Thirteenth Century*, par le doyen de Winchester; vol. III, *The English Church in the Fourteenth and Fifteenth Centuries*, par le Rév. W. W. GAPES; vol. IV, *The English Church in the Sixteenth Century, from the Accession of Henry VIII, to the Death of Mary*, par M. James GAIRDNER; vol. V, *The English Church in the Reigns of Elizabeth and James I*, par le Rév. W. H. FRERE; vol. VI, *The English Church from the Accession of Charles I, to the Death of Anne*, par le Rév. W. H. HUTTON; vol. VII, *The English Church in the Eighteenth Century*, par le Rév. OVERTON. Les vol. I et III sont en vente au prix de 7 sh. 6 d.

Italie. — Le libraire Lapi, de Città-di-Castello, a entrepris une nouvelle édition des *Rerum italicarum Scriptores* de Muratori, sous la direction de MM. Giosuè Carducci et Vittorio Fiorini. Ont déjà paru : l'Introduction historique de CARDUCCI; le texte de l'*Historia miscella*, revu par G. Rossi (t. I); les *Vite dei Dogi* de Marino Sanudo jusqu'à l'année 1146, revues par G.-B. MONTICOLO (t. XXII).

— Une société d'érudits s'est proposé de rééditer, sous le titre général de *Biblioteca rara di opere storiche, economiche, letterarie*, les écrits des Italiens célèbres de la première moitié du xix^e siècle qui sont devenus rares ou introuvables ou même qui sont restes inédits; les mémoires et documents relatifs aux événements de l'histoire italienne qui ont paru à l'étranger aux temps de la persécution et qui sont, en conséquence, demeurés inconnus des nouvelles générations postérieures à 1860. Chaque volume sera précédé d'une notice critique et biographique par un érudit compétent. La *Biblioteca* paraîtra à la fois à Palerme et à Milan (chez R. Sandron), et à Bellinzona (chez Colombi). Le tome I, paru en janvier 1901, contient l'ouvrage de G. Ferrari : *la Rivoluzione e i rivoluzionari in Italia*, publié par M. Arcangelo Ghisleri, professeur au lycée cantonal de Lugano et directeur d'une revue illustrée d'histoire et de géographie qui est intitulée *le Comunicazioni di un collega*.

Suisse. — Aimé-Louis HERMINJARD, mort à Lausanne, le 11 décembre 1900, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, a attaché son nom à l'une des créations les plus belles et les plus utiles de la science historique en Suisse, la *Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française* (Genève et Paris, 1866-1897, 9 vol. in-8°).

Au moment d'achever ses études de théologie à l'Académie de Lausanne, Herminjard avait choisi pour sujet de sa thèse de licencié le réformateur vaudois Pierre Viret. En consultant les lettres écrites à Viret, il fut frappé du trésor d'informations que renfermaient les correspondances de Farel, de Calvin et d'autres contemporains; il conçut alors l'idée de « réunir dans un même ensemble les lettres sorties de la plume de tous ceux qui, dans les pays de langue française, ont travaillé de près ou de loin à l'établissement de la réformation. » Il n'a pas cessé, dès lors, de travailler à la réalisation de ce vaste dessein. Guidé par un sens critique très sûr, servi par une admirable mémoire, il ne s'est pas borné à recueillir et à publier des textes d'une scrupuleuse exactitude; chaque pièce est accompagnée de notes dont la précision égale la richesse et qui jettent une vive lumière sur l'histoire du mouvement religieux dans la première moitié du xvi^e siècle. Malheureusement, la tâche était trop grande pour les forces d'un homme chez lequel la persévérance et la puissance de travail s'alliaient à la plus stricte conscience scientifique. Elle reste inachevée. Le tome I de la *Correspondance* commence à l'année 1512, le tome IX, dernier paru, s'arrête en décembre 1544, et des quatre mille pièces environ dont se composait la collection de l'éditeur, un peu plus de quinze cents seulement ont vu le jour. Que deviendront les matériaux rassemblés et classés jusqu'au 13 septembre 1565, date de la mort de Farel et terme qu'Herminjard avait assigné à son entreprise? Quel que soit le sort des textes mêmes, dont beaucoup ont été publiés dans d'autres collections, il faut espérer surtout que les précieuses notes d'Herminjard ne seront pas perdues pour les travailleurs.

Le 7 novembre 1896, les représentants des universités protestantes, des églises réformées de la Suisse romande et de la France et d'un grand nombre d'associations historiques suisses et étrangères se réunissaient à Lausanne pour célébrer l'entrée dans sa quatre-vingtième année, en pleine vigueur intellectuelle, du savant éditeur de la *Correspondance*. Résolus à faire violence, pour une fois, à la modestie bien connue du maître, ils ont rendu un témoignage sincère et ému au caractère de l'érudit, à la valeur du monument élevé par lui à l'histoire de la Réforme française. Ainsi qu'on l'a dit alors très justement, Herminjard laisse un exemple assez rare de nos jours, celui d'« un homme qui consacre tout, ses facultés, ses études, son effort, sa vie entière à une œuvre de pure recherche historique, dont il n'a chance de retirer d'autre profit que la satisfaction intime d'avoir bien servi la science et la vérité. » Puisse cet exemple être suivi!

— Edmond Pictet, mort à Genève, le 25 janvier dernier, à l'âge de soixante-six ans, est surtout connu, comme historien, par sa *Biographie de C. Pictet-de Rochemont* (Genève, 1892, in-8°), l'homme d'État patriote auquel Genève est en grande partie redevable de l'extension de son territoire, réalisée de 1814 à 1816. Durant ces trois années, Pictet-de Rochemont fut envoyé successivement en mission : par Genève, en 1814, auprès des souverains alliés à Bâle et à Paris, puis au Congrès de Vienne ; par la Confédération suisse, au Congrès de Paris et enfin à Turin (1816). Sa correspondance diplomatique contient de précieux renseignements pour l'histoire de la Suisse et de l'Europe à l'époque de la Restauration. Edmond Pictet a fait aussi connaître le *Journal de Marc-Auguste Pictet* durant son séjour à Paris, comme membre du Tribunat, de 1802 à 1804. Dans les extraits qu'il en a publiés (*Mém. et doc. de la Soc. d'histoire de Genève*, nouv. série, t. V, p. 98-133), il s'est appliqué surtout à reproduire les conversations de M.-A. Pictet avec le premier consul sur les affaires de Genève.

Edmond Pictet connaissait très bien les archives des familles genevoises ; il en avait classé lui-même un assez grand nombre. Ses recherches portaient habituellement sur la période des troubles révolutionnaires du XVIII^e siècle et sur celle de la Restauration. Il aimait à en communiquer les résultats à la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, qu'il a présidée en 1889-1890, et dont il est resté jusqu'à la fin un des membres les plus dévoués et les plus actifs.

— L'année 1900 a vu s'achever deux publications qui ont déjà été signalées dans cette chronique. La première est l'*Histoire de la nation suisse*, par M. Berthold VAN MUYDEN (Lausanne, Mignot, 3 vol. in-8°). Le dernier volume conduit le récit des événements jusqu'à l'année 1848 ; il s'achève par un rapide coup d'œil sur « la Suisse sous la Constitution de 1348 » et sur le « mouvement intellectuel du XIX^e siècle. »

— Le troisième et dernier volume de la *Suisse au XIX^e siècle*, ouvrage publié par un groupe d'écrivains suisses sous la direction de M. Paul

SEIPPEL (Lausanne, Payot, 1901, in-8° de 597 p.), est consacré à l'étude des sujets suivants : Agriculture. — Industrie et commerce. — Classes ouvrières. Le socialisme. — Le mouvement coopératif. — Voies de communications. — Hygiène. — Œuvres philanthropiques. — Les fêtes nationales. — L'alpinisme. — Le bon vieux temps et la vie moderne. — Finances. Population. — Coup d'œil d'ensemble. La Suisse en 1900.

— La première édition complète de la « Chronique de la ville de Zurich », due à M. le professeur Jean DIERAUER, de Saint-Gall, a paru dans le tome XVIII des *Quellen sur Schweizer Geschichte*, publiées par la Société générale d'histoire suisse (Bâle, Geering, 1900, in-8° de XLVIII-308 p.). L'auteur inconnu de cette chronique rédigée vers 1415, et dont on connaît plusieurs continuations distinctes écrites au xv^e siècle, a fait œuvre de compilateur plutôt que d'historien ; il n'a pas eu recours aux sources officielles, mais sa compilation nous a, du moins, conservé plusieurs fragments de l'ancienne historiographie zuricoise. Le texte a été établi avec le plus grand soin ; l'introduction, les notes abondantes et les tables qui l'accompagnent portent la marque de la méthode et de l'érudition qui caractérisent les travaux de l'éditeur.

— M. le professeur Charles BORGEAUD, de Genève, a fait paraître le premier volume de son *Histoire de l'Université de Genève*, à laquelle il travaille depuis plusieurs années ; ce volume a pour titre : *l'Académie de Calvin, 1559-1798* (publié sous les auspices du Sénat universitaire et de la Société académique. Genève, 1900, in-4° de XVI-664 p., avec 30 portraits hors texte et de nombreuses reproductions de documents). Dans cet ouvrage, auquel la *Revue historique* ne manquera pas de consacrer un compte-rendu détaillé, M. Borgeaud ne s'est pas contenté de retracer l'histoire intérieure de la fondation qui couronna l'œuvre de Calvin à Genève, il a montré, mieux que cela n'avait été fait jusqu'ici, l'influence que l'école de Calvin a exercée sur l'Europe réformée, surtout au xv^e siècle. Ce beau livre n'est pas seulement un monument élevé à la Genève intellectuelle des siècles passés, il apporte une précieuse contribution à l'histoire du développement de la pensée protestante jusqu'à la fin du xviii^e siècle.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE¹.

ANTIQUITÉ.

- Billeter (Gust.). Geschichte des Zinsfusses im griechisch-römischen Alterthum bis auf Justinian*, 395.
Dictionnaire des antiquités grecques et romaines, 243.
Holmes (T. Rice.). Caesar's Conquest of Gaul, 400.
Homo. Topographie de l'ancienne Rome, 243.
Scala (Rud. von.). Die Staatsverträge des Altertums, 191.
Schwarz (Jul.). Histoire grecque, 201.
Soltau (W.). Livius Geschichtswerk, 397.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Armée (l') à travers les âges*, 376.
Cornelius (Ad.). Historische Arbeiten, vornehmlich zur Reformationszeit, 190.
Demetsch (F. von.). Actenstücke zur Geschichte der Coalition vom J. 1814, 177.
Lacour (Paul.). Les amazones, 474.
Lavisse et Rambaud. Histoire générale, tome XII, 474.
Schultze (Adalbert.). Kaiser Leopold II und die französische Revolution, 175.
Ulmann (H.). Russisch-preussische Politique under Alexander I und Friedrich-Wilhelm III, 176.
Volz et Kuentzel (G.). Preussische und österreichische Akten zur Vorgeschichte des 7 Jährigen Krieges, 170.
Wampach. Le Luxembourg neutre, 378.
Zimmermann (Adolf.). Die europäischen Kolonien, 189.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

- Boyer d'Agen. La prélature de Léon XIII*, 377.
Chevalier (abbé Ul.). Étude critique sur l'origine du Saint-Suaire de Lirey-Chambéry-Turin, 126.

Delaire. Saint Jean-Baptiste de la Salle, 349.

Dufourcq. De Manichaeismo apud Latinos, v-vi saec., 113.

Fages (P.). Histoire de saint Vincent Ferrier, 246.

Holme (L.-R.). The extinction of the christian churches in North Africa, 401.

Lea. Histoire de l'Inquisition au moyen âge, trad. p. S. Reinach, 122.

Monumenta historica Societatis Jesu, 255.

Reichert (dom B.-M.). Acta capitulorum generalium O.P., tome III, 476.

Reinach (S.). Voy. Lea, Strack.

Salember. Le grand schisme d'Occident, 128.

Strack. Le sang et la fausse accusation de meurtre rituel, trad. p. S. Reinach, 117.

Trudon des Ormes. Liste des maisons et de quelques dignitaires de l'ordre du Temple en Syrie, en Chypre et en France, 473.

ALLEMAGNE.

Baasch (Ernst.). Beiträge zur Geschichte des deutschen Seeschiffbaues und der Schiffbaupolitik, 188.

Bamberger (Ludwig.). Erinnerungen, p. p. P. Nathan, 183.

Benedetti (C.). Trois ans en Allemagne, 379.

Breyzig (Kurt.) et Spahn (Martin.). Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte des Kurfürsten F.-W. von Brandenburg, tome XVI, 168.

Busch (Moritz.). Tagebuchblätter, 182.

Friedrich (J.). Ignaz von Doellinger, 184.

Gebauer (J.-E.). Kurbrandenburg und das Restitutionsedikt, 166.

Gebhard (Br. von.). Wilhelm von Humboldt als Staatsmann, 178.

Hansing (K.). Hardenberg und die dritte Koalition, 177.

Hassell (W. von.). Geschichte des Königreichs Hannover, 180.

Hausrath. Zur Erinnerung an Jul. Jolly, 184.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

- Heigel (K.-Th.).** Deutsche Geschichte, 1786-1806, tome I, 173.
Henig. Die Wahrheit über die Schlacht von Vionville-Mars-la-Tour, 187.
Joachim (Eric). Joh.-Fried. von Domhardt, 172.
Ketbel (Rod.). Die Schlacht von Hohenfriedberg, 170.
Kohl (Horst). Bismarck-Jahrbuch, tome VI, 181.
 — Wegweiser durch Bismarcks Gedanken und Erinnerungen, 181.
Kunz (Commandant von). Die kriegerischen Ereignisse im Grossherzogthum Posen, 1848, 180.
Lenz (Max). Kritische Studien zu Fürst Bismarcks Gedanken und Erinnerungen, 182.
Lettau-Vorbeck (Oscar von). Geschichte des Krieges von 1866 in Deutschland, 186.
Marcks (Erich). Zur Kritik der Gedanken und Erinnerungen des Fürsten Bismarck, 181.
Meinecke (Fred.). Das Leben des Generalfeldmarschalls Hermann von Boyen, tome III, 179.
Menz (Georg). Johannes Philipp von Schönborn, Kurfürst von Mainz, tome II, 167.
Mollwo (Ludw.). Hans-Carl von Winterfeldt, ein general Friedrichs des Grossen, 172.
Moltke (maréchal de). Militärische Schriften, 3^e série, 185.
Nathan (Paul). Voy. Bamberger.
Pastor (Ludwig). August Reichenberger, 184.
Pflugk-Harttung (Jul. von). Die Anfänge des Johanniter-Ordens im Deutschland, 405.
 — Der Johanniter-und der Deutsche Orden im Kampfe Ludwigs des Bayern mit der Curie, 405.
Pigge (Heinrich). Die religiöse Toleranz Friedrichs des Grossen, 171.
Riezler (S.). Geschichte Bayerns, tome IV, 164.
Rühl (Franz). Briefe u. Aktenstücke zur Geschichte Preussens unter Fr.-Wilhelm III, 177.
Scherff (général W. von). Die Division von Beyer im Mainfeldzuge 1866, 186.
Schulz (Hanz). Markgraf J.-G. von Brandenburg-Jägerndorf, 166.
Schweizer (Paul). Die Wallensteinfrage in der Geschichte und im Drama, 166.
Sievart (Fr.). Geschichte und Urkunden der Rigafahrer in Lübeck, XVI-XVII Jahrh., 165.
Spann (Martin). Voy. Breysig.
 Taktische (die) Schülung der preussischen Armee 1745-1756, 410.
- Volz (Gust.-B.).** Politische Correspondenz Friedrichs des Grossen, tome XXV, 171.
Welschinger. Bismarck, 379.
Wengen (Fr. von der). Die Belagerung von Freiburg-i.-B. 1713, 170.
Wittichen. Die Polonische Politik Preussens, 1788-90, 175.
- ALSACE-LORRAINE.
- Jacob (Karl).** Strassburgische Politik, 1621-1632, 167, 208.
Meister (Aloys). Der Strassburger Kapitelstreit, 1583-92, 164.
Nerlinger (Charles). La vie à Strasbourg au commencement du XVII^e s., 360.
- AUTRICHE-HONGRIE.
- Bear (Adolf).** Die österreichische Handelspolitik unter Maria Theresia und Joseph II, 173.
Baum (Bruno). Die « Sammlung der hinterlassenen politischen Schriften des Prinzen Eugen von Savoyen », eine Fälschung des XIX Jahrh., 476.
Finaczky. Histoire de l'instruction publique sous Marie-Thérèse, 201.
Hajnik. L'organisation judiciaire et la procédure sous les rois de la dynastie arpadienne, 201.
Karolyi. Monumenta comititalia regni Hungariae, 201.
Margalits. Répertoire historique de Croatie, 201.
Sayous (Édouard). Histoire générale des Hongrois; 2^e édit., 394.
Schlitter (Hanns). Kaunitz, Phil. Cobenzl und Spielmann, 1779-1792, 173.
Veltze (Alois). Ausgewählte Schriften des Feldmarschalls Raimund, Fürsten Montecuccoli, 168.
- ESPAGNE.
- Strobel.** The spanish revolution, 1868-1875, 214.
Turba (Gustave). Aus den letzten Jahren des spanischen Königs Philipp II, 165.
- ÉTATS-UNIS.
- Conway (M. D.).** Thomas Paine, trad. p. F. Rabbe, 144.
Macdonald (W.). Select documents illustrative of the history of the United States, 1776-1861, 411.
Rabbe. Voy. Conway.
- FRANCE.
- Amphoux (Henri).** Michel de l'Hospital et la liberté de conscience au XVI^e siècle, 344.

- Andigné* (général d'). Mémoires, p. p. *Ed. Biré*, 148.
- Audiat* (Louis). Les célébrités inconnues : un petit-neveu de Michel de Montaigne, 346.
- Aulard*. Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire, 246.
- Bardon* (Achille). Un registre de maître Eustache Bardon, notaire à Nîmes, 1380-1388, 245.
- Barillon* (Jean). Journal, p. p. *P. de Vassière*, t. II (1518-1521), 113.
- Biré* (Ed.). Voir *Andigné*.
- Bloch* (Camille). Géographie judiciaire des territoires qui ont servi à former le département du Loiret, 245.
- Études sur l'histoire économique de la France, 361.
- Boissonnade*. Essai sur l'organisation du travail en Poitou, 357.
- Bonet-Maury* (G.). Histoire de la liberté de conscience en France depuis l'édit de Nantes jusqu'en juillet 1870, 159.
- Bonnard* (dom). Histoire de l'abbaye de la Sainte-Trinité de Mauléon, 132.
- Bonnefoux* (baron de). Mémoires, 1782-1855, p. p. *E. Jobbé-Duval*, 155.
- Bonnet* (Emile). Jetons des États-Généraux du Languedoc, 245.
- Bonneval*. Mémoires anecdotiques du général marquis de, 1786-1873, 375.
- Boudet* (Marcellin). Thomas de la Marche, bâtarde de France, 124.
- Bourgeois* (Émile). Voy. *Spanheim*.
- Brun-Durand*. Dictionnaire biographique et biblio-iconographique de la Drôme, 134.
- Cabrières* (Mgr), évêque de Montpellier. Mélanges de littérature et d'histoire religieuse publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de, tome III, 133.
- Camus* (M^{me}). Voy. *Cardon*.
- Cardon* et *Camus* (M^{me}). Lectures historiques, 243.
- Cazauran* (abbé). Ville de Mirande ; topographie-toponymie, 245.
- Charnasse* (de). Cartulaire de l'église d'Autun, 110.
- Chevallier* (E.). Histoire de la marine française de 1815 à 1870, 370.
- Cock* (M^r Alfred). The life of Madame de Longueville, 209.
- Comeau* (baron de). Souvenirs des guerres d'Allemagne, 151.
- Cordier* (R.). Francastel, 245.
- Costa de Beauregard* (M^{me} de). En émigration, 1777-1814, 146.
- Darsy*. Le Santerre, 244.
- Denis* (Samuel). Histoire contemporaine, tome III, 374.
- Des Cilleuls*. Histoire de l'administration parisienne au XIX^e s., 370.
- Dijon*. Le bourg et l'abbaye de Saint-Antoine pendant les guerres de religion et de la Ligue, 345.
- Dix-neuvième siècle (le), 384.
- Fagnies* (Gustave). Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France, 244, 358.
- Fleury* (comte de). Les grandes dames pendant la Révolution et l'Empire, 156.
- Froissart*. Chroniques, t. XI, édit. *G. Raynaud*, 112.
- Gauthier-Villars* (Henry). Le mariage de Louis XV, 355.
- Gigout* (Paul). Les principales violations du droit des gens commises dans les armées allemandes, 1870-1871, 372.
- Guiffrey* (Jules). Correspondance des directeurs de l'Académie de France à Rome avec les surintendants des bâtiments, 246.
- Huc* (A.). La loi Falloux, 377.
- Jehan* (Auguste). Versailles, 244.
- Jephson* (Henry). The real french revolutionist, 416.
- Jobbé-Duval* (Émile). Voy. *Bonnefoux*.
- Lacave*-La Plagne-Barris. Cartulaires du chapitre d'Auch : le cartulaire blanc, 111.
- Lacour* (Léopold). Les origines du féminisme contemporain, 145.
- Lacour-Gayet*. Les projets de descente en Angleterre à la fin du règne de Louis XV, 472.
- Lapasset* (le général). Algérie, Metz, 373.
- La Roncière* (Ch. de). Histoire de la marine française, t. II, 129.
- Lauer* (Ph.). Le règne de Louis IV d'Outre-Mer, 118.
- Lauzon* (Philippe). Histoire de la Société académique d'Agen, 1776-1900, 248.
- Lavisse*. Histoire de France, 163.
- Lex* (Léonce). Voy. *Thiard*.
- Lecestre*. Voy. *Quincy*.
- Le Roy* (M^{me} Albert). Voy. *Quesnel*.
- Lot* (F.). A. Giry, 472.
- Maag* (Albert). Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten, 1815-1830, 179.
- Madelin* (Louis). Fouché, 369.
- Martin* (Germain). Les associations ouvrières au XVIII^e siècle, 356.
- Masson* (Frédéric). Joséphine république, 366.
- Misernont*. Les Filles de la Charité d'Arras, 244.
- Mondelli* (capitaine). La vérité sur le siège de Bitche, 371.
- Nanglard* (abbé). Cartulaire de l'église d'Angoulême, 110.

- Neton (Albéric).** Sieyès, 143.
Philip (lieutenant-colonel de). Étude sur le service d'état-major pendant les guerres du premier Empire, 213.
Pocquet. Le duc d'Aiguillon et La Chalotais, 140.
 Positions des thèses soutenues à l'École des chartes par les élèves de la promotion de 1901, 472.
Quesnel (Pasquier). Correspondance, par M^{me} Albert Le Roy, 161.
Quincy (chevalier de). Mémoires, p. p. Leceste, t. II, 113.
Raynaud (Gaston). Voy. *Froissart*.
Rougerie (L.). Archives de la ville de Limoges. Tableau synoptique, 245.
Saige (Gaston). Documents historiques relatifs à la vicomté de Carlat, 132.
Saint-Léger (A. de). La Flandre maritime et Dunkerque sous la domination française, 358.
Ségur (Pierre de). Le maréchal de Luxembourg, 350.
Sepe (Marius). Saint Gildas de Ruis, 244.
Siecle (Un). Mouvement du monde de 1800 à 1900, 385.
Spanheim (Ézéchiel). Relation de la cour de France en 1690, p. p. E. Bourgeois, 161.
Thiard (général). Souvenirs diplomatiques et militaires, p. p. L. Lex, 153.
Tuetey. Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française, 162.
Vaissière (P. de). Voy. *Barrillon*.
Valentin (abbé). Saint Prosper d'Aquitaine, 114.
Vaulet (capitaine). Fontanetum, 244.
Viard (Jules). Documents parisiens du règne de Philippe VI de Valois, extraits des registres de la chancellerie de France, 473.
Vogué (marquis de). Le duc de Bourgogne et le duc de Beaufort, 353.
- COLONIES FRANÇAISES
ET HISTOIRE COLONIALE.
- Darcy (Jean).** La conquête de l'Afrique, 383.
Nion (M. de). Voyages au Canada du baron de Hontan, 351.
Oliver (Pasfield). The land of parrots, 478.
Poyen (colonel H. de). Histoire militaire de la révolution de Saint-Domingue, 154.
Question (la) du Contesté brésilien, 247.
Roloff (Gustav). Die Kolonialpolitik Napoleons I., 175.
Terrier (Auguste). Les auxiliaires de la colonisation, 475.
- GRANDE-BRETAGNE.
- Bekker (Ernest).** Beiträge zur englischen Geschichte im Zeitalter Elisabeths, 165.
Bischoffshausen (baron S. von). Die Politik des Protectors Oliver Cromwell in der Auffassung und Thätigkeit seines Staatssekretärs John Thurloe, 169.
R. Commission on historical manuscripts. 251.
Gross (Charles). The sources and literature of English history, 250.
Hueffer (Ford Maddox). The Cinque Ports, 250.
La Servière (Joseph de). De Jacobo I, Angliae rege, cum cardinali Roberto Bellarmino disputante, 346.
Neilson (George). John Barbour, poet and translator, 250.
Rail (Robert S.). Mary, queen of Scots, 251.
Stephens et Hunt. A new History of English Church, 479.
Terry (Ch. Sanford). The rising of 1745, 251.
- ITALIE.
- Cuccoli (Ercole).** M. Antonio Flaminio, 408.
Del Lungo (Isidoro). Da Bonifacio VIII ad Arrigo VII, 407.
Dorez (L.). Voy. *Morosini*.
Ferrari (G.). La rivoluzione e i rivoluzionari in Italia, p. p. A. Ghisleri, 480.
Fumagalli. Chi l'a detto, 255.
Lefèvre-Pontalis (G.). Voy. *Morosini*.
Mandoul. Joseph de Maistre et la politique de la maison de Savoie, 158.
Morosini (Antonio). Chronique, p. p. L. Dorez et G. Lefèvre-Pontalis, tome II, 112.
Münz (Eugène). Florence et la Toscane, 384.
Muratori. Rerum italicarum scriptores. Nouv. édit. par Carducci et Fiorini, 479.
Perrin (André). L'histoire de Savoie, des origines à 1860, 360.
Rattazzi. La fin d'une ambassadrice, 376.
Schipa (Marc-Angelo). Un ministro napoletano del sec. XVIII: D. Caraciolo, 412.
Zanetti. La legge romana-retica-coirese o udinese, 405.
- ORIENT.
- Bigge.** Der Kampf um Candia, 1667-69, 169.
Brosch (Moritz). Geschichten aus dem Leben dreier Grossweizer, 169.

Chalandon. Essai sur le règne d'Alexis I^e Comnène, 120.
Damé (Frédéric). Histoire de la Roumanie contemporaine, 381.
Isambert (Gaston). L'indépendance grecque et l'Europe, 381.
Izzet-Fuad-Pacha. Les occasions perdues, 380.

EXTRÉME-ORIENT.

Bard (E.). Les Chinois chez eux, 383.
Monnier (Marcel). Le drame chinois, juillet-août 1900, 382.

PAYS-BAS.

(BELGIQUE ET HOLLANDE.)

Des Marez (Guillaume). Étude sur la propriété foncière dans les villes du moyen âge, 192.
Hubert (Eug.). Le voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas, 1781, 414.
Pirenne. Le soulèvement de la Flandre maritime, 111.

PAYS SCANDINAVES.

Steenstrup (Joh.). Venderne og de Danske for Valdemar den Stores tid, 256.
Syveton. Louis XIV et Charles XII. Au camp d'Altranstädt, 137.

RUSSIE.

Waluszewski. L'héritage de Pierre le Grand, 139.
Wirth (Albr.). Geschichte Sibiriens und der Manschurei, 189.

SUISSE.

Borgeaud (Charles). Histoire de l'Université de Genève, tome I, 482.
Dierauer (J.). Quellen zur Schweizer Geschichte, tome XVIII, 482.
Muyden (Berthold von). Histoire de la nation suisse, 481.
Rott (Ed.). Histoire de la représentation de la France en Suisse, t. I, 130.
Suisse (la) au XIX^e siècle, 481.

BIBLIOGRAPHIE ET PALÉOGRAPHIE.

Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, tome III, 3^e livr., 248.
 Catalogue général des mss. français.

Nouvelles acquisitions, tome III, 247.
Châtelain (Émile). Introduction à la lecture des notes tironiennes, 473.
Tille (Alex.). Yule and Christmas, 477.

ÉCONOMIE POLITIQUE.

Ashley (W. J.). Surveys historic and economic, 254.
Hauser (Henri). Ouvriers du temps passé : XV^e-XVI^e siècles, 134.
 — L'Or, 393.

GÉOGRAPHIE.

Geschichtlicher Atlas der Rheinprovinz, 210.
Meitzen (Aug.). Siedlung und Agrarswesen, 195.
Ratzel. Der Ursprung und die Wanderungen der Völker geographisch betrachtet, 249.
Schurz (Heinrich). Urgeschichte der Cultur, 249.

LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS,
PHILOSOPHIE, SCIENCES.

Bardoux (J.). J. Ruskin, 474.
Barzillotti. La philosophie de Taine, 392.
Brusnes (M^{me} J.). Ruskin et la Bible, 474.
Giraud (Victor). Essai sur Taine, 392.
Froissart. Méliador, p. p. A. Longnon, 246.
Hastings (Ch.). Le théâtre français et anglais, 246.
Kelly (Edmond). Government or human evolution : Justice, 254.
Lévy-Brühl. La philosophie d'Auguste Comte, 393.
Longnon (Aug.). Voy. *Froissart*.
Michaut. Le génie latin, 243.
Novicow (J.). La fédération de l'Europe, 376.
Paris (Gaston). Orson de Beauvais, 246.
Pauthé (abbé). Études historiques et littéraires : Bourdaloue, 347.
Renard (Georges). La méthode scientifique de l'enseignement littéraire, 393.
Rosenthal (Léon). La peinture romantique, 362.
Vallery-Radot. La vie de Pasteur, 385.
Winderberger. Essai sur le système de politique étrangère de J.-J. Rousseau, 141.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.	Pages
G. CAUDRILLIER. Le complot de l'an XII; <i>1^{re} partie, fin</i>	257
F.-T. PERRENS. Le premier abbé Dubois; <i>fin</i>	1
M. PHILIPPSON. La paix d'Amiens et la politique générale de Napoléon I ^{er}	286
 MÉLANGES ET DOCUMENTS.	
G. DEPPING. Un épisode du séjour des Alliés à Paris en 1815.	332
A. LIARD. Saint-Simon et les États-Généraux	319
P. SABATIER. De l'authenticité de la légende de saint François, dite des Trois-Compagnons	61
A.-E. SAYOUS. Les placements financiers de la République de Berne au XVIII ^e siècle	101
Alfred STERN. La mission secrète du marquis de Bellune à Lisbonne en 1830.	36
 BULLETIN HISTORIQUE.	
Allemagne. Époque moderne, par M. PHILIPPSON	164
France. Moyen âge, par A. MOLINIER	410
— Époque moderne, par H. HAUSER, B. et G. MONOD, Rod. REUSS.	134, 344
— Époque contemporaine, par A. LICHTENBERGER.	369
— Nécrologie : duc de Broglie, F.-T. Perrens, par G. MONOD, de l'Institut.	340
 COMPTEES-RENDUS CRITIQUES.	
G. BILLETER. Geschichte des Zinsfusses im Alterthum. (Ch. Lécrivain.)	395
A. COCK. The life of Madame de Longueville. (P. Bondois.)	209
E. CUCCOLI. M. Antonio Flaminio. (J. Guiraud.)	408
I. DEL LUNGO. Da Bonifazio VIII ad Arrigo VII. (G. Salvemini.)	407
G. DES MAREZ. Étude sur la propriété foncière dans les villes du moyen âge. (H. Séé.)	192
E. FINACZY. Histoire de l'instruction publique sous Marie-Thérèse. (J. Kont.)	201
É. HAJNICK. L'organisation judiciaire de la procédure sous les rois de la dynastie arpadienne. (Id.)	204
L. R. HOLME. The extinction of the christian church in North Africa. (P. Monceaux.)	401

TABLE DES MATIÈRES.

	489
	Pages
T. R. HOLMES. Cæsar's Conquest of Gaul. (C. Julian.)	400
Eug. HUBERT. Le voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas. (M. Philippson.)	414
K. JACOB. Strassburgische Politik, 1621-1632. (A. Waddington.)	208
H. JEPHSON. The real french revolutionist. (P. Bondois.)	416
A. KAROLYI. Monumenta comititalia regni Hungariae. (J. Kont.) .	205
W. MACDONALD. Select documents illustrative of the history of the United States. (Ch. Seignobos.)	411
Éd. MARGALITS. Répertoire historique de Croatie. (J. Kont.) .	205
Aug. MEITZEN. Siedelung und Agrarwesen. (G. Blondel.) . .	195
Jul. von PFLUGK - HARTUNG. Die Anfänge des Johanniter Ordens in Deutschland. (A. Leroux.)	405
— DérJohanniter-und der Deutsche Orden im Kampfe Ludwigs des Bayern mit der Curie. (Id.)	406
Colonel de PHILIP. Étude sur le service d'état-major pendant les guerres du Premier Empire	213
Rud. von SCALA. Die Staatsverträge des Alterthums. (Ch. Lécrivain.)	191
M. SCHIPA. Un ministro napoletano del sec. XVIII : D. Caracciolo. (J. Guiraud.)	412
C. SCHULTEIS et W. FABRICIUS. Geschichtlicher Atlas der Rhein-provinz. (G. Blondel.)	210
Jul. SCHVARCZ. Histoire grecque. (J. Kont.)	206
W. SOLTAU. Livius Geschichtswerk. (Ch. Lécrivain.) . .	397
E. H. STROBEL. The spanish revolution, 1868-1875. (H. Léonard.)	214
Taktische Schülung der preussischen Armée, 1745-1756 . .	410
ZANETTI. La legge romana retica-coirese o udinese. (J. Brissaud.)	405

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUÉILLS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Munich)	228, 455
2. Archiv f. d. Studium d. neueren Sprachen	441
3. Aus Aachener Vorzeit	228
4. Beihæfte zum Militär-Wochenblatt	445
5. Beilage zur Allgemeinen Zeitung	446
6. Beiträge zur Geschichte d. Niederrheins	453
7. Blätter für Handel, Gewerbe u. Sociales Leben	443
8. Bonner Jahrbücher	229
9. Centralblatt für Bibliothekswesen	443
10. Deutsche Revue	449
11. Forschungen zur Brandenburgischen Geschichte . .	453
12. Grenzboten	451

	Pages
13. Hermes	439
14. Historische Vierteljahrschrift	435
15. Historische Zeitschrift	433
16. Historisches Jahrbuch	439
17. Jahrbuch für Gesetzgebung	451
18. Jahrbücher f. d. classische Alterthum	224
19. Jahrbücher f. Meklenburgische Geschichte	229
20. Militär-Wochenblatt	444
21. Mittheilungen aus d. Stadtarchiv zu Köln	454
22. Mittheilungen d. k. deutschen archaeol. Instituts	225
23. Neue Jahrbücher f. d. classische Alterthum	440
24. Neues Archiv	441
25. Neues Archiv für Sächsische Geschichte	225
26. Philologus	440
27. Preussische Jahrbücher	227, 452
28. Rheinisches Museum für Philologie	226, 440
29. Sonntagsbeilage zur Vossischen Zeitung	447
30. Staats -u. Socialwissenschaftliche Forschungen	441
31. Stimmen aus Maria Laach	445
32. Theologische Quartalschrift	442
33. Theologische Studien u. Kritiken	442
34. Westermann's illustrierte Monatshefte	452
35. Wissenschaftliche Beilage zur Germania	447
36. Zeitschrift d. morgentändischen Gesellschaft	226
37. Zeitschrift d. Gesells. f. Schleswig-Holstein. Gesch.	454
38. Zeitschrift d. histor. Vereins f. Niedersachsen	454
39. Zeitschrift für deutsche Philologie	227
40. Zeitschrift für die alttestamentl. Wissenschaft	443
41. Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins	229
42. Zeitschrift für Kirchengeschichte	227
43. Zeitschrift für Socialgeschichte	442
44. Zeitschrift für Socialwissenschaft	444

AUTRICHE-HONGRIE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Vienne)	455
2. Archiv f. vaterland. Geschichte Kärnten	455
3. Beitrag d. Vereins f. Nieder-Öesterreich	228
4. Beiträge z. Landeskunde von Österreich ob der Enns	230
5. Budapesti Szemle	232
6. Carinthia	455
7. Mittheilungen d. Instituts f. österr. Geschichtsforschg.	229
8. Századok	230
9. Wiener Zeitschrift f. d. Kunde d. Morgenlandes	230

BELGIQUE.

1. Analecta Bollandiana	463
2. Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique	464
3. Annales de l'Académie d'archéologie	464

TABLE DES MATIÈRES.

494

Pages

4. Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles	466
5. Annales de la Société d'émulation de la Flandre	466
6. Annales du cercle archéologique de Mons	465
7. Annales du cercle archéol. du pays de Waes	466
8. Archives belges	464
9. Bulletin bibliographique du Musée belge	467
10. Bulletin de l'Académie royale	466
11. Bulletin de l'Académie royale d'archéologie	467
12. Bulletin de la Commission royale d'histoire	467
13. Bulletin de la Commission des églises wallonnes	468
14. Bulletin de la Fédération historique de Belgique	468
15. Bulletin de la Société de géographie d'Anvers	469
16. Bulletin de la Société d'histoire de Gand	468
17. Bulletin de la Société d'histoire de Liège	469
18. Bulletin du cercle archéologique de Malines	468
19. Deutsch Belgien	469
20. Le Musée belge	469

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres.	429
2. Académie des sciences morales et politiques	429
3. Annales de Bretagne	430
4. Annales de la Société historique du Gâtinais.	431
5. Annales de l'Est	431
6. Annales des sciences politiques	417
7. Annales du Midi	223, 431
8. Bibliothèque de l'École des chartes	217
9. Bulletin critique	219, 421
10. Bulletin de littérature ecclésiastique (Toulouse)	423
11. Bulletin d'histoire ecclésiastique (Valence, Gap).	224
12. Bulletin hispanique	424
13. La Correspondance historique et archéologique	417
14. Le Correspondant	425
15. Études publiées par des PP. de la Compagnie de Jésus.	426
16. La Grande Revue	221, 426
17. Journal des Savants	219, 421
18. Mélanges d'archéologie et d'histoire	424
19. Le Moyen âge	218
20. Nouvelle Revue historique de droit	424
21. Polybiblion	220
22. La Révolution française	420
23. Revue archéologique du Berry	224
24. Revue celtique	424
25. Revue critique d'histoire et de littérature	220, 422
26. Revue de Gascogne	432
27. Revue de Géographie	425
28. Revue de l'Agenais	431

	Pages
29. Revue de l'Histoire des religions	425
30. Revue de Paris	221, 428
31. Revue de synthèse historique	427
32. Revue des Deux-Mondes	427
33. Revue des Études anciennes	417
34. Revue des Études historiques	417
35. Revue des Questions historiques	216, 418
36. Revue d'histoire diplomatique	216, 420
37. Revue d'histoire moderne et contemporaine	420
38. Revue historique et archéologique du Maine	432
39. Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France	223
40. Société de l'Histoire du protestantisme français	222, 430
41. Société nationale des Antiquaires de France	222, 430
42. Travaux de l'Académie nationale de Reims	432
GRANDE-BRETAGNE.	
1. The Athenaeum	232, 456
2. The Contemporary Review	233
3. Edinburgh Review	235
4. The English historical Review	233, 456
5. Quarterly Review	236
6. Review of histor. publications relating to Canada	458
ESPAGNE.	
1. Boletin de la r. Academia de historia	239
ÉTATS-UNIS.	
1. The American historical Review	238
ITALIE.	
1. Archivio storico italiano	238, 461
2. Archivio storico lombardo	461
3. Archivio storico per le provincie napoletane	239, 462
4. Rivista storica italiana	462
5. Studi storici	239
SUISSE.	
1. Bollettino storico della Svizzera italiana	241
Chronique et Bibliographie	242, 470
Index bibliographique	483

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

